



« On m'insulte
en répétant que
je veux faire
la guerre »

**LES ENTRETIENS
OUBLIÉS D'HITLER**

1923-1940

Éric Branca

PERRIN

DU MÊME AUTEUR

L'Ami américain. Washington contre de Gaulle 1940-1969, Perrin, 2017.

Jacques Chirac, Chronique, 2015.

3 000 ans d'idées politiques, Chronique, 2014.

De Gaulle et les Français libres, Albin Michel, 2010.

Histoire secrète de la droite, 1958-2008, Plon, 2008, et Nouveau Monde, 2011.

Je ne sais rien, mais je dirai (presque) tout, conversations avec Yves Bertrand, Plon, 2007, et Nouveau Monde, 2009.

Charles de Gaulle, Éditions du huitième jour, 2006.

De la mauvaise conscience en général et de l'Afrique en particulier, entretiens avec Bernard Debré et Jacques Vergès, Jean-Claude Lattès, 2003.

Les Présidents de la République, Molière, 2001.

De Gaulle, Molière, 1999, et PUF, 2010.

Le Roman de la droite, Jean-Claude Lattès, 1998.

Éric Branca

« On m'insulte en répétant
que je veux faire la guerre »

Les entretiens oubliés d'Hitler
1923-1940

PERRIN

© Perrin, un département de Place des Éditeurs, 2019

12, avenue d'Italie
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01

ISBN : 9782262079468
Dépôt légal : janvier 2019

Mise en pages : Soft Office

Hitler et des 1934.
© Alamy

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

« Soldat et homme du peuple, voilà Hitler.
Et voici ce que Hitler pourrait vous dire :
la guerre, "il y en a jusque-là !" »

Henri PICHOT,
président de l'Union fédérale
des anciens combattants,
L'Œuvre, 30 décembre 1934.

AVANT-PROPOS

L'« espérance des imbéciles »

« Ses yeux sont d'un bleu tendre, d'un bleu lavé des cimes, d'un bleu innocent que seuls possèdent les tout-petits. »

Ces lignes, parues dans l'hebdomadaire *L'Illustration* du 10 décembre 1938, sont signées du journaliste Robert Chenevier. Et le regard d'enfant qui attendrit tant leur auteur, celui d'un homme qui, au pouvoir depuis bientôt six ans, s'est imposé comme un dictateur impitoyable conjugué à un conquérant sans scrupules.

Il a successivement aboli le régime parlementaire en Allemagne, mis fin aux libertés publiques fondamentales, tué ou emprisonné ses opposants, mis ses compatriotes juifs au ban de la société. Dans l'ordre international, on chercherait en vain la moindre trace d'ingénuité : le chancelier – et désormais Führer¹ – a non seulement rendu caduc le traité de Versailles sans rencontrer la moindre opposition de la France et de la Grande-Bretagne censées le garantir, mais encore et surtout agrandi le territoire allemand comme jamais depuis Bismarck. Neuf mois plus tôt, l'Autriche a été absorbée par l'Anschluss et, au terme des accords de Munich du 30 septembre 1938, la Tchécoslovaquie a dû lui rétrocéder la région des Sudètes. Dans *Mein Kampf*, son livre-programme paru en 1925, il n'a pas caché, en outre, son intention d'en finir avec la France :

L'ennemi mortel, l'ennemi impitoyable du peuple allemand est et reste la France. [...] Cette menace ne sera pas écartée grâce à

des prières au Seigneur, ni par des discours ou des négociations à Genève. Elle ne pourra l'être que par une guerre sanglante.

Ce qui intéresse le très respecté Robert Chenevier, journaliste vedette de *L'Illustration*, en ce dernier hiver de paix, n'est pourtant pas de savoir à quoi va servir le réarmement allemand qui progresse à grands pas. S'il est venu interviewer Adolf Hitler dans sa résidence bavaroise de Berchtesgaden, ce vendredi 25 novembre 1938, ce n'est pas davantage pour parler politique, encore moins relations internationales, mais pour en savoir plus sur ses conceptions architecturales et urbanistiques. Bien que n'ayant accordé en tout et pour tout qu'une petite dizaine d'entretiens à la presse française depuis son accession au pouvoir, le Führer n'a fait aucune difficulté pour le recevoir. Fin 1936, en effet, Chenevier a déjà passé deux mois en Allemagne pour enquêter sur les « réussites économiques et sociales » du Reich, ce qui a donné lieu, à partir de janvier 1937, à la publication d'une enquête en cinq volets qui, visiblement, n'a pas déplu à la chancellerie².

C'est donc en hôte de marque qu'il a été traité, même si l'entretien n'a pas duré longtemps. Trois jours à peine se sont écoulés entre sa demande d'interview et sa réception sur l'Obersalzberg, cet autre centre du pouvoir de l'Allemagne d'alors dont Berchtesgaden est, pour ainsi dire, la seconde capitale après Berlin – celle, en tout cas, la plus chère au cœur d'Hitler³.

Pour complaisant qu'il soit, Robert Chenevier n'est nullement national-socialiste. De toutes les personnalités françaises admises à interviewer Hitler avant la guerre, une seule s'est ouvertement revendiquée de son idéologie : Alphonse de Châteaubriant, qui l'a rencontré, lui aussi, à Berchtesgaden quelques mois avant Chenevier. Et une autre s'en rapproche à grands pas qui finira, comme Châteaubriant, dans la flétrissure de la collaboration active : l'académicien Abel Bonnard. Ce qui frappe, en revanche, c'est le soin prémonitoire avec lequel les services allemands ont su choisir les

interlocuteurs français du Führer. Sur les dix appelés à l'interroger, trois seulement ne deviendront pas, après l'écrasement de la France, des thuriféraires de l'« Europe nouvelle » : Philippe Barrès, fils de Maurice, auteur, en septembre 1934, d'un entretien avec Hitler publié par *Le Matin*, et qui, dès l'été 1940, rejoindra les rangs des Français libres avant de devenir le premier biographe du général de Gaulle ; Bertrand de Jouvenel, que sa qualité d'intellectuel franc-tireur ne prédisposait pas à l'embrigadement, même si son intérêt mêlé de fascination pour la personnalité d'Hitler et son engagement en faveur du fédéralisme européen furent à deux doigts de l'y faire basculer, juste après la défaite ; Lucien Lemas, enfin, dont tout porte à croire qu'il ne rencontra pas directement Hitler et fut la victime consentante d'une opération de manipulation⁴.

Si différents soient-ils, tous communient pourtant, à des degrés divers, dans le même aveuglement. Parce qu'ils redoutent la guerre, ils veulent croire et surtout faire croire à leurs lecteurs qu'Hitler dit la vérité quand il défend la paix. Et, faute suprême, évitent de lui poser les questions auxquelles celui-ci ne veut pas répondre.

Cette auto-intoxication n'est pas propre aux journalistes français. Elle se constate aux États-Unis comme en Grande-Bretagne où la parole du Führer est prise, là aussi, très largement pour argent comptant. Sauf dans deux cas : celui de l'Américaine Dorothy Thompson qui, en octobre 1931, est sortie d'une entrevue avec le futur chancelier convaincue que son but ultime était de « mettre le monde à feu et à sang » mais qu'en aucun cas il ne pourrait accéder au pouvoir, en raison de sa « médiocrité »⁵. Et celui de Max Fraenkel, autre Américain ayant réussi, quelques mois plus tôt, à l'approcher à l'issue d'un meeting, sans faire état, on s'en doute, de ses origines juives. D'où l'importance des entretiens qui suivent, lesquels en apprennent autant sur Hitler que sur ceux qui l'interrogent et, en dernière analyse, sur ce que voulaient entendre

les opinions publiques française, anglaise et américaine à la veille de la guerre.

De ce point de vue, la situation de la France est exemplaire. Car, au contraire des Anglo-Saxons, nullement visés par *Mein Kampf*, celle-ci fait figure, on l'a dit, de cible désignée. Et tellement assumée que, jusqu'en 1930, le chef du Parti national-socialiste refusera de recevoir le moindre journaliste français, alors que depuis le début des années 1920 il ouvre volontiers sa porte aux Britanniques ou aux Américains. Sans parler des Italiens, ce qui est naturel, vu l'évidente parenté entre les totalitarismes nazi et fasciste⁶, parenté qui nous a fait choisir d'exclure de ce recueil les entretiens accordés par Hitler à la presse italienne, de même que ceux publiés par les journaux allemands, guère différents des innombrables discours qu'il prononçait alors à l'intention d'une opinion domestique réputée acquise.

D'emblée, donc, ne pas parler aux Français ! Ce premier indice, déjà inquiétant, est inséparable d'un autre, qui aurait dû alerter et *a fortiori* orienter les questions des journalistes candidats à une rencontre avec le Führer : le refus qu'il oppose à toute traduction de *Mein Kampf* dans la langue de Molière, aveu en creux des griefs inexpiables qu'il nourrit contre la « Grande Nation ».

Ceux-ci sont essentiellement de trois ordres : historiques, géopolitiques et raciaux.

Historiques ?

Peu importe qui a gouverné ou gouvernera la France. Que ce soient les Bourbons ou les Jacobins, les Napoléon ou les démocrates bourgeois, les républicains cléricaux ou les bolchevistes rouges : le but final de leur politique étrangère sera toujours de s'emparer de la frontière du Rhin et de consolider la position de la France sur ce fleuve, en faisant tous leurs efforts pour que l'Allemagne reste désunie et morcelée.

Géopolitiques ?

L'Angleterre désire que l'Allemagne ne soit pas une puissance mondiale ; la France ne veut pas qu'il existe une puissance qui s'appelle l'Allemagne ; la différence est considérable ! Mais, aujourd'hui, nous ne luttons pas pour reconquérir la situation de puissance mondiale ; nous avons à combattre pour l'existence de notre patrie, pour l'unité de notre nation et pour le pain quotidien de nos enfants. [Conclusion :] Si nous passons en revue les alliés que peut nous offrir l'Europe, il ne reste que deux États : l'Angleterre et l'Italie.

Hitler explique :

L'Angleterre ne désire pas avoir en face d'elle une France [...] que la possession des riches mines de fer et de charbon de l'Europe occidentale mettrait à même de jouer dans l'économie mondiale un rôle dangereux pour elle. [Quant à l'Italie], son avenir dépend d'un développement territorial dont les éléments sont groupés autour du bassin méditerranéen. Ce qui a poussé l'Italie à la guerre [NDA : en 1915, au côté des Alliés, contre l'Allemagne], ce n'était certainement pas l'envie de travailler à la grandeur de la France, mais l'intention de porter le coup mortel au rival exécré qu'elle avait dans l'Adriatique [NDA : l'Autriche]. Toute augmentation nouvelle de la puissance française sur le continent est, pour l'avenir, un obstacle contre lequel l'Italie pourra se heurter.

Vient enfin, et peut-être surtout, l'argument racial :

Le peuple français, qui tombe de plus en plus au niveau des nègres, met sourdement en danger, par l'appui qu'il prête aux Juifs pour atteindre leur but de domination universelle, l'existence de la race blanche en Europe. Car la contamination provoquée par l'afflux de sang nègre sur le Rhin⁷, au cœur de l'Europe, répond aussi bien à la soif de vengeance sadique et perverse de cet ennemi héréditaire de notre peuple qu'au froid calcul du Juif, qui y voit le moyen de commencer le métissage du continent européen en son centre et, en infectant la race blanche avec le sang d'une basse humanité, de poser les

fondations de sa propre domination. Le rôle que la France, aiguillonnée par sa soif de vengeance et systématiquement guidée par les Juifs, joue aujourd'hui en Europe est un péché contre l'existence de l'humanité blanche et déchaînera un jour contre ce peuple tous les esprits vengeurs d'une génération qui aura reconnu dans la pollution des races le péché héréditaire de l'humanité⁸.

C'est justement en raison de ces passages, on ne peut plus explicites, qu'en 1934 Fernand Sorlot, propriétaire des Nouvelles Éditions latines, proche de l'Action française et notoirement antiallemand, décide de passer outre au veto d'Hitler et de publier une traduction intégrale du texte de *Mein Kampf*. Une initiative que salue la LICA (la Ligue internationale contre l'antisémitisme, ancêtre de l'actuelle LICRA), pourtant bien opposée aux idées de Maurras mais qui, consciente que l'antisémitisme traditionnel de ce dernier n'a rien à voir avec celui, biologique, d'Hitler, verse 50 000 francs à Sorlot pour aider à la diffusion de l'ouvrage. Dès la première page, y figure cette injonction du maréchal Lyautey : « Tout Français doit lire ce livre. » Exactement ce qu'Hitler ne veut pas...

De fait, à peine traduit en français, Max Amann, en sa qualité de fondé de pouvoir du Führer mais aussi de directeur des éditions Eher, qui diffusent le livre en Allemagne, saisit en référé le tribunal de commerce de la Seine en faisant valoir qu'il n'a jamais cédé le moindre droit d'exploitation aux Nouvelles Éditions latines. Ce qui est exact et provoque, le 18 juin 1934, la condamnation de Sorlot à la demande d'Hans Frank, l'avocat d'Hitler, qui s'illustrera cinq ans plus tard comme gouverneur de la Pologne occupée⁹. Les exemplaires de *Mein Kampf* déjà en vente doivent être retirés du commerce sous vingt-quatre heures et les clichés ayant servi à son impression détruits sous contrôle d'huissier.

Croit-on pour autant que ce duel judiciaire, qui révèle mieux que toutes ses dénégations la volonté d'Hitler de dissimuler ses intentions aux Français, ait réveillé la presse et l'appétit de ses

enquêteurs ? Au contraire, la plupart des grands journaux français réserveront à l'épisode une portion congrue, d'autres se contentant docilement de chroniquer les éditions ultérieures de *Mein Kampf*, versions abrégées composées d'extraits dûment sélectionnés par l'éditeur allemand¹⁰ !

À Berlin, pourtant, on a senti le danger. Plus encore que d'éditions expurgées, c'est d'un nouveau corpus, spécialement destiné aux Français, qu'a besoin Hitler. Avec son conseiller diplomatique, Joachim von Ribbentrop, qui deviendra en 1936 son ambassadeur à Londres puis en 1938 le ministre des Affaires étrangères du Reich, le Führer imagine donc deux ripostes simultanées en direction de l'opinion publique hexagonale : la noyer sous des exégèses de sa pensée rédigées par des auteurs « sous contrôle », et accorder à des journalistes non moins choisis, et qui parfois sont les mêmes, des entretiens rassurants.

S'agissant des ouvrages français prohitlériens écrits avant 1939, ne retenons que les plus marquants parmi la bonne cinquantaine recensés. Le mieux construit, et partant le plus efficace en termes de propagande, reste incontestablement *La Gerbe des forces*, d'Alphonse de Châteaubriant (Grasset, 1937), et le plus grossier celui de Paul Ferdonnet¹¹, *Face à Hitler* (1934), premier d'une longue série publiée aux Éditions Baudinière (*Hitler devant l'opinion* en 1935, *La Préface de la guerre* en 1937, *La Crise tchèque* en 1938 et *La Guerre juive* en 1939). Entre ces deux extrêmes, citons *Pour Hitler ou contre l'Europe* de Paul Aubert, alias Lazare (Éditions Eugène Figuière, 1934) ; *France-Allemagne, 1918-1934*, de Fernand de Brinon (Grasset, 1935) ; *Comment causer avec l'Allemagne* (Denoël, 1935) d'André Chaumet ; ou encore *Qui conduit l'Europe à la guerre ?* de Jean Marquès-Rivière (Éditions Le Pont, 1936). Et surtout *Hitler et la France*, de Friedrich Grimm¹², publié chez Plon en 1938 et préfacé par Ribbentrop en personne qui prend carrément le contre-pied des

thèses de *Mein Kampf* en recensant toutes les déclarations faites par Hitler, depuis 1933, en faveur d'une réconciliation franco-allemande.

Ribbentrop écrit :

Les nombreuses entrevues qui ont eu lieu entre les anciens combattants et la jeunesse des deux pays ont montré qu'une volonté existe en Allemagne et en France de surmonter la méfiance réciproque et de tirer des événements de la Grande Guerre les conclusions qui s'imposent pour les deux peuples. Comme la volonté et les intentions du Chancelier n'ont pas toujours été interprétées dans l'opinion politique à l'étranger d'une manière juste, cette publication peut être d'une grande utilité, parce qu'elle fait ressortir les idées du Führer-Chancelier telles qu'il les a formulées lui-même, en de nombreuses occasions, sur les rapports franco-allemands.

Quant aux journalistes admis à rencontrer le maître de la nouvelle Allemagne, c'est peu dire qu'ils sont triés sur le volet, après avoir été orientés et même formés à cette tâche par des intermédiaires allemands (lire *infra*), sans que les patrons de presse qui les emploient y trouvent à redire. Comme nous allons le voir dans les pages suivantes, les Britanniques ou les Américains ne sont pas en reste dans la naïveté, la duplicité, voire pour certains la complicité. Mais, répétons-le, une chose est d'interroger Hitler quand on est anglo-saxon, donc épargné par son programme, une autre est d'abdiquer tout esprit critique quand, en tant que Français, aucune illusion n'est permise sur ses intentions délétères. S'adressant aux premiers, le fondateur du III^e Reich ne ment pas, somme toute, sur ses buts à long terme, ni ne prend la peine de démentir une seule fois ce qu'il a écrit dans *Mein Kampf* ; aux seconds, il ne cesse au contraire de dire qu'il a changé, et que seules ses promesses *hic et nunc* doivent être prises au sérieux. À la seule lecture de la presse anglo-saxonne, les journalistes français auraient dû être inquiétés par ce double langage. Ils ne l'ont pas été. À la méfiance la plus élémentaire, ils ont, dans un bel ensemble, préféré l'optimisme,

cette « fausse espérance à l'usage des lâches et des imbéciles » que dénoncera bientôt Georges Bernanos¹³.

Présentant l'interview d'Hitler qu'il publie dans *Le Matin* du 18 novembre 1934, le député de la Seine, Jean Goy, tout ébloui encore d'avoir été reçu, à Berlin, « dans son immense bureau de la Wilhelmstrasse », écrit qu'en reproduisant les mots du Führer il ne souhaite certes pas « faire naître des illusions dangereuses », mais qu'à tout le moins il se refuse « à laisser semer je ne sais quelle panique démoralisante ». Bref, restons confiants dans l'avenir, comme le proclame le « tube » d'Albert Préjean qui, en cette fin d'année 1934, passe en boucle sur toutes les radios françaises :

*Amusez-vous, foutez-vous d'tout
La vie entre nous est si brève
Amusez-vous, comme des fous
La vie est si courte, après tout !*

Et aussi :

*Car l'on n'est pas ici
Pour se faire du souci
On n'est pas ici-bas
Pour se faire du tracass.*

Que ses voisins ne se « tracassent » surtout pas : la perspective convient parfaitement au maître de l'Allemagne ; qui la suggère avec une régularité de métronome à ses interlocuteurs, surtout quand ils sont français.

Orateur magnétique et terrifiant en public, affable et séducteur en privé, Adolf Hitler n'eût pas existé sans son verbe. Qu'il lui servît à conquérir les foules, à retourner ses ennemis ou à susciter, dans l'intimité, l'adhésion d'un homme ou d'une femme qui, faute de l'avoir rencontré, l'aurait peut-être combattu, ce *logos* virant facilement à la logorrhée a ponctué chaque étape de sa sombre aventure. Des tavernes enfumées de Munich au bunker de la chancellerie en passant par les dramaturgies païennes de

Nuremberg, c'est en parlant encore et toujours qu'il recrute ses premiers partisans, sidère les masses, convainc l'Allemagne exsangue de se battre jusqu'à la dernière pierre, jusqu'au dernier enfant.

Instrument à double sens, l'usage qu'il fait de la parole ne lui permet pas seulement d'enrôler ses contemporains au service d'une « entreprise surhumaine et inhumaine » (Charles de Gaulle) ; ses discours sont aussi et peut-être surtout, comme l'a si bien démontré le psychanalyste Carl Gustav Jung, le moyen d'exprimer, au terme d'un exercice cathartique, les archétypes propres à l'inconscient collectif allemand, brimé par la défaite de 1918¹⁴.

Au journaliste américain Hubert Knickerbocker, qui a souvent rencontré le Führer et demande à Jung, en 1938, son avis de psychiatre sur le « cas Hitler », le médecin suisse répond, en clinicien qui n'a pas à juger une maladie :

Il est le haut-parleur qui amplifie les murmures inaudibles de l'âme allemande jusqu'à ce qu'ils puissent être entendus par l'oreille de la conscience allemande. Il est le premier homme à dire à tous les Allemands ce qu'ils pensent et ressentent inconsciemment sur le sort allemand, surtout depuis la défaite de la Première Guerre mondiale, et l'une des caractéristiques qui teinte chaque âme allemande est le complexe d'infériorité typiquement allemand, le complexe du petit frère, de celui qui est toujours un peu en retard à la fête. Le pouvoir d'Hitler n'est pas politique, il est magique.

Alors, interroge l'Américain, « c'est pour cela qu'Hitler séduit chaque Allemand mais ne fait pas d'émules à l'étranger ? ». Jung répond :

Exactement. Si Hitler est le miroir de l'inconscient allemand, il n'est le support d'aucune projection pour un non-Allemand. [...] Le secret de la puissance d'Hitler n'est pas qu'il a un inconscient plus apte à stocker que le vôtre ou le mien, c'est qu'il a un accès exceptionnel à l'inconscient... Dans notre cas, même si

occasionnellement notre inconscient nous atteint à travers les rêves, nous avons trop de rationalité, trop de « cérébral » pour lui obéir, mais Hitler, lui, écoute et obéit. Le véritable leader est toujours « dirigé »... C'est ce qui le rend puissant. Sans le peuple allemand, il ne serait rien¹⁵.

Si l'on suit Jung, et nous le faisons volontiers, voici bien la raison de l'extraordinaire efficacité des discours hitlériens, qui ne s'adressent en réalité qu'aux Allemands, et pratiquement jamais, à quelques exceptions près, à des étrangers, si ce n'est pour les séduire individuellement et les amener à répercuter ce qu'il souhaite rendre public. Dans le cas d'Hitler et des journalistes, le verbe *séduire* est à prendre au sens étymologique du terme : en latin, *seducere*, littéralement « faire changer de direction »...

C'est à ces exceptions, méconnues si ce n'est totalement inconnues du grand public, que nous avons choisi de nous intéresser. D'abord parce que la rareté de ces messages fait tout leur prix historique : si les discours et diverses proclamations du dictateur occupent, rien qu'entre 1932 et 1945, plus de 3 000 pages de texte¹⁶, ses déclarations à destination des non-Allemands sont rarissimes et, en dehors de quelques interventions de circonstance qui se comptent sur les doigts d'une seule main¹⁷, se présentent sous la forme d'entretiens accordés par Hitler à des journalistes soigneusement choisis, en fonction de sa stratégie du moment.

Et encore faut-il s'entendre sur ce qu'on appelle « entretiens ». Entre 1923 et 1940, le Führer en a accordé exactement trente à des journalistes étrangers¹⁸, y compris à ceux qu'il rencontrait fréquemment pour des contacts en « off » destinés à nourrir leurs analyses. Or, sur cette trentaine d'entretiens, certains sont moins des dialogues, composés de questions et de réponses, que des « interviews » au sens originel du terme, forgé en Angleterre dans le dernier tiers du XIX^e siècle – à savoir des comptes rendus d'« entrevues », nourris de quelques citations originales. Très prisée

par les journalistes de l'entre-deux-guerres, cette méthode d'écriture pouvait aussi se révéler un habile subterfuge permettant à ceux qui n'avaient obtenu d'une personnalité qu'une ou deux déclarations de les présenter comme des entretiens « exclusifs », substantiellement gonflés de leurs commentaires¹⁹.

D'où notre choix d'extraire de cette masse documentaire les seize interviews qui, à l'époque, ont le plus profondément marqué les esprits, tant les techniques de persuasion employées par Hitler surent emporter l'adhésion de ses interlocuteurs étrangers.

Deux raisons, au moins, expliquent cet aveuglement collectif. La première, comme nous allons le montrer, se rapporte au choix des journalistes autorisés à l'approcher et de ceux, encore moins nombreux, admis à reproduire ses propos entre guillemets ; la seconde tient à l'usage – très contemporain – que le Führer fait du *storytelling*, cette méthode née officiellement aux États-Unis dans les années 1990, mais qui n'a pas attendu les ingénieurs d'opinion et autres *spin doctors* de l'entourage néoconservateur de George W. Bush pour être utilisée par le maître du III^e Reich dans le but d'orienter les journalistes. Capable aussi bien de dévoiler ses intentions à long terme quand celles-ci peuvent servir à diviser ses adversaires que de mentir éhontément sur ce qu'il fera le jour suivant, Hitler témoigne d'un sens consommé de ce qu'on appelle aujourd'hui la « communication », de crainte sans doute qu'on découvre ce que cette discipline doit à la propagande, dont lui-même et Joseph Goebbels furent les maîtres incontestés. La propagande, autrement dit l'art de propager une histoire pour « vendre » une idée comme on vend un produit, selon la définition de l'Américain Edward Bernays, inventeur de la publicité contemporaine, dont les maîtres du III^e Reich avaient méthodiquement intégré les principes, même s'il leur était politiquement impossible de l'avouer²⁰.

Pour Bernays, en effet, la propagande – du nom de son ouvrage majeur, *Propaganda*, paru aux États-Unis en 1928 – participait d'une « ingénierie du consentement » dont la publicité, les relations publiques ou la communication n'étaient que des formes ancillaires. Il écrivait : « Dans sa totalité (*sum total*), la propagande doit enrégimenter (*regiment*) l'opinion publique morceau par morceau autant qu'une armée enrégimente les corps de ses soldats²¹. »

Fort de ce cynisme bannissant toute référence à la vérité pour ne privilégier que l'efficacité, Bernays, qui se définissait lui-même comme un « propagandiste de la propagande », mit ainsi son talent au service des causes les plus contradictoires, pourvu qu'elles assoient sa célébrité : inlassable promoteur du tabac tout au long des années 1920 (notamment chez les femmes, qu'une acculturation à la cigarette contribuerait, disait-il, à libérer de la domination masculine), il sera, quarante ans plus tard, le premier publicitaire à imaginer une campagne de prévention contre le tabagisme... C'est à lui également que le département d'État américain et la CIA confieront, en 1954, le soin de justifier le renversement du gouvernement du Guatemala, qui prétendait contrôler, sur son territoire, les activités de la multinationale United Fruit Company. En quelques semaines d'une ardente campagne de presse, Bernays parvint à convaincre l'opinion américaine que le président guatémaltèque, Jacobo Arbenz Guzmán, était un communiste... Ce qu'il n'était pas, mais ce qu'il devint, quelques années plus tard, après avoir trouvé refuge à Cuba, tandis que son pays, livré à une junte militaire soutenue par Washington, gagnait pour la première fois le qualificatif de « république bananière ».

Ce mépris du réel, enrôlé au service d'une dialectique destinée à lui substituer une autre réalité, voilà bien la clé de la persuasion hitlérienne qui s'inspire en tout point de la méthode Bernays :

Notre démocratie, ayant pour vocation de tracer une voie, doit être pilotée par la minorité intelligente qui sait enrégimenter les

masses pour mieux les guider. [...] L'homme d'État de demain devra alors focaliser l'attention du public sur les enjeux cruciaux et, à partir de là, mobiliser la masse immense et hétérogène des électeurs²².

Qu'on remplace le mot « démocratie » par « national-socialisme », et voici posé le ressort de la rhétorique hitlérienne tel que défini dans *Mein Kampf* :

La propagande ne doit s'adresser qu'à la masse. Elle doit ajuster son niveau intellectuel en fonction de la capacité d'absorption des plus bornés. Aussi, plus grande sera la masse des gens à atteindre, plus bas devra être le niveau de la propagande. Les masses comprennent peu et oublient beaucoup. Il résulte de tout cela qu'une propagande efficace devra se limiter à un très petit nombre de points et les exploiter sous forme de slogans jusqu'à ce que tout le monde, jusqu'au dernier, réussisse à voir derrière le mot ce que l'on veut lui faire comprendre.

Et aussi :

Tout le génie déployé dans l'organisation d'une propagande n'aboutirait à aucun succès si l'on ne tenait pas compte de ce principe fondamental : elle doit se limiter à un petit nombre d'objets, et les répéter constamment. La répétition, ici comme dans tant d'autres domaines, est la première et la plus importante condition du succès.

Dans les rares occasions qui virent Hitler s'adresser à l'opinion étrangère, il appliqua donc rigoureusement la même stratégie que celle déployée quotidiennement en direction des Allemands : dire à ses cibles ce qu'elles avaient par-dessus tout envie ou besoin d'entendre. Inutile, pour cela, de s'embarrasser de subtilités, même et surtout quand son visiteur est un intellectuel distingué (et nous verrons qu'il n'en manqua pas pour aller recueillir les confidences du Führer, surtout chez les Français). Dans l'esprit du dictateur, en effet, la propagande doit ignorer délibérément les classes dites

« cultivées »²³. Celles-ci, dit-il, ne se montreront dignes de leur statut que si elles adhèrent spontanément au national-socialisme. Dans le cas contraire, elles se disqualifieront d'elles-mêmes. Mieux : au sein des masses populaires, c'est aux adversaires qu'il convient de s'adresser en priorité, non à ceux qui sont acquis d'avance²⁴.

D'où, pour les atteindre, le choix d'interlocuteurs prestigieux et de supports au-dessus de tout soupçon. Quand il s'exprime dans la presse française, Hitler, symbole du militarisme allemand renaissant, prend bien soin, par exemple, d'exclure les journaux réputés d'extrême droite, et spécialement ceux que séduit le fascisme. Des titres comme *L'Ami du Peuple*²⁵ ou *Je suis partout*²⁶ n'ont pas ses faveurs. Il préfère *Le Matin*, grand quotidien pacifiste, ou *Paris-Soir*, qui se proclame apolitique. Pour s'adresser aux Anglais, ce n'est pas *Action*, le journal fondé par son émule Oswald Mosley, chef de l'Union fasciste britannique, qu'il choisit, mais le *Daily Mail* ou le *Daily Mirror* qui, on le verra, ne sont pas hostiles à Mosley (lire *infra*), mais ont pour première caractéristique d'être tirés à plusieurs millions d'exemplaires et d'être lus par des citoyens de toutes tendances, y compris proches des Trade Unions... De même se garde-t-il de donner le moindre entretien au *Dearborn Independent*, l'hebdomadaire ouvertement antisémite créé par Henry Ford, qu'il admirait cependant. À quoi bon perdre son temps avec des convaincus ?

Ce principe essentiel du marketing – élargir ses parts de marché plutôt que de cultiver son pré carré –, Hitler l'a appliqué avec constance en direction des opinions publiques démocratiques auxquelles étaient destinés ces messages. Le moins que l'on puisse dire est que, jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, une partie de la presse lui aura servi d'auxiliaire, sans se poser un minimum de questions sur le but de l'exercice.

Sans doute peut-on trouver des excuses à cette complaisance, qui confine à l'aveuglement, la plus évidente étant que l'énormité même

des propos du Führer, leur radicalité absolue et inédite, pouvait faire croire à une posture démagogique, d'une facture certes encore inusitée, mais qui ne manquerait pas de s'estomper s'il devait prendre le pouvoir. La suprême habileté d'Hitler sera d'ailleurs de ne rien faire pour démentir cette impression, la violence de ses propos s'estompant à partir de 1933 pour faire place à un discours plus consensuel... En absolue contradiction avec la logique interne du III^e Reich, seul exemple d'un régime politique poursuivant, jusqu'à la chute finale, avec une brutalisation grandissante, l'approfondissement de ses principes.

1. Chancelier depuis le 30 janvier 1933, Adolf Hitler a pris en outre le titre de *Führer* (« guide ») après la mort du président Hindenburg, le 2 août 1934, et aussitôt cumulé les fonctions de président du Reich, abolissant *de facto* la République proclamée le 9 novembre 1918.

2. « L'Allemagne nouvelle : quatre années de discipline national-socialiste », enquête publiée par *L'Illustration* entre le 23 janvier et le 27 février 1937.

3. Voir à ce sujet l'enquête de Thierry Lentz, *Le Diable sur la montagne, Hitler au Berghof*, Paris, Perrin, 2017, et aussi le dernier roman de Philip Kerr, *Bleu de Prusse*, Paris, Seuil, 2018.

4. Lucien Lemas était le pseudonyme d'un certain Lucien Samuel, journaliste pigiste à *L'Intransigeant*, qui prétendit avoir rencontré Hitler par hasard alors qu'il couvrait le congrès de Nuremberg de 1934. D'origine juive, Samuel avait mélangé les lettres de son nom (en oubliant le « u ») pour ne pas attirer l'attention des autorités nazies qui, grâce à ce subterfuge, l'auraient, prétend-il, laissé s'approcher du Führer sans lui demander sa carte d'identité. Ce qui, affirme-t-il toujours, lui aurait permis d'obtenir, par un concours de circonstances, de longues confidences de l'intéressé sur l'avenir des relations franco-allemandes... Et même, étrange précaution, un certificat d'authenticité de l'interview, daté du 13 septembre 1934 et signé Ribbentrop. Pour l'universitaire Dominique Pinsolle qui a enquêté sur cette étrange affaire, il ne peut s'agir que d'« une pure opération de propagande, entièrement mise en scène » à partir de questions-réponses rédigées par les services allemands compétents. Après cet entretien, jugé suspect par beaucoup de ses confrères, Lemas se fit naturaliser américain et devint attaché de presse de cinéma (Dominique Pinsolle, « Interroger le Führer », dans *Confrontations au national-socialisme en Europe francophone et germanophone, 1919-1949*, Bruxelles, Peter Lang, 2017).

5. Dorothy Thompson, *I Saw Hitler !*, New York, Farrar & Rinehart, 1932 ; *J'ai vu Hitler*, Sainte-Marguerite-sur-Mer, Éditions des Équateurs, 2017.

6. Parenté qui exclut cependant le racisme d'État, étranger à la doctrine fasciste.

7. Hitler fait ici allusion à la présence de nombreux régiments coloniaux, notamment sénégalais et marocains, parmi les troupes françaises envoyées par Raymond Poincaré pour occuper la Ruhr en janvier 1923. Utilisés pour réprimer les grévistes, ces éléments indigènes cristallisèrent la haine d'une population déjà chauffée à blanc, entre 1914 et 1918, par la propagande de guerre accusant la France d'utiliser comme « nettoyeurs de tranchées » des « sauvages assoiffés de sang »...

8. *Mein Kampf*, Paris, Nouvelles Éditions latines, 1934.

9. Alors correspondant de guerre pour *La Stampa* et le *Corriere della Serra*, Curzio Malaparte, qui rencontra plusieurs fois le « bourreau de la Pologne », en dresse un portrait mémorable dans son roman *Kaputt* (Gallimard, 1971). Il incarnait, écrit-il, « un singulier mélange d'intelligence cruelle, de finesse et de vulgarité, de cynisme brutal et de sensibilité raffinée ».

10. Ces éditions expurgées, publiées en France avec l'accord d'Eher Verlag, sous des titres divers (*La Doctrine hitlérienne*, *Ma doctrine*, *Principes d'action*, etc.), furent au nombre de douze entre 1934 et 1939. Aussitôt après la déclaration de guerre, en septembre 1939, Sorlot crut bon de rééditer intégralement *Mein Kampf*, toujours sans l'autorisation de son auteur. Mal lui en prit car il tomba cette fois sous le coup de la censure française qui réprimait – un peu tard – la propagande allemande !

11. Né en 1901, Paul Ferdonnet fut fusillé en 1945 pour haute trahison. Stipendié à partir de 1933 par les services secrets allemands, il avait déserté quelques jours avant la mobilisation générale pour prendre, en septembre 1939, la direction des émissions de propagande en langue française de Radio Stuttgart qui exhortaient Paris à déposer les armes...

12. Collaborateur de Joseph Goebbels et conseiller attitré d'Hitler pour les affaires européennes, le juriste Friedrich Grimm (1888-1959) était, sous l'autorité d'Otto Abetz (lire *infra*), l'un des principaux agents de propagande allemands en France. Il y passera d'ailleurs le plus clair de son temps entre 1940 et 1944, multipliant les conférences dans le cadre du groupe Collaboration fondé par Alphonse de Châteaubriant.

13. *La Liberté, pour quoi faire ?*, Paris, Gallimard, 1953. Dans le même texte, Bernanos écrit aussi : « Neuf fois sur dix, l'optimisme est une forme sournoise de l'égoïsme, une manière de se désolidariser du malheur d'autrui... Aucune forme d'optimisme n'a jamais préservé d'un tremblement de terre. » On ne saurait mieux dire s'agissant des Français entre 1933 et 1939.

14. Parmi ces archétypes, écrit le disciple séparé de Freud dans son essai *Wotan* (1936), il y a celui du dieu germanique du même nom, « dieu de la tempête et de la frénésie, déclencheur des passions et de la soif de bataille [...] un artiste en illusion versé dans tous les secrets occultes ». Déclinaison nordique du Dionysos

grec, Wotan « est un attribut fondamental du psychisme allemand, un facteur irrationnel qui agit comme un cyclone sur les hautes pressions de civilisation ».

15. Hubert Knickerbocker, *Is Tomorrow Hitler's ?*, New York, Penguin, 1941.

16. Et encore, l'édition de référence, due à l'historien allemand Max Domarus, a renoncé à comptabiliser la masse des discours électoraux tenus entre 1920 et 1931, dont il ne subsiste aucune trace écrite ou enregistrée mais qu'on peut chiffrer à près d'un millier...

17. Citons, par exemple, le discours du 12 septembre 1938, prononcé lors de la clôture du congrès de Nuremberg et explicitement destiné à faire monter la pression internationale, à quelques jours des accords de Munich ; celui du 28 avril 1939 où, répondant ironiquement à Roosevelt, il s'engage à ne pas attaquer une trentaine de pays (dont la Pologne, la France, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg...) ; ou encore son appel du 19 juillet 1940 en faveur d'une paix immédiate avec la Grande-Bretagne... Sans doute son plus grand bluff, puisqu'au moment où il s'exprime, Hitler s'apprête à déclencher l'opération *Adler* (la destruction des aérodromes britanniques), prélude à l'opération *Seelöwe*, autrement dit l'invasion terrestre de la Grande-Bretagne. Projet qu'il n'abandonnera qu'après la mise en échec de la Luftwaffe par la RAF, en août 1940.

18. La liste exhaustive de ces entretiens – et non des rencontres informelles beaucoup plus nombreuses qu'Hitler pouvait avoir avec des journalistes dont ces derniers tiraient éventuellement quelques citations – a été dressée par le grand historien américain d'origine tchèque Milan Hauner dans sa chronologie de la vie d'Hitler, élaborée dans le cadre du département d'histoire de l'université du Wisconsin (*Hitler, A Chronology of his Life and Time*, New York, Palgrave, 1983 et 2005).

19. L'un des meilleurs exemples de cette méthode est celui du pseudo-entretien accordé par Hitler à Philippe Barrès. Celui-ci a en effet rencontré Hitler à Nuremberg, alors qu'il couvrait le congrès du NSDAP de septembre 1934. Son interview fut publiée par *Le Matin* du 10 septembre, mais, malgré son titre, « En tête à tête avec Hitler », elle ne contenait, en tout et pour tout, que deux citations du Führer, sans véritable intérêt. L'une retraçant sa première réunion publique dans cette même ville de Nuremberg, alors tenue par les communistes, « quinze ans plus tôt » (soit, à l'en croire, en 1919, ce qui ne semble pas conforme à la vérité puisque le NSDAP n'existait pas et qu'il le cite explicitement). L'autre reprise presque textuellement de *Mein Kampf* : « Voyez-vous, il faut savoir parler aux gens. La masse des hommes est simple. Il faut les gagner simplement. Moi, je sais toujours en face de qui je suis, et je parle pour qui est en face de moi. La valeur d'un orateur n'a qu'une mesure : l'efficacité. »

20. Voir à ce sujet l'étude de Serge Tchakhotine, *Le Viol des foules*, Paris, Gallimard, coll. « Tel », 1992. Non seulement juif, mais aussi et surtout neveu de Freud, Edward Bernays (1891-1995) constituait un double repoussoir pour les nazis, qui ne se privèrent pas cependant de piller ses recettes, elles-mêmes

inspirées des théories du Français Gustave Le Bon, dont l'œuvre majeure, *La Psychologie des foules* (1895), était l'un des livres de chevet du Führer.

21. Edward Bernays, *Propaganda*, New York, H. Liveright, 1928 ; Paris, La Découverte, 2008. Cité par Sandrine Aumercier dans son étude, « Edward Bernays et la propagande », dans *Revue du MAUSS*, n° 30, 2007/2.

22. Edward Bernays, *op. cit.*

23. « La propagande, se demande Hitler dans *Mein Kampf*, doit-elle s'adresser aux intellectuels ou à la masse moins instruite ? Elle doit s'adresser uniquement à la masse ! Pour les intellectuels, est destinée non la propagande, mais l'explication scientifique... La tâche de la propagande consiste non à instruire scientifiquement l'individu isolé, mais à attirer l'attention des masses sur des faits ou des événements dont on ne peut leur faire comprendre l'importance que par ce moyen. Toute propagande doit être populaire et placer son niveau spirituel dans la limite des facultés d'assimilation du plus borné parmi ceux auxquels elle s'adresse. Dans ces conditions, le niveau de la propagande doit être situé d'autant plus bas que la masse des hommes à atteindre est plus nombreuse. En effet, la faculté d'assimilation de la masse est restreinte, son entendement petit, par contre, son manque de mémoire est grand. Toute propagande efficace doit donc se limiter à des points très peu nombreux et les faire valoir à coups de formules stéréotypées aussi longtemps qu'il le faudra, pour que le dernier des auditeurs soit à même de saisir l'idée. »

24. « La propagande, écrit-il, toujours dans *Mein Kampf*, n'est pas faite pour entretenir la mentalité nationale des gens qui l'ont déjà, mais pour convaincre nos adversaires de nous rejoindre. »

25. Créé en 1928 par le parfumeur François Coty avant d'être racheté en 1934 par l'agence Havas, *L'Ami du Peuple* culmina en 1930 à 800 000 exemplaires. Il avait choisi pour cheval de bataille la lutte contre l'immigration, ce qui faisait de lui un ardent défenseur de la politique intérieure hitlérienne.

26. D'une qualité éditoriale et littéraire infiniment supérieure à celle de *L'Ami du Peuple*, qui ne reculait pas devant la diffusion de fausses nouvelles, *Je suis partout*, fondé en 1930 par l'éditeur Arthème Fayard, fut repris en 1936 par ses rédacteurs, pour la plupart issus de l'Action française (comme Pierre Gaxotte, Robert Brasillach, Lucien Rebatet, Claude Jeantet, Bernard de Vaulx), mais, contrairement à Maurras, tous favorables à une entente avec Hitler.

I

HITLER ET LA PRESSE
ÉTRANGÈRE, HISTOIRE
D'UNE FASCINATION

Munich, jeudi 10 novembre 1938. Pour la première fois depuis son accession au pouvoir, Adolf Hitler s'adresse en personne aux patrons et aux rédacteurs en chef de la presse allemande. Il les connaît pour la plupart puisque les journaux autorisés par le régime ont été confiés à ses plus anciens partisans ; il en a reçu en privé beaucoup, mais tous ensemble, jamais encore. D'ordinaire, c'est à Joseph Goebbels qu'il délègue ce soin, jugeant l'autorité de son ministre de la Propagande largement suffisante pour que ses consignes soient scrupuleusement respectées. Cette fois, pourtant, le Führer a tenu à parler sans intermédiaire et de surcroît dans le plus grand secret à ceux auxquels il a donné mission de modeler l'opinion. Presse écrite, radio et même télévision naissante¹ sont représentées. Chacun des quatre cents invités a été personnellement averti par la Gestapo qu'aucune indiscretion ne serait tolérée.

Il est vrai que le message n'est pas anodin : à partir d'aujourd'hui, leur annonce le « chef² », la priorité des journaux allemands n'est plus de vanter les bienfaits de la paix, mais de préparer le peuple à la guerre.

Pendant des années, les circonstances m'ont obligé à ne parler de rien d'autre que de paix. Ce n'est qu'en insistant encore et toujours sur nos intentions pacifiques que j'ai pu rendre progressivement à l'Allemagne sa liberté tout en la dotant des armements qui seront nécessaires à l'étape suivante. Mais le temps est venu de rééduquer psychologiquement le peuple allemand en lui faisant comprendre que certains buts ne peuvent être atteints que par la force, dès lors que la voie pacifique a

échoué. Il vous appartient donc d'ajuster votre présentation des événements à cette nécessité³.

Plus besoin, donc, d'amadouer l'opinion internationale par de vains simulacres : la pantalonnade de Munich, deux mois plus tôt, a convaincu Hitler qu'il pouvait désormais avancer à découvert. Et, surtout, sans négocier. Puisque, par crainte de la guerre, France et Grande-Bretagne ont été assez lâches pour lui offrir, sans résister, un morceau de Tchécoslovaquie et, au passage, abandonner un allié, il les mettra la prochaine fois devant le fait accompli. À savoir la disparition pure et simple de l'État tchèque, programmée pour le printemps 1939.

C'est que, en prenant possession de la province des Sudètes, majoritairement germanophone, l'ancien caporal autrichien n'a pas seulement été fidèle à son programme de réunir sous un même toit les minorités allemandes que les aléas de l'Histoire – et spécialement le traité de Versailles – ont dispersées à l'extérieur de la communauté nationale (*Volksgemeinschaft*), il a offert au III^e Reich un atout stratégique majeur : la maîtrise des redoutables fortifications que la Tchécoslovaquie avait érigées, précisément en territoire sudète, pour se protéger d'une invasion allemande par le nord⁴. Autant dire qu'en consentant à signer les accords de Munich, Londres et Paris ont virtuellement ouvert à la Wehrmacht la route de Prague !

Les journalistes aussi importants que les canons ?

Cependant, Hitler a compris qu'il ne pourra rééditer l'opération à l'infini. Avec la Tchécoslovaquie, pourquoi pas, mais avec la Pologne, sa prochaine proie ? Quant à la France, il est difficile d'imaginer qu'elle s'inclinera quand l'Allemagne lui demandera de récupérer l'Alsace-Lorraine. Avant de passer à l'étape suivante, il tient donc à féliciter les journalistes allemands pour l'aide apportée à son grand œuvre d'endormissement des opinions :

C'est un succès, Messieurs, un gigantesque succès. Un succès tellement énorme que le monde n'en mesure pas encore l'extraordinaire signification ! Moi-même, je n'en ai constaté la portée que lorsque je me suis retrouvé, pour la première fois, au beau milieu des fortifications tchèques. C'est là que j'ai compris que nous avons conquis, sans un coup de feu, une ligne de front de quelque 2 000 kilomètres ! Oui, Messieurs, grâce à l'efficacité de notre propagande, enrôlée au service d'une idée, nous avons pris le contrôle de 10 millions d'hommes répartis sur 100 000 kilomètres carrés⁵ !

Ces compliments adressés par Hitler à l'appareil de propagande du régime, dont la presse constitue le cœur battant, disent tout du rôle stratégique central qu'il lui assigne : celui d'un substitut à la force militaire tant que le réarmement allemand n'est pas achevé. La propagande aussi importante que les canons ? C'est exactement ce que note Goebbels dans son journal, en date du 21 février 1939, alors qu'il vient d'obtenir de la chancellerie le droit d'en superviser les moindres détails, y compris contre l'avis de l'armée :

J'ai pris les précautions nécessaires pour que le militaire ne l'emporte pas sur la propagande. Ce serait un grand danger. Nous avons suffisamment de soldats, mais pas assez de bons propagandistes. Et ils sont tout aussi importants⁶.

Fait révélateur : après avoir demandé à « ses » journalistes de préparer le pays à un conflit imminent, le Führer ne jugera plus utile d'accorder d'interviews à des correspondants étrangers. Seule exception : celle donnée à l'envoyé spécial du groupe Hearst, l'Américain (d'origine allemande) Karl von Wiegand, le 11 juin 1940, soit quatre jours avant l'entrée des troupes allemandes victorieuses dans Paris. À cette date, la Seconde Guerre mondiale a commencé depuis dix mois, la Pologne, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg sont déjà rayés de la carte et, dans moins d'une semaine, la France implorera l'armistice. Pour la dernière fois de sa carrière, Hitler veut convaincre le monde de son désir de paix – en

particulier l'Angleterre, à qui bientôt il s'adressera officiellement⁷, et aussi les États-Unis, avec lesquels les ponts ne sont pas encore rompus et qu'il souhaite, pour des raisons aisément compréhensibles, dissuader de se mêler des affaires européennes⁸...

Par un étrange clin d'œil, c'est dans un journal américain qu'est ainsi publiée la dernière interview du chef nazi, comme l'avait été la toute première dix-sept ans plus tôt. Parue dans la livraison d'octobre 1923 de l'*American Monthly*, celle-ci prenait place dans un portrait consacré au jeune chef du NSDAP⁹ par l'écrivain américain George Viereck.

Hitler n'avait alors que trente-quatre ans et, dans quelques semaines, il entrerait dans l'Histoire en tentant de renverser le gouvernement régional de Bavière – putsch dont l'échec le conduirait pour treize mois en prison où il rédigerait *Mein Kampf*.

Écrivain, journaliste et poète, Viereck, trente-neuf ans, a accédé à la notoriété dès 1907 en publiant un roman fantastique au titre prophétique, *La Maison du vampire*, histoire d'un voleur d'âmes séduisant les écrivains qui l'approchent jusqu'à leur faire perdre leur personnalité et finalement la raison. En 1910, surtout, il a pris fait et cause pour le pangermanisme de Guillaume II en publiant un essai provocateur, *Confessions d'un barbare*¹⁰, et même lancé un hebdomadaire, *Fatherland*¹¹ (*Vaterland* en allemand) tiré à 80 000 exemplaires et qui s'est vu interdit après l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Allemagne, en 1917... Il faut dire que Viereck, dont les parents ont émigré aux États-Unis quand il avait douze ans, n'est pas n'importe qui : son père, Louis, passait pour le fils naturel de Guillaume I^{er}, le roi de Prusse devenu Kaiser en proclamant l'Empire allemand dans la galerie des Glaces du château de Versailles le 18 janvier 1871¹².

Dès sa première rencontre avec Hitler, George Viereck passe instantanément sous son emprise. Il continuera, certes, à publier des entretiens avec les principales personnalités de son temps –

Clemenceau, Mussolini, Henry Ford, Oswald Spengler et même Albert Einstein –, mais c'est en faveur du Führer qu'il mobilise dès lors toute sa capacité d'influence. En 1932, il choisit ainsi le prestigieux hebdomadaire *Liberty Magazine*, propriété de la famille McCormick¹³, pour rééditer, accompagné d'une longue présentation, son entretien de 1923. Hitler est maintenant au seuil du pouvoir et Viereck peut se vanter d'avoir vu juste sur le destin de son héros. Devenu chancelier, ce dernier le recevra pour le remercier et, en 1934, son disciple réunira 20 000 personnes à New York, au Madison Square Garden, pour un meeting en faveur de la « Nouvelle Allemagne »... Ce qui lui vaudra d'être surveillé par le FBI et surnommé « George Svastika Viereck ».

« Putzi » Hanfstaengl, le rabatteur américain d'Hitler

Comment Viereck, premier journaliste étranger à rencontrer Hitler, a-t-il été mis sur sa piste, alors que seuls un Français et un Américain¹⁴ ont déjà cité son nom, et encore au détour d'une phrase ? Par un autre Américain d'origine allemande qui jouera un rôle essentiel dans la mise en contact d'Hitler avec la presse internationale : Ernst « Putzi » Hanfstaengl.

Véritable Fregoli du national-socialisme, ce diplômé d'Harvard, né à Munich en 1887 (deux ans avant Hitler) d'un père allemand, marchand d'art, ami de la famille royale de Bavière, et d'une mère américaine, descendant de deux généraux de la guerre de Sécession, est devenu l'intime du Führer en 1922... Après avoir été chargé de le surveiller et avant de redevenir, à l'extrême fin des années 1930, un agent américain et même, en 1942, le plus proche conseiller de Roosevelt pour les affaires allemandes !

Tout commence en 1921 à Munich, où le jeune « Putzi¹⁵ », qui a passé la Première Guerre mondiale aux États-Unis (et en a profité pour épouser la fille d'un industriel allemand, lui aussi émigré), est chargé par son ami Warren Delano Robbins¹⁶ de surveiller l'agitation

politique en Bavière. Éphémère république « soviétique » en 1918, celle-ci est alors le théâtre d'affrontements violents entre les communistes et les corps francs, ces soldats fraîchement démobilisés qui, rejetant à la fois les « traîtres de novembre » (le gouvernement, accusé d'avoir négocié l'armistice « dans le dos » de l'armée) et la subversion bolcheviste, formeront le terreau originel du national-socialisme.

Dès la première réunion publique hitlérienne à laquelle assiste Hanfstaengl – une réunion contradictoire dans laquelle les nazis sont à peine en majorité, et où les communistes sont bien représentés –, c'est l'éblouissement, comme il le racontera dans ses passionnants Mémoires :

Pendant les dix premières minutes de son discours, il demeura au garde-à-vous tandis qu'il résumait avec beaucoup de clarté les événements historiques des trois ou quatre années précédentes [...]. Puis, sentant qu'il avait capté l'attention de son auditoire, il prit insensiblement appui sur sa jambe droite en avançant nonchalamment le pied gauche, tel un soldat en position de repos, et se mit à se servir de façon calculée, et avec une grande intensité d'expression, du geste des bras et des mains. Il parlait posément, sans brailler ni aboyer, comme il ne se priva pas de le faire par la suite ; et il avait des trouvailles empreintes d'un humour moqueur qui portait admirablement, sans être agressif pour autant. Il marquait des points sur tous les tableaux. [...] Comme il s'échauffait, son débit s'accéléra, ses mains expressives marquant la thèse et l'antithèse, accompagnant l'envol et la chute de ses périodes.

De temps à autre, une apostrophe fusait. Hitler, alors, levait légèrement la main droite comme s'il voulait attraper une balle, ou se croisait les bras ; et il avait tôt fait, en deux ou trois mots, de remporter l'adhésion de son auditoire. Sa technique rappelait les feintes et les parades d'un escrimeur ou les rétablissements d'un funambule. [...] J'étudiais l'assistance. Qu'était-il advenu de la foule disparate que j'avais vue une heure plus tôt ? Qu'est-ce

qui, brusquement, soudait ensemble ces gens que la chute vertigineuse du mark condamnait à travailler sans relâche pour gagner à peine de quoi vivre décentement ? Le brouhaha et le tintement des chopes avaient cessé ; les spectateurs buvaient chacune des paroles de l'orateur. À quelques pas de moi, une jeune femme gardait les yeux rivés sur Hitler : littéralement subjuguée par la vision de la future Allemagne que celui-ci évoquait, elle semblait plongée dans une sorte d'extase¹⁷.

Apparemment, Hanfstaengl aussi ! Au point, lorsqu'il écrit ces lignes, bien après le procès de Nuremberg, de douter des intentions homicides que nourrissait déjà Hitler contre ses adversaires communistes et socialistes, et par-dessus tout contre les Juifs :

Tous les ennemis du peuple, déclarait-il, seraient un jour *beseitigt* (littéralement « balayés » ou « écartés »). Ce terme était, en l'occurrence, parfaitement plausible, et je n'y entendis aucune allusion sinistre. Je doute même qu'il ait eu dans l'esprit d'Hitler le sens de « liquider » qu'il prit par la suite¹⁸.

Passons sur l'étrangeté de la remarque, inséparable du plaidoyer *pro domo* qui sous-tend les Mémoires d'Hanfstaengl : le fait est qu'en quelques semaines l'Américain devient un fervent national-socialiste, parvient à rencontrer Hitler et à devenir son ami. Un ami si proche qu'il en fait le parrain de son fils, Egon, né en février 1921.

De son côté, le dictateur en herbe a perçu tout le profit qu'il pouvait tirer de ce personnage dont l'entregent s'étend sur deux continents. Celui-ci ne tarde d'ailleurs pas à se rendre utile puisque, début 1923, il accorde au mouvement nazi un prêt sans intérêt de 1 500 dollars. Autant dire un don en cette période d'inflation galopante... Et une bénédiction pour son journal, le *Völkischer Beobachter*¹⁹, qui d'hebdomadaire devient quotidien, tout en bénéficiant des conseils d'Hanfstaengl, chargé d'en refondre la maquette et de lui trouver de la publicité.

Un an avant Hermann Goering, qui rencontrera pour la première fois Hitler en octobre 1922 et le fera rapidement profiter de ses

nombreuses relations financières et mondaines, c'est donc un citoyen américain qui, le premier, va fournir à l'agitateur autrichien les moyens matériels qui lui manquent pour mener ses projets à bien. Mieux : c'est à Uffing am Staffelsee, dans la maison de campagne des Hanfstaengl, non loin de Garmisch-Partenkirchen, qu'après l'échec du putsch de la brasserie, en novembre 1923, Hitler se réfugiera jusqu'à ce que la police le retrouve et vienne l'y arrêter.

Mais Hanfstaengl ne se contente pas de jouer les bailleurs de fonds. Il est le premier véritable attaché de presse d'Hitler auprès des Anglo-Saxons. Non seulement il lui présente les journalistes désireux de le rencontrer – parmi lesquels les deux vedettes de l'époque, Harold Calender du *New York Times* et Hubert Knickerbocker du *New York Evening Post*, prix Pulitzer 1931, sans oublier l'un des principaux dirigeants du groupe de presse Hearst, William Bayard Hale²⁰ –, mais il répercute fidèlement auprès des autres ce que le chef nazi souhaite qu'on sache et dise de lui de l'autre côté de la Manche et de l'Atlantique. Le mode de vie bohème qu'affectionne Hitler se prête d'ailleurs aux longues séances de préparation psychologique dispensées par « Putzi » aux journalistes qu'il prend sous son aile. Comme le chef nazi est rarement ponctuel aux rendez-vous, il faut parfois écumer les brasseries ou les salons de thé de Munich avant de le trouver. Ce qui lui laisse le temps d'endoctriner les candidats à une interview...

En ce début des années 1920, qui voit l'Allemagne hors d'état d'acquitter les « réparations²¹ » qu'exige d'elle le traité de Versailles – et la France occuper la Ruhr pour se payer en nature –, le message à transmettre n'est pas bien compliqué. Et même séduisant pour tous ceux qui, aux États-Unis, redoutent que la contagion bolchevique ne gagne l'Europe. Dans sa magistrale biographie d'Hitler, Marlis Steinert en résume l'esprit à partir des notes des diplomates américains « traités » par Hanfstaengl qu'elle a pu consulter :

Il serait très nettement préférable pour la Grande-Bretagne et les États-Unis que la lutte entre leur civilisation et le marxisme se déroule sur le sol allemand plutôt que sur le leur. Mais si les États-Unis n'aidaient pas le nationalisme allemand, le bolchevisme gagnerait l'Allemagne, alors il n'y aurait pas de réparations et les communistes russes et allemands attaqueraient les Occidentaux²².

Peut-on mieux signifier qu'aider le mouvement national-socialiste à combattre les Français, c'est préserver le monde anglo-saxon de l'incendie communiste, attisé par la ruine que la « Grande Nation » veut imposer à l'Allemagne ? Ce rôle de porte-parole officieux, Hanfstaengl va l'assumer avec de plus en plus d'efficacité jusqu'à l'arrivée au pouvoir des nazis, ce qui suscitera bien des jalousies dans l'entourage direct du futur dictateur, à commencer par celle de Joseph Goebbels que rend littéralement malade l'intimité des deux hommes.

Ce que Goebbels supporte le plus mal est de voir Hitler s'inviter à tout bout de champ dans la famille de son ami américain, en particulier aux réveillons de Noël et du jour de l'an, qu'ils passent presque toujours ensemble à Munich, dans l'hôtel particulier des Hanfstaengl, Pienzenauerstrasse, durant la période qui va de sa sortie de prison, en 1924, à son installation à Berlin, en 1933²³. Amateur de bons mots, imitateur à ses heures, insolent comme un bouffon de Shakespeare, mais aussi compositeur-né et excellent pianiste, « Putzi » détend son « héros » en lui jouant du Liszt, du Wagner (la mort d'Isolde et l'ouverture des *Maîtres chanteurs de Nuremberg* revenant systématiquement) ou ses mélodies viennoises préférées. C'est pendant ces soirées qu'il lui propose, par exemple, des musiques pour les congrès du NSDAP, dont la marche funèbre *Jugend Trauert*, composée pour l'enterrement de sa fille, Hertha, en 1928 et que rendra célèbre la cinéaste Leni Riefenstahl dans *Le Triomphe de la volonté* (1935), ou encore l'hymne des Jeunesses hitlériennes, *Die Jugend marschert*. Quant au célèbre « *Sieg Heil* »

repris et scandé par la foule à la fin des discours d'Hitler, c'est aussi à Hanfstaengl que le doivent les nazis, après que l'ancien d'Harvard eut fait découvrir à son « ami » le cri de ralliement de la célèbre université américaine lors des compétitions sportives : « *Harvard ! Harvard ! Rah ! Rah ! Rah !* »

Surtout, « Putzi » contribue à l'entretien du futur chancelier du Reich en prenant en charge le loyer du deux pièces qu'il occupe, à Munich, au 41 de la Thierschstrasse²⁴. Il l'aide aussi à s'offrir une garde-robe adaptée à son public. Jusqu'au putsch de 1923, en effet, Hitler affectionnait particulièrement les tenues voyantes, adéquates au temps où, semi-clochard, il haranguait les passants en culotte de peau et cravache à la main, parfois même accompagné d'un berger allemand noir, le chien Wolf²⁵. Cornaqué par Hanfstaengl et Goering, il perdra peu à peu ce travers, et s'habillera chez les meilleurs tailleurs de Munich pour aller démarcher ses mécènes. Plus besoin, dès lors, d'attirer l'attention, mais au contraire de se fondre dans le décor et de rassurer. Dès le milieu des années 1920, Hitler n'a plus que deux tenues : l'uniforme brun du parti pour les meetings politiques ; un complet bleu assorti à ses yeux pour les réunions privées.

Véritable « conseiller en image », l'omniprésent « Putzi » s'efforce aussi d'influencer les premiers pas d'Hitler sur la scène internationale. Il tente en vain de lui apprendre l'Anglais, ce qui, dit-il, serait un avantage de poids dans ses rapports avec les journalistes et, plus tard, avec les diplomates britanniques ou américains. « Pourquoi ? lui répond l'autre. Puisque vous êtes là ! » Grand lecteur de l'amiral Mahan²⁶ qui jeta les bases de la puissance navale américaine, Hanfstaengl veut aussi et surtout convaincre Hitler que l'entente avec l'Amérique et l'Angleterre est non seulement souhaitable – ce que ce dernier ne nie pas, comme en témoigne *Mein Kampf* –, mais qu'elle doit justifier toutes les concessions pour éviter qu'un jour l'Allemagne ne se trouve empêchée de mener à

bien sa politique continentale par l'ouverture d'un second front à l'Ouest que viendrait renforcer un blocus maritime. Parmi ces concessions figure l'abandon de l'antisémitisme frénétique qui sous-tend la démarche hitlérienne. Autant lui demander l'impossible !

C'est ainsi qu'en 1932 se noue ce qu'Hanfstaengl décrira après la guerre – et non sans raison – comme un tournant historique : le refus d'Hitler de rencontrer Churchill. Ce face-à-face, l'ami américain du Führer aura mis presque un an à le préparer. Il ne parviendra à rapprocher les deux hommes que de quelques mètres, sans que jamais le prochain chancelier n'accepte de se trouver, ne serait-ce qu'un instant, face au futur Premier ministre.

Pour organiser ce rendez-vous qui va virer à la pantomime, Hanfstaengl a tout misé sur Randolph Churchill, fils de Winston et journaliste de son état, que « Putzi » couvre d'attentions. Pendant des mois, les deux hommes ont réfléchi à un stratagème pour contraindre Hitler à accepter un rendez-vous avec celui qui, depuis trois ans, siège dans l'opposition après avoir été successivement ministre de l'Intérieur (1910-1911), Premier Lord de l'Amirauté (1911-1914), ministre de l'Armement (1917), de la Guerre (1919), des Colonies (1921-1922), et chancelier de l'Échiquier (1924-1929). Au printemps de 1932, l'occasion semble toute trouvée : Winston Churchill, qui rédige une biographie de son ancêtre, le duc de Marlborough, décide de visiter les champs de bataille bavarois où celui-ci se rendit célèbre pendant la guerre de Succession d'Espagne (1701-1714). Et il a logiquement choisi Munich comme « camp de base » pour ses excursions à Blenheim, Höchstädt ou Lutzingen. Voici donc qu'à peine arrivé à l'hôtel Continental²⁷ en compagnie de son épouse, lady Clementine, il tombe sur un nazi fort aimable qui se garde bien de lui dire qu'il est en relation avec son fils. En 1948, le « Vieux Lion » écrira dans ses *Mémoires de guerre* :

Il s'appelait Herr Hanfstaengl et parlait beaucoup du Führer dont il semblait être un intime. Ce garçon paraissant aussi enjoué que

loquace, et parlant en outre excellemment l'anglais, je l'invitai à dîner. Il nous fit un tableau des plus intéressants de l'activité et des opinions d'Hitler, et en parlait comme sous l'effet d'un charme. Il avait probablement reçu mission d'entrer en contact avec moi et, de toute évidence, était désireux de plaire. Après le dîner, il se mit au piano, jouant et chantant beaucoup d'airs et de chansons d'une façon si remarquable que nous passâmes une excellente soirée. Il semblait connaître tous les airs anglais que j'aimais. C'était un homme des plus divertissants et, à l'époque, comme on l'a su, l'un des favoris du Führer. Il me dit que je devais le rencontrer, et que rien ne serait plus facile à organiser ; Herr Hitler venait chaque jour à l'hôtel vers 17 heures, et serait très heureux de me voir²⁸.

Ce que Churchill ne peut deviner à l'époque, et qu'il apprendra en 1957 à la lecture des Mémoires d'Hanfstaengl, c'est que ce dernier, loin d'être mandaté par Hitler, tentait au contraire, depuis des mois, d'arracher son consentement pour une entrevue avec lui ! Ainsi, quand « Putzi » se met au piano, c'est moins pour distraire Churchill (dont il connaît, grâce à son fils Randolph, les airs préférés) que pour gagner du temps en attendant la venue de son chef, cloîtré à quelques encablures dans sa chambre du premier étage... À deux reprises, même, Hanfstaengl s'absente un court moment sous le prétexte de prévenir sa femme qu'elle ne l'attende pas pour dîner : en fait, pour tenter de convaincre Hitler qu'il doit saisir la chance historique de faire la connaissance de Churchill. Lequel avoue dans ses *Mémoires* qu'il n'avait à l'époque « aucun préjugé national » contre le fondateur du nazisme.

Je connaissais mal sa doctrine et sa carrière, pas du tout son caractère. J'admire les hommes qui prennent la défense de leur pays dans la défaite, même si je suis de l'autre bord. [...] Pourtant, au cours de la conversation avec Hanfstaengl, j'en vins à lui demander : « Pourquoi votre chef est-il si violent envers les Juifs ? Je conçois très bien que l'on soit monté contre les Juifs

qui ont commis des méfaits ou se dressent contre le pays, et je comprends qu'on leur résiste s'ils essaient d'accaparer le pouvoir ou un quelconque domaine, mais à quoi bon combattre un homme du seul fait de sa naissance ? Comment peut-on être tenu pour responsable de sa naissance ? » Sans doute rapporta-t-il ces propos à Hitler, car le lendemain, vers midi, il vint me trouver d'un air plutôt grave, et me dit que le rendez-vous qu'il m'avait fixé avec Hitler ne pourrait avoir lieu, parce que le Führer ne viendrait pas à l'hôtel cet après-midi-là. [...] C'est ainsi qu'Hitler perdit son unique chance de me rencontrer²⁹.

Lors du premier aller-retour d'Hanfstaengl dans la chambre du Führer, celui-ci était pourtant à deux doigts d'accepter de venir prendre le café avec les Churchill et lord Camrose³⁰, qui les accompagnait. Mais, à la seconde tentative, il s'enfuit littéralement de l'hôtel par une porte dérobée... C'est qu'entre-temps Churchill a aggravé son cas en évoquant, après avoir parlé des Juifs, l'autre sujet tabou : les rapports franco-allemands... Hanfstaengl raconte :

Au moment du café, des liqueurs et des cigares, mon hôte approcha sa chaise de la mienne et me parla en aparté sur le ton de la confiance. Je me rappelle la scène comme si j'y étais encore. De sa main gauche, Churchill tenait son verre de cognac à la hauteur de ses lèvres, de manière à se faire entendre de moi seul – cependant que sa droite tenait un gros cigare.

« Dites-moi, fit-il à brûle-pourpoint, que dirait votre chef d'une alliance entre l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne ? »

La surprise me cloua sur place. J'avais l'impression que mes orteils allaient, à travers mes semelles, s'incruster dans le tapis.

« La peste soit de Hitler ! » pensai-je. Dire que c'est là une occasion unique, pour lui, d'assurer son prestige, et pour les autres de le maintenir dans la voie de la modération... et qu'il n'a même pas le courage de venir en discuter³¹ !

Le courage ou la volonté, surtout, de ne pas mettre un doigt dans l'engrenage en forme de piège que lui tendait Churchill ? Pour

Hanfstaengl, aucun doute : si Hitler n'a pas voulu rencontrer Churchill, c'est que l'influence des vieux « bonzes » du parti, rétifs à la moindre ouverture sur le monde extérieur, a prévalu sur la sienne. C'est aussi et surtout qu'Hitler déteste la contradiction et qu'il n'est vraiment à l'aise qu'en deux circonstances : avec des fidèles habitués à boire ses paroles, ou face à des foules subjuguées par son verbe. Dès ce moment, selon ses dires, « Putzi » ne croit plus à la possibilité d'infléchir un tant soit peu la personnalité de son maître. Ainsi plaide-t-il :

Face à un être anormal, une personne normale est lente à réagir ; et même à ce stade, elle essaie encore de se persuader qu'un retour à la normale est possible. [...] Ce sont là les deux erreurs que j'ai commises. Je suis resté auprès d'Hitler parce que j'étais convaincu que son génie naturel devait nécessairement le porter au sommet : sur ce point, au moins, j'avais vu juste. Mais lorsqu'il y fut parvenu, ses défauts, loin de s'atténuer, s'accrochèrent³².

Revenu ou non de ses illusions, Hanfstaengl n'en continuera pas moins, jusqu'en 1934, à se dépenser pour un homme dont il sait que nul ne parviendra à modérer son antisémitisme, pas plus qu'à lui faire ravalier son désir de détruire la France pour avoir les mains libres à l'Est. Depuis 1931, soit dix ans après avoir fait la connaissance d'Hitler, celui-ci a officialisé ses fonctions en faisant de lui le chef du département de la presse étrangère du NSDAP. Il occupe désormais un bureau au troisième étage de la Maison brune, l'immeuble munichois du parti. Son plus proche voisin n'est autre qu'Heinrich Himmler, le chef de la SS, ce qui en dit long sur la confiance que le Führer a placée en lui. Cette familiarité persuade-t-elle le favori qu'il peut désormais tout se permettre ? Aussi brusquement qu'il s'était tissé, le lien unique qu'il entretient avec Hitler se brise net en juin 1934 quand, devenu chancelier, ce dernier découvre qu'à l'occasion d'un voyage aux États-Unis Hanfstaengl a

serré la main à l'un de ses anciens condisciples juifs d'Harvard, le juge Max Pinansky, avec lequel il a eu l'imprudence de se faire photographier.

Circonstance aggravante, à peine rentré en Allemagne l'incontrôlable « Putzi » a dit tout haut le mal qu'il pensait de la Nuit des longs couteaux, ce bain de sang perpétré en son absence et qui a permis à Hitler de se débarrasser d'Ernst Röhm, le fondateur des Sections d'Assaut (SA), mais aussi des membres les plus influents de l'opposition conservatrice (lire *infra*).

À partir de cette date, et jusqu'à sa disgrâce définitive qui le conduira, en 1937, à se réfugier en Suisse puis aux États-Unis³³, Hanfstaengl verra son influence sur Hitler et auprès des journalistes étrangers diminuer au profit de celle d'un autre homme : le SS Otto Dietrich, chef du service de presse du parti nazi. Un personnage nettement moins baroque mais qui n'aura plus qu'à faire lever les graines patiemment semées par son prédécesseur dans le petit monde, avide de contacts, que forment les envoyés des grands journaux étrangers.

Karl von Wiegand, du Kronprinz au Führer

Parmi les correspondants américains acquis à la cause nationale-socialiste, Karl von Wiegand, déjà cité, ne sera pas le moins actif. Né, comme Hanfstaengl, d'un père allemand et d'une mère américaine, mais âgé de treize ans de plus que lui, Wiegand est déjà un journaliste vedette quand, en 1915, il réalise la seule interview jamais publiée du Kronprinz³⁴ qui, sur le front de l'Ouest, commande en personne la V^e armée allemande. Un an auparavant, il avait déjà décroché un entretien avec le grand amiral von Tirpitz, celui-là même qui convaincra Guillaume II de déclencher la guerre sous-marine à outrance et provoquera en 1917 l'entrée en guerre des États-Unis.

En 1919, le voici de retour en Allemagne, qu'il avait dû quitter précipitamment, et en 1921 à Munich où il fait la connaissance d'Hitler à peu près au même moment qu'Hanfstaengl. Même coup de foudre, même fascination sans partage : si Wiegand ne devient pas, comme lui, un intime de l'Autrichien, il met progressivement sa plume à son service, intégrant du même coup la petite escouade de journalistes étrangers reçus sans difficulté. De même qu'en 1915 Wiegand avait permis au Kronprinz de dire aux Américains combien il souhaitait les voir rester étrangers à la Première Guerre mondiale, de même servira-t-il d'intermédiaire, jusqu'en 1940, à toutes les protestations de paix du Führer. Dans les années 1930, il sera ainsi de toutes les réceptions officielles, celles de la chancellerie, à Berlin, ou de la Maison brune, à Munich, sans parler des fréquents rendez-vous qu'il obtient au Berghof, la résidence d'Hitler à Berchtesgaden, pour discuter en « off » ou en « on » avec le maître des lieux.

Cette posture de vieil habitué, alliée au prestige du groupe Hearst qu'il représente en Allemagne après la mort de Hale, en 1924, lui confère un prestige inégalé parmi les correspondants américains qui, à peine débarqués en terre hitlérienne, se pressent pour solliciter qui un conseil, qui un « tuyau ». Et, dans l'atmosphère enfumée de La Taverne, un restaurant italien de la Kurfürstenstrasse où les journalistes étrangers en poste à Berlin ont leur *Stammtisch*³⁵, Wiegand ne ménage pas son temps pour leur fournir les éclairages de son cru, plus efficaces que s'ils émanaient en direct du docteur Goebbels ou d'un quelconque Otto Dietrich. Après avoir dîné avec lui, l'envoyé du *New York Herald Tribune*, John Elliott, ose par exemple écrire le 25 mars 1933 que si Hitler vise particulièrement les Juifs, ce n'est pas en raison de leur « race », mais à cause de leur opposition à sa politique³⁶ ! D'après lui, du reste, la relation des exactions subies par eux est bien « exagérée »...

De tous les correspondants étrangers à Berlin, deux semblent être restés rétifs à la propagande de Wiegand : l'envoyé permanent de la

chaîne de radio CBS, William Shirer, qui rédigera, après le conflit, la première histoire générale du III^e Reich³⁷ et, dans une moindre mesure, le Britannique Rothay Reynolds, du *Daily Mail*, plus prudent que ses confrères comme on le découvrira bientôt...

Seule l'entrée en guerre des États-Unis, en décembre 1941, conduira Wiegand à mettre en sourdine sa germanophilie, aidé en cela par un internement de quatre ans aux Philippines, où il aura eu le malheur de se trouver lors de l'invasion de l'archipel par les Japonais en 1942.

La galaxie du *Daily Mail*

Les journalistes américains ne sont pas les seuls, loin de là, à tomber sous le charme du Führer. Parmi les plus zélés figure le Britannique Sefton Delmer, auquel Hanfstaengl a fait rencontrer Hitler dès 1923 et qui publiera son premier entretien avec lui dans le *Daily Mail* du 3 octobre de cette même année, soit quelques jours seulement après celui réalisé par George Viereck.

Mais autant Viereck va devenir un nazi authentique, autant Delmer suscite, aujourd'hui encore, de nombreuses interrogations. Jusqu'en 1939, aucun journaliste anglo-saxon, à l'exception de Ward Price, lui aussi correspondant du *Daily Mail*, ne sera plus zélé pour défendre la cause hitlérienne ; mais, une fois la guerre déclarée, la vérité oblige à dire qu'il deviendra l'un des adversaires les plus violents du nazisme, animant, à la demande personnelle de Churchill, une chronique radiophonique répondant coup pour coup à la propagande du Reich. Était-il un agent de renseignements britannique comme les services allemands le penseront ? Ou tout simplement un journaliste anglais réellement séduit par Hitler mais que son patriotisme retiendra au bord du précipice ? Il n'en reste pas moins que ses articles des années 1930 n'auront servi que l'Allemagne brune, rarement l'intérêt des démocraties... Et jamais celui de la France. De la remilitarisation de la Rhénanie (mars 1936) à l'occupation de

Prague (mars 1939), en passant par l'Anschluss (mars 1938) et la crise des Sudètes de l'été suivant, il aura accompagné tous les coups de force hitlériens de plaidoyers pour l'apaisement, donnant la parole au Führer avec une complaisance digne d'un journaliste du *Völkischer Beobachter*.

En 1933, il est déjà si proche d'Hitler et de ses principaux collaborateurs³⁸ que c'est dans son appartement berlinois, juste après la victoire du NSDAP aux élections législatives, que Goebbels, fraîchement nommé ministre de la Propagande, réfléchit avec lui à la réponse à donner aux articles qui commencent à paraître, notamment aux États-Unis, sur les exactions commises par les SA contre les Juifs et les communistes. Il écrit ainsi dans son journal, en date du 25 mars :

Chez Sefton Delmer. Musique tzigane et bavardages. Belles femmes. Je passe un savon au correspondant du *Times* [...]. En Amérique, propagande sur de prétendues atrocités [...]. Tard à la maison. Écrit un article pour Delmer contre la propagande sur les prétendues atrocités³⁹...

Parfois même, Delmer se mue en agent de renseignements pour le compte des nazis. Ainsi, pendant les législatives de novembre 1932, à l'occasion desquelles il rencontre Georg Heim, leader du parti paysan de Bavière, qui lui tient en privé des propos en faveur du séparatisme bavarois. Surpris d'une telle radicalité, Delmer s'en ouvre à « Putzi » Hanfstaengl qui lui conseille d'aller aussitôt les répéter au Führer. « Voilà qui va nous rapporter deux millions de voix supplémentaires⁴⁰ ! » s'écrie alors Hitler qui cherchait depuis longtemps un levier pour déstabiliser le leader paysan... Quelques semaines plus tard, Delmer réitère en l'alertant sur la défection prochaine de son vieux compagnon Gregor Strasser, approché par le nouveau chancelier, Kurt von Schleicher, pour devenir son vice-chancelier. Averti à temps par le journaliste britannique, Hitler fait échouer la manœuvre, conçue pour faire éclater le parti, et obtient,

sous la menace, que Strasser décline la proposition. Deux ans plus tard, le Führer se vengera en faisant assassiner Strasser et Schleicher lors de la Nuit des longs couteaux⁴¹.

Et que penser de Ward Price, l'autre correspondant du *Daily Mail* à Berlin qui rivalise d'empressement avec Delmer en faveur du nouveau régime ? Ami personnel d'Oswald Mosley⁴², le chef des Chemises noires britanniques, il ne dissimule rien de ses convictions fascistes ni de l'amitié personnelle qui le lie à plusieurs personnalités nazies du premier cercle, dont l'incontournable Fritz Wiedemann. Ancien lieutenant du caporal Hitler au sein du régiment List, pendant la Première Guerre mondiale, Wiedemann est devenu en 1934 son aide de camp personnel, l'un des rares vétérans des « années de combat » qu'il tutoie en privé⁴³. Devenir l'un de ses proches équivaut, pour Price, à entrer indirectement dans l'entourage intime du dictateur, d'autant qu'il fréquente aussi assidûment les couples Goebbels et Goering.

Preuve de sa familiarité avec les « bonzes » du régime, Price se trouve, par exemple, dans la Mercedes découverte de Paul-Otto Schmidt, interprète personnel du chancelier mais aussi diplomate très gradé de la Wilhelmstrasse, chargé de cornaquer les invités de marque au congrès de Nuremberg de septembre 1937 depuis le stade géant qui accueille l'événement jusqu'au château de la vieille ville où Hitler doit offrir une réception. Dans ses Mémoires, Schmidt raconte que l'ivresse collective de la foule qui acclamait le cortège officiel au passage du Führer ne fut pas longue à s'éteindre sur ses invités eux-mêmes :

Avancer pendant une heure au milieu de ce déchaînement frénétique constituait une véritable épreuve physique qui nous laissa épuisés à la fin du parcours. Toute force de résistance morale paraissait paralysée ; on avait presque le sentiment d'être obligé de se retenir pour ne pas se joindre soi-même à l'extase générale. Je pus constater que les Anglais et les Français eurent souvent les larmes aux yeux sous l'effet de l'émotion intérieure

causée par tout ce qu'ils voyaient et entendaient... Aucun des invités ne fut capable, après les extraordinaires impressions de la matinée, de tenir une conversation raisonnable⁴⁴.

Comment attendre, après cela, un tant soit peu d'objectivité dans le traitement de l'information que mouline quotidiennement le journaliste britannique ? Quand, en octobre 1939, soit un mois après l'entrée en guerre du Royaume-Uni, Ward Price attaquera pour la première fois Hitler à la BBC, celui-ci, au grand étonnement de Goebbels, rendu furieux par cette « trahison », fera montre d'une étrange indulgence : « Après tout, il ne fait que défendre son pays⁴⁵ ! »

Maintenu jusqu'à l'extrême limite possible, l'engagement de Price en faveur d'Hitler dans les années 1930 n'est pas seulement personnel. C'est aussi et surtout celui de son patron, lord Harold Rothermere, propriétaire du *Daily Mail* et activiste patenté de la cause allemande, qui l'a envoyé à Berlin en toute connaissance de cause. Autant dire en mission spéciale.

Pas plus que ses journalistes, Rothermere ne met ses idées dans sa poche. Le 15 janvier 1934, il signe à la une de son journal un retentissant édito pro-Mosley titré sur cinq colonnes : « *Hurrah for the Blackshirts !* » Quand la sulfureuse belle-sœur de Mosley, Unity Mitford, qui aura une liaison avec Hitler puis tentera de se suicider en apprenant que son pays vient de déclarer la guerre à l'Allemagne, rend visite au Führer à l'instigation d'Hanfstaengl, c'est Rothermere et Ward Price qui lui servent de chaperons.

Mais eux-mêmes sont aussi chaperonnés par une aventurière de haut vol qui ne quitte pas d'une semelle le propriétaire du *Mirror* quand il voyage en Allemagne : la princesse Stephanie von Hohenlohe. Bien que demi-juive, celle-ci, née en Autriche en 1891, a été faite « aryenne d'honneur⁴⁶ » par la volonté d'Hitler, dès 1933. Épouse (divorcée) du prince Friedrich Franz von Hohenlohe-Waldenburg-Schillingsfürst dont elle a gardé le titre, l'un des plus

anciens du Saint Empire romain germanique, elle a intégré le milieu national-socialiste à l'extrême fin des années 1920 par l'intermédiaire du futur ministre des Affaires étrangères du Reich, Joachim von Ribbentrop. Comme elle vit la majeure partie de l'année à Londres et fréquente la meilleure société britannique, sa mission est toute tracée : influencer l'opinion en faveur d'un rapprochement avec l'Allemagne. Parmi ses amies proches figure par exemple Nancy Astor, épouse (américaine) de lord Waldorf Astor et première femme à siéger à la Chambre des communes. Farouche partisane de la politique d'apaisement, elle anime le groupe dit de Clevedon (du nom du château familial des Astor), dont le rôle sera essentiel, jusqu'à l'arrivée de Churchill au pouvoir, pour brider les velléités de réaction de la classe politique britannique aux coups de force d'Hitler.

Bientôt, la voici recrutée comme salariée de luxe par lord Rothermere qui lui demande de sonder le Führer sur ses intentions. Soit exactement ce qu'attendait ce dernier, qui recevra Rothermere une dizaine de fois, seul ou en compagnie de la princesse. Sans compter les dîners privés chez Goebbels, Goering ou Ribbentrop...

De ce bain idéologique, le « Press Lord », comme on l'appelait alors, ne sortira pas indemne. Au lendemain des accords de Munich, celui-ci adresse à Hitler une longue lettre tombée, après la guerre, entre les mains du MI5 (le contre-espionnage britannique) et déclassifiée en 2005 par le Foreign Office, laquelle commence par ces mots : « Mon cher Führer, tout le monde, en Angleterre, est profondément impressionné par la solution pacifique que vous avez apportée au problème tchèque. » La chute est à l'avenant : « Frédéric le Grand était déjà une immense figure. Je salue l'étoile de Votre Excellence qui n'a pas fini de monter. »

Quelques mois plus tard, lors de la prise de contrôle par l'Allemagne de ce qui reste de la Tchécoslovaquie⁴⁷, l'enthousiasme du patron de presse augmente encore d'un cran : il le presse

maintenant de déclarer la guerre à la Roumanie, pourtant alliée du Reich !

On comprend qu'au vu de tels résultats la princesse de Hohenlohe ait été abondamment récompensée : quelques mois après l'annexion de l'Autriche, Goering fait ainsi réquisitionner pour elle le château de Leopoldskron, à Salzbourg, confisqué au metteur en scène Max Reinhardt. Mais comme elle est devenue entre-temps la maîtresse du fidèle Wiedemann, nommé consul d'Allemagne à San Francisco, elle prend à l'automne 1939 le chemin des États-Unis où, par prudence, l'administration Roosevelt la place bientôt sous surveillance. Il faut dire que sur le sol américain la princesse a repris la même activité qu'en Grande-Bretagne : propagandiste de la volonté de paix d'Hitler !

Dans son livre *Les Tentatrices du diable*, consacré aux femmes qui ont compté dans la vie d'Hitler, l'historien François Delpla résume : « Puisqu'il y a, au moins officiellement, une guerre avec l'Angleterre, il est vital que les États-Unis ne s'y associent pas et, après Rothermere, ce sont les Hearst, Lindbergh, Coughlin et toute cette droite américaine déjà fâchée par le *New Deal* de Roosevelt qu'il s'agit de séduire, en la convainquant que l'Allemagne ne nourrit toujours pas d'ambitions atlantiques – ce qui est d'ailleurs la stricte vérité⁴⁸. » Dans une note exhumée par ce même François Delpla, le patron du FBI, Edgar Hoover, écrit au président Roosevelt : « La princesse est présentée comme particulièrement intelligente, dangereuse et rusée, et, comme espionne, pire que 10 000 hommes⁴⁹. »

À l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Allemagne et le Japon, elle est donc internée, mais, en un ultime tour de passe-passe, parvient à échapper à l'expulsion : l'officier du département de l'immigration chargé d'instruire son dossier est tombé amoureux d'elle et réussit à lui offrir un statut de « résidente surveillée » qu'elle conservera jusqu'en 1945, avant de rentrer en Allemagne... Et

de devenir la principale conseillère d'un autre patron de presse célèbre, le fougueux Axel Springer⁵⁰, fondateur de l'empire qui porte son nom et agent présumé de la CIA au temps de la guerre froide !

Les liaisons dangereuses d'Associated Press

Et s'il n'y avait eu que les relations personnelles ! On sait aujourd'hui que, au-delà de l'idéologie, de froids calculs financiers expliquent la complaisance d'une grande partie de la presse anglo-saxonne à l'égard de l'Allemagne nationale-socialiste. En 2016, l'historienne allemande Harriet Scharnberg a ainsi révélé sur le site *Zeithistorische Forschungen*⁵¹ (« Recherches historiques ») les liens très étroits unissant jusqu'en 1941, et dans une certaine mesure jusqu'en 1945, Associated Press au ministère de la Propagande de Joseph Goebbels. Si étroits même qu'à partir de 1934 l'Associated Press fut la seule agence de presse étrangère autorisée à travailler en Allemagne, nantie, donc, du privilège exorbitant de fournir en exclusivité les dépêches portant sur l'actualité du Reich aux autres agences et, partant, aux journaux du monde entier.

La raison en est simple : aucune de ses concurrentes n'accepta de souscrire à la *Schriftleitergesetz*, la loi sur la presse promulguée le 4 octobre 1933, qui interdisait de publier tout texte « destiné à affaiblir la force du Reich ». Mais aussi d'employer des Juifs. Ce texte disposait en effet que le journalisme était une « vocation publique réglementée » et que celui qui choisissait cette profession devait être de nationalité allemande, de descendance aryenne et ne pas être marié à une Juive. Quant aux correspondants autorisés à travailler en Allemagne, ils devaient s'abstenir de « publier quoi que ce soit risquant de tromper le public, de défendre des intérêts contraires à ceux de la nation », bref, de « porter atteinte à la force du Reich, à l'intérieur comme à l'extérieur, de nuire à la défense de l'Allemagne, à sa culture et à son économie, comme à son honneur ou à sa dignité »...

Ce code, même l'agence Havas, dont nous verrons qu'elle ne manquait pas de souplesse, a refusé d'y souscrire. Pas Associated Press qui, pour arracher cet avantage concurrentiel décisif sur les autres sources d'information présentes en Allemagne, laissa expulser, sans protester, une quarantaine de ses propres journalistes, soit parce qu'ils étaient juifs, soit parce qu'ils n'avaient pas l'heur, comme Dorothy Thompson, de plaire au régime. Sous la direction de son directeur en Allemagne, Louis Lochner, Associated Press fut ainsi non seulement le seul pourvoyeur « intérieur » d'informations sur le III^e Reich, mais aussi d'entretiens ou de citations du Führer obtenus en exclusivité par ses correspondants. Lochner fut, du coup, élu président de l'Association de la presse internationale opérant en Allemagne, ce qui renforçait encore son influence. Qu'il retienne ou corrige la dépêche d'un de ses journalistes, et c'est toute la communauté des correspondants étrangers qui se voyait imposer sa vision des faits...

Ancien secrétaire d'Henry Ford, dont on connaît l'admiration réciproque qui le liait à Hitler⁵², Lochner, arrivé en Allemagne en 1924, s'était, comme la plupart de ses confrères américains, pris d'amitié pour « Putzi » Hanfstaengl. Comme Price, Delmer ou Wiegand, il faisait partie de l'environnement familial d'Hitler, mais comme il était, *de facto* à défaut de l'être *de jure*, le plus important des journalistes étrangers en poste à Berlin, il avait acquis le privilège exorbitant de pouvoir lire les discours du Führer avant que celui-ci ne les prononçât devant le Reichstag. Dès que le dictateur sortait de la chancellerie pour se rendre à la tribune du Parlement – ou plutôt de ce qui en tenait lieu puisque, depuis la loi sur les pleins pouvoirs de 1933, les représentants du NSDAP étaient seuls autorisés à y siéger –, le service de presse lui en remettait une copie, ce qui le faisait bénéficier d'une bonne heure d'avance sur ses collègues, contraints de découvrir le texte au fur et à mesure qu'il était prononcé.

Ce statut d'accrédité numéro un le conduisit à jouer un rôle essentiel lors du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, puisqu'il fut le seul journaliste étranger admis à suivre partout la Wehrmacht : de la chute de Varsovie (septembre 1939) à celle de Paris (juin 1940), en passant par l'invasion du Danemark et de la Norvège (avril 1940), Lochner, coiffé du casque allemand réglementaire, abreuvera ainsi la presse de ses dépêches et de ses photoreportages, en se conformant aux *desiderata* de Goebbels et du ministère de la Propagande. Quand les troupes allemandes entrent à Bruxelles, le 17 mai 1940, il suit les panzers dans un véhicule de commandement ; lorsqu'elles défilent, un mois plus tard, sur les Champs-Élysées, il est le seul journaliste non allemand autorisé à couvrir l'événement sur une moto qui remonte l'avenue à contresens ; et quand, le 22 juin, le Führer vient à Rethondes recueillir la signature des Français au bas de la convention d'armistice, il est admis à pénétrer avant tout le monde dans le wagon historique que ce dernier a choisi pour humilier les Français : celui où, le 11 novembre 1918, en ce même lieu, c'est l'Allemagne qui avait déposé les armes. Ainsi peut-il décrire à ses lecteurs le décor dans lequel Hitler a mis en scène l'épilogue de la « plus grande victoire allemande de tous les temps ». Le 6 juillet, c'est encore lui qui, dans une dépêche emphatique, décrira le retour triomphal du « nouveau Napoléon » accueilli sur un tapis de roses blanches par une foule « dépassant l'imagination »...

Le plus extraordinaire dans ce périple guerrier c'est que, par l'intermédiaire de ses dépêches, reprises rien qu'aux États-Unis par quelque 1 400 organes de presse, Lochner, fidèle aux engagements qu'Associated Press a pris en souscrivant à la *Schriftleitergesetz*, ne répercute que des informations favorables au Reich. Ce qu'il écrit est soumis, au même titre que les articles de ses confrères allemands, à la censure quotidienne de Goebbels ou, à défaut, au visa du plus haut fonctionnaire du ministère de la Propagande, Wilhelm Müller-

Scheld. Souffre-t-il alors de cette pression comme il le prétendra après la guerre, quand, devenu conférencier et paré du prix Pulitzer, il découvrira les vertus rédemptrices de l'antinazisme *a posteriori* ? Le moins qu'on puisse dire est que jusqu'à son retour aux États-Unis, en 1942, après quelques mois de détention en Allemagne consécutifs à l'entrée en guerre du Reich contre l'Amérique, Goebbels n'a guère eu à se plaindre de lui...

En date du 6 septembre 1939, sixième jour de l'invasion allemande de la Pologne, ce dernier écrit dans son journal : « Müller revient de la zone des combats. [...] Grands ravages dans les différentes cités. [...] Lochner l'a accompagné à Tschenstochau. Il informe à présent l'étranger. J'étouffe ainsi le pire mensonge anglais et surtout polonais sur les atrocités⁵³. »

Vous avez bien lu : « Il [Lochner] informe à présent l'étranger. » En écrivant par exemple qu'à Tschenstochau les Allemands n'ont pas fusillé de soldats polonais, contrairement à ce qu'a annoncé la radio de Varsovie, reprise par la BBC... Or les Allemands ont bel et bien fusillé tous les combattants polonais pris les armes à la main, au motif qu'ayant quitté leurs unités, détruites au premier jour de l'offensive, ils sont devenus des « francs-tireurs » et ne peuvent plus, en conséquence, revendiquer la protection des conventions de Genève. En l'espèce, Lochner a donc préféré croire l'agresseur que l'agressé.

Avec le déclenchement de la campagne de France, en mai 1940, son rôle deviendra encore plus déterminant puisque ses dépêches, labellisées américaines mais rédigées sous contrôle allemand, contribueront à nourrir les journaux français et britanniques ! Cas unique dans l'histoire, des belligérants en lutte pour leur survie seront ainsi tributaires, tout au long des combats, d'informations soigneusement filtrées par leur ennemi.

Parmi celles-ci figurent évidemment les images sélectionnées par Lochner pour illustrer ses dépêches et les reportages des journalistes

qui travaillent sous sa responsabilité. « Sélectionnées » est, au vrai, un grand mot puisque deux photographes allemands, salariés d'Associated Press et membres de la SS, le font pour lui : Franz Roth, rattaché au ministère de la Propagande, et Helmut Laux, un ami de Ribbentrop... Le premier, qui mourra en 1943 sur le front russe, soumettait directement ses clichés à Hitler ; le second se chargeait de les diffuser en payant à Associated Press les droits relatifs à leur utilisation dans la presse nazie.

Secret jusqu'en 2017, cet accord commercial a été révélé par l'historien allemand Norman Domeier, de l'université de Stuttgart. En rédigeant sa thèse, non encore publiée, consacrée aux correspondants étrangers sous le III^e Reich⁵⁴, celui-ci est en effet tombé, en consultant les archives de Louis Lochner, sur deux documents d'une rare valeur historique : la fiche de « dénazification » d'un certain Willy Brandt (rien à voir avec le futur chancelier), journaliste allemand employé par Associated Press jusqu'en 1941, et une lettre de ce même Brandt adressée à Lochner en 1946⁵⁵.

Ce que révèle la fiche de Brandt est à proprement parler stupéfiant : non content d'avoir recruté des photographes recommandés par le régime et d'avoir alimenté en images la presse nationale-socialiste, Associated Press n'a pas dénoncé l'accord au moment de l'entrée en guerre des États-Unis, en décembre 1941. Après le rapatriement de Lochner et de son staff, les bureaux d'Associated Press ont continué à fonctionner grâce au personnel allemand déjà recruté par l'agence, et désormais placé sous l'autorité directe d'Helmut Laux. Jusqu'en 1945, celui-ci continua donc à se procurer par l'intermédiaire de pays neutres, le Portugal en particulier, des milliers de photos prises sur tous les fronts par les reporters de l'agence américaine, tandis que, par la même voie, Laux vendait à Associated Press des clichés de l'Europe occupée ou, plus largement, de la guerre vue du côté allemand. Les plus

sensibles étaient visés par Hitler et Goebbels en personne, afin de n'offrir du Reich qu'un reflet glorieux, positif à tout le moins. Parmi les principaux clients d'Associated Press, l'hebdomadaire *Life*, mais aussi le *Washington Post* ou le *Chicago Tribune* qui, pendant toute la guerre, publièrent des photos venues tout droit de Berlin, dûment créditées Associated Press. Comme dans *La Lettre volée* d'Edgar Allan Poe, le meilleur moyen de garder dissimulée une évidence n'est-il pas de la mettre sous les yeux du monde ?

C'est ainsi que le public américain put découvrir, pratiquement en même temps que les Allemands, les premières images d'Hitler, sain et sauf, après l'attentat du 20 juillet 1944. Échange de bons procédés : la presse allemande bénéficia, un mois plus tard, de photos montrant les dégâts provoqués, à Londres, par la chute de plusieurs V1⁵⁶ ! Et c'est finalement les Occidentaux qui, toujours grâce à Associated Press, eurent le privilège de publier la dernière série de photos du Führer vivant, prises le 19 mars 1945 dans la cour de la chancellerie : il y décore des membres des Jeunesses hitlériennes qui viennent de s'illustrer contre les chars soviétiques sur le front de l'Oder. Dans un mois tout juste Berlin sera encerclé, et dans quarante jours Hitler se tirera une balle dans la tête.

Simple réciprocité commerciale grâce à laquelle chacun trouvait son compte ? L'historienne Harriet Scharnberg révèle au contraire que, pour conserver le monopole d'accès au marché allemand, Associated Press consentit sciemment à ce que ses images servent la propagande hitlérienne. Un seul exemple, parmi beaucoup d'autres : le massacre des Juifs de Lviv, en juin 1941. En pénétrant dans la zone polonaise occupée par l'Armée rouge, juste avant d'envahir l'Union soviétique, la Wehrmacht tombe sur un charnier : dans cette ville, qui jusqu'en 1918 s'appelait Lemberg⁵⁷, les Russes, avant de se retirer, ont massacré une partie de la population d'origine allemande, crime commis sur ordre des commissaires politiques de Staline. Pour se venger, les Allemands décident de massacrer un nombre

équivalent de Juifs, prélevés dans le ghetto de la ville. Associated Press est sur place. Mais les seules photos qu'elle transmet à la presse mondiale sont celle des martyrs allemands. Pas un mot des Juifs !

Sept ans plus tard, alors que la guerre a pris fin et qu'on est encore bien loin de soupçonner pareille collusion, Associated Press réalise, avec *Life*, un ultime coup historico-journalistique rendu possible par le fonds d'archives exceptionnel possédé par l'agence grâce à sa collusion avec l'Allemagne : pour le quatrième anniversaire du débarquement de Normandie, l'hebdomadaire daté du 14 juin 1948 publie une série de photos d'Hitler prises le 6 juin 1944, quelques heures après le *D Day*. Le Führer recevait ce jour-là, à Salzbourg, le Premier ministre hongrois Döme Sztójay et bouleversait le programme de sa visite pour entendre Keitel, Himmler et Goering faire leur rapport sur les premières heures de l'« invasion ». Toutes créditées Associated Press, les photos sont signées Helmut Laux... Que *Life* présente comme un simple photographe de la *Berliner Illustrierte Zeitung* !

L'étrange aventure de Gustave Hervé

Comparée à la complaisance très politisée de la presse britannique et à celle, très « intéressée », de la presse américaine, la bienveillance des journalistes français qui ont eu accès à Hitler répond-elle aux mêmes ressorts ? Plusieurs différences sautent aux yeux. La première est que, chez eux, l'aspect économique s'avère totalement absent : les titres qui les emploient n'ayant, contrairement à Associated Press, aucun accord fiduciaire particulier avec les autorités du Reich, les faveurs dont ils gratifient le Führer ne doivent rien à d'éventuelles pressions de leurs actionnaires... Mais tout à leurs propres convictions. Quand, en juin 1937, le correspondant de l'agence Havas en Espagne croit judicieux d'exonérer la Luftwaffe du bombardement de Guernica⁵⁸, il va plus

loin que tous ses confrères, puisque même Associated Press, présente sur place, dénonce ce « raid de terreur ». Deuxième différence, cette fois avec les Britanniques : la plupart des journalistes français ayant interrogé Hitler ne sont pas des nationalistes qui rêveraient, comme un Ward Price, de voir leur pays s'inspirer de la révolution hitlérienne. La plupart sont des anciens combattants de la Grande Guerre convertis au pacifisme et qui placent la réconciliation avec l'Allemagne au premier rang de leurs préoccupations.

Le personnage le plus représentatif de cette tendance s'appelle Gustave Hervé. Il n'a jamais rencontré Hitler mais fut le premier Français à lui poser des questions écrites, en octobre 1930. En contact avec Hanfstaengl depuis 1927, il lui aura fallu attendre trois ans pour obtenir gain de cause. Ses atouts, pourtant, n'étaient pas minces, vus du côté allemand, puisque Hervé et son journal, *La Victoire*, faisaient campagne depuis 1923 en faveur de l'abrogation du traité de Versailles !

Né en 1871, Hervé a commencé sa carrière à la gauche de Jaurès. Cofondateur de la SFIO, en 1905, cet agrégé d'histoire a été révoqué de l'Éducation nationale après avoir créé, la même année, l'Action internationale antimilitariste (AIA) et appelé, en cas de guerre, à une grève insurrectionnelle, ce qui lui a valu d'être condamné à quatre ans de prison. Mais en 1912, c'est le cas de le dire, il change son fusil d'épaule et « retourne sa veste rouge pour en montrer la doublure tricolore » (*dixit* son ancien camarade Charles Fraval qui, en 1920, rejoindra le parti communiste). Comme Mussolini⁵⁹ à la même époque, il troque le mot d'ordre « Non à la guerre ! » contre le principe « Défense nationale d'abord ! ». C'est ainsi qu'en 1916 son journal, *La Guerre sociale*, devient *La Victoire*. Bref, le pacifiste acharné s'est, en quelques années, mué en nationaliste acharné. Mais un nationaliste qui, loin d'oublier son passé socialiste, crée en

1919 un mouvement dont les deux adjectifs assemblés vont bientôt devenir célèbres en Allemagne : le Parti *social-nationaliste* français.

Aucune mystique raciste ne le sous-tend pour autant, contrairement au NSDAP qui voit le jour l'année suivante en inversant l'ordre de ses qualificatifs. Plus proche de la philosophie boy-scout que de la radicalité hitlérienne, le programme d'Hervé tient en quelques lignes, déclinées chaque jour à la une de *La Victoire*. Outre la priorité d'une « entente entre les peuples » fondée sur le « respect réciproque du nationalisme des autres », il y est question de « promouvoir la justice sociale » en conservant cependant au capitalisme son « rôle moteur dans l'amélioration générale du niveau de vie » ; mais aussi de « lutter contre la déchristianisation de la France » tout en « exigeant l'indépendance du pouvoir civil dans toutes les affaires temporelles »... Bref, voici le véritable inventeur du « en même temps » qui fera florès, en France, cent ans plus tard !

Hervé a-t-il feuilleté *Mein Kampf*, ou même le programme en vingt points du NSDAP ? On peut en douter en lisant son éditorial du 21 octobre 1930 dans lequel il compare le nazisme... au boulangisme. Étonnant mélange de clairvoyance s'agissant du carburant géopolitique qui fait prospérer Hitler et de naïveté quant aux racines profondes de sa doctrine qu'il ignore superbement (Treitschke et Ratzel pour le pangermanisme ; Gobineau, Vacher de Lapouge et Chamberlain pour le racisme biologique), ce texte mérite d'être cité car, outre sa candeur, il est typique de l'esprit très « gallocentré » de beaucoup de journalistes français de l'époque désireux de rassurer leurs lecteurs à propos du phénomène hitlérien en projetant sur lui leur propre pacifisme.

Le mouvement d'Hitler, c'est le boulangisme allemand. [...] Le boulangisme, en France, c'est une explosion nationaliste qui s'est produite de 1887 à 1889, c'est-à-dire seize ans après nos désastres de 1870. La France s'était relevée financièrement, mais le rapt de l'Alsace-Lorraine sembla intolérable aux jeunes

générations qui n'avaient pas fait la guerre, et aux vieilles qui l'avaient perdue. Le régime parlementaire commençait, d'autre part, à donner ses premiers fruits amers : la République des camarades, l'instabilité ministérielle, les premières mesures de déchristianisation avaient créé un vif mécontentement. [...]

Le boulangisme allemand, dont nous venons de voir la violente explosion⁶⁰, sort lui aussi de l'exaspération de la défaite militaire et de l'impuissance parlementaire attestée par des crises ministérielles continuelles. [...] Les charges financières imposées par le traité de Versailles ont fait le reste : Hitler a rameuté une partie de la classe ouvrière contre le traité de Versailles, rendu responsable des trois millions de chômeurs – soit une quinzaine de millions de personnes atteintes en comptant une moyenne de quatre personnes à la charge d'un chômeur. Il n'est pas besoin de beaucoup d'imagination pour comprendre quel frémissement doit courir dans ces foules mal nourries et désœuvrées quand il leur montre l'Allemagne condamnée à payer pendant une longueur de vie humaine 2,5 milliards de marks-or, soit 15 milliards de nos francs-papier par an aux Alliés, pour qu'ils puissent payer leurs dettes de guerre à la richissime Amérique ou à la riche France, qui n'a pas de chômeurs, qui a reconstitué un énorme encaisse-or, et dont les régions dévastées par la guerre sont restaurées.

Conclusion : puisque tout le mal vient du traité de Versailles, supprimons-le ou, à défaut, abrogeons ses clauses les plus iniques, et tout rentrera dans l'ordre. C'est ce que propose Gustave Hervé :

Le jour où il y aura en France un parti nationaliste assez intelligent pour faire place au nationalisme des autres peuples dans ce qu'il a de légitime, nous ne serons plus très loin des États-Unis d'Europe. Le jour où un grand pays comme la France, au lendemain de sa victoire, saura jouer cartes sur table, et offrir à l'adversaire un arrangement honorable, acceptable pour les deux parties, la guerre aura vécu⁶¹.

Dans la foulée, il envoie à Hitler six questions en forme de propositions, auxquelles il lui demande de réagir. Loin d'être anodines, celles-ci anticipent de manière frappante sur ce qui, moins de trois ans plus tard, constituera l'alpha et l'oméga de la politique révisionniste du III^e Reich : 1) retour immédiat de la Sarre, détachée de l'Allemagne en 1918, dans le giron du gouvernement de Berlin ; 2) rattachement à son territoire des espaces frontaliers extérieurs, où vivent une majorité d'Allemands, à commencer par l'Autriche ; 3) restitution à l'Allemagne des territoires du Togo et du Cameroun qu'elle administrait avant 1918, et qui depuis sont passés sous contrôle français ; 4) institution d'une parité immédiate entre l'armée française et l'armée allemande, ramenée à 100 000 hommes par le traité de Versailles ; 5) restitution par la Pologne du « couloir » de Dantzig qui, depuis 1918, lui donne accès la mer et sépare, *ipso facto*, la Prusse de la Prusse-Orientale⁶² ; 6) conclusion d'une alliance militaire entre la France et l'Allemagne garantissant la bonne exécution de ce programme.

Transmises par le journaliste allemand Arnold Rechberg, ces propositions feront, le 15 octobre 1930, l'objet d'une réponse en forme de communiqué de presse dans le *Völkischer Beobachter*. Un texte presque insultant, dicté par Hitler en personne, et qui aurait dû décourager Gustave Hervé d'insister. Au lieu de le remercier de sa sollicitude pour le vaincu de 1918, le futur chancelier lui rétorque qu'il s'est « trompé d'adresse » et qu'au lieu de lui demander son avis, c'est au principal bourreau de l'Allemagne, à savoir le gouvernement français, qu'il aurait dû soumettre ses propositions. Surtout, il profère l'un des plus grands mensonges de sa carrière en prétendant qu'en tant qu'adepte du désarmement universel il se refuse à conclure la moindre alliance militaire avec la France afin de ne pas créer les conditions d'une quelconque domination franco-allemande sur le continent ! Et, à cet argument qu'on croirait dicté par un diplomate britannique tant il correspond à la politique

séculaire du Foreign Office, il ajoute celui-ci qu'aucun esprit censé ne pouvait, même à l'époque, considérer sans éclater de rire : attachée à la philosophie de la Société des Nations⁶³ « qui a la mission de protéger le monde contre la force », l'Allemagne refusera toujours, quant à elle, de réarmer. La seule chose qu'elle demande, en fait d'équité, c'est que la France désarme...

Pour ajouter l'injure à la provocation, Hitler autorise Karl von Wiegand à citer en exclusivité, et entre guillemets, dans tous les journaux américains du groupe Hearst, ce qu'il pense de la France, « cette nation orgueilleuse qui croit avoir le monopole de l'idéalisme ».

Horrié par cette réaction sur laquelle il n'a pas eu barre, Hanfstaengl, en bon attaché de presse, convainc aussitôt son patron d'écrire une autre réponse à Gustave Hervé – ou plutôt de la rédiger pour lui afin de tenter d'éteindre l'incendie qu'il pressent considérable dans les chancelleries. Ce qui donnera, dans le *Völkischer Beobachter* du 26 octobre, un long article signé Hitler qui, sans rien changer au fond, émaille sa réponse d'amabilités envers l'« inspiration magnifique » du journaliste français...

Le plus étonnant de l'histoire n'est ni l'agressivité d'Hitler ni même son vague changement de cap, mais bien que la levée de boucliers crainte par Hanfstaengl n'ait pas eu lieu. Dans la presse française des jours qui suivent ce 15 octobre où, dans *La Victoire* comme dans la presse américaine, le Führer s'en donne à cœur joie contre la France, pas un journal ne rapporte ses propos... Le 26, en revanche, date où paraît le « rectificatif » élaboré par Hanfstaengl, *Le Figaro* y consacre quelques lignes !

Gustave Hervé, néanmoins, rompra progressivement avec son pacifisme naïf. Sa campagne pour le réarmement de l'Allemagne et l'accomplissement de ses revendications territoriales s'atténuera et, en 1933, il prendra définitivement ses distances avec l'hitlérisme en condamnant sans équivoque les persécutions déclenchées contre les

ennemis du nouveau pouvoir. Mieux : en 1938, il écrira, à l'occasion de la Nuit de cristal qui verra SA et SS s'en prendre, dans toute l'Allemagne, aux magasins juifs l'éditorial le plus violent contre Hitler de toute la presse française⁶⁴.

Le moins que l'on puisse dire est que son revirement apparaît cependant comme l'exception qui confirme la règle.

Le réseau des anciens combattants français et le Comité France-Allemagne

Dès 1933, en effet, Hitler va changer du tout au tout son attitude à l'égard de la France et de la presse française en particulier. Appliquant le programme que lui proposait trois ans plus tôt le candide Gustave Hervé, le nouveau chancelier s'attelle derechef au réarmement de l'Allemagne qu'il jurait naguère refuser. D'où la volonté de faire oublier ses saillies antifrançaises des années 1920 et en particulier les griefs énoncés dans *Mein Kampf*. Ce qu'il revendique désormais n'est ni plus ni moins que l'égalité des droits (*Gleichberechtigung*) entre les deux nations et, celle-ci acquise, la possibilité d'en user au service du seul objectif qu'il prétend s'autoriser : la défense de l'Allemagne contre le danger communiste. Une contribution à la protection de l'Europe tout entière en quelque sorte et, suggère-t-il, à celle de la paix mondiale.

Pour séduire la presse française, spécialement celle d'obédience pacifiste, le Führer utilise un homme dont le rôle se révélera équivalent à celui joué par Ernst Hanfstaengl en direction des Anglo-Saxons : Otto Abetz. Contrairement au fringant « Putzi », Abetz, qui ne l'est pas moins, n'est nullement un intime d'Hitler et ne le deviendra jamais. Né en 1903, ce professeur d'art francophile et francophone fut, jusqu'à son adhésion au NSDAP en 1931, plutôt proche des sociaux-démocrates tendance Stresemann⁶⁵, qui militaient avec Aristide Briand pour la réconciliation franco-allemande. À la fin des années 1920, il lance avec des étudiants des

deux rives du Rhin un cycle de rencontres bilatérales pour débattre de tous les sujets, surtout culturels. On se retrouve l'été sur le Sohlberg, en Forêt-Noire, à Rethel, dans les Ardennes, ou encore à Mayence, en Rhénanie. Très vite, ces échanges sont un succès, surtout côté français. Des personnalités dont les destins divergeront parfois diamétralement en 1940 se rencontrent ainsi grâce à Abetz : de futurs résistants, et non des moindres, comme Pierre Brossolette ou Pierre Mendès France y côtoient de futures figures de la Collaboration comme l'écrivain Pierre Drieu la Rochelle ou le journaliste Jean Luchaire. Mais c'est ce dernier qui, d'emblée, va s'imposer comme l'*alter ego* d'Abetz au sein du Sohlbergkreiss⁶⁶, au point de devenir son relais au sein du Comité France-Allemagne créé en 1935 sous le parrainage des nationaux-socialistes.

C'est que, dans son désir d'amadouer les Français, Hitler n'a pas été long à comprendre l'intérêt que pouvaient avoir les initiatives d'Abetz, dont lui a parlé, avec force compliments, Joachim von Ribbentrop qui, en 1933, a engagé à plein temps le jeune professeur dans sa *Dienststelle*⁶⁷. Francophone comme Abetz, le futur ministre des Affaires étrangères du Reich lui offre les crédits correspondant à ses ambitions, à charge pour lui d'attirer un maximum de Français influents dans les rets de son organisation.

Voilà qui tombe bien : dans le sillage des rencontres du Sohlbergkreiss, Jean Luchaire a créé en 1932 le Comité d'entente des jeunesses pour le rapprochement franco-allemand, et il met tout son entregent à la disposition d'Abetz, devenu son intime depuis que celui-ci a épousé sa principale collaboratrice, Suzanne de Bruycker. Et de relations, Luchaire n'en manque pas. Pacifiste tendance Aristide Briand, il a créé en 1927, pour défendre la politique de ce dernier, le mensuel *Notre Temps*, où écrivent des auteurs aussi prestigieux que Bertrand de Jouvenel, Marcel Arland, Daniel-Rops, et même l'Anglais H. G. Wells, l'auteur de *La Guerre des mondes*, pour un article contre la guerre... Abetz, l'admirateur de Stresemann, et

Luchaire, disciple de Briand, Prix Nobel de la paix, qui soupçonnerait pareil duo de nourrir de noirs desseins ?

En 1933, pourtant, Luchaire crée une première vague de départs dans son équipe en appelant ses lecteurs à faire taire leurs préventions à l'encontre du nouveau chancelier allemand ; dans son éditorial de *Notre Temps* du 27 mars, il écrit :

Européens, nous devons traiter avec les gouvernements européens quels qu'ils soient. Stresemann était plus sympathique qu'Hitler, mais Hitler, c'est l'Allemagne. [...] Au surplus, ce qui compte essentiellement à nos yeux, c'est la paix. La liberté n'est le plus précieux des biens qu'à condition de vivre.

Qu'importe, la machine est lancée qui va faire du Comité France-Allemagne (CFA), jusqu'en 1939, l'un des plus formidables instruments jamais créés par une puissance étrangère pour orienter l'opinion. Et, à partir de 1940, la matrice de la collaboration intellectuelle.

Voyages d'études destinés à faire découvrir aux anciens combattants, aux étudiants ou aux travailleurs la « révolution nationale-socialiste », rencontres d'écrivains, conférences, échanges sportifs (dont l'acmé se situe autour des Jeux olympiques de 1936), tout est bon pour démontrer aux Français que, loin d'être une puissance agressive, l'Allemagne est d'abord une nation pacifique qui se reconstruit selon le principe *Kraft durch Freude* (« La force par la joie »), du nom de la principale organisation de loisirs hitlérienne, dont même les hommes du Front populaire admireront les réalisations et qui inspirera, notamment, l'antifasciste Léo Lagrange⁶⁸.

Au comité directeur du CFA, écrit Barbara Lambauer, biographe d'Otto Abetz⁶⁹, figure « une liste de membres prestigieuse, voire symbolique (pour n'en citer que son président provisoire, le commandant Lhopital, ancien officier d'ordonnance du maréchal Foch⁷⁰, ou ses vice-présidents Ernest Fourneau, de l'Académie de

médecine, Gustave Bonvoisin, directeur général du Comité central des allocations familiales, et le journaliste diplomatique Fernand de Brinon) » dont l'influence « réussit à atteindre un cercle assez large et très hétérogène de la vie publique française, tout en permettant de camoufler ses inspirateurs directs du côté allemand »⁷¹.

Dans les *Cahiers franco-allemands*, organe du Comité France-Allemagne, poursuit-elle, « les contributions émanent d'hommes politiques comme Léon Baréty, vice-président de l'Assemblée nationale, ou Gaston Henry-Haye, sénateur et maire de Versailles (futur ambassadeur de Vichy à Washington), d'intellectuels comme Jules Romains, Henry Bordeaux, Jean Giraudoux, Jean Giono, Alphonse de Châteaubriant, Henri Lichtenberger, Louis Bertrand ou Bernard Faÿ – liste qui est loin d'être exhaustive. Dans les années qui suivent, l'envoyé de Ribbentrop sait élargir et approfondir ses liens avec les écrivains français, qu'il s'agisse des personnes déjà citées ou de nouveaux contacts, tel le cercle Rive gauche autour d'Annie Jamet⁷², où nous trouvons l'équipe de *Je suis partout* (Robert Brasillach, Georges Blond⁷³ et leur ami bruxellois Pierre Daye⁷⁴, qui se rendent à plusieurs reprises à Berlin et aux congrès de Nuremberg)⁷⁵ ».

Sur les conseils d'Hitler, l'action du Comité France-Allemagne fait peser l'essentiel de ses efforts en direction des milieux d'anciens combattants, regroupés dans de nombreuses associations d'autant plus utiles politiquement pour Hitler qu'elles sont à la fois populaires et crédibles dans le public français. Heureuse coïncidence, là encore, les deux secrétaires généraux français du CFA, Henri Pichot et Jean Goy, sont respectivement président de l'Union fédérale des anciens combattants (dite UF) et de l'Union nationale des combattants (UNC). L'UF, plutôt classée à gauche, aligne 950 000 membres, l'UNC, réputée de droite, 850 000. Quant à Fernand de Brinon, son vice-président, très engagé lui aussi dans le monde des anciens combattants, il est journaliste comme Jean Luchaire et milite depuis

1920 pour l'abandon des réparations imposées à l'Allemagne par les traités. Grâce à son amitié avec Ribbentrop, rencontré en 1932 lors d'une chasse, en Champagne, chez le marquis Melchior de Polignac, il sera le premier Français à interviewer Hitler, en novembre 1933. Jean Goy sera le deuxième, un an plus tard presque jour pour jour. Si l'on excepte le mystérieux Lucien Lemas, dont rien ne prouve qu'il l'ait réellement rencontré⁷⁶, seuls neuf autres Français auront accès au Führer pour l'interroger. Et encore, selon une méthode bien rodée qui exclut souvent le classique questions-réponses et se rapproche volontiers du portrait-entretien.

Fernand de Brinon explique ainsi dans *Le Matin* qui publie sa « conversation » avec le Führer :

Le chancelier m'a demandé de ne point dresser un procès-verbal où les réponses figurent après les questions. Il préfère à l'interview ordonnée de libres propos. Il pense que ses discours ont provoqué plus de méfiance que d'attention. C'est pourquoi il désire écarter ce qui ressemble à quelque déclaration solennelle. Je rétablirai donc, en essayant de fixer l'atmosphère, le sens général plutôt que le texte⁷⁷.

Cet étrange journaliste qui ne s'intéresse décidément ni aux questions ni aux réponses et épouse la volonté de son interlocuteur de rester dans le flou se contentera donc de retracer l'atmosphère de leur échange, sa *Stimmung* dirait-on en allemand. Et il s'abstient de prendre des notes pour ne pas irriter son hôte, comme le lui a demandé Ribbentrop qui assiste à la rencontre. Il avoue même : « Je serais incapable maintenant [*sic*] de retracer le cours extraordinaire d'une conversation qui emplirait plusieurs colonnes. » Quelle rigueur, assurément !

Pour décrire le décor de l'entretien, Fernand de Brinon est assurément moins cursif :

J'attendis M. Hitler dans ses appartements privés, au quatrième étage du palais de la chancellerie. Un immense vestibule aux

dalles blanches polies, une longue table couverte de brochures et de papiers, de jeunes SS en uniforme noir, qui font au visiteur le salut romain. Des allées et venues rapides, trois petits groupes, parmi lesquels deux femmes, un aspect de quartier général mi-civil et mi-militaire. Surtout un air de jeunesse et de simplicité.

Je prends place sur un sofa marron devant la porte du bureau du chancelier. Il y a deux plantes vertes à côté de moi, des bouquets et des statues de bronze. Mon introducteur s'est éloigné afin de causer avec des camarades. Je regarde et j'écoute. Quelle différence avec le cérémonial ordinaire des palais gouvernementaux.

Pas de visiteurs attendant leur tour d'audience, pas d'huissiers, aucun protocole. Dans ce même palais, dans le grand salon du premier étage, j'ai été reçu, il y a deux ans, par M. Brüning⁷⁸, dont le détachement des honneurs terrestres était légendaire et, il y a moins d'un an, par M. von Papen⁷⁹, qui prend volontiers des allures débonnaires. Mais tous deux possédaient leur aide de camp et leur suite civile et militaire. Aujourd'hui, l'homme qui dispose en Allemagne d'un prodigieux pouvoir ouvre lui-même la porte de son cabinet pour prendre congé de son visiteur et accueillir un inconnu.

Et maintenant, le portrait de cet humble ami de la France, décidément incompris :

Le voici ! Il avance, fait à mon intention le salut rituel, tend la main, puis désigne son bureau. Grande pièce carrée, des meubles banals, une table de chêne nette, avec des bougeoirs figurant des croix gammées. Au-dessus de la cheminée, un portrait de Frédéric II ; entre la cheminée et la fenêtre dans le coin de gauche, une table ronde entourée de fauteuils bruns. M. Hitler me fait asseoir à sa droite, mon introducteur à sa gauche. Nous causons. D'abord, l'explication de ma visite.

J'examine le chancelier. Il écoute avec attention. Il arbore la veste de l'armée anglaise faite d'une étoffe marron clair, porte un pantalon noir, des chaussettes noires et des souliers bas en cuir

noir verni. Quel contraste avec sa renommée ! Est-ce donc là le meneur des foules, le dictateur et le tribun qui, retrouvant l'autre jour, aux usines Siemens, l'atmosphère de ses luttes passées, criait aux ouvriers : « Je sens bien qu'une partie d'entre vous ne me suit pas. Mais cela m'est égal parce que j'aurai pour moi vos enfants ! » Est-ce celui qui proclame « Oui, j'ai brisé la classe ouvrière. Mais j'ai détruit toutes les classes pour faire une Allemagne neuve et unie » ? Il a l'air, aujourd'hui, d'un officier qui aurait passé sa tunique sur des vêtements civils pour se reposer au coin de la cheminée. Il a la toux grasse d'un bourgeois convalescent, il est enrôlé. Mais quelle vie quand il s'enflamme ! Quelle puissance quand la passion le tient !

Il dit que ses dispositions sont toujours pareilles. Il désire la conversation et l'entente parce qu'il y voit la garantie de la paix. Il veut que cette paix véritable soit conclue entre des adversaires loyaux qui se sont combattus longtemps sans jamais tirer des défaites de l'un ou de l'autre des satisfactions définitives. Il l'a dit, répété, mais on ne lui a répondu que des paroles de méfiance.

Un an plus tard, le récit que fait Jean Goy de son entretien avec le Führer est à peine plus précis quant au fond, même si les guillemets sont plus nombreux. À lui comme à Brinon, Hitler délivre, presque mot à mot, le même message : *primo*, la paix avec la France est sa priorité absolue ; *secundo*, il ne revendiquera jamais l'Alsace-Lorraine ; *tertio*, dès lors qu'on est prêt à lui accorder la parité en matière d'armement, il est prêt « à tout entendre, tout comprendre, tout entreprendre » – soit l'exact contraire de la réponse faite trois ans plus tôt à Gustave Hervé quand il disait ne pas vouloir réarmer et attendre seulement de la France qu'elle désarme ; enfin et surtout, « la guerre ne réglerait rien, elle ne ferait qu'empirer l'état du monde ». Toujours devant Goy, Hitler ose même ce serment : lui au pouvoir, « il ne saurait être question de déplacer un seul poteau de frontière » !

Et *Mein Kampf*, alors ? Si, en journalistes bien élevés, Brinon comme Goy s'abstiennent de poser directement la question à son auteur, c'est que Ribbentrop a pris soin de les rassurer d'avance : « C'est un livre d'imprécation écrit en prison avec la fureur d'un apôtre persécuté », a-t-il dit au premier. Ce qui évite au second de revenir sur une affaire classée...

En février 1936, Bertrand de Jouvenel osera, lui, remettre le sujet tabou sur le tapis et Hitler lui fera cette réponse que le Comité France-Allemagne reprendra comme une antienne jusqu'à la veille de la guerre :

Vous voulez que je fasse une rectification à *Mein Kampf*, comme un écrivain qui prépare une seconde édition ? Mais si je réussis le rapprochement franco-allemand comme je le veux, ce sera une rectification digne de moi. Ma rectification, je l'écrirai dans le grand livre de l'Histoire⁸⁰.

Une semaine après la publication de l'entretien, Hitler allait donner une légère idée de ce qu'il entendait par « rectification » : le 7 mars 1936, un an après avoir rétabli le service militaire obligatoire et porté les effectifs de la Wehrmacht de 100 000 à 550 000 hommes, en violation des clauses du traité de Versailles, les troupes allemandes occupaient la Rhénanie démilitarisée et, malgré l'engagement du président du Conseil Albert Sarraut de ne point « laisser Strasbourg sous le feu des canons allemands », Paris et Londres s'abstenaient de réagir autrement que par des mots.

Ce premier coup de force ébranle-t-il le moins du monde la confiance dans le Führer de nos interviewers français ? Il en faut manifestement davantage. En septembre 1938, par exemple, Hitler, qui a absorbé l'Autriche dans le Reich six mois plus tôt, en contradiction avec ses engagements répétés dans la presse française⁸¹, est interrogé dans *Le Journal* par l'écrivain Alphonse de Châteaubriant, Grand Prix de l'Académie française pour son roman *La Brière* (600 000 exemplaires vendus). Celui-ci aborde-t-il avec lui

la question de la Tchécoslovaquie à propos de laquelle le dictateur fait monter la pression depuis le début de l'été, et dont chacun pressent qu'elle est sa prochaine cible ? Plutôt que d'encombrer l'esprit de ses lecteurs avec cette actualité vulgaire, l'auteur de *La Gerbe des forces* préfère discuter de la politique sociale « exemplaire » du Reich. Une politique dont la réussite, dit Hitler, n'est compatible qu'avec la construction d'une paix durable, en particulier avec feu l'ennemi héréditaire :

Nous avons eu bien des démêlés avec la France, au cours de notre histoire, mais nous n'en sommes pas moins les membres d'une même famille. Et cela, je l'ai dit à toute l'Allemagne : il existe entre nous des liens qui ont engendré un indescriptible souvenir. Nous avons échangé des idéaux, nous nous sommes donné des exemples et des enseignements. Soyons équitables, nous avons moins de raisons de nous haïr que de nous admirer réciproquement⁸².

Le Führer, admirateur de la France ? Aux anges, Châteaubriant peut jeter un dernier regard sur « sa silhouette se découpant, à contre-jour, sur de lointaines neiges », avant de quitter, le cœur confiant, le « pays de Hitler où [il est] arrivé par un beau matin de brume ».

Outre les faits, qui se chargent de souligner les mensonges d'Hitler, un phénomène tout aussi inquiétant aurait dû attirer l'attention des journalistes français si fiers de le rencontrer : le silence total observé par la presse allemande, d'ordinaire si prompt à transformer en mot d'ordre la moindre parole du « chef », sur ses déclarations d'amour aux Français – preuve qu'elles ne sont destinées qu'à ces derniers. Ce paradoxe n'échappe d'ailleurs pas aux hommes politiques hexagonaux : même le doux Pierre-Étienne Flandin, président du Conseil lors de l'entretien accordé par Hitler à Jean Goy (et qui le redeviendra brièvement sous le régime de Vichy), s'en inquiète et convoque l'ambassadeur d'Allemagne à Paris pour protester contre la méthode consistant à court-circuiter son gouvernement en réservant

à la presse la primeur de ses déclarations. Quant à André François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, il n'est pas moins mécontent de découvrir cet entretien alors qu'il réclame sans succès depuis des mois une entrevue avec le chancelier du Reich (qu'il obtiendra du coup quelques jours plus tard).

Ces querelles de préséance n'impressionnent guère les responsables du Comité France-Allemagne, sans lesquels aucun de ces entretiens n'aurait eu lieu et qui, gonflés d'importance de les avoir obtenus, se muent volontiers en interprètes de la pensée du Führer. Ainsi d'Henri Pichot qui, dans *L'Œuvre* du 30 décembre 1934, affirme, après avoir rencontré Hitler le 19 – mais sans l'interviewer : « Entre nous, la guerre est finie. »

Prenons acte, une fois pour toutes, du fait qu'un des plus brûlants chapitres de la vieille querelle franco-allemande est définitivement clos. Ce n'est pas dans ce sens que s'exprimait, il y a dix ans, l'auteur de *Mein Kampf*. Sans doute. Mais outre que le pouvoir assagit, il enseigne aussi ; et jusqu'à preuve du contraire, Hitler ne se range pas parmi les gens qui n'ont rien appris, ni rien oublié. Le pire pour nous serait de se boucher les oreilles et de rejeter maladroitement vers un passé proche un homme qui s'en libère.

Hitler a fait la guerre, c'est un simple soldat ; selon l'expression allemande, c'est un soldat du front. Il tient à ce titre. Si le mouvement national-socialiste n'est pas spécifiquement un mouvement d'anciens combattants, il l'est et le demeure pour une bonne part... Soldat et homme du peuple, voilà Hitler. Et voici ce que Hitler pourrait vous dire : la guerre, « il en a jusque-là ! »

La quintessence du message que les anciens combattants français sont donc chargés de répercuter dans l'opinion se trouve ramassée, au fond, dans cette formule aussi simple que triviale : « La guerre, Hitler en a jusque-là ! » Et le moins qu'on puisse dire est que, dans

la bouche d'hommes aussi respectés que Goy ou Pichot, ce mantra se révélera d'une redoutable efficacité.

Dans son étude sur la propagande nazie à l'égard des associations françaises d'anciens combattants de 1934 à 1939, Claire Moreau-Trichet expose les ressorts de cette séduction :

[Hitler] arrive d'autant mieux à convaincre ses auditeurs de la considération qu'il éprouve pour le milieu combattant que celui-ci est largement représenté au sein du gouvernement nazi, à l'inverse de ce qui se passe en France. Hitler [...] n'a de cesse de les persuader que leur lutte n'a pas été inutile et que la transmission de leurs valeurs de courage, de sacrifice et d'héroïsme est utile pour le redressement du pays. Il leur montre, également, que la souveraineté populaire n'a pu être acquise en Allemagne que grâce à leur lutte au coude à coude, durant la Première Guerre mondiale... Les anciens combattants français ne peuvent être insensibles à de tels arguments, évoqués à plusieurs reprises en leur présence, car leur frustration est grande, dans leur propre pays, de voir leurs revendications aussi peu écoutées par la classe politique⁸³.

Bref, l'ancien caporal est des leurs et a trop souffert des horreurs de la guerre pour vouloir la recommencer... Certains journalistes français se voyant refuser l'accès à la chancellerie, parce qu'ils sont extérieurs au réseau ancien combattant ou qu'ils n'ont pas l'heur de plaire au Comité France-Allemagne, n'hésitent pas à se déshonorer pour obtenir une interview. L'historien Dominique Pinsolle cite ainsi le cas de la journaliste Paule Herfort, de *L'Intransigeant*. Celle-ci n'ayant pas réussi à obtenir un entretien en 1933, réitère en 1937 et, pour forcer la porte du grand homme, lui adresse, via l'ambassade, une lettre ainsi rédigée :

Je tiens à vous préciser que l'interview que je demande serait soumise au chancelier après avoir été écrite, pour approbation, et qu'elle serait publiée ensuite sans délai. Les questions seraient ce que le chancelier désirerait qu'elles soient, c'est-à-dire que je

ne désire que publier ce qui peut intéresser sa politique. [...] Je vous indique que j'ai beaucoup de sympathie pour la nouvelle Allemagne, comme pour la jeune Italie, et que vous trouverez en moi une étrangère fort compréhensive sympathiquement. Je n'ai d'ailleurs, jusqu'à ce jour, écrit que des choses favorables à l'égard du racisme car je suis antisémite-née⁸⁴.

Pour cette lettre exhumée des archives de l'ambassade d'Allemagne, combien d'autres restent aujourd'hui celées ? En maîtres incontestés de la propagande – qu'on n'appelait pas encore communication –, Hitler et les siens auront su, en tout cas, éliminer ces professionnels de la flatterie pour ne choisir comme relais que des journalistes au crédit encore inentamé et à l'audience éprouvée. Quitte, une fois leur manipulation consommée, à les précipiter vers l'abîme et, pour certains, tout droit au peloton d'exécution. N'est-ce pas, Jean Luchaire ? N'est-ce pas, Fernand de Brinon ?

Une seule fois, c'est Hitler qui se fera piéger, lui qui s'efforçait avec succès de trier les journalistes admis à lui poser des questions « autorisées ». Dans le feu de l'action, à l'issue d'un meeting dans le quartier berlinois d'Halensee, en janvier 1931, il accorde – sans le savoir – une interview à un Juif, le correspondant de l'hebdomadaire américain *Jewish Criterion*⁸⁵. Sujet : l'antisémitisme... Le résultat, on va le voir, a le mérite de la clarté ! Quant à Dorothy Thompson, seule journaliste américaine à avoir « assassiné » (éditorialement) Hitler après l'avoir rencontré, c'est un portrait de lui qu'elle a dressé, les réponses du Führer à ses questions se résumant à quelques phrases qu'on ne saurait tenir pour une interview en bonne et due forme. Nous l'avons donc exclue de cette « revue de presse » comme, d'une manière générale, les articles nourris seulement de courtes citations.

Exception qui confirme la règle : le diplomate et futur académicien Jacques Chastenet, alors directeur du quotidien *Le Temps*, qui le 13 décembre 1933 obtient une heure d'entretien avec le nouveau maître de l'Allemagne. Mais, devant le refus du Führer de voir ses

propos retranscrits sous forme d'interview, c'est Chastenet qui, de son propre chef, décidera de jeter l'éponge. Non seulement il ne fera pas le portrait lardé de citations que le dictateur attendait, mais il ne publiera rien. Tout juste un éditorial non signé sur les rapports franco-allemands, dans *Le Temps* du 17 décembre. On peut le considérer comme l'unique texte exempt d'illusions rédigé par un Français au terme d'une entrevue avec Hitler. Et même, à certains égards, comme prophétique.

Les meilleurs connaisseurs de l'Allemagne d'antan risquent de se tromper sur l'Allemagne d'aujourd'hui comme les meilleurs connaisseurs de la Russie tsariste se sont trompés sur la Russie soviétique... L'âme allemande est en état d'*Entwicklung*, de « devenir constant ». Ce qui est vrai en elle aujourd'hui risque de ne plus l'être demain.

Face aux revendications allemandes exorbitantes [à propos du traité de Versailles], il faut envisager l'hypothèse, plus que vraisemblable, où l'Allemagne ne céderait pas et réarmerait ouvertement ; il faut alors être prêt à faire jouer le mécanisme prévu par les traités jusqu'au bout, c'est-à-dire au-delà des sanctions économiques, jusqu'aux sanctions militaires, voire peut-être jusqu'à la guerre.

Faut-il préciser que Jacques Chastenet ne sera jamais plus reçu à la chancellerie ?

Pour donner à lire cette sélection d'interviews dont la matière originelle est, nous l'avons dit, peu nombreuse, le plus efficace nous a semblé le plus simple, à savoir l'ordre chronologique. La pensée d'Hitler s'ordonnant autour d'un nombre limité d'obsessions, il eût été vain de vouloir classer par thèmes les rares entretiens qu'il a accordés. Quelle que soit l'époque, les mêmes sujets reviennent en boucle. Condamnation du traité de Versailles, mise en accusation de la politique française, antibolchevisme et antisémitisme, amitié souhaitable avec l'Angleterre et les États-Unis : seul varie l'ordre dans lequel ils sont abordés.

Et c'est cet ordre qui, finalement, compte le plus : traité de Versailles jusqu'en 1933 (avec pour thème corrélatif l'acharnement de la France à vouloir briser l'Allemagne) ; amitié souhaitable avec elle, aussitôt après, dans le dessein de faire oublier *Mein Kampf* et d'imposer en douceur – et non sans succès – la réalisation progressive de son programme d'annexions territoriales. Même opération en deux temps pour l'antisémitisme, omniprésent jusqu'à l'arrivée d'Hitler à la chancellerie, nettement moins affleurant par la suite. Quand, justement, les moyens de le mettre en pratique ne lui font plus défaut...

D'où l'intérêt exceptionnel des textes qui suivent, exhumés après plus de quatre-vingts ans d'oubli⁸⁶. Tour à tour franc ou retors, menaçant ou séducteur, l'homme qui s'y exprime use de tous les registres de la persuasion pour parvenir à ses fins : désarmer moralement ses adversaires avant de déchaîner contre eux la violence de la guerre éclair. Lire ces entretiens, c'est percer l'un des tout derniers secrets de la Seconde Guerre mondiale : l'engrenage psychologique qui l'a rendue inévitable.

1. Inaugurée en 1935 – soit la même année qu'en France et en Grande-Bretagne, et six ans avant les États-Unis –, la télévision allemande a commencé à prendre son essor avec les Jeux olympiques d'août 1936 pour atteindre 3 000 récepteurs en 1940, essentiellement installés dans des lieux publics (brasseries et surtout hôpitaux, à destination des blessés de guerre).

2. « *Der Chef* » : c'est ainsi que ceux qui avaient l'habitude de travailler avec Hitler le désignaient entre eux, de préférence à « *Führer* », plus solennel.

3. Hildegard von Kotze et Helmut Krausnick, *Es spricht der Führer, Sieben exemplarische Hitler-Reden* [« Le Führer parle, Sept discours exemplaires d'Hitler »], Gütersloh, Sigbert Mohn, 1966.

4. Construites à partir de 1935 avec l'appui d'ingénieurs français, ces fortifications étaient, de son aveu même, le cauchemar d'Hitler qui remarquait avec raison que, contrairement à la ligne Maginot, interrompue à la frontière belge, celles-ci n'étaient contournables ni par l'ouest ni par l'est... Son premier acte après la signature des accords de Munich fut de se rendre sur le site en compagnie de ses généraux et de constater *de visu* la redoutable efficacité de la

ligne de défense tchèque. Des essais y furent aussitôt organisés pour mettre au point et tester les munitions à charge creuse qui, en juin 1940, seront utilisées pour réduire les forts français de la ligne Maginot. On comprend pourquoi, juste après que le président du Conseil français, Édouard Daladier, et le Premier ministre anglais, Neville Chamberlain, eurent paraphé le document scellant l'arrangement de Munich, Hitler se précipita dans le bureau de ses secrétaires, les embrassa et leur dit : « C'est le plus beau jour de ma vie ! »

5. *Ibid.*

6. Joseph Goebbels, *Journal*, t. I, 1933-1939, Paris, Tallandier, 2007.

7. Au Reichstag, le 19 juillet 1940, Hitler proposera au Royaume-Uni une paix séparée en désignant Churchill comme l'unique responsable de la continuation de la guerre.

8. Voir article « L'Amérique aux Américains, l'Europe aux Européens », p. 233.

9. En septembre 1919, Hitler a adhéré au Parti des travailleurs allemands, le DAP (Deutscher Arbeiterpartei), fondé par Anton Drexler puis, l'année suivante, l'a transformé en Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP pour Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei) dont il a pris la tête en évinçant Drexler.

10. En 1900, Guillaume II avait prononcé un discours controversé faisant l'apologie des Huns. S'exprimant devant le corps expéditionnaire allemand chargé d'aller réprimer, en Chine, la révolte des Boxers qui s'étaient attaqués, entre autres, à la légation allemande de Pékin, le Kaiser avait déclaré : « Sus à l'ennemi, écrasez-le ! Pas de pitié ! Pas de prisonniers ! Celui qui vous tombera sous la main est un homme mort : il y a mille ans, les Huns du roi Attila se sont fait un nom qui retentit formidablement aujourd'hui encore dans les mémoires et les contes ; que le nom des Allemands acquière en Chine la même réputation, pour que jamais plus un Chinois n'ose même regarder un Allemand de travers ! »

11. *La Patrie*.

12. Louis Viereck, qui ne fut jamais reconnu officiellement par Guillaume I^{er}, fut cependant considéré, jusqu'à sa mort, par les Hohenzollern comme membre à part entière de leur famille.

13. Les McCormick, qui ont bâti l'empire de machines agricoles qui portent leur nom, sont alors farouchement isolationnistes et les journaux qu'ils possèdent (notamment le *Chicago Tribune* dirigé par Robert R. McCormick, dit le « Colonel ») s'opposeront jusqu'au bout à l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Allemagne hitlérienne.

14. Le premier journaliste non allemand à avoir repéré Hitler est un Français, André Lang, du *Figaro*, qui, le 25 août 1922, rend compte de manifestations organisées à Munich, sous les fenêtres de la légation de France, par une étrange organisation – « les Hitler [*sic*] » – défilant « drapeaux en tête, ornés d'une croix à crochet [*sic*] ». Le 21 novembre 1922, dans le *Wall Street Journal*, on peut ensuite lire ces lignes d'anthologie signées Cyril Brown : « Plusieurs sources fiables et bien informées ont confirmé l'idée que l'antisémitisme d'Hitler n'est pas aussi sincère et

violent qu'il en a l'air, et qu'il utilise surtout la propagande antisémite comme un appât pour attirer des adeptes... »

15. Surnom affectueux donné aux jeunes enfants et qu'on pourrait traduire par « bout de chou » ou « petit bonhomme », « Putzi » est d'autant moins conforme au personnage qu'il mesure 1,98 mètre !

16. Cousin germain de Roosevelt et condisciple d'Hanfstaengl à Havard, Robbins vient de prendre le poste de premier secrétaire de l'ambassade américaine à Berlin.

17. Ernst Hanfstaengl, *Hitler, the Missing Years*, New York, Arcade Publishing, 1957 ; *Hitler, les années obscures*, Paris, Perrin, 2018.

18. *Ibid.*

19. *L'Observateur du peuple.*

20. Ancien condisciple du président Wilson à Yale, Hale a pris sa retraite à Munich.

21. L'article 231 du traité de Versailles ayant déclaré l'Allemagne « responsable, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les gouvernements alliés », celle-ci fut condamnée à payer, pendant trente ans, des « réparations » correspondant aux dommages subis. Évalué à 132 milliards de marks-or (un montant qualifié de « chimérique » par la plupart des économistes de l'époque, dont John Maynard Keynes), ce montant fut aussitôt ramené à 50 milliards, en vertu de l'article 232 de ce même traité reconnaissant que « les ressources de l'Allemagne ne sont pas suffisantes [...] pour assurer complète réparation de toutes ces pertes et de tous ces dommages ». Au total, la plupart des historiens s'accordent à évaluer le montant des réparations effectivement payées par l'Allemagne à 20 milliards de marks-or jusqu'en 1932, date de la conférence de Lausanne qui mit fin au système au terme d'un ultime versement (qui ne sera jamais payé).

22. Marlis Steinert, *Hitler*, Paris, Fayard, 1991. L'argument est d'autant plus porté à convaincre qu'en avril 1922 l'Allemagne a inquiété les Alliés en signant, à Rapallo, un pacte surprise avec la jeune Union soviétique.

23. Sauf entre 1925 et 1927, période durant laquelle Hanfstaengl voyage aux États-Unis et en France pour achever puis soutenir sa thèse d'Harvard, *L'Amérique et l'Europe de Marlborough à Mirabeau*. Lors du dernier réveillon passé chez les Hanfstaengl, le 31 décembre 1932, Hitler viendra en compagnie d'une toute jeune femme rencontrée quelques années plus tôt chez son photographe, Heinrich Hoffmann : une certaine Eva Braun.

24. Hitler y habitera jusqu'en 1929, date à laquelle les droits de *Mein Kampf* lui permettront de s'acheter, toujours à Munich, un appartement de neuf pièces au n° 16 de la Prinzregentenplatz.

25. « Loup. »

26. Disciple du philosophe américain John Fiske, pour qui « la race anglo-saxonne est destinée à s'installer sur toutes les terres qui ne sont pas le siège d'une vieille civilisation » (*Harper's Magazine*, mars 1885), l'amiral Alfred Mahan

(1840-1914) préconisait le développement de la flotte américaine pour protéger le commerce extérieur des États-Unis en « expropriant » au besoin les « races incompetentes ». C'est lui qui convainquit Theodore Roosevelt (président des États-Unis de 1901 à 1909) de calquer la stratégie mondiale des États-Unis sur celle de l'Athènes du v^e siècle, au motif que les thalassocraties l'emportent toujours sur les empires continentaux. « Une défaite écrasante ou une infériorité marquée en présence de la flotte ennemie équivalent l'une et l'autre à une dislocation complète de tout le système des colonies ou des zones d'influence, quel que soit le lieu de cette défaite », déclarait-il en 1890 après que le Congrès, sur son instigation, eut voté le *Naval Act* qui allait permettre aux États-Unis de se doter d'une flotte de guerre capable de croiser sur toutes les mers du globe. En 1905, la débâcle subie par les Russes face aux Japonais à Tsushima lui donna raison. L'œuvre majeure de Mahan, *The Influence of Sea Power upon History, 1660-1783* (1890), est toujours étudiée dans les académies militaires américaines.

27. Et non à l'hôtel Regina, comme il le dit dans ses *Mémoires*.

28. Winston Churchill, *Mémoires*, t. I, Paris, Plon, 1948.

29. *Ibid.*

30. Propriétaire, depuis 1927, du *Daily Telegraph*.

31. Ernst Hanfstaengl, *op. cit.*

32. *Ibid.*

33. Dans son livre de souvenirs, *Au cœur du Troisième Reich* (Paris, Fayard, 1969, et coll. « Pluriel », 2009), l'architecte Albert Speer a raconté les circonstances de la défection d'Hanfstaengl dont il fut témoin. Son récit, qui diverge largement de celui qu'en donne le principal intéressé, mérite d'être cité *in extenso* : « Le chef du service de presse pour l'étranger était déjà tombé en discrédit, quand Goebbels, au moment de la guerre civile espagnole, raconta à table qu'Hanfstaengl avait fait des remarques désobligeantes sur le peu d'esprit combatif des soldats allemands engagés là-bas. Hitler en fut révolté. Il décida qu'il fallait donner une leçon à ce lâche qui n'avait aucun droit de juger de la vaillance des autres. Quelques jours plus tard, un chargé de mission remit à Hanfstaengl de la part d'Hitler un pli cacheté que le destinataire ne pouvait ouvrir qu'après le départ de l'avion qui l'attendait. L'avion ayant décollé, Hanfstaengl, horrifié, lut qu'on allait le déposer en "territoire espagnol" pour y travailler comme agent de Franco. Hitler connut tous les détails de l'affaire par Goebbels, le désespoir d'Hanfstaengl après qu'il eut pris connaissance de l'ordre de mission, ses prières pour convaincre le pilote de retourner, l'assurant qu'il ne pouvait s'agir que d'un malentendu ; l'avion tournant des heures dans les nuages au-dessus du territoire allemand, les fausses positions communiquées au passager et destinées à le persuader qu'il se rapprochait du territoire espagnol, l'avertissement donné par le pilote de se préparer à un atterrissage forcé et enfin l'atterrissage sans histoire sur l'aérodrome de Leipzig. Hanfstaengl, réalisant, à la vue d'un terrain de lui connu, qu'il avait été l'objet d'une mauvaise plaisanterie, se mit dans tous ses états, déclarant qu'on en voulait à sa vie, et disparut sans laisser de traces. Les divers

épisodes de cette histoire déclenchèrent chez Hitler une hilarité d'autant plus grande que, dans ce cas précis, il avait aidé Goebbels à machiner cette farce. Mais quand, quelques jours plus tard, il apprit que son chef du service de presse pour l'étranger avait cherché refuge en Grande-Bretagne, il craignit qu'Hanfstaengl ne monnayât la connaissance intime qu'il avait de certaines affaires. Or, allant contre la réputation de lâcheté qu'on lui avait établie, Hanfstaengl n'en fit rien. » Mais en même temps il fit plus, puisque grâce à lui Roosevelt disposa bientôt d'un parfait connaisseur de la psychologie d'Hitler et de son entourage !

34. Le prince héritier Guillaume de Prusse (1882-1951), fils aîné de l'empereur allemand Guillaume II.

35. « Table des habitués. »

36. « Si Albert Einstein, affirme Elliott dans le même article, est détesté par les nazis, ce n'est pas en raison de son sang juif, mais à cause de son pacifisme. » Ce qui prouve, *a contrario*, qu'Hitler ne veut pas la paix !

37. William L. Shirer, *Le III^e Reich, des origines à la chute*, Paris, Stock, 1961.

38. En 1932, Sefton Delmer avait été le seul journaliste admis à sillonner l'Allemagne dans l'avion personnel d'Hitler, à l'occasion de la campagne pour l'élection présidentielle, que ce dernier perdit par 36 % des voix, au second tour, face au sortant, le maréchal Paul von Hindenburg.

39. Joseph Goebbels, *Journal*, t. I, *op. cit.*

40. Ernst Hanfstaengl, *op. cit.*

41. Lire p. 161 et *sq.*

42. Fondateur, en 1932, de l'Union des fascistes britanniques (British Union of Fascists, ou BUF), Oswald Mosley (1896-1980) sera emprisonné par Churchill de 1940 à 1943 pour avoir refusé, une fois la guerre déclarée, de cesser sa propagande proallemande...

43. Bien qu'ayant attendu 1934 pour adhérer au NSDAP, Weidemann était considéré par Hitler à l'égal des *Alte Kämpfer*, (« anciens combattants ») du parti, autrement dit ceux qui étaient adhérents, au moment de l'échec du putsch de 1923, et lui étaient restés fidèles par la suite.

44. Paul-Otto Schmidt, *Sur la scène internationale avec Hitler*, présentation de Jean-Paul Bled, Paris, Perrin, 2014 ; coll. « Tempus », 2018.

45. Joseph Goebbels, *Journal*, t. II, 1939-1942, Paris, Tallandier, 2009.

46. Dérogatoire aux lois de Nuremberg, ce statut exceptionnel était accordé à des personnalités d'origine juive (le plus souvent de père, très exceptionnellement de mère) pour service éminent rendu au parti national-socialiste. Beaucoup de ceux à qui les nazis le proposèrent en refusèrent le bénéfice, ce qui les contraignit à s'exiler. D'autres l'acceptèrent, comme l'archéologue Max von Oppenheim ou le médecin Otto Warburg, Prix Nobel 1931.

47. Le 28 septembre 1938, lors d'un discours resté célèbre au Palais des Sports de Berlin, Hitler avait pourtant proclamé que ses ambitions se limitaient strictement aux Sudètes et qu'il ne voulait pas voir « un seul Tchèque » à l'intérieur des frontières du Reich (« *Wir wollen gar keine Tschechen !* »)... En

mars 1939, il créera à leur intention le « protectorat de Bohême-Moravie » où s'illustrera bientôt un certain Reinhard Heydrich, et érigea la Slovaquie en État satellite.

48. François Delpla, *Les Tentatrices du diable*, Paris, L'Archipel, 2005.

49. *Ibid.*

50. 1912-1985.

51. <http://www.zeithistorische-forschungen.de>

52. En 1938, l'industriel reçut la grand-croix de l'ordre de l'Aigle allemand qui était la plus haute décoration du III^e Reich susceptible d'être décernée à des étrangers. « La lecture des livres d'Henry Ford m'a ouvert les yeux sur beaucoup de questions », confiera Hitler à ses proches en 1942 (*Libres propos sur la guerre et sur la paix*, préface de Robert d'Harcourt, Paris, Flammarion, 1952).

53. Joseph Goebbels, *Journal*, t. II, *op. cit.*

54. *Weltöffentlichkeit und Diktatur. Die Auslandskorrespondenten und das Dritte Reich, 1932-1949.*

55. Cette lettre implorait Lochner de témoigner en sa faveur afin qu'il puisse être réintégré à l'équipe allemande d'Associated Press, au prétexte que, depuis 1941, il aurait travaillé sous la contrainte et n'était donc en rien responsable des dépêches publiées jusqu'en 1945. Malgré un avis négatif des autorités d'occupation américaines, Brandt réintégra Associated Press en 1950 et y travailla jusqu'à sa retraite, en 1978.

56. Dans la *Berliner Illustrierte Zeitung* du 31 août 1944.

57. Et qui reprendra ce nom entre 1941 et 1944, avant de devenir ukrainienne.

58. Bien que le bilan du bombardement de Guernica, immortalisé par Picasso, ait été revu à la baisse, il n'en reste pas moins le premier raid de terreur de l'Histoire dirigé contre des civils, comme l'a reconnu Hermann Goering au procès de Nuremberg. D'où l'émotion soulevée, dès 1937, par cette « nouveauté ». Ce qui n'a pas empêché l'agence Havas d'épouser la thèse franquiste d'une ville incendiée par les communistes... Il faut dire que l'auteur de la dépêche, un certain Georges Botto, poursuivra sa carrière, pendant la Collaboration, comme speaker à Radio Paris, tandis que l'agence Havas passera sous capitaux allemands, avant de devenir, en 1944, l'Agence France-Presse.

59. En octobre 1922, Gustave Hervé saluera la marche sur Rome en rendant hommage, dans *La Victoire*, à son « vaillant camarade » Mussolini.

60. Aux élections législatives du 14 septembre 1930, le NSDAP est devenu le deuxième parti d'Allemagne, passant de douze à cent sept sièges.

61. *La Victoire*, 7 octobre 1930.

62. Rappelons que c'est au prétexte du refus de la Pologne de rendre ce corridor que l'Allemagne envahit cette dernière, le 1^{er} septembre 1939, déclenchant ainsi la Seconde Guerre mondiale, toutes les autres revendications énoncées par Gustave Hervé ayant été par ailleurs satisfaites depuis 1933.

63. Le premier acte international d'Hitler devenu chancelier sera, en octobre 1933, de quitter ladite Société des Nations.

64. « En ce jour affreux pour les Juifs de toute la terre, écrit-il dans *La Victoire* du 10 novembre 1938, nous sommes de cœur avec nos compatriotes israélites. Ils étaient mêlés avec tous les autres Français dans les tranchées, il y a vingt ans, payant de leur part de sacrifice la joie et l'honneur d'être des citoyens français. [...] Comme, en des heures comme celles-ci, on regrette de n'être pas juif pour souffrir avec eux et partager leurs peines ! [...] Honte au peuple allemand de voir l'antisémitisme, cette lèpre, empoisonner son esprit et son cœur ! »

65. Symbole vivant de la République de Weimar, Gustav Stresemann (1878-1929) fut brièvement chancelier en 1923, mais surtout ministre des Affaires étrangères de 1923 à 1929. Partisan d'une entente poussée avec la France, Stresemann, marié à une Juive, fut jusqu'à sa mort l'ennemi juré des nazis, qui l'accusaient d'avoir capitulé devant Poincaré au moment de l'occupation de la Ruhr, puis d'avoir mal négocié le plan Dawes qui, en 1924, prévoyait le rééchelonnement de la dette allemande mais aussi l'évacuation de la Ruhr, restituée au contrôle du gouvernement de Berlin. Depuis les travaux de l'historien Raymond Poidevin (1928-2000), l'image longtemps cultivée du Stresemann conciliant que détestaient les nazis a été partiellement révisée au vu de sa correspondance privée qui démontre que ses buts à long terme n'étaient pas si éloignés de ceux d'Hitler : en dépit de son entente réputée idyllique avec Aristide Briand, Stresemann adressa par exemple en 1925 une lettre au Kronprinz dans laquelle il prônait la suppression du corridor de Dantzig et l'Anschluss de l'Autriche, objectifs ne pouvant être atteints qu'au prix d'une entente avec la France en forme de neutralisation. Il précisait : « L'essentiel est la libération de notre sol. Il faut tout d'abord que nos étranglements lâchent prise ; c'est pourquoi la politique allemande devra pour commencer suivre la formule que Metternich, je crois, adoptait en Autriche après 1809 : finasser et se dérober aux grandes décisions. » De fait, lors de la conclusion du traité de Locarno (1925), considéré comme son grand œuvre, Stresemann défendit le principe de l'inviolabilité des frontières, non celui de leur intangibilité, ce qui laissait la porte ouverte à leur révision, ambiguïté juridique qu'Hitler, arrivé au pouvoir, ne se priva pas d'exploiter...

66. « Cercle du Sohlberg. »

67. La *Dienststelle* (ou bureau) Ribbentrop était le département des Affaires étrangères du NSDAP. Investie de la confiance d'Hitler, cette structure parallèle joua, jusqu'à l'arrivée de Ribbentrop à la Wilhelmstrasse en 1938, un rôle souvent supérieur à celui du ministère officiel des Affaires étrangères, dirigé par le baron von Neurath.

68. Ministre des Loisirs du Front populaire, le député socialiste Léo Lagrange (1900-1940) est à l'origine du développement du sport de masse en France. Créateur, notamment, des auberges de jeunesse, il institue les billets de congés annuels permettant aux plus modestes de partir, par trains spéciaux, à la mer ou à la montagne. En 1939, redevenu parlementaire, il s'engage sur le front où il meurt, le 9 juin 1940, fauché par un éclat d'obus.

69. Barbara Lambauer, *Otto Abetz et les Français, ou l'Envers de la Collaboration*, Paris, Fayard, 2001.

70. Mais aussi commissaire général des scouts de France. À L'hôpital succédera en 1936 le député de Paris Georges Scapini, président de l'Union des aveugles de guerre, dont le maréchal Pétain fera, pendant l'Occupation, son « ambassadeur » auprès des prisonniers.

71. Barbara Lambauer, « Otto Abetz, le manipulateur », dans *Revue des anciens élèves de l'ENA*, hors-série, *Politique et littérature*, décembre 2003.

72. Sœur d'Henry Jamet, qui dirigea de 1940 à 1944 les Éditions Balzac (ex-Éditions Calmann-Lévy « aryanisées » par l'occupant), Annie Jamet avait créé le cercle Rive gauche à la suite des événements du 6 février 1934. Celui-ci disparut en 1938, en même temps que sa fondatrice, mais donna son nom à la librairie Rive gauche, dirigée pendant l'Occupation par ce même Henry Jamet.

73. Journaliste, romancier, historien de la marine, Georges Blond (1906-1989), de son véritable nom, Jean-Marie Hoedick, était proche de l'équipe de *Je suis partout*, notamment de Robert Brasillach. Mais, contrairement à la plupart de ses amis, il ne fut pas inquiété à la Libération.

74. Proche du mouvement Rex de Léon Degrelle, Pierre Daye (1892-1960), qui avant guerre fut député de Bruxelles, dirigeait *Le Nouveau Journal*, une feuille collaborationniste belge. Se trouvant par hasard en Espagne lors du débarquement allié du 6 juin 1944, il jugea bon d'y rester avant de s'exiler en Argentine, ce qui le fit échapper à la condamnation à mort qui ne manqua pas de le viser.

75. *Ibid.*

76. Lire p. 12, note 1.

77. *Le Matin*, 22 novembre 1933.

78. Heinrich Brüning (1885-1970), membre du Zentrum, chancelier de mars 1930 à mai 1932. Sa politique déflationniste fera passer en deux ans le nombre de chômeurs de 3 à 6 millions, au point de faire écrire à Pierre Mendès France que son credo libéral censé renforcer la compétitivité de l'Allemagne fut la cause la plus directe de l'accession d'Hitler au pouvoir (*Science économique et lucidité politique*, Paris, Gallimard, 1973). Remplacé par von Papen, il émigrera en 1934 aux États-Unis pour enseigner l'économie à Harvard.

79. Franz von Papen (1879-1969), chancelier de juin à novembre 1932. Exclu du Zentrum pour avoir provoqué la chute de Brüning, il sera l'un des principaux artisans de la « solution Hitler » en janvier 1933. Pour le récompenser, celui-ci en fera son vice-chancelier jusqu'en août 1934, avant de le disgracier à l'issue de la Nuit des longs couteaux et de le nommer ambassadeur à Vienne puis à Ankara. Cité devant le tribunal de Nuremberg, il fera l'objet d'un non-lieu.

80. *Paris-Midi*, 29 février 1936.

81. « L'Anschluss ? s'écriait-il par exemple en réponse à une question de la journaliste Tataÿna en janvier 1936. C'est une chose dont personne ne s'occupe ni ne se préoccupe ici. À Vienne, on a peut-être besoin d'un spectre pour des raisons

de politique intérieure. Ici, l'Anschluss n'est pas à l'ordre du jour ! » (*Paris-Soir*, 26 janvier 1936.)

82. *Le Journal*, 2 septembre 1938.

83. Claire Moreau-Trichet, « La propagande nazie à l'égard des associations françaises d'anciens combattants de 1934 à 1939 », dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 205, 2002/1.

84. Dominique Pinsolle, « De l'art d'interviewer Hitler », *Le Monde diplomatique*, juillet 2017.

85. Le journaliste Max Fraenkel, dont on lira l'entretien avec Hitler dans les pages suivantes, racontera par la suite qu'il était d'autant plus fier de son coup que, quelques semaines auparavant, le chef du NSDAP avait proclamé qu'il ne donnerait jamais d'interview à un Juif, sauf à lui demander de payer 5 marks par mot.

86. Les titres de ces entretiens sont issus de citations d'Hitler, parfois raccourcies, mais toutes extraites des textes que nous publions.

II

HITLER DANS LE TEXTE
1923-1940

1

« Le Juif est destructeur par nature »

Entretien avec George Viereck
*The American Monthly*¹, octobre 1923

Quand le journaliste américain George Viereck rencontre Hitler, par l'intermédiaire d'Ernst Hanfstaengl, courant septembre 1923, pour réaliser la première interview jamais publiée du chef du parti nazi, ce n'est ni au siège munichois du NSDAP ni dans une brasserie, mais au domicile privé du contre-amiral Vollerthun, un proche du grand amiral von Tirpitz². Le détail en dit long sur les contacts au sommet déjà noués par le futur dictateur trois ans après le lancement de son mouvement. Économiquement, l'Allemagne est à genoux. Même dans les milieux favorables à la République de Weimar, on parle déjà de 1923 comme de l'« année inhumaine », celle qui, inaugurée par l'occupation de la Ruhr, a vu l'inflation bondir au point de devoir déboursier 1 million de marks pour s'offrir une miche de pain. Paupérisation et humiliation nationale allant de pair, tous les ingrédients sont réunis, pense Hitler, pour une prise du pouvoir en Bavière qui servirait de point de départ à une « marche sur Berlin » analogue à la marche sur Rome qui, l'année précédente, a offert le pouvoir à Mussolini. Quelques semaines plus tard, le 9 novembre, ce sera le putsch raté de la Brasserie qui enverra Hitler en prison pour neuf mois.

Celui-ci a-t-il déjà en tête la Solution finale ? Quand Viereck aborde avec lui la question des Juifs, ses termes sont d'une violence inouïe,

mais il ne parle encore que de les isoler du reste de la population en les privant purement et simplement de la citoyenneté allemande. Et, comme il connaît l'importance de la Bible pour les Américains, il n'hésite pas à citer saint Matthieu (V, 29) pour justifier son programme de prophylaxie raciale : « Si ton œil droit te pousse à pécher, arrache-le... »

Viereck. *Pourquoi vous appelez-vous « national-socialiste » alors que votre programme apparaît largement comme l'antithèse de ce qu'on nomme communément « socialisme » ?*

Hitler. Le socialisme est la science consistant à gérer le bien commun. Le communisme n'est pas le socialisme. Le marxisme encore moins. Les marxistes ont usurpé l'adjectif socialiste et brouillé sa signification. Je veux m'employer à éloigner le socialisme des socialistes et à rendre au terme son vrai sens.

Le socialisme est une ancienne tradition aryenne et germanique. Nos ancêtres possédaient certaines terres en indivision et cultivaient l'idée du bien commun. Mais le marxisme n'a aucun droit de se définir comme socialiste, car le socialisme, contrairement au marxisme, n'est pas hostile à la propriété privée ni n'impose la négation de la personnalité. Notre socialisme, contrairement au marxisme, est patriotique. Nous aurions pu nous appeler le parti libéral. Nous avons choisi de nous appeler nationaux-socialistes car nous ne sommes pas internationalistes. Notre socialisme est national. Si nous demandons que l'État accède aux justes revendications des classes laborieuses, c'est d'abord sur une base de solidarité raciale. La race et l'État sont pour nous synonymes.

Viereck. *Quelles sont les principales propositions de votre plateforme ?*

Hitler. Nous croyons d'abord au principe d'un esprit sain dans un corps sain. Le corps politique ne peut être sain que si l'esprit public l'est aussi.

Viereck. *Mussolini m'a dit exactement cela...*

Hitler [son visage s'éclaire]. Les taudis sont responsables de 90 % des dépravations humaines, et l'alcool du reste. Quelqu'un qui n'est pas en bonne santé est mûr pour le marxisme. Un homme sain reconnaît la valeur de la personnalité. Nous combattons en priorité contre les forces qui précipitent notre peuple dans le malheur et la dégénérescence. La Bavière est encore relativement en bonne santé parce qu'elle n'est pas totalement industrialisée. Le problème est que l'Allemagne dans son ensemble et la Bavière avec elle sont condamnées à une industrialisation intensive en raison de l'exiguïté de notre territoire. Si nous voulons sauver l'Allemagne, nous devons faire en sorte que les paysans puissent rester fidèles à leurs terroirs. Mais pour cela, ils doivent disposer de l'espace nécessaire pour respirer et pour travailler.

Viereck. *Et où allez-vous trouver cet espace ?*

Hitler. Nous devons conserver nos colonies et nous étendre vers l'Est. Il fut un temps où nous aurions pu nous entendre avec l'Angleterre pour nous partager la domination outre-mer. Aujourd'hui, il n'y a plus qu'en direction de l'est que nous pouvons orienter notre énergie bridée. La Baltique est un lac allemand.

Viereck. *N'est-il pas possible pour l'Allemagne de reconquérir le monde économiquement, et non par l'expansion territoriale ?*

Hitler [il secoue la tête énergiquement]. L'impérialisme économique, comme l'impérialisme militaire, est fonction du pouvoir qui le sous-tend. Il n'existe pas de dynamisme commercial sur une grande échelle sans un pouvoir politique qui compte dans le monde. Notre peuple n'a jamais appris à penser en ces termes. En outre, l'Allemagne ne peut se redresser économiquement et renaître territorialement tant qu'elle n'a pas récupéré ce qu'elle a perdu, tant qu'elle ne s'est pas retrouvée elle-même. Nous sommes dans la situation d'un homme dont la maison a été réduite en cendres. Il doit déjà poser un toit au-dessus de sa tête avant de se lancer dans

des projets plus ambitieux. Or, à peine nous étions-nous construit un abri d'urgence contre la pluie que nous voici confrontés à une chute de grêlons ! Pis : à un blizzard de calamités nationales, morales et économiques...

La corruption du système des partis que nous subissons n'est qu'un symptôme de ce désastre. Les majorités qui se succèdent au gré des événements ne font qu'ouvrir la porte au bolchevisme. Pour moi, le système parlementaire est une engeance infernale. Il ouvre la porte au bolchevisme qui est la plus grande menace qui pèse sur l'Allemagne. En finir avec le bolchevisme, c'est rendre le pouvoir à 70 millions d'hommes. Le traité de Versailles et le bolchevisme sont les deux têtes d'un même monstre. Nous devons les décapiter d'un même mouvement !

Viereck. *Contrairement à certains militaires allemands, vous n'êtes donc pas favorable à une alliance avec la Russie soviétique ?*

Hitler. Tant que les combinaisons politiques rendent impossible la constitution d'un front allemand uni, toute définition d'une politique claire est pareillement impossible. Je ne vois dans notre politique que zigzags, compromis et concessions. Tout ce qui pourrait être constructif est annihilé par la tyrannie du nombre...

Viereck. *Et la France ? Supposons qu'elle décrète à nouveau des sanctions contre l'Allemagne. Elle a déjà envahi la Ruhr, elle peut recommencer...*

Hitler. Quand l'esprit national est intact, peu importe le nombre de kilomètres carrés occupés ! Dix millions d'Allemands libres, prêts à périr pour la survie de leur patrie, sont plus importants que 50 millions dont la volonté est aux abonnés absents et dont la pureté raciale est méthodiquement infectée par des étrangers. Nous voulons une Grande Allemagne accueillante pour tous ses fils. Mais notre salut peut être le fait d'une minorité. Même s'il ne nous restait que dix arpents de terre, mais que pour ces dix arpents nous soyons prêts à donner nos vies, ces arpents seraient la matrice de notre

régénération. Nos travailleurs ont deux âmes : l'une est allemande, l'autre est marxiste. Nous devons réveiller l'âme allemande. Nous devons extirper le chancre du marxisme. Le marxisme et le germanisme sont antithétiques.

Viereck. *Et que voulez-vous faire avec les Juifs ?*

Hitler. Le Juif est destructeur par nature. L'idée d'une existence nationale autonome lui est étrangère. Sa présence dans un État moderne est un ferment de décomposition. Ils devront donc être privés de leurs droits. Le fait d'être né en Allemagne n'est en rien une condition suffisante pour être citoyen. Les Juifs ne sont pas des Allemands. Ils sont comme un corps étranger dans notre peuple et se manifestent comme tel. Je regarde les Juifs comme je regarde les Japonais. Ce sont deux peuples très anciens, doués d'une très ancienne culture. Et pourtant, vous comprenez aisément que les Japonais n'aient pas accès à la citoyenneté allemande ! Les races mélangées manquent de vitalité. C'est pourquoi nous interdirons les mariages mixtes. Cette confrontation entre Juifs et Aryens est essentielle. Les races mélangées disparaissent. Rome s'est effondrée quand elle a cessé d'être une communauté homogène. De même que les syphilitiques et les alcooliques doivent être isolés et interdits de reproduction, de même les Juifs ne doivent-ils pas se mélanger aux Allemands. Les Juifs, pour s'imposer, ont transformé la faiblesse en vertu. Ils ont inventé un faux humanitarisme visant à faire de l'inapte l'égal des aptes. Cet humanitarisme dévoyé est la plus diabolique invention jamais produite par l'esprit humain. Je veux isoler les criminels comme on isole toute personne atteinte d'une infection. Un seul peut contaminer beaucoup. La Bible dit : « Si ton œil droit te pousse à pécher, arrache-le. » La préservation d'une nation est plus importante que celle de ses éléments dégénérés. Telle est, pour moi, l'essence de la véritable humanité. Dans l'État allemand que je veux créer, il n'y aura de place ni pour les étrangers

ni pour les parasites, pas plus que pour les usuriers, les spéculateurs ou les improductifs !

1. Créé en 1914 par George Viereck, *The American Monthly* s'adressait, comme son nom ne l'indique pas, aux citoyens américains d'origine allemande désireux de ne pas rompre le contact avec leur pays d'origine. Après l'interdiction de son hebdomadaire *Fatherland* en 1917 (lire p. 41), Viereck réussit de justesse à lui éviter le même sort, mais il ne parvint jamais à lui faire dépasser quelques dizaines de milliers d'exemplaires mensuels. Il cessa de paraître en 1933, l'année de l'accession au pouvoir d'Hitler.

2. En juin 1923, Waldemar Vollerthun a présenté Hitler à l'ancien chef de la flotte impériale avec le projet de l'enrôler au service d'une candidature de Tirpitz à l'élection présidentielle de 1925. L'affaire fera long feu et Tirpitz se ralliera à Hindenburg, sans rompre pour autant avec Hitler qu'il reverra plusieurs fois jusqu'à sa mort en 1930.

2

« Vous vous êtes trompé d'adresse »

Réponses écrites d'Adolf Hitler
aux propositions de réforme du traité
de Versailles présentées par Gustave Hervé
*Der Völkischer Beobachter*¹, 15 et 26 octobre 1930

Bien qu'il ne s'agisse pas à proprement parler d'un entretien, les réponses écrites faites par Hitler aux propositions de réforme du traité de Versailles émises par Gustave Hervé² méritent d'être publiées à un double titre. D'abord parce qu'elles sont les premières adressées formellement à un journaliste français ; ensuite et surtout parce que la différence de ton entre le premier communiqué de presse, dicté par Hitler, et le second texte, beaucoup plus développé, dû à l'intervention d'Ernst Hanfstaengl, éclaire le mépris dans lequel le futur chancelier tient spontanément la France. Un mépris que celui-ci aura à cœur de faire oublier quand, à partir de 1933, il devra convaincre l'opinion française de ses intentions pacifiques...

Le communiqué de presse du 15 octobre 1930

Les suggestions de M. Hervé sont très réjouissantes, mais le télégramme a été envoyé à une fausse adresse. C'est en premier lieu le gouvernement français et ensuite l'Amérique qui doivent prendre position à l'égard de ces suggestions. Il n'y a pas, en Allemagne, un homme raisonnant sérieusement qui considère comme satisfaisantes les relations qui existent en ce moment entre la France et

l'Allemagne. Mais le fait que l'Allemagne, confiante dans les assurances qu'on lui donnait, s'est désarmée³ montre qu'elle a été victime d'une manœuvre dont on ne trouve aucun exemple, tout au moins dans l'histoire récente.

1°) Pourquoi faudrait-il que soit conclue une alliance militaire franco-allemande ?

2°) Contre qui serait dirigée cette alliance militaire ?

Si la France a l'intention de modifier son attitude envers l'Allemagne, on ne comprend pas très bien quels seraient les buts d'une alliance militaire entre les deux nations s'il n'était sous-entendu qu'elle comporterait une valeur agressive contre d'autres nations européennes. Je suis en mesure d'assurer de manière extrêmement formelle que le mouvement que je représente n'a pas l'intention de donner la main à une manœuvre qui semble avoir pour objectif d'empêcher la constitution d'un équilibre de forces indispensable au maintien de la paix en Europe.

Le mouvement national-socialiste dans lequel la jeune Allemagne trouve son expression a au contraire l'intention de vivre en relations amicales avec les autres nations européennes et ne désire en aucune façon des alliances militaires. Celle que propose M. Gustave Hervé est contraire à ma doctrine, de même qu'à l'esprit et au statut de l'institution que nous appelons Société des Nations et qui a pour mission de protéger le monde contre la force. Si la nouvelle alliance militaire que propose M. Gustave Hervé était acceptée, cela voudrait dire que la France ne croit plus à la Société des Nations et à son activité. Est-ce que le gouvernement français considère que la conclusion d'une telle convention militaire est en accord avec l'esprit du pacte Kellogg⁴ ? En vérité, cela veut dire qu'il s'écarte de ce pacte ou qu'il ne le considère pas comme rassurant.

En conclusion, il me semble beaucoup moins important que l'Allemagne reprenne ses armements que de voir la France diminuer les siens. Si la France se ralliait à cette mesure, la tension

européenne serait immédiatement apaisée, et une tranquillité générale interviendrait.

La réponse du 26 octobre 1930

L'homme politique français Gustave Hervé, inspiré par l'idée magnifique de réparer les injustices et de faire disparaître les malentendus, a élaboré des propositions quant à une entente entre l'Allemagne et la France, et les a mises en discussion publique. Prié télégraphiquement par Arnold Rechberg sur demande de Gustave Hervé de prendre position quant à ces propositions, en ma qualité de chef du mouvement national-socialiste, je dois, en tête de mes déclarations, reconnaître avec joie un jugement devenant plus équitable pour notre peuple, émanant d'un Français participant à la vie politique de son pays. Je crois, en plus, pouvoir affirmer qu'il n'y a personne en Allemagne qui ne veuille approuver de tout cœur cette tentative honnête pour améliorer les relations entre la France et l'Allemagne. Mes sentiments me contraignent à être du même avis. Si je formule donc certains doutes dans ce qui va suivre, il faut remarquer qu'ils ne proviennent que du bon sens qui, sous l'avertissement des nombreuses et douloureuses expériences que l'Allemagne a faites, entend, par un examen soigné, prévenir d'éventuelles désillusions.

Comme chef du mouvement national-socialiste, voici donc ce que je déclare en réponse aux heureuses propositions de Gustave Hervé :

1^o) Le télégramme que j'ai reçu par l'intermédiaire de M. Arnold Rechberg est, à mon avis, expédié à une fausse adresse. Il me semble que la question de savoir comment l'Allemagne considère l'essai tenté par des particuliers pour améliorer ses relations avec la France sera de peu d'importance tant que le gouvernement français lui-même et surtout les autres nations, avec à leur tête l'Amérique, n'auront pas pris position en cette matière.

Depuis douze ans, l'Allemagne n'est pas gouvernée par des hommes qui refusent toute réconciliation avec la France, mais par des hommes prêts à payer n'importe quel prix pour l'obtenir. Les résultats de ces efforts ont, jusqu'à présent, été négatifs, à moins bien sûr qu'on ne considère comme positives la destruction de l'industrie allemande, la misère du peuple allemand, cette désagrégation politique tellement avancée que des millions d'hommes croient voir dans le bolchevisme une alternative supportable à la situation qu'ils subissent aujourd'hui.

Il n'existe pas en Allemagne un seul homme sensé satisfait des relations qui prévalent aujourd'hui avec la France. Mais en acceptant de désarmer unilatéralement, pleine de confiance dans les assurances qu'elle avait reçues, l'Allemagne est devenue la victime sans défense du traitement le plus cruel jamais infligé à un peuple dans l'histoire contemporaine.

Si des ressortissants de la nation qui nous opprime, à savoir la nation française, élaborent des propositions propres à faire évoluer cette situation, c'est d'abord au gouvernement français qu'il appartient de se prononcer.

2°) Gustave Hervé désire que je prenne position sur un ensemble de propositions que couronnerait la conclusion d'une alliance militaire franco-allemande. Celle-ci serait donc à la fois la condition et l'objectif de la nouvelle entente. En ma qualité de chef du plus grand parti allemand, je dois poser maintenant deux questions :

1. Pourquoi devrions-nous conclure une entente militaire ?
2. Contre qui serait-elle dirigée ?

Le peuple allemand a l'intention sérieuse de vivre en paix et en amitié avec toutes les nations civilisées et toutes les puissances. Cette paix du monde civilisé est aujourd'hui infiniment menacée par l'attitude de la France envers l'Allemagne. Mais si la France a l'intention de changer son attitude, je ne vois pas bien quel but aurait alors une entente militaire entre les deux nations, à moins

qu'il n'y ait une idée quelconque d'attaquer d'autres nations européennes.

J'estime que le maintien de la paix en Europe sera assuré dès le moment où la France et l'Allemagne parviendront à bâtir une entente fondée sur l'égalité réciproque de leurs droits naturels.

Je peux vous assurer de la manière la plus certaine que le mouvement dont je suis le représentant n'a pas l'intention de prêter son concours à quelque action qui, en empêchant un juste équilibre des forces de s'établir, mettrait ainsi en danger la paix en Europe.

La jeune Allemagne que je guide et qui trouve son expression dans le mouvement national-socialiste a le désir le plus vif d'une entente amicale avec les autres nations, mais non celui d'une alliance militaire. L'entente militaire proposée par Gustave Hervé est, à mon avis, contraire à l'esprit et aux statuts de l'institution qui, sous le nom de Société des Nations, est censée libérer le monde des injustices et de la violence.

La nouvelle convention européenne proposée par Gustave Hervé signifie-t-elle que la France ne croit plus à la SDN ni à son efficacité ? Le gouvernement français considère-t-il la signature d'une telle convention comme compatible avec les critères du pacte Kellogg, ou bien estime-t-on maintenant à Paris que ce pacte n'est plus satisfaisant ?

Gustave Hervé propose, pour le cas où cette entente militaire franco-allemande viendrait à s'établir, que l'Allemagne s'équipe jusqu'à concurrence du niveau d'armement français, ce qui démontrerait la volonté de son pays de renoncer à toute supériorité militaire, au moins sur le continent. Or, en admettant que la France accepte cette égalité, il me semble à moi plus important que la France désarme plutôt que l'Allemagne ne s'arme.

La France peut, si elle le veut, dissiper rapidement un cauchemar et ramener le calme partout en procédant à son propre désarmement. Si, au lieu de s'armer d'une manière aussi terrifiante, la France

appliquait à sa propre capacité militaire les restrictions que d'autres nations se sont imposées, ou qu'elles s'imposeraient volontiers si elles ne se sentaient pas menacées par la supériorité des Français, alors elle serait à même d'être écoutée.

L'Allemagne, elle, a scrupuleusement respecté ses obligations et exécuté complètement le désarmement qui lui a été imposé.

Tout comme je comprends que les nations alliées tiennent à ce que les dettes de guerre, d'une part, et les réparations, d'autre part, restent dépendantes les unes des autres, je me dois, comme Allemand, de répéter encore et toujours ce qui suit : le caractère obligatoire des dettes privées, quelle que soit la cause qui les a engendrées, doit toujours rester intangible ; le statut juridique des dettes politiques ne peut être établi aussi facilement. Je ne discuterai pas – puisque cela ne servirait à rien – de la prétendue responsabilité exclusive de l'Allemagne dans le déclenchement de la guerre, mais je déclare au monde entier que la jeune Allemagne ne porte, à coup sûr, aucune responsabilité !

Le peuple allemand, de mon point de vue, n'a plus rien à rembourser qui ait à voir avec la guerre. Mais il remplit et remplira toujours scrupuleusement et ponctuellement ses obligations privées commerciales. Il ne pourra cependant garantir dans la durée l'exécution de ses obligations que si prend fin rapidement le régime de coercition politique auquel il est soumis.

L'Allemagne dont le mouvement national-socialiste prépare l'avènement sera une nation aussi respectée que les autres et possédant des droits identiques, ou l'Allemagne se perdra en devenant bolchevique.

Quant aux autres points proposés à la discussion par Gustave Hervé, c'est à la France seule, c'est-à-dire au seul gouvernement français, de se prononcer, puisqu'il va sans dire que tout Allemand peut, de mon point de vue, les faire siens. Comment ne pas se réjouir qu'un Français en vienne à constater le traitement injuste et

inhumain que son pays réserve à l'Allemagne et qu'il juge nécessaire d'en finir avec cette situation indigne ?

1. Organe officiel du parti nazi, créé en 1920, le *Völkischer Beobachter* (*L'Observateur du peuple*) était l'équivalent de la *Pravda* (*La Vérité*) soviétique. Interdit entre 1923 et 1925 (à la suite du putsch de Munich), il atteindra les 400 000 exemplaires dès la fin des années 1920 et dépassera les 2 millions après l'arrivée d'Hitler au pouvoir... qui coïncidera avec l'interdiction de la plupart des quotidiens.

2. Lire p. 77.

3. Contrairement à ce que suggère Hitler, ce n'est pas en vertu d'un quelconque marchandage que l'Allemagne s'est « désarmée », mais bien selon les termes de l'armistice de 1918, confirmés par le traité de paix de Versailles qui a réduit ses forces armées à 100 000 hommes.

4. Secrétaire d'État des États-Unis entre 1925 et 1929, Frank Kellogg fut, avec Aristide Briand, son homologue français des Affaires étrangères, à l'origine du pacte dit Briand-Kellogg, signé en grande pompe le 27 août 1928 à Paris. Censé mettre la guerre « hors la loi », ce pacte fut ratifié d'emblée par la France, les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et le Japon, puis étendu à la Belgique, à la Pologne et à la Tchécoslovaquie, ainsi qu'aux dominions britanniques (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud) et à l'Inde. Symbole du pacifisme abstrait qui régnait alors dans les chancelleries, ce pacte ne prévoyait aucune sanction contre un État qui le violerait. Il eut entre autres effets pervers celui de favoriser le déclenchement d'opérations militaires... sans déclaration de guerre ! Ainsi de l'invasion japonaise en Mandchourie en 1931, des interventions américaines qui se multiplièrent, à partir de 1932, en Amérique centrale (notamment au Salvador), de l'invasion italienne en Abyssinie en 1935, mais aussi et surtout de l'invasion allemande de la Pologne, en septembre 1939, puis de l'invasion soviétique de la Finlande, deux mois plus tard...

3

« Les Juifs n'ont rien à craindre
tant qu'ils n'essaient pas
de se mélanger avec nous »

Entretien avec Max Fraenkel
*The Jewish Criterion*¹, 23 janvier 1931

Véritable coup de maître, l'entretien d'Hitler réalisé par le correspondant à Berlin de l'hebdomadaire américain Jewish Criterion était ainsi présenté par l'éditeur du journal, Milton K. Susman : « Dans cette sensationnelle interview, la seule que le leader antisémite allemand ait jamais accordée à un journaliste juif, la pauvreté mentale d'Adolf Hitler se révèle avec éclat. Contraint de répondre aux questions de notre intrépide reporter qui s'est introduit subrepticement dans un restaurant, le chef des nazis étale naïvement sa haine irraisonnée des Juifs et confirme sa réputation d'ignare intolérant. » De fait, Max Fraenkel n'a pas eu froid aux yeux. Il a repéré la table d'Hitler qui, entouré de jeunes partisans, semblait prolonger le meeting qu'il venait d'achever, s'est approché et lui a demandé tout de go un entretien. « Vous êtes juif ? » lui a rétorqué Hitler. « Je suis américain et je fais une enquête sur l'antisémitisme en Europe. » Et, contre toute attente, Hitler l'a entraîné dans un salon plus calme et a répondu à ses questions...

Hitler. Je n'aime pas donner d'interviews. Je suis moi-même un homme de presse et sais très bien comment les mots peuvent être

sollicités. Mais puisque vous êtes là, je veux bien répondre à vos questions... Mais il est bien entendu que je ne représente que moi-même, les statuts de mon parti interdisant toute prise de position qui ne serait pas approuvée par nos instances². S'agissant de l'antisémitisme, sachez que ce n'est pas qu'un aspect de notre programme. C'est le cœur de notre programme, qui consiste à purger l'Allemagne de tous les éléments qui l'empêchent de vivre dans des conditions normales. L'Allemagne doit devenir une nation où les citoyens allemands sont les maîtres, et non les esclaves du capital juif.

Fraenkel. *Ayant vécu en Allemagne de nombreuses années, je n'ai pas constaté que les capitaux détenus par les Juifs soient majoritaires. Dans la grande industrie, dans l'économie manufacturière, comme dans l'agriculture, les Juifs sont minoritaires. Que voulez-vous donc dire en parlant des Allemands réduits en esclavage par le capital juif ?*

Hitler. Quand je parle du capital juif, de la politique juive, bref de la domination juive, je ne vise pas que les Juifs : je parle de ce qui n'est pas réellement allemand. Or les Juifs ont infecté la culture et la politique allemande avec leurs conceptions, étrangères au génie allemand. En essayant de se transformer en Allemands, ils ont, en fait, commencé à transformer certains Allemands en Juifs. Leur internationalisme intrinsèque a corrompu le monde des affaires et de la politique. Le seul et unique moyen de sauver les Allemands contaminés par la judéophilie est de clarifier la situation en étiquetant ce qui, dans notre environnement, est juif, donc non allemand.

Fraenkel. *En d'autres termes, vous transformez les Juifs en boucs émissaires de votre politique ?*

Hitler. Non ! Ils sont une menace bien réelle !

Fraenkel. *Mais comment imaginer que moins de 1 % de la population soit une menace pour la nation ? Les Juifs représentent à peu près 500 000 personnes sur une population d'environ 70 millions d'Allemands³...*

Hitler. Votre conception des choses est erronée. Vous savez très bien qu'il suffit de quelques dizaines de milliers d'individus pour faire pencher la balance dans un sens ou dans un autre. Voyez les communistes en Russie ! Ils sont proportionnellement moins nombreux que les Juifs en Allemagne, et pourtant ils contrôlent le pays.

Fraenkel. *Que proposez-vous, alors, pour conjurer la « menace juive » ?*

Hitler. Je n'ai pas l'intention de faire quoi que ce soit contre eux en dehors de la campagne pédagogique que je mène depuis ces dernières années. Mais quelles que soient les mesures que sera amené à prendre le mouvement national-socialiste quand il sera en situation d'appliquer son programme, soyez certain que celles-ci seront parfaitement constitutionnelles. La vie quotidienne des Allemands doit être purgée de tous les éléments étrangers au véritable esprit allemand. Le gouvernement allemand ne peut être confié qu'à des Allemands dont le seul but est d'affranchir l'Allemagne de l'esclavage qu'elle subit actuellement. Cela ne peut être fait qu'en rendant aux Allemands le respect d'eux-mêmes et leur confiance dans leurs propres capacités. C'est tout le sens de la campagne que nous menons.

Fraenkel. *Êtes-vous sérieux quand vous proposez d'expulser l'intégralité des Juifs d'Allemagne ?*

Hitler. Je veux vraiment me débarrasser de ces Juifs qui, depuis la guerre, ont envahi notre pays pour saper ce qui tient encore debout par leur folle spéculation, le dévoiement de notre patriotisme, et qui bâtissent leur fortune sur notre catastrophe nationale. Comme pour le reste, j'en finirai avec leur influence en interdisant légalement leur

participation aux affaires publiques et en chassant du gouvernement tous les non-Juifs qui sont les marionnettes du capital juif.

Fraenkel. *Pouvez-vous me donner des exemples ?*

Hitler. Pour moi, l'entière responsabilité du cabinet Brüning est un gouvernement juif ! La politique étrangère de Stresemann est pour moi une politique juive. J'accuse la police de Berlin d'être aux mains des Juifs⁴. La capitulation humiliante des intérêts allemands devant les exigences de nos anciens ennemis est inséparable de l'influence juive sur notre politique.

Fraenkel. *Selon-vous, le pacifisme est-il une qualité ou un défaut spécifiquement juifs ?*

Hitler. Je suis moi-même pacifiste ! Mais par pacifisme, j'entends le maintien de la paix aussi longtemps que l'honneur de la patrie n'est pas piétiné. La conception de la paix qui est celle de la juiverie internationale est tout autre, puisqu'elle sous-entend la soumission de tous aux intérêts financiers !

Fraenkel. *Parfois, les antisémites accusent les Juifs de militarisme, et d'autres fois, de promouvoir un pacifisme nocif ; en d'autres occasions, on accuse les Juifs de détruire la loi et l'ordre, ce qui n'empêche pas certains, comme tout récemment le comte de Salm, oncle de votre compatriote autrichien, le prince Starhemberg⁵, de décrire au contraire l'antisémitisme comme un mouvement révolutionnaire au motif qu'il s'oppose aux Juifs qui, selon lui, sont toujours du côté des monopoles et des classes possédantes... Comment réconciliez-vous tout cela⁶ ?*

Hitler. Ce que peuvent dire les uns et les autres ne m'intéresse pas. Mes conceptions à moi sont connues. Je suis d'ailleurs le seul homme politique allemand à ne pas craindre de les exposer. Je ne m'intéresse aux Juifs que dans la mesure et aussi longtemps qu'ils s'opposeront à la réalisation du Reich allemand dont nous rêvons, et m'y intéresserai aussi longtemps qu'ils s'y opposeront. Mais je

n'approuverai jamais la moindre action de masse contre eux. Ils n'ont rien à craindre tant qu'ils ne cherchent pas à se mélanger avec nous. Voilà ce qu'ils doivent savoir – et je pense qu'ils l'apprennent très vite depuis les dernières élections⁷. Aussi longtemps que les Juifs n'essaieront pas de se faire passer pour des Allemands et n'auront pas l'insolence de parler au nom des Allemands, ils seront en sécurité. C'est tout ce que j'ai à dire sur le sujet.

1. Créé en 1895 à l'intention de la communauté juive de Pennsylvanie, le *Jewish Criterion*, édité à Pittsburgh, publiera son dernier numéro en 1962. Son audience, en raison de la qualité de ses articles, ouverts à tous les sujets, dépassait largement le cadre communautaire et atteignait, dans les années 1930, 50 000 exemplaires hebdomadaires.

2. Cette phrase d'Hitler, pour autant qu'elle soit rapportée fidèlement, n'est rien de moins qu'hallucinante. Comment le chef d'un mouvement qui, depuis 1920, a adopté pour tout statut le *Führerprinzip* (littéralement : le « principe du guide ») peut-il suggérer, sauf à prendre son interlocuteur pour un imbécile, qu'il ne peut parler au nom de son parti qu'à condition de « soumettre » ses propos à des instances délibératives ?

3. Selon les estimations retenues par la plupart des démographes (voir à ce sujet l'article de Jacques Houdaille, « La population juive en Allemagne de 1852 à 1939 », *Population*, n° 3, 1983), la minorité juive s'élevait en 1925 à 564 000 personnes, pour redescendre à 500 000 en 1933. Et à moins de la moitié (230 000) en 1939.

4. En raison des véritables batailles rangées qui opposent alors les nazis aux communistes, il n'est pas rare que la police de Berlin frappe d'interdiction les meetings de l'un ou l'autre camp, ce qui aurait déjà suffi, aux yeux d'Hitler, à disqualifier Bernhard Weiss, le chef de la police criminelle (Kripo) de la capitale. Mais Weiss (surnommé « Isidor » par les nazis) étant, en sus, un membre influent de la communauté juive prussienne, il devient l'homme à abattre dès 1925. Quand, en 1927, Weiss fait interdire pour un an la section berlinoise du NSDAP, Goering et Goebbels ordonnent à leurs hommes d'infiltrer les rangs de la police, ce qu'ils feront méthodiquement jusqu'à l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Trois jours avant le 30 janvier 1933, Weiss pourra cependant échapper à la surveillance de « ses » troupes et s'exiler à Londres, où il mourra en 1951.

5. Avant de devenir vice-chancelier d'Autriche dans le gouvernement d'Engelbert Dollfuss puis, après l'assassinat de ce dernier, dans celui de son successeur, Kurt von Schuschnigg, entre 1934 et 1936, le prince Ernst Rüdiger Starhemberg (1899-

1956) avait été l'un des premiers fidèles d'Adolf Hitler, dont il se fit, jusqu'en 1923, le propagandiste. S'étant éloigné de lui après l'échec du putsch de la Brasserie, il devint progressivement son adversaire, avant de rallier le national-conservatisme catholique de Dollfuss et de défendre passionnément l'indépendance de son pays. Inscrit sur les listes de proscrits nazies au moment de l'Anschluss, il put s'enfuir de justesse et s'exila en Grande-Bretagne, puis en Argentine. Il ne revint en Autriche qu'en 1955 et y mourut un an plus tard.

6. « À ce moment précis, raconte Max Fraenkel dans la présentation qu'il fait de son entretien, Adolf Hitler parut énervé par l'insistance de ma question. Il sembla se douter que, malgré ses cheveux blonds et ses yeux bleus, son interlocuteur pouvait bien être juif. »

7. Les élections législatives de septembre 1931 à l'occasion desquelles le NSDAP est devenu le deuxième parti d'Allemagne.

4

« Aucune entente n'est possible avec la France »

Entretien avec Hans V. Kaltenborn
CBS¹, 17 août 1932

Ami d'Ernst Hanfstaengl depuis leurs études à Harvard, le journaliste américain d'origine allemande Hans V. Kaltenborn² est le correspondant vedette de la radio CBS en Europe depuis la fin des années 1920. Au milieu de l'été 1932, il a ainsi décroché sans trop de difficultés un entretien avec Hitler à Berchtesgaden, afin de nourrir la chronique radiophonique qu'il consacra dès le lendemain à la situation en Allemagne. Celle-ci est, de fait, en voie de clarification accélérée. Si le candidat nazi a été battu au second tour de l'élection présidentielle d'avril précédent (36,8 % des voix face au maréchal Hindenburg, qui se représentait), son parti est devenu le premier du Reichstag à l'issue des législatives du 31 juillet (37,4 % des suffrages exprimés et 230 députés). Mais, contrairement à l'espoir que nourrissaient les nazis, Hindenburg n'a pas appelé leur chef à la chancellerie, et a nommé à sa place Franz von Papen qui s'appuie sur une majorité précaire car hétéroclite. C'est donc un Hitler confiant dans l'avenir, mais conscient des obstacles qu'il doit encore franchir, qui accepte de recevoir le journaliste américain alors qu'il se repose dans son chalet bavarois.

Malheureusement pour Kaltenborn, qui aurait aimé recueillir l'exclusivité de ses déclarations, deux invités surprises sont présents

ce jour-là à Berchtesgaden : le Germano-Américain Karl von Wiegand, du groupe Hearst, et l'inévitable Louis Lochner, d'Associated Press³. Wiegand a été reçu en tête à tête juste avant. Quant à Lochner, Hitler a demandé qu'il assiste à l'entretien, ce qui atteste de sa confiance... Et de sa méfiance envers Kaltenborn qui, placé devant le fait accompli, ne peut refuser.

Kaltenborn. *Faites-vous une différence entre les Juifs allemands et les Juifs étrangers récemment installés en Allemagne ?*

Hitler. L'Amérique applique la doctrine Monroe⁴, n'est-ce pas ? Eh bien nous la soutenons pour l'Allemagne aussi. Vous n'acceptez pas que tout le monde vienne chez vous et, pour ce faire, vous régulez le nombre d'immigrants. Ceux que vous admettez doivent répondre, de plus, à un certain nombre de critères physiques et sanitaires, mais aussi financiers, de même que vous enquêtez sur leurs opinions politiques. Eh bien l'Allemagne ne demande rien d'autre que de faire ce que vous faites. Nous n'avons aucun problème avec les Juifs qui vivent dans d'autres pays, mais convenez que nous sommes concernés au premier chef par ceux qui vivent chez nous et qui nourrissent des sentiments antiallemands.

[Alors que Kaltenborn s'apprête à reposer sa question, à laquelle Hitler n'a visiblement pas envie de répondre, Lochner change brusquement de sujet.]

Lochner. *Avez-vous promis au président Hindenburg de soutenir le gouvernement Papen ?*

Hitler. Non. Je lui ai seulement promis de le tolérer tant qu'il ne ferait pas de faute grave d'un point de vue intérieur et surtout international. Le fiasco de la conférence de Lausanne⁵ nous a convaincus que nous ne pouvions donner un blanc-seing à ce gouvernement. Si la délégation allemande avait dit « non » aux Français, nous aurions pu envisager d'agir autrement.

Kaltenborn. *Quelle est donc votre position s'agissant de la politique française ?*

Hitler. Aucune entente n'est possible avec la France. En tout cas, pas tant qu'elle ne changera pas diamétralement de politique. Vous ne pouvez concevoir le moindre accord avec quelqu'un qui vous frappe pendant que vous gisez à terre, sans défense, dans le plus complet dénuement. Vous ne pouvez pas non plus vous entendre avec un voisin qui attise le séparatisme tout au long de notre frontière commune⁶. L'existence de 65 millions d'Allemands qui n'aspirent qu'au simple droit de vivre est une réalité que la France va devoir apprendre à reconnaître.

Kaltenborn. *Et la Russie ? L'Italie semble prête, elle, à s'entendre avec le régime soviétique⁷.*

Hitler. L'Italie n'est en mesure d'établir des relations normales avec l'Union soviétique que parce qu'elle a interdit, chez elle, le parti communiste ! Il est impossible pour un État qui, comme le nôtre, compte tant de communistes – 6 millions aux dernières élections – d'avoir de bonnes relations avec l'URSS.

Lochner. *On a dit que vous aviez proposé au président Hindenburg de former un gouvernement national-socialiste qui vous permettrait d'exercer un pouvoir équivalent à celui de Mussolini en Italie...*

Hitler. Je n'ai jamais rien demandé de tel au président Hindenburg pour la bonne raison que je n'aurais pas obtenu le contrôle de l'armée. Je ne serai chancelier que lorsque j'obtiendrai le droit de contrôler la Reichswehr.

Kaltenborn. *Pour cela, il vous faut une majorité que vous n'avez pas...*

Hitler. Dans toute démocratie, il suffit de 51 % des voix pour gouverner. J'ai obtenu 37 %, ce qui signifie que je dispose déjà de 75 % des pouvoirs nécessaires pour gouverner. Ma position est

confortable. Je peux attendre. J'ai déjà réuni 13,7 millions de voix, je sais que la prochaine fois j'en obtiendrai entre 14 et 15 millions, et alors, le pouvoir sera à moi. Ces 13,7 millions de voix, je les considère comme un capital durement gagné, gagné même au péril de ma vie, et je n'en ferai cadeau à personne. Or, sans mon parti, l'Allemagne est ingouvernable.

À cette vérité s'en ajoute une autre, non arithmétique : c'est que les 15 millions de voix sur lesquelles je compte en valent en réalité plus de 30 ! Ces 15 millions de voix, elles représentent ce qu'il y a de meilleur dans le peuple allemand, ce qu'il y a de plus énergique, ce qu'il y a de plus courageux, et aussi de plus discipliné ! Je n'ai pas besoin de marcher sur Berlin comme on m'accuse de m'y préparer. Berlin, j'y suis déjà... La seule question est maintenant de savoir qui va devoir en sortir !

Kaltenborn. *Selon vous, quel est le plus important ? La personnalité du chef, ou le programme de son parti ?*

Hitler. La vérité est que cela n'a aucun sens de séparer le parti de son leader. Celui-ci peut éventuellement devenir secondaire après que les idées qu'il portait ont été appliquées et légitimées par l'expérience, mais il faut bien se mettre dans la tête que rien ne peut être entrepris sans un chef.

Comment séparer le fascisme de la personnalité de Mussolini ? Si Bismarck était mort en 1869, croyez-vous que nous aurions eu un Empire allemand ? Et la Prusse, existerait-elle sans Frédéric le Grand ? Quand un mouvement a été sur ses rails soixante-dix ou quatre-vingts ans, quand il s'est enraciné dans l'histoire et a fondé ses propres traditions, peut-être peut-il, momentanément, se passer d'un chef puissant, mais même cela est loin d'être évident...

Kaltenborn. *Si vous parvenez au pouvoir, aurez-vous l'ambition de construire un bloc fasciste depuis la Baltique jusqu'à la Méditerranée ?*

Hitler. Je n'ai rien de tel en tête. Souvenez-vous toujours que l'Europe n'est pas une, et que, même quand plusieurs pays ont été gouvernés par un même système, ceux-ci ont toujours pris une coloration nationale et se sont développés selon leurs propres lois. Mussolini a dit que le fascisme n'était pas un produit d'exportation. Je dirais rigoureusement la même chose du national-socialisme. Beaucoup d'étrangers veulent me rencontrer pour obtenir de moi des recettes de gouvernement. Ils veulent recueillir mes conseils pour lancer leurs mouvements dans leurs propres pays. Je suis obligé de leur dire que je ne possède aucune recette générale.

Bien sûr, certaines formes de gouvernement obéissent aux mêmes lois, à quelques variantes nationales près. C'est ainsi que, selon moi, l'Europe ne survivra pas si elle continue à dériver dans le courant démocratique que nous subissons. L'Europe, j'en suis convaincu, a besoin de gouvernements autoritaires. Longtemps, la monarchie a incarné cette autorité. L'institution catholique aussi. Le Saint Empire romain germanique a procédé des deux principes. L'autorité peut revêtir des formes différentes. Mais il est certain que le parlementarisme n'est pas la solution.

Cela ne veut pas dire pour autant que la force brute en soit une. Aucun gouvernement ne peut se maintenir longtemps par la seule menace des baïonnettes. Il doit avoir impérativement le soutien des masses. On n'établit pas une dictature sur du vide. Un gouvernement qui ne tire pas sa force de la volonté populaire ne survivra jamais à une crise internationale. L'armée et la police ne peuvent se substituer à un État. Pour moi, la dictature ne se justifie que lorsqu'un peuple place sa confiance dans un homme et lui demande de le conduire.

Kaltenborn. *Pourquoi êtes-vous opposé aux grandes entreprises⁸ ?*

Hitler. Je n'y suis pas hostile dans tous les cas. Je sais ce que requiert d'organisation la construction d'un paquebot ou d'une

locomotive. Mais je suis partisan de la plus grande distribution possible de la richesse. Nous vivons non loin d'un État qui a aboli la propriété privée. C'est justement parce que nous ne voulons pas de cela que nous souhaitons la diffuser au maximum. Aux États-Unis, chacun peut avoir un bâton de maréchal au fond de son sac à dos. Pas en Allemagne. Je n'ai pas le droit de dire aux 65 millions d'Allemands qui espèrent une vie meilleure : « Contentez-vous de ce que vous avez ! » Plus les Allemands deviendront propriétaires, mieux cela sera pour la Nation tout entière et moins sera grande la tentation de suivre l'expérience soviétique. Le collectivisme ne peut réussir, car il faut laisser s'exercer la compétition. Mais à condition que la compétition profite à tous et non à quelques-uns.

Lochner. *Vous engagez-vous à emprunter toujours le chemin de la légalité à chaque étape de votre activité politique ?*

Hitler. Oui, naturellement.

1. Créé en 1926 par William S. Paley, le réseau CBS (pour Columbia Broadcasting System) est alors en pleine expansion. Forte de quarante-sept stations réparties sur tout le territoire américain, l'entreprise, qui a conquis son public par des émissions de variétés (la plus célèbre étant animée par Bing Crosby) et des fictions (Orson Welles s'illustrera en 1938 par sa célèbre mise en ondes de *La Guerre des mondes* dont le réalisme sèmera la panique), s'est lancée en 1930 dans le reportage d'actualité et a recruté les meilleurs journalistes pour y tenir chronique. Kaltenborn en fait partie, tout comme William Shirer ou encore Edward R. Murrow. Dès 1941, CBS investira massivement dans la télévision.

2. De son véritable nom, *von* Kaltenborn.

3. Lire p. 69.

4. Du nom du président américain James Monroe (1817-1825) qui, pour bien marquer son indépendance à l'égard de l'ancienne puissance coloniale britannique, mais aussi de l'Espagne qui occupait encore la Floride, le Texas, l'Arizona et la Californie, proclama « L'Amérique aux Américains », avec pour contrepartie le principe de non-ingérence dans les affaires européennes.

5. Hitler est sans doute, alors, le seul Allemand à tenir la conférence de Lausanne pour un fiasco. Le 9 juillet 1932, en effet, les représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie ont décidé de ramener le montant

total des réparations dues par l'Allemagne au titre du traité de Versailles de 132 milliards de marks à seulement 5 milliards, assorties d'un moratoire de trois ans...

6. Hitler fait allusion au séparatisme rhénan dont le leader, Johannes Hoffmann, était soupçonné d'être stipendié par les services secrets français.

7. En cette année 1932, Mussolini et Staline ont opéré un rapprochement commercial qui se traduira, l'année suivante, par la conclusion d'un pacte de non-agression italo-soviétique qui servira de modèle au pacte franco-soviétique négocié par Louis Barthou en 1934 et signé par Pierre Laval en 1935.

8. En anglais : « *Why do you oppose big business ?* »

5

« Supposez que les rouges aient mis
le feu à la Chambre des communes... »

Entretien avec Sefton Delmer
*The Daily Mirror*¹, 3 mars 1933

Parmi les interviews d'Hitler réalisées par Sefton Delmer, celle-ci, très brève, mais dont le titre occupe toute la une du Daily Mail, est sans doute la plus typique de sa connivence avec les nationaux-socialistes. Ceux-ci ne sont pas installés au pouvoir depuis un mois que, dans la nuit du 27 au 28 février 1933, se produit l'événement qui va leur permettre de suspendre les libertés publiques et de pérenniser un régime d'exception² : l'incendie du Reichstag par le communiste hollandais Marinus Van der Lubbe.

Aujourd'hui encore, plusieurs thèses s'affrontent : celle d'un complot nazi ayant exploité la fragilité psychologique de l'incendiaire, repéré depuis quelques jours pour ses pulsions pyromanes³ et, de surcroît, en rupture de ban avec Moscou⁴ – c'est ce qu'affirma d'emblée le Livre brun rédigé par le Comité international d'aide aux victimes du fascisme hitlérien, interprétation qui garde la faveur d'une majorité d'historiens, de Pierre Milza à François Delpla, en passant par François Kersaudy et Gilbert Badià⁵ ; la thèse d'un acte isolé, que plaida lui-même Van der Lubbe à son procès⁶, reste minoritaire, mais se trouve toujours défendue par Ian Kershaw, l'un des principaux biographes d'Hitler, après l'avoir été, dans les années 1960, par Fritz Tobias, un haut fonctionnaire du

gouvernement de Bonn ; quant à celle du complot bolchevique, soutenue par les nazis, nul n'y a jamais cru tant il eût été contraire à la stratégie du Parti communiste allemand de l'époque. Fidèle aux instructions de Moscou, celui-ci tenait en effet les sociaux-démocrates pour l'ennemi prioritaire à abattre. Et non le NSDAP que Thälmann⁷ espérait encore pouvoir vaincre dans les urnes, non sans avoir récupéré une partie de ses électeurs.

Seule chose certaine : sans l'incendie du Reichstag, Hitler n'aurait pu convaincre aussi facilement l'opinion, mais aussi le président Hindenburg et les milieux conservateurs, de lui laisser totalement le champ libre.

Dès l'aube du 28 février 1933, deux hommes sont à la manœuvre pour convaincre la presse internationale de l'imminence d'un péril communiste : Hermann Goering, en sa double qualité de président du Reichstag et de ministre de l'Intérieur de Prusse, et Ernst Hanfstaengl, qui a aussitôt rameuté les journalistes étrangers⁸. De la centaine accourue pour constater les dégâts, un seul est cependant autorisé – et même invité – à franchir le cordon de police qui entoure les ruines fumantes du Reichstag puis à pénétrer sur les lieux du sinistre, quasiment en même temps que la police criminelle : Sefton Delmer. Et c'est à lui – et à lui seul – que Goering montre la voie d'accès par laquelle Van der Lubbe se serait introduit dans l'édifice : un tunnel le reliant au palais du président du Reichstag, habituellement emprunté par les agents d'entretien du chauffage. Le lendemain, 1^{er} mars, Delmer aura une longue entrevue avec le Führer, et le 3 paraîtra, soigneusement relu par l'intéressé, l'entretien qui suit. Lequel lui permet de « vendre » à l'opinion britannique deux forgeries pour le prix d'une : celle du complot communiste et l'assurance du caractère provisoire de l'état d'urgence qu'il vient de décréter. D'entrée de jeu, le journaliste anglais tend la perche à Hitler en lui montrant un communiqué des communistes allemands, publié quelques heures avant l'interdiction de leur parti,

accusant les nazis d'avoir fomenté le coup pour les éliminer de la vie politique.

Hitler. C'est un mensonge aussi monstrueux que ridicule ! Vous savez, il y aurait une manière de laver cette calomnie : ce serait de pendre le communiste que nous avons capturé au Reichstag à l'arbre le plus proche ! Vous verriez ainsi s'il est l'un de nos complices ! Tout cela est véritablement trop absurde pour être discuté sérieusement. Mais laissez-moi tout de même vous dire une chose : l'attaque contre le Reichstag n'est qu'une petite partie des atrocités terroristes que les communistes avaient planifiées et que la police est d'ores et déjà en mesure de révéler.

L'incendie du château de Berlin, empêché à temps, devait être le lever de rideau d'une véritable orgie de destructions. Dans une cave secrète découverte au siège du parti communiste de Berlin, nous avons saisi 50 kilos de matériel explosif. Ces incendies devaient être le signal d'une gigantesque campagne de dynamitages, d'incendies et de meurtres de masse. Les bolcheviks avaient même prévu d'empoisonner les réservoirs d'eau !

Maintenant, mettez-vous dans la situation d'une crise similaire en Grande-Bretagne. Imaginez que les communistes aient tenté d'incendier Buckingham Palace, qu'ils soient parvenus à mettre le feu à la Chambre des communes et à réduire en cendres ce sanctuaire national. Votre gouvernement aurait-il agi autrement que moi ?

Delmer. *Monsieur le Chancelier, que répondez-vous à ceux qui vous accusent de préparer l'élimination de vos ennemis et même ce qu'ils nomment une nouvelle nuit de la Saint-Barthélemy ?*

Hitler. Mon cher Delmer, Je n'ai aucunement besoin d'une nuit de la Saint-Barthélemy. Je dispose de moyens légaux issus de la Constitution et de tribunaux qui vont juger les ennemis de l'État et grâce auxquels nous pourrons mettre fin non moins légalement aux menées des auteurs de cette conspiration.

Delmer. *Dernière question, Monsieur le Chancelier. Envisagez-vous comme définitive la suspension des libertés publiques ?*

Hitler. Évidemment non. Quand la menace communiste aura disparu, les choses reprendront un cours normal. Simplement, les lois ordinaires étaient, de mon point de vue, notoirement insuffisantes pour en finir proprement et rapidement avec l'emprise souterraine des bolcheviks. Croyez-moi, je suis trop respectueux de l'ordre des choses pour ne pas savoir qu'il importe de le restaurer dès que cela sera possible. Mais je le répète : pour le permettre, la priorité consiste, d'abord, à purger notre existence du communisme !

1. Fondé en 1903 par Alfred Harmsworth, le *Daily Mirror* est considéré, aujourd'hui encore, comme le deuxième tabloïd britannique après le *Daily Mail*, créé par le même en 1896. En 1904, il fut le premier journal de l'histoire de la presse à n'être illustré que par des photographies. Tiré, à partir de 1914, à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, il est vendu cette même année par Alfred Harmsworth à son frère Harold qui, devenu lord Rothermere (lire *supra*), le fera encore prospérer pour lui faire dépasser le million d'exemplaires entre les deux guerres.

2. Dès le 28 février, Hitler fait signer au président Hindenburg le *Reichstagsbrandverordnung* (littéralement : « décret de l'incendie du Reichstag ») édicté en vertu de l'article 48 de la Constitution de Weimar autorisant le président de la République à prendre toutes les mesures nécessaires au rétablissement de l'ordre public. Parmi celles-ci, la suspension des sept articles de cette même Constitution garantissant les droits fondamentaux du citoyen allemand. En conséquence de quoi disparaissent *ipso facto* les principes d'*habeas corpus*, de liberté d'expression, de liberté de la presse, mais aussi du droit à l'association et du droit de réunion, de même que la confidentialité des postes et des téléphones, la protection de la propriété privée et du domicile. Le jour même, 10 000 personnes sont arrêtées, principalement des communistes, mais aussi des sociaux-démocrates et des opposants au régime de toutes origines. Provisoire par définition, le *Reichstagsbrandverordnung* restera en vigueur jusqu'en... 1945.

3. À peine arrivé en Allemagne, le 18 février 1933, Van der Lubbe avait tenté d'incendier un bureau de placement pour chômeurs, la mairie de Berlin, puis l'ancien château impérial des Hohenzollern.

4. Marinus Van der Lubbe avait été exclu du Parti communiste néerlandais pour déviationnisme « conseilliste » (comprendre : partisan des conseils ouvriers,

opposé au « centralisme démocratique » institué par Lénine et Staline).

5. Trois éléments, au moins, militent en faveur de l'instrumentalisation de Van der Lubbe par les nazis : le fait qu'il ait été laissé en liberté par la police de Berlin, désormais aux mains de Goering, après ses trois précédentes tentatives d'incendie ; l'impossibilité matérielle pour un seul homme d'allumer plusieurs départs de feu simultanément, condition nécessaire à l'embrasement si rapide du Reichstag ; enfin et surtout, le témoignage devant le tribunal de Nuremberg du général Franz Halder, ancien chef d'état-major adjoint de la Wehrmacht : « À un déjeuner pour l'anniversaire du Führer en 1942, la conversation vint à rouler sur le bâtiment du Reichstag et sur sa valeur artistique. J'entendis de mes propres oreilles Goering interrompre la conversation en criant : "Le seul qui connaisse vraiment le Reichstag, c'est moi, parce que j'y ai mis le feu !" Sur quoi, il se tapa violemment sur les cuisses. » Lors de ce même procès, Goering nia en bloc l'accusation. Dans sa biographie du *Reichsmarschall*, François Kersaudy en tient pour une responsabilité de Goebbels (*Hermann Goering*, Paris, Perrin, 2009). Et dans son *Histoire de la Gestapo* (Paris, Fayard, 1970), Jacques Delarue identifie les deux chefs du commando ayant mis le feu aux sous-sols du Reichstag pendant que Van der Lubbe s'affairait dans l'hémicycle : Helmut Heines et Karl Ernst, adjoints de Röhm à la tête de la SA. Tous deux seront assassinés, l'année suivante, à l'occasion de la Nuit des longs couteaux.

6. Jugé à Leipzig en septembre 1933, Van der Lubbe sera condamné à mort et décapité en janvier 1934.

7. Successeur de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht (assassinés en 1919) à la tête du Parti communiste allemand fondé l'année précédente, Ernst Thälmann (1886-1944) est l'homme de toutes les polémiques ; emprisonné dès 1933 puis déporté à Buchenwald où il mourra quelques mois avant la fin de la guerre, il sera célébré en martyr dans tout le bloc de l'Est et spécialement en RDA jusqu'à sa dissolution ; pour la gauche allemande non communiste, il reste celui qui, en refusant de s'allier aux sociaux-démocrates, et même en les renvoyant dos à dos avec les nazis, a objectivement permis l'arrivée au pouvoir de ces derniers.

8. Certains journalistes américains, en particulier William Shirer, ont très tôt suspecté « Putzi » d'avoir été, sinon acteur, au moins complice de l'incendie du Reichstag. Principal indice à leurs yeux : le soin rétrospectif mis par l'intéressé à raconter, dans le détail, la grosse grippe qui le clouait au lit dans la nuit de l'attentat et qui l'avait conduit à annuler un dîner avec Hitler prévu au domicile des Goebbels. Sur trois pages, rédigées comme un certificat médical valant alibi, l'ancien attaché de presse du Führer s'étend sur son état, les citronnades chaudes qu'il ingurgitait... Mais aussi sur son appartement, situé dans le palais du président du Reichstag, où l'hébergeait Goering. Donc, exactement en face dudit Reichstag, détail qui fit d'Hanfstaengl l'un des premiers Berlinois réveillés par les sirènes des pompiers et la lueur des flammes, ce qui l'obligea, dit-il, à téléphoner chez Goebbels pour prévenir Hitler de ce qui se passait. Et à oublier sa grippe pour, dès le lendemain, relayer la thèse du complot communiste auprès des journalistes...

6

« Je cherche du travail pour tous les Allemands ! »

Entretien avec Anne O'Hare McCormick
*The New York Times*¹, 10 juillet 1933

Quatre mois après l'incendie du Reichstag, la Gleichshaltung (« mise au pas ») promise par Hitler est en bonne voie. Depuis la loi des pleins pouvoirs votée le 23 mars 1933 par le Reichstag, aucune force légalement constituée ne s'oppose plus à la sienne, hors celle, toute théorique, du président Hindenburg, dont la santé se dégrade chaque jour. Le 31 mars, la structure fédérale de l'État allemand s'efface au profit d'une réorganisation hypercentralisée transposant au niveau des Länder les principes de l'Ermächtigungsgesetz (« loi des pleins pouvoirs ») et, le 7 avril, une loi sur la « restauration de la fonction publique » permet au gouvernement de radier les fonctionnaires juifs ou réputés hostiles au régime. Le 2 mai, enfin, les syndicats ont le choix entre être dissous ou s'incorporer au Front du travail créé pour remplacer la Confédération des syndicats allemands. Parallèlement, l'appareil répressif s'est rationalisé avec la création de la Gestapo (police secrète d'État) sous l'égide de Goering (avant qu'Himmler n'obtienne en 1936 le titre de chef de toutes les polices) et la création des premiers camps de concentration. Le 14 juillet, l'édifice sera parachevé par l'établissement du NSDAP comme parti unique, pendant à l'intégration de toutes les organisations de jeunesse existantes dans la Jeunesse hitlérienne et

des mouvements paramilitaires dans la SA ou la SS. Cinq jours plus tôt, le dimanche 9 juillet, Hitler, exceptionnellement présent à Berlin un week-end, a reçu dans ses appartements privés de la chancellerie la journaliste américaine Anne O'Hare McCormick, du New York Times. Future Prix Pulitzer 1937, celle-ci a sollicité l'entretien pour dresser le bilan des six premiers mois de pouvoir du mouvement national-socialiste. Et c'est un Hitler particulièrement souriant qui l'accueille ce jour-là. Motif : les bonnes statistiques économiques sont au rendez-vous puisque 126 000 chômeurs ont retrouvé du travail rien qu'au mois de juin précédent...

C'est sur l'actualité internationale que porte pourtant la première question de la journaliste, impatiente de connaître le sentiment du Führer sur Franklin Roosevelt, entré à la Maison-Blanche trois mois plus tôt. Or celui-ci vient de se désolidariser de la France et de la Grande-Bretagne qui, à la conférence économique de Londres, plaident pour un retour à un système de changes fixes. Pas question, a répondu le nouveau président américain, soucieux de trouver des débouchés à l'exportation pour l'industrie américaine qu'il entreprend de revigorer avec son New Deal, et qui, dans cette optique, se contente parfaitement d'un dollar faible...

Hitler. Ce n'est évidemment pas à moi de dire oui ou non à une décision du président Roosevelt. Mais j'ai la conviction que, quoi qu'il décide, il le fait en fonction de l'intérêt suprême du peuple américain. Et c'est très bien ainsi.

La seule chose que je demande, c'est qu'on regarde ma politique de la même façon. Le temps est venu, je pense, où les nations doivent apprendre à se respecter mutuellement, c'est-à-dire à ne pas juger des procédures choisies par chacune pour régler ses propres problèmes au mieux de ses intérêts. Pour ne rien vous cacher, il me paraît parfois étrange de recevoir les conseils de gouvernements étrangers dont la gestion est parfois proche de la catastrophe et qui

seraient sans doute mieux inspirés de concentrer leur attention sur eux-mêmes plutôt que sur les autres...

McCormick. *C'est ce que vous faites, s'agissant de la situation économique de l'Allemagne ?*

Hitler. Pleinement ! Mes seules pensées, mes seules préoccupations s'adressent à ceux qui, chez nous, en Allemagne, sont dans le désespoir ou l'ont été depuis trois ans. La semaine dernière, nous avons déjà réduit le nombre de chômeurs de 126 000. Qui s'intéresse à cela, à part vous ?

Eh bien moi, ce matin, vous me trouvez parfaitement heureux parce que je viens de trouver du travail pour des milliers d'hommes en lançant une première tranche d'autoroute de Francfort à Heidelberg via Darmstadt et Mannheim² !

Vous me demandez ce que je compte faire sur le front économique ? Eh bien la première étape, c'est celle-ci : un grand programme de travaux publics ! Mais laissez-moi d'abord vous dire quels sont nos problèmes et pourquoi nous avons les solutions pour les résoudre.

Quelle était la situation quand j'ai été appelé au pouvoir ? Nous avions entre 6 et 7 millions de travailleurs au chômage. Notre machine gouvernementale était impuissante, sans autorité. Nos citoyens avaient pris l'habitude de se désintéresser de l'intérêt commun pour ne plus voir que leurs situations individuelles. Quant à nos organisations professionnelles et syndicales, elles s'étaient elles aussi repliées sur la défense d'intérêts particuliers.

Vous imaginez bien que pour remédier à une telle paralysie, pour relancer l'activité, bref, pour ressusciter, il convenait d'abord de renouveler les méthodes, d'adopter de nouveaux principes d'action, de développer une nouvelle mentalité. L'Allemagne, dans tous les sens du terme, doit être motorisée. L'industrie automobile doit être relancée et réorganisée pour fabriquer des voitures qui puissent être achetées par des citoyens aux revenus modestes.

Si j'admire tant Henry Ford, ce n'est pas seulement parce qu'il est le pionnier de la production standardisée, c'est d'abord parce qu'il produit pour les masses. La petite voiture qu'il a inventée fait plus que toute autre chose pour abolir les différences de classes. Vous pouvez envier quelqu'un qui possède davantage que vous, mais vous ne pouvez pas le haïr.

L'autre remède consiste à imposer une nouvelle vision de l'action gouvernementale. Nous sommes en train de simplifier drastiquement les contraintes administratives. Nous simplifions les hiérarchies bureaucratiques qui nous ont si longtemps étouffés. Nous devons réduire le coût de l'action publique et son périmètre.

Troisièmement, nous avons institué une nouvelle relation entre l'économie et le politique. L'idée fondamentale est de bannir l'égoïsme de classe pour promouvoir un égoïsme collectif et sacré : celui de la Nation. Les partis ont tout fait pour empêcher cela ; ils ont disparu. Le Parlement s'est opposé à mes réformes. Il n'existe plus. En Allemagne comme partout ailleurs, les assemblées représentatives se sont révélées incapables de faire face aux défis monstrueux de ces dix dernières années.

Comprenez-moi : ce que je tente, c'est en faveur de l'Allemagne, ce n'est pas en pensant à ce que diront les autres. Aucune critique venue de l'extérieur ne me fera dévier de la voie que je me suis tracée. Si j'admire Mussolini, c'est parce que, pendant des années, il a su tracer son chemin sans se préoccuper des obstructions ridicules qui ont tenté de le freiner. Si j'ai de la sympathie pour le président Roosevelt, c'est parce qu'il poursuit ses objectifs en dépit de l'opposition du Congrès, des lobbies, ou d'une bureaucratie obtuse.

Nous avons pris le tournant d'une économie renouvelée, grâce à de nouvelles routes, de nouvelles voies ferrées, une industrie renouvelée et déconcentrée, un artisanat revivifié.

McCormick. *Après quatre ans – ou vingt ans ? – de dictature, pensez-vous possible de voir se réinstaurer un régime parlementaire*

en Allemagne ?

Hitler. Oui. Mais avec un Parlement d'un autre type, dans lequel le critère de représentativité ne serait plus le même, fondé par exemple sur des bases corporatistes, comme en Italie.

McCormick. *Mais dans ce contexte, qu'est-ce qui peut tenir lieu d'opposition ?*

Hitler. Rien ne doit s'opposer à la mise en place préalable d'une autorité centralisée. Celle-ci devra être maintenue coûte que coûte. J'en assume l'entière responsabilité. Si j'échoue, je ne me retirerai pas dans une villa en Suisse !

À chaque échelon de l'État, chacun porte l'entière responsabilité de son action et doit comprendre qu'il est de son intérêt, pour éviter les erreurs, de prendre toutes sortes d'avis et d'écouter les critiques. Regardez la liste de mes rendez-vous quotidiens et vous vous apercevrez que je bénéficie de beaucoup de suggestions, de demandes, et même d'objections, et pas seulement de la part de mes amis ou de membres du parti, mais d'un nombre très varié de gens. Rechercher la critique, si elle est honnête, fait partie de ma charge.

McCormick. *Et les Juifs ? À ce stade, comment évaluez-vous les gains et les handicaps produits par votre politique antisémite ?*

Hitler. S'agissant des Juifs soi-disant « persécutés », que vous pouvez voir se promener tranquillement dans les rues et dîner dans les meilleurs restaurants de Berlin, je serais vraiment heureux que les États qui s'intéressent si fort à eux leur ouvrent leurs portes ! Certes, nous avons pris des mesures discriminatoires, mais ces mesures, j'aimerais qu'on comprenne qu'elles ne sont pas tant dirigées contre les Juifs qu'en direction des Allemands, pour rétablir en leur faveur un semblant d'équité !

Vous dites que les Juifs en souffrent, mais est-ce que des millions d'autres ne souffrent pas ? Pourquoi les Juifs ne partageraient-ils pas les privations qui affligent la nation tout entière ?

Vous devez toujours vous souvenir que notre combat n'est pas d'abord contre les Juifs, mais contre les communistes et tous les éléments qui sapent notre moral et nous détruisent de l'intérieur. Quand j'engage des poursuites contre un communiste, je ne lui demande pas s'il est saxon ou prussien. Eh bien je ne vais pas non plus épargner un communiste parce qu'il est juif !

McCormick. *Quelle sera la place des femmes dans le nouveau régime ?*

Hitler. Ah, les femmes ! Pourquoi, à votre avis, ont-elles compté parmi mes soutiens les plus ardents ? Parce qu'elles ont senti que ma victoire serait la leur ! Elles savent que je sers leur cause en œuvrant pour recréer une jeunesse allemande, pour fonder un ordre social nouveau, pour restaurer l'espoir et la santé.

Fort heureusement, l'excédent de femmes dans la population diminue. Si bien que si nous encourageons évidemment les femmes à se marier et à rester à la maison, nous encourageons aussi celles qui ne le sont pas à entrer en compétition avec les hommes. Seul le service militaire leur est fermé !

McCormick. *Quel personnage historique admirez-vous le plus ? César, Napoléon, Frédéric le Grand ?*

Hitler. J'admire Oliver Cromwell. Je ne pense pas qu'il ait été le plus grand homme de tous les temps, mais il a sauvé l'Angleterre d'une crise aussi grave que celle que nous traversons, en remettant le Parlement à sa place et en unifiant la nation.

McCormick. *Et comment définiriez-vous d'une phrase le mouvement national-socialiste ?*

Hitler. Comme la plus belle expérience qu'il m'ait été donné de vivre depuis la guerre mondiale. J'étais blessé, allongé dans un hôpital, rendu aveugle par le gaz des Français. Je ne voyais plus, et soudain, j'ai vu. Cette vision retrouvée, ce fut aussi mon inspiration.

1. Diffusé depuis sa fondation, en 1851, à une moyenne de 1 million d'exemplaires, le *New York Times* est déjà considéré, en 1933, comme la référence des références en matière de journalisme. Surnommé « *The Gray Lady* » en raison de sa mise en page à la fois immuable et austère, le *NYT* a adopté sa devise – *All the news that's fit to print* (« Toutes les nouvelles qui méritent d'être imprimées ») – par opposition à la presse populaire américaine, accusée de ne pas toujours vérifier ses informations et de privilégier le spectaculaire pour gonfler ses ventes. Ce parti pris de sérieux n'empêcha pas ce même *NYT*, dans les années 1930, d'être soupçonné de complaisance à l'égard de l'Allemagne nazie, dont on lui reprochait de minimiser la politique antisémite. Soucieux de ne pas apparaître comme le porte-parole des intérêts de sa communauté, son directeur, Arthur Hays Sulzberger, Juif lui-même, adopta en effet, jusqu'à l'entrée en guerre des États-Unis, une neutralité sur la question qui irrita une partie de ses lecteurs.

2. En 1945, l'Allemagne compte déjà 3 800 kilomètres d'autoroutes. Soit le tiers du réseau actuel. Si le régime nazi encourage, sous l'impulsion personnelle d'Hitler, la construction de voies rapides, ce n'est pas seulement pour résorber le chômage et désenclaver les régions les moins développées. Dès 1939, le réseau autoroutier est utilisé, en plus des voies ferrées, pour accélérer les transferts de troupes et de blindés d'un point à un autre du territoire. Et, à partir de 1944, pour suppléer les terrains d'aviation détruits par les bombardements alliés.

« On m'insulte en continuant de répéter que je veux faire la guerre. Serais-je fou ? »

Entretien avec Fernand de Brinon
*Le Matin*¹, 22 novembre 1933

Organisé par l'intermédiaire de Joachim von Ribbentrop et du Comité France-Allemagne (lire supra), cet entretien est publié par Le Matin sous le titre : « Une conversation avec Adolf Hitler. Pour la première fois, le chancelier du Reich reçoit un journaliste français. Des déclarations sensationnelles ». Il intervient un mois après que l'Allemagne a quitté la SDN au motif que celle-ci refusait d'accepter ses demandes de parité militaire, et dix jours après que, le 12 novembre, le peuple allemand a approuvé par 95 % des voix la politique étrangère du nouveau régime. Pour le Führer, on l'a dit, il est alors vital de rassurer les Français sur ses intentions. Il trouvera en Brinon un porte-parole de choix²...

Hitler. Je crois que le résultat du plébiscite³ donne à mes désirs une force assez neuve. Quand Stresemann essayait, avec lucidité et avec mérite, de trouver les voies d'une entente avec la France, et lorsque Brüning, dont les intentions étaient également bonnes mais grande la faiblesse, faisait de même, ils n'avaient pas derrière eux le peuple allemand. Moi, j'ai toute l'Allemagne. Je ne lui ai pas caché ce que je voulais. Elle m'a approuvé. J'ai la conviction que la question de la Sarre, qui est terre allemande, une fois réglée, il n'y a rien, absolument rien, qui puisse opposer l'Allemagne à la France...

Brinon. *Pas même l'Alsace-Lorraine ?*

Hitler. J'ai dit assez souvent que nous y renoncions pour pouvoir penser que j'étais entendu. Mais combien de temps faudra-t-il répéter que nous ne voulons ni absorber ce qui n'est pas nôtre, ni nous faire aimer de qui ne nous aime pas ? On m'insulte en continuant de répéter que je veux faire la guerre. Serais-je fou ? La guerre ? Mais elle ne réglerait rien. Elle ne ferait qu'empirer l'état du monde. Elle marquerait la fin des races qui sont des élites et, dans la suite des âges, on verrait s'installer sur notre continent le bolchevisme triomphant. Je ne parle pas pour l'immédiat. Je parle pour l'avenir. J'ai devant moi tant et tant de travail intérieur. J'ai rendu au peuple la notion de son rang. Je veux lui redonner la fierté de vivre. Nous combattons la misère. Déjà, j'ai fait reculer le chômage. Mais je veux faire mieux et il me faudra des années pour parvenir au bien-être. Comment imaginer que je vais réduire mon travail en cendres par la folie d'une nouvelle guerre ? Allons donc !

Brinon. *De quelle manière concrète organiser l'entente entre l'Allemagne et la France ?*

Hitler. Ma patrie n'est pas une nation de second rang. Elle est une grande nation à laquelle on a imposé un traitement insupportable. Si la France entend fonder sa sécurité sur l'impossibilité matérielle pour l'Allemagne de se défendre, il n'y a rien à faire, car le temps où ces choses étaient possibles est terminé. Mais si elle admet de trouver sa sécurité dans un accord librement discuté, je suis prêt à tout entendre, à tout comprendre, à tout entreprendre. L'égalité, revendiquée par l'Allemagne, on sait à peu près exactement en quoi elle consiste. Moralement, c'est le droit égal absolu. Quant à la réalisation pratique, elle peut s'accomplir par étapes et on peut causer sur les détails. Mais on me dit : « Égalité, oui. Mais pas d'égalité sans contreparties. » Quelles contreparties ? Il faudrait connaître enfin le contenu de votre mot « sécurité ».

Brinon. *Je crois que, dans notre préoccupation de sécurité, la recherche d'un état de sécurité morale est aussi importante que les garanties matérielles. Nous voudrions croire que les différends sont enfin réglés, qu'ils ne renaîtront pas selon les occasions et le temps. Certaines choses nous troublent. Il y a parfois des manifestations inquiétantes⁴.*

Hitler. Je décide seul de la politique de l'Allemagne, et quand je donne ma parole, j'ai l'habitude de la tenir. Si, rencontrant par hasard un ministre français, je lui avais dit en tête à tête : « La question de la Sarre est résolue, j'estime qu'il n'y a pas un différend qui puisse nous opposer », je pourrais comprendre qu'on dise : « Hitler a des arrière-pensées. Nous aurons des surprises. » Mais devant mon peuple auquel je demandais son approbation solennelle, j'ai dit les mêmes choses. J'ai répété maintes fois que le sort de l'Alsace-Lorraine est réglé. Le peuple a donné sa réponse. Que faut-il de plus ?

Moi, je n'ai pas hérité d'un trône. J'ai une doctrine à maintenir. Je suis un homme qui agit, qui engage sa responsabilité. Je réponds de moi-même devant le peuple que je conduis et qui me donne la force.

Mais parlons de la sécurité française. Si l'on me disait ce que je peux accomplir pour elle, je le ferais volontiers s'il ne s'agissait pas d'un déshonneur ou d'une menace pour mon pays. Ainsi, un journaliste anglais a écrit que, pour apaiser l'Europe, il faut accorder l'Allemagne et la France et donner à la France la sécurité supplémentaire d'une alliance défensive avec l'Angleterre. S'il s'agit d'une telle alliance, j'y souscris volontiers car je n'ai pas l'intention d'attaquer mes voisins. La Pologne le comprend maintenant⁵ ; mais parce que la Pologne est plus proche de l'Asie que vous, elle nous connaît mieux !

Brinon. *Mais vous avez quitté la Société des Nations. Cette résolution inattendue a causé un émoi profond. Quelles procédures proposez-vous maintenant ?*

Hitler. En quittant Genève, j'ai accompli un acte nécessaire et je crois avoir rendu un service de clarté. Nous ne retournerons pas à Genève. La Société des Nations est un parlement international dans lequel des groupes de puissances s'opposent et s'agitent. Les malentendus sont aggravés au lieu d'être résolus. Je suis toujours prêt, et je viens d'en donner l'exemple, à entamer des négociations avec ceux qui veulent bien causer avec moi.

1. Lancé en 1884 par le financier d'origine anglaise Charles Edwards, *Le Matin* était, avant 1914, le plus lu des quotidiens français et l'un des quatre à dépasser le million d'exemplaires. Ironie de l'histoire : avant de donner trois fois la parole à Hitler dans les années 1930 (sur un total de six interviews accordées à la presse française), ce quotidien avait conquis le public en défendant, non sans efficacité, la cause... d'Alfred Dreyfus ! On lui doit en effet d'avoir publié en 1899 la confession du capitaine Esterhazy reconnaissant avoir rédigé le célèbre bordereau qui, quatre ans plus tôt, avait entraîné la condamnation de Dreyfus. Racheté en 1901 par l'homme d'affaires Maurice Bunau-Varilla, *Le Matin* défendra, après la Première Guerre mondiale, la politique de Briand favorable au rapprochement avec l'Allemagne et militera sans relâche pour le désarmement. En 1933, il a perdu son statut de premier quotidien français, mais avec ses 350 000 exemplaires il reste très lu par les milieux des anciens combattants. Premier journal français à obtenir l'autorisation de reparaître après l'armistice de 1940, *Le Matin* choisira aussitôt la voie de la collaboration et ne cessera de se radicaliser jusqu'à sa disparition en août 1944.

2. Pour mettre Brinon en condition, Ribbentrop n'a pas hésité à inventer une pure fable : celle d'un Hitler dont le rêve secret serait de « lancer dans les eaux du Rhin une couronne de laurier tressée à la gloire des soldats allemands et français morts pour leur patrie » et imaginant « quelque monument grandiose dédié aux morts des deux nations réconciliées ».

3. Le même jour que le référendum, les Allemands ont « renouvelé » le Reichstag et voté à 99 % pour les candidats du NSDAP...

4. Summum de l'audace chez Brinon, cette timide allusion qu'il se garde bien de développer, pas plus devant Hitler qu'à l'intention de ses lecteurs, se rapporte au « scoop » publié le 16 novembre 1933 par *Le Petit Parisien* – soit le jour même de son entretien avec Hitler : une note confidentielle remise par le ministère de la Propagande à tous les représentants diplomatiques allemands en poste à l'étranger. Il en ressort, *primo*, que l'adversaire irréconciliable de l'Allemagne reste bien la France, dans les termes fixés par *Mein Kampf* ; *secundo*, que, l'Angleterre

étant l'allié le plus puissant de la France, tout doit être fait pour séparer les deux nations ; *tertio*, qu'en dépit du traité de Locarno l'Allemagne considère toujours comme « inaliénables » ses droits sur l'Alsace-Lorraine ; *quarto*, que, si la négociation ne suffit pas à obtenir la révision de l'ensemble des clauses territoriales du traité de Versailles, d'autres moyens devront être envisagés. Toutes choses qui ne poussent cependant pas Fernand de Brinon à sortir des sentiers battus... Et ne l'empêchent pas de sortir de l'entrevue convaincu de la sincérité d'Hitler.

5. Le 26 janvier 1934, Berlin et Varsovie ont signé un pacte de non-agression de dix ans auquel Hitler mettra fin en envahissant la Pologne, le 1^{er} septembre 1939, après le refus de cette dernière de laisser l'Allemagne mettre la main sur le « corridor » de Dantzig séparant la Prusse de la Prusse-Orientale, lequel constituait le seul accès à la mer des Polonais.

8

« J'ai sauvé l'Europe du chaos »

Entretien avec Alfred J. Pearson
*The New York Herald*¹, 11 juillet 1934

Comme dix-huit mois plus tôt, après l'incendie du Reichstag, Hitler utilise l'émotion provoquée par la Nuit des longs couteaux du 30 juin 1934 pour présenter son action comme un rempart contre le désordre. Non plus celui que les communistes menaçaient, selon lui, de déchaîner en Allemagne, mais une sédition issue, cette fois, de la frange la plus radicale de ses partisans, emmenée par son vieux compagnon Ernst Röhm, chef des Sections d'Assaut du parti, sans lesquelles le mouvement national-socialiste aurait été bien en peine de s'imposer dans la rue.

Partisan de la « révolution permanente », Röhm mettait en garde Hitler, depuis les législatives de 1932, contre l'« embourgeoisement » du NSDAP. Son prestige auprès de ses adhérents les plus populaires, ceux venus notamment des rangs communistes, commençait en outre à faire de l'ombre au Führer en même temps qu'il inquiétait l'armée, dont le soutien était vital au nouveau régime... En éliminant ce gêneur, Hitler ne pense pas seulement, alors, à sa « respectabilité » ; il donne aussi quitus à Himmler et aux partisans du racisme biologique que combattait Röhm depuis l'origine. Contrairement aux SS, celui-ci adhérait en effet aux théories de Friedrich Merckenschlager², qui se méfiait de l'obsession raciale. Négligé aujourd'hui encore, ce tournant essentiel

dont les implications ultérieures sautent pourtant aux yeux fut totalement ignoré à l'époque, de même qu'un autre aspect, non moins capital, de la Nuit des longs couteaux : la mise au pas de la droite allemande conservatrice incarnée par l'ex-chancelier Schleicher³, assassiné dans la nuit du 30 juin en même temps que plusieurs chefs de file du courant catholique, dont Erich Klausener⁴... Un détail que les milieux économiques ayant contribué financièrement à l'essor du parti nazi passent alors par pertes et profits, trop heureux qu'ils sont de voir le nouveau chancelier éliminer son « aile gauche ».

D'où l'importance de l'entretien qui suit – le seul accordé sur le sujet par Hitler à la presse étrangère –, dont l'initiative ne revient pas, pour une fois, à Ernst Hanfstaengl⁵, mais au président de la Reichsbank dont Hitler fera, dans quelques semaines, son ministre de l'Économie : le financier Hjalmar Schacht⁶. Pour « vendre » à l'opinion internationale – et spécialement aux milieux d'affaires – le bien-fondé de la purge hitlérienne, Schacht fait appel à une vieille connaissance, l'universitaire américain Alfred J. Pearson, professeur d'économie à l'université de Des Moines (Iowa) et ancien ambassadeur des États-Unis en Pologne puis en Finlande, qu'il a rencontré dans différentes conférences internationales. Trop heureux d'être ainsi sollicité, Pearson est reçu par Hitler dès le 6 juillet, en présence de Schacht. Malgré l'« épreuve qu'il vient de surmonter », le Führer, écrit-il, « respire la forme physique et l'énergie ». Non sans témoigner de quelque ressentiment contre la presse étrangère qui s'est émue des violences de la nuit du 30 juin.

Quant à son questionneur, il n'est guère habité, c'est le moins qu'on puisse dire, par le démon de l'investigation...

Pearson. *Que puis-je dire au peuple américain, Monsieur le Chancelier, sur les récents événements et, plus largement, sur la situation en Allemagne ?*

Hitler. Dites-lui la vérité. Rien que la vérité ! L'Allemagne n'a rien à cacher. J'espère que cette vérité apparaîtra en temps voulu. Mais en attendant, il est dommage pour le monde, à commencer par nous autres Allemands, que des rumeurs insensées, des rumeurs sans fondement, courent ainsi aux États-Unis et dans d'autres pays. Elles causent un mal inimaginable. Elles ont un effet particulièrement toxique dans un pays comme le nôtre, dans lequel une population particulièrement dense vit confinée à l'intérieur de frontières si étroites. Vous savez que l'Allemagne compte en moyenne 125 habitants par kilomètre carré, alors que chez vous il n'y en a pas plus de 11 ou 12 ! Notre pays est bondé. Il est si densément peuplé que si la plus petite partie de ce pays est touchée par une rumeur politique pernicieuse, celle-ci contamine tout le corps social.

Tel n'est pas le cas chez vous où une grève de grande ampleur peut se déclencher à San Francisco sans que New York ou d'autres régions de l'Est s'en ressentent le moins du monde. On n'y prêterait pas ou peu attention. Ici, en revanche, la moindre perturbation, petite ou grande, peut avoir des effets considérables pour chacun d'entre nous.

Depuis quelques mois, des dissensions ont eu lieu dans nos rangs. Des hommes en qui j'avais la plus entière confiance se sont révélés être des traîtres. Des gens qui occupaient les plus hautes fonctions dans le gouvernement ont comploté dans le but de le renverser. Confronté à une situation aussi tragique, aussi abominable, je n'avais donc pas le choix. Pour être fidèle à mon serment et garder la confiance de mon peuple, je n'avais qu'une seule chose à faire : supprimer les traîtres, les empêcher de nuire, et sauver ainsi le peuple allemand qui a déjà tant souffert des horreurs d'une guerre civile. Une guerre qui aurait semé le chaos, non seulement en l'Allemagne, mais aussi dans l'Europe tout entière, du fait de notre position géographique.

Dans un monde où la rapidité des transports raccourcit les distances et où les communications sont désormais si faciles, le monde des affaires est maintenant interdépendant. Un désordre grave affectant la Reichsbank, la Banque d'Angleterre, la Banque de France, la Banque d'Italie ou n'importe quelle institution financière d'une grande puissance peut aussi affecter Wall Street dans des proportions imprévisibles.

J'espère seulement que ceux qui ont cru judicieux de critiquer la voie que j'ai choisie pour éviter la guerre civile auront la sagesse de réviser leur jugement quand ils auront connaissance des éléments que j'ai eu en main avant de prendre ma décision. Il était de mon devoir de sacrifier la vie d'une poignée de traîtres et de conspirateurs animés par la soif du pouvoir afin d'éviter au pays la spirale d'une guerre civile qui n'eût pas manqué de provoquer la mort de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants innocents⁷. Et je dois dire que je suis tout de même assez surpris de voir que ceux qui me reprochent d'avoir fait mon devoir sont les mêmes qui, voici quelques mois, n'ont pas émis la moindre critique quand le pouvoir autrichien a provoqué des centaines et des centaines de morts en réprimant une tentative d'insurrection⁸...

La vérité est que seuls ceux qui se sont donné la peine de s'intéresser à la situation ou qui, comme moi, ont suivi au jour le jour les développements du complot qui menaçait l'État ont le droit d'exprimer un avis et de dire quelles meilleures méthodes auraient pu être employées...

Pearson. *Le gouvernement allemand va-t-il droitiser sa politique, la gauchiser, ou simplement continuer dans la voie empruntée depuis 1933 ?*

Hitler. Il n'y aura aucun changement. Le gouvernement n'a pas à choisir une ligne plus à droite ou plus à gauche. Il doit seulement poursuivre la tâche commencée en 1933 et aller de l'avant, toujours de l'avant !

1. Devenu en 1966 l'*International Herald Tribune*, le *New York Herald*, fondé en 1835, avait déjà pour particularité, entre les deux guerres, d'être largement diffusé en Europe, via ses bureaux de Paris qui éditaient sa déclinaison internationale, le *New York Herald Tribune*, créé en 1926. Ce dernier dépassait les 50 000 exemplaires sur le vieux continent (presque autant qu'aux États-Unis) et avait pour lecteurs un public d'hommes d'affaires et de diplomates qu'on qualifierait aujourd'hui de « prescripteurs ». Celui-là même qu'Hitler veut atteindre – et rassurer – après la Nuit des longs couteaux...

2. Adhérent du NSDAP depuis 1920, Merckenschlager, biologiste de formation, s'opposait aux théories « nordicistes » de l'anthropologue Hans Günther, prisées par Himmler. Il ne croyait pas à la politique de sélection raciale pratiquée sous l'égide de la SS et défendait les vertus régénérantes d'un métissage entre les différentes ethnies européennes, ce qui conduira à sa marginalisation.

3. Dernier chancelier de la République de Weimar et prédécesseur direct d'Hitler, le général Kurt von Schleicher n'a exercé le pouvoir que deux mois, du 3 décembre 1932 au 28 janvier 1933.

4. Président de l'Action catholique berlinoise, Erich Klausener (1885-1934) était aussi, jusqu'à l'arrivée d'Hitler au pouvoir, l'un des plus hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur prussien. Et, à ce titre, l'un des hommes chargés d'incarner la loi face aux nazis berlinois. Goering, aussitôt nommé ministre de l'Intérieur de Prusse, le fait muter au ministère des Transports. Mais Klausener n'en reste pas moins un opposant actif : le 24 juin 1934, il se permet même de critiquer la politique autoritaire du régime lors d'un rassemblement de l'Action catholique. Une semaine plus tard, il est abattu d'une balle dans la tête à son domicile par un homme de main d'Heydrich. Officiellement, il s'est suicidé.

5. Et pour cause, puisque Hanfstaengl, comme nous l'avons dit, s'était opposé publiquement à la Nuit des longs couteaux, ce qui avait provoqué sa marginalisation, prodrome de sa disgrâce.

6. Surnommé par Hitler le « sorcier des finances » et qualifié d'« économiste le plus génial du xx^e siècle » par son dernier biographe (Jean-François Bouchard, *Hjalmar Schacht, le banquier du diable*, Paris, Éditions Max Milo, 2015), le ministre de l'Économie du III^e Reich avait fait ses classes sous Guillaume II à la tête de la Dresdner Bank et avait gagné ses galons en ranimant l'économie de la Belgique occupée entre 1914 et 1918. Mais c'est son rôle dans la résorption de la grande inflation de 1923 qui avait assis sa réputation de stratège hors pair, quand, par la création du *Rentenmark*, monnaie parallèle couverte par l'hypothèque forcée d'une partie des biens privés et gagée sur la richesse nationale (ressources minérales et or), il avait rétabli la confiance tout en renégociant les dettes de guerre et le montant des réparations avec les Alliés. Présenté à Hitler par Goering en 1931, Schacht va autant choisir Hitler qu'Hitler le choisira pour diriger la Bundesbank puis conduire sa politique de redressement économique et ramener en quelques années le chômage à zéro, grâce au réarmement et à sa politique de

grands travaux, pendant allemand du *New Deal* de Roosevelt. Persuadé d'avoir trouvé dans le chef nazi le seul homme politique à sa mesure, l'économiste n'aura rien négligé, de fait, pour le faire accéder au pouvoir. C'est lui qui, fin 1932, lança avec l'industriel Wilhelm Keppler la célèbre pétition des vingt plus grands chefs d'entreprise et banquiers allemands demandant au président Hindenburg d'appeler Hitler à la chancellerie. En 1937, Schacht démissionne pourtant du ministère de l'Économie en raison des conflits d'autorité qui l'opposent à Goering, numéro deux du régime et responsable du Plan de quatre ans. À la demande du Führer, il reste cependant à la tête de la Bundesbank et conserve le titre de ministre sans portefeuille jusqu'en 1943. Accusé d'avoir eu des contacts avec les organisateurs de l'attentat contre Hitler du 20 juillet 1944, il sera envoyé à Dachau, d'où les Américains le libéreront en mai 1945... avant de le traduire devant le tribunal de Nuremberg pour « complot contre la paix ». Il sera acquitté et mourra en 1970 après avoir servi de conseiller économique auprès de plusieurs gouvernements du tiers monde fraîchement indépendants.

7. En fait d'une « poignée de traîtres », le bilan de la Nuit des longs couteaux s'élève tout de même à une centaine de morts, sans compter les personnes arrêtées qui n'ont pas toutes été libérées, d'où la difficulté de dresser son bilan exact.

8. Le 12 février 1934, le chancelier autrichien Engelbert Dollfuss n'a pas hésité à faire tirer au canon sur la foule pour mettre fin à la grève générale qui menaçait de le renverser. Bilan : 200 morts et près de 500 blessés.

« Ma priorité, c'est plus que jamais d'en finir
avec la psychose de la guerre »

Entretien avec Ward Price
*The Daily Mail*¹, 6 août 1934

L'été de 1934 est une période en demi-teinte pour l'Allemagne nationale-socialiste. Triomphante sur le plan intérieur, décevante dans l'ordre international.

En disparaissant, le 2 août, à quatre-vingt-sept ans, le vieux maréchal Hindenburg laisse en effet à Hitler les mains libres : cumulant les fonctions de président et de chancelier, il reçoit, en outre, les dividendes politiques de l'élimination des SA en obtenant de la Reichswehr² un serment d'allégeance personnel.

À l'extérieur, en revanche, l'ambition hitlérienne marque le pas. Passant outre aux avertissements de Mussolini, qu'il a rencontré pour la première fois à Venise en juin 1934, le Führer a cru pouvoir profiter de la crise sociale en Autriche pour organiser l'élimination du chancelier Dollfuss et mettre au pouvoir à Vienne un gouvernement nazi qui ne tarderait pas à réclamer l'Anschluss. Mais il a sous-estimé la capacité de résistance du régime, dont l'organisation corporatiste rappelle, par certains aspects, celle de l'Italie fasciste. En février 1933, déjà, les nationaux-socialistes autrichiens, emmenés par Otto Planetta, un ancien sous-officier de l'armée impériale autrichienne, avaient tenté d'assassiner celui que ses admirateurs appelaient Millimetternich, le « Petit Metternich », en raison de sa taille et de sa

légendaire habileté... et les nazis Millimetermensch, l'« homme-millimètre », un compromis entre minus et « sous-homme »³... Ils y parviennent le 25 juillet 1934, mais leur tentative de coup d'État tourne court. Avant de mourir de deux coups de revolver tirés dans le dos, Dollfuss a refusé de signer une déclaration préparée par ses assassins aux termes de laquelle il remettait ses pouvoirs au ministre plénipotentiaire d'Autriche à Rome, Anton von Rintelen, cheville ouvrière du complot. Alors, les insurgés ont envahi l'immeuble de la radiodiffusion de Vienne et fait lire sous la menace au speaker atterré un communiqué annonçant que le chancelier en exercice avait donné sa démission et que Rintelen avait été chargé par le président de la République, Wilhelm Miklas, de former le nouveau gouvernement. C'est leur chant du cygne. Massivement restées fidèles à Dollfuss, les troupes de la Heimwehr (l'armée autrichienne) désarment les insurgés hitlériens. Six jours plus tard, le 31 juillet, Planetta et son bras droit, le capitaine Holzweber, seront arrêtés, jugés puis pendus, ainsi qu'une douzaine de leurs complices. Tous monteront à la potence en criant « Heil Hitler ! ». Pour le Führer, ce n'est assurément que partie remise, puisque dans quatre ans l'Anschluss sera effectif. Mais, sur l'instant, le nouveau maître de l'Allemagne ne peut empêcher l'opinion internationale de commenter cet échec cuisant avec ironie et sévérité.

C'est dans ce contexte qu'intervient cette rencontre d'Hitler avec Ward Price, opportunément accouru à la chancellerie pour lui poser des questions qu'on qualifierait aujourd'hui de « téléphonées » tant elles lui permettent de rebondir sur le terrain que lui seul a choisi : celui de la paix mondiale dont il se présente comme le plus fervent artisan. Non sans oser cette promesse : avec lui aux manettes à Berlin, l'Autriche n'a rien à craindre pour son indépendance ! Une assurance qui, manifestement, impressionne le journaliste britannique qui n'a jamais rencontré le Führer en si grande forme, comme si « les événements des dernières semaines ne l'avaient pas

affecté »... Sur un seul point, cependant, toujours le même, Hitler ne ment pas : son refus d'une confrontation avec la Grande-Bretagne et son désintérêt pour les colonies, dont il laisse volontiers le fardeau aux Anglais.

Price. *Comment analysez-vous les tensions internationales que nous traversons ?*

Hitler. Autant que l'Allemagne puisse être concernée, je puis vous assurer qu'il n'y aura pas de guerre. Mon pays a payé pour connaître, mieux encore que beaucoup de pays, les terribles conséquences d'un conflit. Et la plupart des membres de mon gouvernement partagent cette expérience. Ils savent que la guerre n'est pas une aventure romantique mais, au contraire, une atroce catastrophe. C'est aussi la conviction du mouvement national-socialiste : une guerre ne serait utile à personne et ne pourrait conduire qu'à la ruine de tous.

1918 fut pour nous une leçon en même temps qu'un avertissement. Aucun des problèmes qui se posent à nous actuellement ne peut être résolu par la guerre. Pas une seule de nos revendications en Europe ne peut justifier une telle catastrophe. Elles se résument à des droits élémentaires, que toute autre nation peut comprendre et admettre. Nous ne nous battons plus jamais, hormis pour nous défendre. J'ai maintes fois rassuré les Français à ce sujet : la question de la Sarre, par exemple, a été réglée⁴. Sur notre frontière orientale, j'ai démontré nos intentions pacifiques en concluant un pacte avec la Pologne. Baldwin a dit un jour que la frontière défensive de la Grande-Bretagne se situait désormais sur Rhin⁵. Peut-être un homme politique français surenchérit-il un jour en déclarant que pour la France, une telle frontière se situe sur l'Oder, tandis que la Russie placera la sienne sur le Danube... Dans un tel contexte, qui pourrait nous reprocher sérieusement de nous en tenir, pour notre sécurité, à nos propres frontières nationales ? À vous, Anglais, j'ai plaisir à le dire : si l'Angleterre ne nous attaque pas,

nous ne vous attaquerons jamais. Nous n'avons jamais eu et n'aurons jamais aucun différend avec la Grande-Bretagne, ni sur le Rhin ni ailleurs.

Price. *Même sur la question coloniale ?*

Hitler. Je ne risquerai jamais la vie d'un seul Allemand pour la conquête d'une seule colonie. Nous savons d'ailleurs combien la gestion des anciennes colonies allemandes en Afrique est pour vous un luxe coûteux ! Quant à l'accroissement de l'aviation britannique, je peux vous dire qu'il n'a provoqué, chez nous, aucune amertume. Vous pouvez doubler ou quadrupler le nombre de vos avions, c'est votre affaire, pas la nôtre. Nous ne vous attaquerons jamais.

Price. *Vous savez bien que si l'Angleterre a augmenté son potentiel aérien c'est parce qu'elle n'ignore pas que l'Allemagne reconstitue le sien, tout comme, avant la guerre, elle s'était lancée dans la construction d'une puissante marine de guerre...*

Hitler. Les Anglais ne se sentent manifestement pas menacés quand la France entreprend, elle aussi, d'augmenter sa capacité aérienne. Pourquoi le seraient-ils parce que l'Allemagne prend les mesures qu'elle juge nécessaires à sa propre défense ? Pour nous, la Grande-Bretagne est extérieure à nos préoccupations de sécurité nationale. Les mesures que nous prenons sont destinées à faire justice d'une situation qui pourrait conduire certains de nos voisins, sur le continent, à exprimer des revendications que nous ne pourrions accepter. Ce n'est pas la quantité des armes qui détermine une menace, mais le déséquilibre des forces en présence. Il encourage les nations les plus fortes à nourrir des ambitions que les plus faibles ne peuvent tolérer.

Price. *L'Autriche doit-elle craindre l'Allemagne ?*

Hitler. Nous n'attaquerons jamais l'Autriche, mais nous ne pouvons empêcher les Autrichiens de tenter de rétablir les liens qui les unissaient autrefois à l'Allemagne. Ces deux États sont séparés non

par une frontière, mais par une ligne artificielle de part et d'autre de laquelle vit un peuple de la même race. Si une partie de l'Angleterre était artificiellement séparée du reste de votre nation, qui oserait prétendre que les uns n'auraient pas le droit de vouloir rejoindre les autres ? N'oubliez pas que l'Allemagne et l'Autriche ne faisaient qu'une jusqu'en 1866⁶.

Price. *Votre Excellence aurait-elle l'intention de restaurer le Saint Empire romain germanique ?*

Hitler. La question de l'Anschluss n'est en rien actuelle. Je suis bien évidemment certain que cette question serait réglée définitivement si un scrutin secret sur le sujet était organisé. Mais comme une telle consultation n'est pas d'actualité, l'indépendance de l'Autriche n'est pas un enjeu.

Price. *Vous concentrez maintenant entre vos mains un pouvoir immense. Quelles sont ses limites ?*

Hitler. Chaque année, se présentent une ou plusieurs occasions de remettre mes pouvoirs entre les mains du peuple allemand. Celui-ci peut les confirmer ou, au contraire, me les retirer. Nous autres, qu'on présente parfois comme des sauvages, sommes de bien meilleurs démocrates que beaucoup d'autres nations !

Price. *Conserverez-vous à vie les doubles fonctions de chef de l'État et de chancelier ?*

Hitler. Cela durera jusqu'à ce que le peuple allemand en décide autrement.

Price. *Voici cinq semaines, le monde a découvert que le mouvement national-socialiste avait connu une dissidence et a parfois été surpris des méthodes employées pour la réduire. Êtes-vous certain que votre parti a retrouvé sa pleine unité ?*

Hitler. Le parti est uni comme il ne l'a jamais été !

Price. *L'Allemagne reviendra-t-elle un jour au sein de la SDN ?*

Hitler. Notre décision est définitive. Il nous était impossible de continuer à participer à des négociations dans lesquelles nous étions traités comme un partenaire de seconde zone. Nous ne pourrions envisager un retour à la SDN que dans la mesure où nos droits seraient reconnus à l'égalité de ceux des autres. Le gouvernement britannique a déclaré soutenir le principe de cette égalité en matière d'armements, mais malheureusement il n'a guère réussi à convaincre les autres gouvernements d'adopter la même position. Ma priorité, c'est plus que jamais d'en finir avec la psychose de la guerre. Et le meilleur moyen de l'éloigner, c'est une entente poussée avec la Grande-Bretagne. Deux nations germaniques comme les nôtres devraient pouvoir trouver, d'instinct, les moyens de développer leur amitié. Le mouvement national-socialiste, quant à lui, considère qu'une guerre entre nos deux pays constituerait bien plus qu'une faute : un crime contre la race. Notre vieux Maréchal [Hindenburg], s'il vivait encore, soutiendrait, j'en suis sûr, cette politique de paix.

1. Créé en 1896 par Alfred Harmsworth (lire *supra*), le *Daily Mail* est devenu, comme son concurrent le *Daily Mirror*, la propriété de son frère Harold (lord Rothermere) et tire, comme lui, à près de 1 million d'exemplaires dans les années 1930. Leurs contenus sont souvent voisins (favorables aux travaillistes), les deux titres ne se différenciant que par leurs implantations géographiques complémentaires.

2. Qui deviendra la Wehrmacht, l'année suivante, avec le rétablissement du service militaire obligatoire.

3. Dollfuss ne mesurait que 1,50 mètre, tout juste assez pour ne pas avoir été réformé en 1914.

4. Placée par le traité de Versailles sous mandat de la SDN, la Sarre devait, après quinze ans, faire l'objet d'un référendum statuant sur son rattachement définitif à la France ou à l'Allemagne. Organisé le 1^{er} mars 1935, celui-ci entérinera la solution allemande par 97,99 % des voix.

5. Stanley Baldwin, Premier ministre du Royaume-Uni en 1923, puis de 1924 à 1929, enfin de 1935 à 1937. Le 30 juillet 1934, il avait en effet déclaré à la Chambre des communes : « La frontière de l'Angleterre est sur le Rhin. » Loin d'être une déclaration belliqueuse, cette formule allait au contraire servir de leitmotiv jusqu'en 1939 à tous les partisans britanniques de l'« apaisement », qui

considéraient que Londres ne devait se sentir lié par aucun engagement pris avec des États situés à l'est de l'Allemagne... Soit très exactement le principe qui prévaudrait à Munich et conduirait à l'abandon de la Tchécoslovaquie. Une évidence qui n'empêchera pas Hitler, en 1940 encore, de stigmatiser la formule comme un symbole de germanophobie.

6. Par un étrange raccourci historique, Hitler fait remonter la séparation des Allemands et des Autrichiens à la bataille de Sadowa qui vit la Prusse de Guillaume I^{er} et de Bismarck écraser l'Autriche de François-Joseph. Formellement, il n'a pas tout à fait tort, puisque la Prusse obtint, aussitôt après Sadowa, l'expulsion de l'Autriche de la Confédération germanique créée en 1815, afin que celle-ci devînt la Confédération d'Allemagne du Nord qui servirait de base, en 1871, à la proclamation de l'Empire allemand. Mais, dans les faits, ce sont les traités de Westphalie de 1648 qui portèrent un coup fatal à l'influence exercée par Vienne sur les principautés du Saint Empire romain germanique, avant qu'en 1806 Napoléon n'obtienne sa dissolution officielle, en faisant signer par l'empereur François II, en même temps que son acte d'abdication, un rescrit déliant de leur fidélité tous ses anciens sujets.

« Il n'est pas possible que les anciens combattants n'imposent pas la paix au monde ! »

Déclaration à Jean Goy et à Robert Monnier
*Le Matin*¹, 18 novembre 1934

Membres, comme François de Brinon, de l'Association France-Allemagne, Jean Goy et Robert Monnier, respectivement vice-président de l'Union nationale des combattants (UNC) et rédacteur en chef de La Semaine du combattant², imaginent-ils, en allant rencontrer Hitler deux heures durant à la chancellerie, le 2 novembre 1934, que leur initiative va provoquer tant de remous ? Autant l'entretien, pourtant bien complaisant, réalisé un an plus tôt par Brinon n'avait suscité que peu de critiques, autant celui-ci va scandaliser une partie de ceux qui le liront. L'absence de distance des interviewers qui laissent Hitler s'exprimer d'un trait, sans l'interrompre par la moindre question, bref, leur propension à prendre pour argent comptant ce qu'il leur assène, fera d'eux la risée de la presse de gauche (en particulier Le Populaire et L'Humanité³), et provoquera même une crise à l'UNC, son président, Georges Lebecq, désavouant l'initiative de Goy.

Détail significatif montrant dans quelle direction souffle alors le vent : c'est Lebecq qui, désavoué à son tour par une majorité du bureau de l'association, sera contraint de démissionner... et de laisser sa place à Jean Goy qui en deviendra le président.

Hitler. Les combattants allemands et français ont appris à se connaître pendant la guerre. Ils ont, les uns vis-à-vis des autres, une juste notion de leur valeur et de la valeur de chaque nation. Ils sont capables, mieux que tous les autres, de respecter cette valeur dans la paix. Il ne doit pas y avoir de malentendus entre nos deux pays.

Les difficultés présentes proviennent du problème sarrois.

Votre presse a paru laisser supposer que nous préparions un putsch. C'est pure folie que de croire que l'Allemagne cherchera par la force à troubler la prochaine consultation, et je déclare formellement que nous nous inclinons devant le résultat du plébiscite quel qu'il soit. J'avais d'ailleurs, il y a quelques mois, proposé à votre ministre des Affaires étrangères d'établir un protocole pour régler toutes les difficultés éventuelles, mais je n'ai pas eu de réponse.

Il ne peut être question de déplacer un poteau frontière. Vous connaissez mon sentiment en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine. J'ai déclaré une fois pour toutes que ce ne serait pas une solution que de faire, tous les vingt ou trente ans, des guerres pour reprendre des provinces qui ont toujours causé des difficultés à la France, quand elles étaient françaises, et à l'Allemagne, quand elles étaient allemandes.

Au surplus, l'Allemagne d'aujourd'hui ne pense pas comme l'Allemagne du passé. Nous ne songeons pas aux kilomètres carrés de territoire à conquérir. Nous songeons à assurer la vie de notre peuple. Or, à l'Ouest, notre densité de population est de 237 habitants au kilomètre carré. Comment concevoir l'idée que nous tenions à reprendre des territoires de densité égale afin d'aggraver notre situation ?

À l'Est, certains problèmes ont, sur nos frontières orientales, un autre caractère. Mais un pacte a été signé avec la Pologne, et le Reich a marqué par là sa volonté très nette d'entretenir de bonnes relations avec ce grand pays voisin.

Je ne veux pas de la guerre qui fauche les élites. Vous nous reprochez nos armements, mais vous armez vous-mêmes, et vous justifiez vos armements en déclarant que nous nous refusons à désarmer. N'y a-t-il pas, dans des conversations directes, la possibilité de faire cesser cet état de choses ?

Comme vous, pendant quatre ans, je suis resté sur le front, et je sais que vous, comme moi, vous êtes prêts à faire votre devoir, mais, précisément, parce que nous nous sommes battus, nous comprenons mieux l'inutilité et l'horreur d'une guerre.

LES HOMMES QUI SONT HOSTILES À LA PAIX ET QUI S'EFFORCENT D'EMPÊCHER TOUT RAPPROCHEMENT ENTRE NOUS NE SERAIENT PAS LÀ OÙ L'ON TIRE, MAIS LÀ OÙ L'ON PROFITE [NDA : en capitales dans le texte original]. Les millions de Français et d'Allemands tués ne sont pas des hommes quelconques, ce sont les élites de nos deux nations qui ont été détruites, et pour des résultats qui n'ont même pas pu sauver de la crise les pays victorieux.

Ce qui importe maintenant, c'est de travailler afin d'établir un ordre social nouveau.

On pourra laisser entendre que je ne cherche qu'à gagner du temps pour achever mes préparatifs. À cela je réponds que mon plan de travail est tel que L'HOMME QUI POURRA ATTEINDRE LE BUT QUE JE POURSUIS MÉRITERA DE SON PEUPLE RECONNAISSANT UN MONUMENT BEAUCOUP PLUS GRAND QUE CELUI QUE POURRAIT MÉRITER UN CHEF GLORIEUX APRÈS DE NOMBREUSES VICTOIRES [NDA : en capitales dans le texte original].

Si la France et l'Allemagne s'entendaient, un grand nombre de nations voisines pousseraient un soupir de soulagement et un cauchemar disparaîtrait. Il en résulterait une détente psychologique immédiate, une amélioration des rapports économiques de tous les

pays d'Europe. Il dépend de nos deux nations que ce rêve devienne une réalité.

Je pense que les hommes qui ont fait la guerre et qui sont encore pour la plupart en âge d'être à nouveau mobilisés ont une vision plus nette des risques que fait courir l'incompréhension entre les peuples. Ils sont plus francs, leur attitude est plus brutale, mais par là ils osent aborder en face les difficultés, ce qui est la seule méthode pour les résoudre plus aisément. Faisant fi des habitudes diplomatiques, ils peuvent se dire leurs naturelles inquiétudes et signaler à temps, pour les faire disparaître, les risques de conflits.

Il n'est pas possible que les anciens combattants n'imposent pas la paix au monde !

1. Lire *supra*.

2. Fondée en 1928 par Robert Monnier, *La Semaine du combattant* dépasse, en 1934, les 100 000 exemplaires. Elle connaîtra une forte décrue à partir de 1935, son patron ayant choisi de partir en Éthiopie s'opposer à l'invasion des troupes de Mussolini. Un engagement qui n'était pas du goût de tous ses lecteurs. La revue disparaîtra en même temps que Monnier, en 1939.

3. Dans son éditorial de *L'Humanité* du 20 novembre 1934, Marcel Cachin écrit notamment : « Les anciens combattants français ne manqueront pas de démasquer les Goy, les Monnier et leurs pareils qui osent se porter garants de la sincérité pacifiste de leur ami Hitler, le plus grand malfaiteur de l'humanité de tous les temps. »

« Quel homme d'État, aujourd'hui,
pourrait viser une conquête territoriale
par le moyen d'une guerre ? »

Entretien avec Titaÿna
*Paris-Soir*¹, 26 janvier 1936

Première et unique journaliste française à avoir pu s'entretenir avec Hitler, Titaÿna – de son véritable nom Élisabeth Sauvy² – n'a plus rien à prouver quand, le 22 janvier 1936, elle pénètre dans le bureau d'Hitler à la chancellerie. À trente-huit ans, elle incarne, depuis le début des années 1920, le type parfait du grand reporter au féminin, non seulement exploratrice et romancière³, mais aussi aviatrice chevronnée. Une globe-trotter intrépide que Kessel et Cendrars considèrent comme leur égale et que la presse française s'arrache, de L'Intransigeant à Lectures pour tous en passant par Le Matin, Vu, Paris-Soir, Ève ou Voilà. Joseph Delteil note dans son journal du 15 décembre 1925 : « Vu Titaÿna. Un œil de gazelle dans un corps d'avion. Elle doit faire l'amour avec les palmiers⁴. »

Qu'il s'agisse d'un entretien politique (comme avec Mustafa Kemal Atatürk en 1924 ou Benito Mussolini onze ans plus tard), d'un documentaire filmé sur la Chine en guerre ou d'une enquête chez les derniers chasseurs de têtes de Bornéo, Titaÿna saute dans son avion personnel – un Farman F 190 – en embarquant sa moto !

C'est que, explique-t-elle le 20 novembre 1934 dans Paris Match, « la complication du voyage aérien commence au moment où l'avion

s'est posé. Un exemple : Avec mon Farman, il est possible un beau jour d'été de partir le matin, de déjeuner à Berlin et de rentrer le soir à Paris... C'est possible si je ne perds pas tout mon temps à chercher un moyen de communication entre Tempelhof et Berlin. C'est économique si je ne dépense pas en taxis autant qu'en essence pour mon appareil ».

En ce jour de l'hiver 1936, le défi qu'elle s'est assigné est d'un autre ordre que d'honorer un rendez-vous mondain : elle veut interviewer Hitler parce qu'on lui a dit et répété qu'il ne recevrait jamais une Française, encore moins une envoyée de Paris-Soir. En mai 1935, le quotidien de Jean Prouvost a en effet publié un article assurant que le maître de l'Allemagne était atteint d'un cancer de la gorge et qu'il était soigné par un médecin juif... En fait de cancer, le Führer a seulement été opéré d'un polype bénin aux cordes vocales, mais Goebbels a vu dans cette annonce une preuve de la malveillance du journal, aussitôt « blacklisté ». Pas pour longtemps. Non seulement le dictateur acceptera d'accueillir la Française mais, dès 1940, Paris-Soir deviendra le plus fidèle relais de la propagande allemande, ce qui lui vaudra d'être interdit à la Libération et à Prouvost d'être frappé d'indignité nationale⁵.

Comment Titayna a-t-elle obtenu gain de cause ? En convainquant Prouvost – et en le faisant savoir à l'ambassade d'Allemagne – de publier une rectification à propos du prétendu cancer d'Hitler. Et sans doute aussi en faisant agir en sa faveur Jean Luchaire, dont elle était alors très proche, et le Comité France-Allemagne.

Ses dirigeants ont-ils posé comme condition qu'en échange de leur intercession la présentation de l'entretien soit particulièrement favorable ? Elle le sera, au-delà de leurs espérances !

Quand je sus que le chancelier de l'Allemagne consentait à me recevoir et à m'accorder une interview pour les lecteurs de *Paris-Soir Dimanche*, ma joie professionnelle fut aussitôt dominée par ce sentiment : je vais savoir comme « Il » est, comment « Il » parle, peut-être comprendrai-je la raison de son étrange pouvoir

sur les foules... Et aussi connaître la précision de sa pensée sur des questions vitales pour nous autres Français et Européens.

Le palais de la Wilhelmstrasse où travaille et dort le Führer est d'une sobriété de lignes et d'ameublement qui s'accorde avec la netteté démocratique [*sic*] de l'Allemagne nouvelle : un escalier large et blanc, une galerie, des salons sans encombrement, et enfin, le bureau du Chef.

Je n'ai pas à attendre longtemps. Je suis arrivée à 11 heures moins 5 et, dès 11 heures, je suis annoncée. La pièce où M. Funk, secrétaire d'État, est venu me chercher est meublée de fauteuils modernes et confortables. Dès que je me suis enfoncée dans l'un d'eux, j'ai songé à l'audience que m'accorda, il y a quelques mois, Mussolini. J'avais attendu l'appel du Duce au milieu de la splendeur des collections et de la dureté de chaises gothiques en bois. Quand j'étais entrée chez le dictateur de l'Italie, il était debout, entre sa fenêtre et son bureau, séparé de moi par trente mètres de parquet ciré. Ici, le caractère de la réception est la simplicité.

Hitler s'avance vers moi, la main tendue, et je suis frappée par le bleu de ses yeux, que la photographie rend bruns. Je pense qu'il est très différent de son image et je le préfère ainsi avec son visage plein d'intelligence et d'énergie qui s'éclaire lorsqu'il parle. En cet instant, je comprends la séduction de ce conducteur d'hommes et son pouvoir sur les foules.

Dans le train, cette nuit [...] j'ai préparé une douzaine de questions [...]. Et dès les premiers mots, je comprends que le Führer ne s'enfermera point dans la réticence des formules diplomatiques, mais parlera avec liberté.

Une liberté sous condition, assortie du souci manifeste de contrôler tout ce qui sera écrit par son interlocutrice. Hitler, de fait, atteint dans cet entretien les sommets du mensonge, et la journaliste, ceux de la complaisance.

De crainte, sans doute, que le Führer n'annule l'interview, elle s'abstient par exemple de l'interrompre quand il plaide pour le droit

de « chaque peuple à vivre » et qu'il insiste : « J'ai dit de "vivre", non de "végéter". » Une question sur le statut des Juifs aurait-elle été incongrue ? Comme on l'a vu, même les plus dociles des journalistes anglo-saxons ne se gênaient pas pour la poser, quitte à se voir répondre par un autre mensonge. Mais au moins le sujet n'était-il pas occulté. Ici, rien de tel. La témérité légendaire de Titaÿna de même que le souci tout simple de bien faire son métier semblent s'être volatilisés au profit de la quête à tout prix du « scoop ». Près de quatre ans plus tard, dans l'hebdomadaire *Dimanche illustré* du 5 novembre 1939, elle reviendra sur cet entretien. La France est alors en guerre avec l'Allemagne depuis trois mois, et la journaliste cherche manifestement à donner une vision plus « contrainte » de ses conditions de travail de 1936. Elle raconte ainsi que lorsqu'elle eut rédigé l'interview et que celle-ci fut soumise au Führer, « il étudia avec ses interprètes chaque nuance, chaque mot, et jusqu'à la ponctuation, avec une minutie de maniaque ». Elle révèle aussi que, dans l'avion qui la ramenait de Berlin à Paris et que, pour une fois, elle ne pilotait pas, le télégraphe du bord « fonctionna d'une façon presque constante ». C'était Hitler qui ne cessait de transmettre ses corrections : « page 7, ligne 25, changez tel mot par tel mot, page 4, supprimez la ligne 3 », etc.

Le dictateur eut-il connaissance, avant parution, de la dernière phrase de l'entretien ? L'histoire ne le dit pas, mais on peut parier qu'elle était, pour lui, plus importante que tout le reste, bien qu'émanant de Titaÿna : « Le Führer se lève. J'ai pu constater qu'il est en parfaite santé et que tous les bruits qui avaient couru à ce sujet étaient faux. »

Voici donc, au total, ce que purent lire les Français au matin du dimanche 26 janvier 1936, cinq semaines avant que, le 7 mars suivant, l'Allemagne n'occupe, par surprise, la rive gauche du Rhin, en violation du traité de Versailles de 1919 et du pacte rhénan de Locarno de 1925.

Titayna. *Le Français redoute plus que tout la guerre. C'est parce qu'il la craint et la hait qu'il y croit avec facilité. Je voudrais entendre de votre bouche que l'Allemagne base sa politique sur le pacifisme.*

Hitler. Il y a deux sens au mot pacifisme. Il n'a pas la même valeur en France que chez nous... Nous ne pouvons pas reconnaître un pacifisme qui signifierait un arrêt du droit de vivre. Pour nous, le pacifisme ne peut s'établir que sur la notion humaine que chaque peuple a le droit de vivre. J'ai dit de « vivre », pas de « végéter ». Qui veut établir la paix doit connaître, d'abord, le droit des peuples...

Ceci dit, il n'y a pas un Allemand qui désire la guerre. La dernière nous a tué 2 millions d'hommes, nous a laissé 7 millions et demi de mutilés ou malades. Même si nous avons été vainqueurs, aucune victoire ne valait d'être payée ce prix-là !

Quel homme d'État, aujourd'hui, pourrait viser une conquête territoriale par le moyen d'une guerre ? Faut-il faire tuer 2 millions d'hommes pour conquérir une province de 2 millions d'habitants⁶ ? Ce serait d'ailleurs pour nous sacrifier 2 millions d'Allemands purs, d'Allemands en pleine force, d'Allemands d'élite, pour gagner une population mixte qui ne serait pas entièrement allemande. La logique humaine est contre la guerre territoriale.

Titayna. *Je sais la révolte de l'esprit allemand contre le traité de Versailles. Mais en admettant que chacun soit d'accord pour la nécessité d'une révision, comment l'envisager sans léser les intérêts des autres peuples ?*

Hitler. Le traité de Versailles se traduit par deux résultats : 1°) il affirme une victoire territoriale ; 2°) il établit une victoire morale. Les questions de territorialité devraient être soumises uniquement aux populations et à leurs nécessités économiques. Mais, du point de vue moral, il est impossible, il est inadmissible de mettre un peuple dans un état d'infériorité permanente et de l'humilier. En 1870, le traité s'était contenté d'une victoire matérielle et territoriale, il avait respecté l'esprit de la France. Toute clause qui diminue la

personnalité d'un peuple crée seulement de l'amertume et de la haine du côté opprimé, de la méfiance de l'autre. L'homme a le droit de vivre en tant que nation comme en tant qu'individu.

Titayna. *Alors, sur ce point précis du traité de Versailles, que faire ?*

Hitler. La conscience humaine doit atteindre la justice, au-dessus des intérêts et des partis. Chaque peuple a le droit de vivre sur sa terre avec sa religion, son histoire, ses habitudes et ses possibilités économiques. Favoriser les uns au détriment des autres est une absurdité parce que cela rompt l'équilibre humain.

Je vais vous faire une comparaison : la loi qui favorise les ouvriers au détriment des paysans est une loi aussi fautive que celle qui protège le paysan contre l'ouvrier. Il ne faut prendre parti ni pour le consommateur, ni pour le commerçant, ni pour l'employeur, ni pour le salarié. Il faut maintenir l'équilibre des intérêts contradictoires de tous.

En matière économique, nous avons une seule doctrine : c'est qu'il n'y a pas de doctrine. Si l'initiative privée est en défaut, elle doit être remplacée par celle de l'État. Les tensions sociales ne se règlent pas chez nous par des grèves ou par des lock-out, car un gouvernement qui prend en main les intérêts de tous doit trouver le moyen d'assurer la paix sociale.

De même, en politique internationale, la paix ne peut naître que de l'équilibre, donc de la justice. Quant aux modalités à trouver pour établir cette paix, elles seront faciles si chacun y met un sentiment humain de compréhension et d'intelligence. Nous sommes en Allemagne 68 millions d'habitants ; 68 millions d'êtres qui demandent à manger, à se vêtir, à se loger, à vivre – aucun traité au monde ne peut changer cela. L'enfant qui vient au monde pleure pour avoir du lait. Un chef d'État doit fournir à son peuple ce dont il a besoin.

Titaÿna. *Justement, nous touchons une question très grave : la repopulation à outrance telle qu'elle est prêchée en Allemagne créera l'expansion démographique... donc des guerres. Vous vous plaignez de ne pas avoir de pain et vous voulez plus d'hommes ?*

Hitler. L'humanité comprend des peuples plus ou moins doués. Parmi ceux que leurs qualités devraient favoriser, il en est dont l'existence matérielle est restreinte, tandis que d'autres, plus primitifs, ont à leur disposition de vastes territoires non exploités. Je place parmi les premiers les peuples européens. À ce point de vue, je pense que nous, Européens, constituons une famille parfois divisée, mais unie quand même par un intérêt commun.

Titaÿna. *Et c'est à cause de la force démographique de l'Allemagne que vous avez besoin de colonies ?*

Hitler. Vous ne pensez pas ?

Titaÿna. *Comment pouvez-vous atteindre ce but de manière pratique ?*

Hitler. Si la conscience des autres peuples admettait cette notion d'équilibre, de justice, les détails matériels seraient peu de chose à régler. Ce qui m'intéresse actuellement, c'est l'éveil dans le monde que l'idée de la bonne volonté des peuples doit créer une collaboration sans arrière-pensées pour la meilleure vie de chacun. Or, je vous le répète, pour la vie de l'Allemagne, pour la vie de la France, il faut dans le monde, et pour le bien de l'humanité, assurer la prospérité de l'Europe.

Titaÿna. *Je pars justement pour la Chine ces jours-ci, car l'Extrême-Orient...*

Hitler. Comme vous avez de la chance, moi, les grands voyages me sont interdits ! Vous allez voir le Japon où l'on fabrique dans des conditions de production très différentes des nôtres les marchandises qui inondent les marchés du monde. Ceci sera également vrai, un jour, pour la Russie. Les dirigeants de Moscou

laisseront au besoin une partie de leur peuple mourir de faim pour assurer l'exportation. Le communisme se maintient en Russie parce qu'il s'est établi sur une population presque sans besoins, disposant d'un immense territoire inexploité. Mais si le communisme avait conduit l'Allemagne, c'eût été un désastre, une catastrophe sans précédent, parce qu'en Russie 92 habitants travaillent à la campagne pour nourrir 8 employés de la ville, tandis qu'en Allemagne la proportion des citadins est de 75 %. De plus, l'Allemagne disposait d'une structure économique infiniment plus compliquée et dont la destruction eût créé bien plus de ravages.

Titaÿna. *Puisque nous parlons politique, puis-je vous poser une question délicate : que pensez-vous de l'Autriche ?*

Hitler. C'est une question dont personne ne s'occupe ni ne se préoccupe ici. À Vienne, on a peut-être besoin d'un spectre pour des raisons de politique intérieure. À Berlin, l'Anschluss n'est pas à l'ordre du jour.

Titaÿna. *Et le rôle des femmes ? Les croyez-vous vraiment seulement bonnes à faire des enfants ?*

Hitler. Qui vous a dit cela ?

Titaÿna. *La presse.*

Hitler. Je place la femme à égalité avec l'homme. Je ne la crois pas sa semblable, elle est sa compagne et il ne faut pas lui imposer des travaux pour lesquels l'homme est fait. Je n' imagine pas des bataillons de femmes, je les crois mieux à leur place dans les œuvres sociales. Mais en tout cas, une femme qui ne se marie pas – nous en avons beaucoup en Allemagne puisque nous manquons d'hommes – a le droit de gagner sa vie comme l'homme. Par ailleurs, je vous rappelle que le grand film de la réunion du parti fut réalisé par une femme et que le film des Jeux olympiques sera également tourné par une femme⁷.

Titaÿna. *Un mot encore : les Jeux olympiques ?*

Hitler. Nous serons heureux de recevoir des Français, le plus de Français possible. Tout sera mis en œuvre pour leur faire sentir qu'ils seront les bienvenus et que le peuple allemand est, à leur égard, plein de cordialité. Je souhaite beaucoup que vos touristes ne se cantonnent pas dans les visions sportives ; qu'ils visitent le pays, tout le pays. Ici, ils ne trouveront pas de tours organisés par la propagande pour leur dissimuler la vérité. Nous ne leur dirons pas que l'Allemagne est un paradis, cela n'existe pas sur terre, mais ils pourront circuler en toute liberté et se rendre compte par eux-mêmes que l'Allemagne vit dans le calme, l'ordre et le travail. Ils verront notre redressement, notre effort, notre désir de paix. C'est tout ce que je souhaite.

1. En 1936, *Paris-Soir* a depuis longtemps supplanté *Le Matin* comme premier quotidien français. Tiré à plus de 2 millions d'exemplaires et lu en moyenne par 5 millions de personnes – un record en Europe –, le journal doit son succès à l'industriel Jean Prouvost (1885-1978) qui, en 1930, sept ans après sa création, l'a racheté au bord de la faillite à son fondateur, Eugène Merle, un militant anarchiste. Se proclamant apolitique, *Paris-Soir* tirait son originalité de l'extrême diversité de ses collaborateurs, et donc de ses publics, alliant le grand reportage et la chronique littéraire à ce qu'on qualifierait aujourd'hui de sujets « people ». Outre Titaïna, Antoine de Saint-Exupéry, Blaise Cendrars et Joseph Kessel furent ses contributeurs réguliers jusqu'à la défaite de 1940 ou, comme d'autres, *Paris-Soir* préféra la collaboration à l'interdiction...

2. Élisabeth Sauvy (1897-1966) était la sœur aînée du sociologue et démographe Alfred Sauvy (1898-1990).

3. Outre une quinzaine de livres de reportages, Titaïna a signé quatre romans : *Simplement* (Flammarion, 1923), *La Bête cabrée*, préfacé par Pierre Mac Orlan (Éditions du Monde moderne, 1925), *Voyage autour de mon amant* (Flammarion, 1928) et *Nuits chaudes* (Gallimard, 1932).

4. Cité par Benoît Heimermann, *Titaïna*, Paris, Flammarion, 1994.

5. Décision qui, dès 1947, fera l'objet d'un non-lieu, Prouvost ayant réussi à prouver que, réfugié à Lyon et responsable seulement de l'édition de son journal paraissant en zone libre, il n'avait plus barre sur la rédaction de Paris. Dès les années 1950, Prouvost rebondira en rachetant *Paris Match* et *Le Figaro*, en créant *Télé 7 jours* et en entrant dans le capital de Radio Luxembourg qui deviendra RTL.

6. Alors qu'Hitler proteste de son pacifisme, il s'apprête à nommer Goering, le 4 avril 1936, responsable suprême du Plan de quatre ans destiné à mettre l'Allemagne en *capax belli* pour attaquer ses voisins en 1940 au plus tard. Le but ultime de ce plan, qui fera dire à l'historien britannique Alan S. Milward qu'« aucun pays n'avait autant dépensé, dans l'histoire du monde, pour préparer la guerre en temps de paix » (*The German Economy at War*, Londres, Bloomsbury, 2015), n'est autre que de donner à l'Allemagne les moyens de son expansion territoriale. Dans son mémorandum secret sur les « Tâches du Plan de quatre ans » rédigé pendant l'été de 1936 (l'un des rares textes écrits de sa main en dehors de *Mein Kampf*) et versé au dossier d'accusation du procès de Nuremberg, Hitler explique en effet : « Il est inutile de dire que nous manquons de produits alimentaires ou de matières premières, mais il est d'une importance décisive de prendre les mesures qui, à l'avenir, apporteront à ce problème une solution définitive. Cette solution définitive, c'est d'étendre l'espace vital et les ressources de notre race en matières premières et en produits alimentaires. Et c'est la mission de la direction politique de résoudre cette question. »

7. *Le Triomphe de la volonté*, réalisé par Leni Riefenstahl en 1934 et sorti sur les écrans en 1935, et *Les Dieux du stade*, réalisé par la même pendant les Jeux olympiques de Berlin d'août 1936.

« Si je réussis le rapprochement franco-allemand comme je le veux, ce sera une rectification digne de moi ! Ma rectification, je l'écrirai dans le grand livre de l'Histoire ! »

Déclarations à Bertrand de Jouvenel
*Paris-Midi*¹, 28 février 1936

Comme à l'issue de sa rencontre avec Jean Goy et Robert Monnier, ce n'est pas une interview à base de questions-réponses qu'Hitler autorise Bertrand de Jouvenel à reproduire dans les colonnes de Paris-Soir, mais une simple déclaration que le Führer s'offre le luxe d'introduire et de relancer par des questions qu'il se pose à lui-même, ne laissant à son interlocuteur le soin de n'en formuler que trois !

Ami personnel d'Abetz, qu'il a connu par Jean Luchaire, son premier employeur au mensuel Notre Temps, Jouvenel, trente-deux ans, n'est pas encore l'intellectuel qu'il deviendra après la guerre. Beau-fils et (ancien) amant de Colette, il est un chroniqueur dans le vent, proche, pour quelques mois encore, des Jeunes Turcs du Parti radical² et habité par deux passions : l'économie – qu'il ne conçoit alors que dirigée, ce qui, en ces lendemains de crise, lui fait voir d'un bon œil l'expérience du New Deal et celle menée parallèlement par Schacht en Allemagne – et l'unification européenne à partir du noyau franco-allemand. Son livre Vers les États-Unis d'Europe, paru en 1930 aux Éditions Valois, fait partie de ceux recommandés par le

Comité France-Allemagne. C'est dire si, nanti d'un tel viatique, le jeune Français est persona grata à la chancellerie.

Ce qu'ignore le Führer, et Jouvenel avec lui, c'est qu'au vu du contenu de l'entretien, présenté d'une manière plus favorable encore que celui recueilli un mois plus tôt par Titaÿna, mais aussi en raison de sa forme, quasi univoque, Jean Prouvost refusera de le publier. Le Quai d'Orsay a aussi contribué à sa décision : Hitler profite en effet de l'interview pour condamner le pacte franco-soviétique signé l'année précédente et que le Parlement s'apprête à ratifier. Pas question, explique-t-on à Prouvost, d'inquiéter inutilement les parlementaires anticomunistes par la menace d'une crise franco-allemande. Sous la pression de Jean Luchaire et du Comité France-Allemagne manœuvré par Abetz³, le patron de presse cédera néanmoins à moitié : il autorisera la publication intégrale de l'interview dans Paris-Midi, quotidien qu'il vient de racheter, et celle des principaux extraits, le lendemain, 29 février, dans Paris-Soir. Mais sans les commentaires de Jouvenel considérés comme décidément trop favorables.

Ainsi du récit des premiers instants de leur rencontre publié par Paris-Midi, mais censuré dans le Paris-Soir du lendemain :

La pièce, devant moi, est immense. Au loin, Adolf Hitler est assis derrière son bureau. Je me souviens du bureau de Mussolini au palais de Venise et je me dis : « Ces dictateurs sont tous les mêmes ! Ils vous font parcourir vingt-cinq mètres de tapis sous leur regard pour vous décontenancer d'entrée ! »

Mais l'homme en veste kaki s'est levé, et tandis que j'avance lentement, lui, d'un pas plus vif, fait la moitié du chemin. Il lève la main dans le salut hitlérien et, machinalement, j'en fais autant. Puis il me serre la main, me désigne un fauteuil, s'assied dans un autre, tout près. J'observe qu'il ne se place pas de façon que j'aie la lumière dans les yeux. C'est lui, au contraire, qui la reçoit en plein visage⁴. Il me sourit pour m'encourager à poser

ma première question, et je reste coi. L'homme est si différent de ce que j'imaginai ! [...]

La peau, rose, est celle d'un homme de sport et de grand air. La figure, sans rides, ne donne pas une impression de fatigue ni d'effort. Le coin des yeux est lisse, les joues sont pleines, l'impression que l'on reçoit est celle d'un être heureux. Il me faut réviser toutes les idées que je me faisais sur le dictateur. [...]

Je le regarde plus que je ne l'écoute. Il a les coudes posés sur les genoux et il presse, l'une contre l'autre, durant qu'il parle, des mains qu'il a blanches, longues, un peu grasses et belles. Ses jambes sont écartées et je remarque qu'il a les pieds très petits et porte assez bizarrement des escarpins vernis. [...] Il sourit, hausse les épaules, fait un geste des mains qu'on dirait volontiers « caractéristiquement latin ». Et je m'ébahis : quoi, cet homme si simple, qui parle doucement, raisonnablement, gentiment, avec humour, est-ce là ce redoutable meneur de foules qui a soulevé l'enthousiasme de toute la nation allemande et en qui le monde entier a cru voir, un jour, une menace de guerre ?

Une fois la conversation engagée, ou plutôt le monologue, l'étonnement fait place, lentement, à une sourde attirance.

Il rit franchement. Son visage s'approche du mien. Je ne me sens plus du tout intimidé. Je ris aussi. Je regarde ses traits tout proches, ses lèvres qui font un sourire drôle et gai...

Puis vient le moment où, dans son article, le journaliste reprend presque à son compte les arguments d'Hitler :

Je songe soudain que cet homme simple s'est fixé des tâches gigantesques : changer toute la mentalité du peuple allemand et du peuple prussien en particulier, mettre fin à la vieille haine franco-allemande, faire obstacle à l'évolution historique vers le socialisme qu'il y a quelques années tout le monde s'accordait à trouver inévitable.

Dans de telles dispositions d'esprit, était-il si étonnant que Jouvenel laisse Hitler se lancer dans un soliloque à peine interrompu ? Qu'on en juge.

Hitler. Oui, je sais ce que vous pensez. Vous vous dites : « Hitler nous fait des déclarations pacifiques, mais est-il de bonne foi ? Est-il sincère ? » N'est-ce pas un point de vue puéril que le vôtre ?

Est-ce qu'au lieu de vous livrer à des devinettes psychologiques, vous ne feriez pas mieux de raisonner en usant de cette fameuse logique à laquelle les Français se déclarent si attachés ?

N'est-il pas évidemment à l'avantage de nos deux pays d'entretenir de bons rapports ?

Ne serait-il pas ruineux pour eux de s'entrechoquer sur de nouveaux champs de bataille ? N'est-il pas logique que je veuille ce qui est le plus avantageux à mon pays, et ce qui est le plus avantageux, n'est-ce pas évidemment la paix ? Voyons, réfléchissez, rendez-vous compte de ce qui est logique !

Chez vous, on m'imagine tout autre que je ne suis, parce qu'on voit bien que je suis parti de rien pour devenir le maître de l'Allemagne et que c'est une destinée étonnante, et qu'on croit devoir y trouver des causes extraordinaires. Les uns disent que c'est par la violence que je suis devenu le chef de la nation allemande, mais vous savez, les quelques camarades que nous étions au début auraient eu fort à faire pour s'emparer d'une nation de 63 millions d'habitants ! On dit aussi que j'ai dû mon succès à ce que j'ai créé une mystique, ou bien simplement que j'ai été servi par le hasard. Eh bien, je vais vous dire ce qui m'a porté là où je suis.

Les problèmes politiques apparaissaient compliqués. Le peuple allemand n'y comprenait rien. Il aimait mieux, dans ces conditions, laisser aux politiciens de profession le soin de se débrouiller dans ces complications. Moi, j'ai décompilé les problèmes. Je les ai réduits en des termes simples. Les grandes masses ont compris, et elles m'ont suivi ! Ainsi, la lutte des classes, cette fameuse lutte des

classes... C'est une absurdité, la lutte des classes, j'en ai démontré l'absurdité, et le peuple m'a compris. J'ai fait un appel à la raison ! Il a été entendu par le peuple allemand. Maintenant, je fais un appel à la raison dans l'ordre international, comme j'ai fait un appel à la raison dans l'ordre social. Je veux montrer à mon peuple que la notion d'inimitié éternelle entre la France et l'Allemagne est absurde, que nous ne sommes nullement des ennemis héréditaires. Le peuple allemand le comprend. Il m'a suivi dans une réconciliation infiniment plus difficile, la réconciliation de l'Allemagne avec la Pologne.

Chez vous, on a interprété l'accord entre l'Allemagne et la Pologne comme un acte de virtuosité diplomatique de ma part. C'est un compliment, mais qui ne me fait pas plaisir et qui n'est pas mérité. Simplement la tension entre l'Allemagne et la Pologne ne pouvait pas durer. Elle était malsaine, énervante.

Il était logique que je cherche à y mettre fin. J'ai réussi, et tout le peuple allemand s'en est senti soulagé. Et maintenant, je veux réussir la même détente avec la France. Il n'est pas bon que les peuples usent leurs forces psychologiques en haines infécondes.

Jouvenel. *Mais nous autres, Français, si nous lisons avec satisfaction vos déclarations pacifiques, nous n'en restons pas moins inquiets d'indices moins encourageants. Ainsi, dans vos Mémoires, intitulés Mein Kampf, vous disiez pis que pendre de la France. Or le livre est regardé à travers toute l'Allemagne comme une sorte de bible politique. Et il circule sans que, dans les éditions qui se succèdent, vous ayez apporté la moindre correction d'auteur à ce que vous disiez de la France...*

Hitler. J'étais en prison quand j'ai écrit ce livre. Les troupes françaises occupaient la Ruhr. C'était le moment de la plus grande tension entre nos deux pays. Oui, nous étions ennemis ! Et j'étais avec mon pays, comme il sied, contre le vôtre. Comme j'ai été avec mon pays, contre le vôtre, durant quatre ans et demi dans les

tranchées ! Je me mépriserais si je n'étais avant tout allemand quand vient le conflit...

Mais aujourd'hui, il n'y a plus de raison de conflit. Vous voulez que je fasse des corrections dans mon livre, comme un écrivain qui prépare une nouvelle édition de ses œuvres ? Je ne suis pas un écrivain, je suis un homme politique. Ma rectification ? Je l'apporte tous les jours dans ma politique extérieure toute tendue vers l'amitié avec la France !

Si je réussis le rapprochement franco-allemand comme je le veux, ça, ce sera une rectification digne de moi ! Ma rectification, je l'écrirai dans le grand livre de l'Histoire !

Le rapprochement une fois réussi, il y aura pas mal d'ouvrages français qui auront besoin d'être rectifiés, hein ? Parce qu'ils ne sont pas toujours tendres avec nous.

C'est bien étrange que vous jugiez encore possible une agression allemande. Est-ce que vous ne lisez pas notre presse ? Est-ce que vous ne voyez pas qu'elle s'abstient systématiquement de toute attaque contre la France, qu'elle ne parle de la France qu'avec sympathie ?

Alors, si je voulais pouvoir lancer un jour mon peuple contre le vôtre, croyez-vous que je ferais systématiquement dire du bien de la France ? Les opinions que j'aurais, en quelques années, imprimées à la nation allemande me gêneraient fort le jour où je voudrais vous faire la guerre. Il faut à cela une préparation psychologique !

Jouvenel. *Pas dans un régime d'autorité...*

Hitler. Écoutez, vous comprenez la nécessité logique d'une bonne entente entre les deux grandes nations voisines ? Vous vous rendez bien compte qu'il y a là quelque chose de raisonnable et d'humain que nous devons à toutes forces réussir ? Eh bien, il faut que nous fassions dans les deux opinions publiques le travail nécessaire pour que l'entente se réalise et se maintienne, quels que soient les

dirigeants qui se succéderont à la tête des deux pays. Sait-on combien de temps on vit ?

Jouvenel. *Vous désirez le rapprochement franco-allemand. Est-ce que le pacte franco-soviétique ne va pas compromettre ce rapprochement ?*

Hitler. Mes efforts personnels vers un tel rapprochement subsisteront toujours. Cependant, dans le domaine des faits, ce pacte, plus que déplorable, créera naturellement une nouvelle situation. Est-ce que vous vous rendez compte de ce que vous faites ? Vous vous laissez entraîner dans le jeu diplomatique d'une puissance qui ne désire que mettre dans les nations européennes un désordre dont elle sera bénéficiaire. Il ne faut pas perdre de vue que la Russie soviétique est un élément politique ayant à sa disposition une idée révolutionnaire explosive et des armements gigantesques. Comme Allemand, j'ai bien le devoir de tenir compte d'une telle situation. Le bolchevisme n'a plus de chance de réussir chez nous. Mais il y a d'autres grandes nations qui sont moins prémunies que nous contre le virus bolcheviste.

Chaque peuple a son apport à faire à la culture européenne. Chaque nation imagine que son apport particulier est le plus important. Qui donc pourrait les départager ? Mais ce qui est certain, c'est l'extrême importance des apports français et allemands. Il y a entre nous, en quelque sorte, des Jeux olympiques de l'esprit. Le génie germanique, le génie latin, ce sont des concurrents dont l'émulation grossit un patrimoine commun. Des Français viennent chaque année plus nombreux à Bayreuth goûter les chefs-d'œuvre musicaux de l'Allemagne, et mes compatriotes vont en pèlerinage auprès de vos monuments. Dans le domaine nouveau de la technique, la collaboration internationale s'est révélée extrêmement féconde. Daimler invente le moteur à explosion, vous, Français, vous organisez les premières courses d'automobiles qui frappent l'imagination du monde entier, puis les Américains commercialisent le

mode de transport. Quand nous sommes devant le produit fini, nous ne savons pas à qui adresser le plus de remerciements !

Vous feriez bien de réfléchir sérieusement à mes offres d'entente. JAMAIS UN DIRIGEANT ALLEMAND NE VOUS A FAIT DE TELLES OUVERTURES NI DE SI RÉPÉTÉES [NDA : en capitales dans le texte].

Et ces offres émanent de qui donc ? D'un charlatan pacifiste qui s'est fait une spécialité des relations internationales ? Non pas, mais du plus grand nationaliste que l'Allemagne ait jamais eu à sa tête ! Moi, je vous apporte ce que nul autre n'aurait jamais pu vous apporter : une entente qui sera approuvée par 90 % de la nation allemande, les 90 % qui me suivent ! Je vous prie donc de prendre garde à ceci : IL Y A DANS LA VIE DES PEUPLES DES OCCASIONS DÉCISIVES. AUJOURD'HUI, LA FRANCE PEUT, SI ELLE LE VEUT, METTRE FIN À TOUT JAMAIS À CE « PÉRIL ALLEMAND » QUE VOS ENFANTS, DE GÉNÉRATION EN GÉNÉRATION, APPRENNENT À REDOUTER. VOUS POUVEZ LEVER L'HYPOTHÈQUE REDOUTABLE QUI PÈSE SUR L'HISTOIRE DE FRANCE. LA CHANCE VOUS EST DONNÉE, À VOUS. SI VOUS NE LA SAISISSEZ POINT, SONGEZ À VOTRE RESPONSABILITÉ VIS-À-VIS DE VOS ENFANTS ! VOUS AVEZ DEVANT VOUS UNE ALLEMAGNE DONT LES NEUF DIXIÈMES FONT PLEINE CONFIANCE À LEUR CHEF. ET CE CHEF VOUS DIT : « SOYONS AMIS ! »

1. Fondé en 1911, le « seul quotidien français paraissant à Midi », comme il se définissait lui-même, a été racheté en 1935 par Jean Prouvost. Sa diffusion limitée à la région parisienne était compensée par le fait que ses articles importants étaient reproduits par *Paris-Soir*, comme il advint, dans les années 1970, de *L'Aurore*, acquis par *Le Figaro* de Robert Hersant.

2. Ainsi nommés par référence aux modernistes qui avaient tenté de réformer l'Empire ottoman dans les premières années du xx^e siècle, les Jeunes Turcs du Parti radical (dont la plupart, nés autour de 1900, sont arrivés à l'âge des responsabilités au début des années 1930) militent pour une rénovation

institutionnelle de la III^e République. Ses figures de proue sont Pierre Cot, Jean Zay (qui seront ministres du Front populaire), Jacques Kayser (qui se rapprochera, après la guerre, du parti communiste) et le futur président du Conseil Pierre Mendès France (1954-1955).

3. Présent aux Jeux olympiques d'hiver de Garmisch-Partenkirchen, Jouvenel avait voulu en profiter pour rencontrer Hitler à Berchtesgaden. À peine arrivé en Bavière, il avait écrit, le 29 janvier, cette lettre à Otto Abetz, retrouvée dans les archives allemandes par l'historien Philippe Burrin : « Cher Otto, je suis ici pour trois semaines. Au cours cette période, serait-il possible de réaliser le projet de Berchtesgaden ? Tu sais que *Paris-Soir* tire maintenant à 2 200 000 exemplaires. Je n'ai pas besoin de te signaler combien le journal est antiallemand. Qu'on lui donne quelque chose, sacrebleu, et le ton changera ! Fais mes compliments au baron de Ribbentrop et garde pour toi ma très affectueuse amitié. Bertrand » (cité par Philippe Burrin, *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, Paris, Seuil, 2000).

4. Connu pour son aversion à la grande lumière, Hitler, qui souffrait des séquelles de son gazage à l'ypérite, fait incontestablement un effort pour séduire son hôte. L'été, à Berchtesgaden, il ne se départait jamais d'un chapeau mou à très larges bords ou de sa casquette d'uniforme, et même, à la fin de sa vie, de lunettes noires, qu'en revanche il détestait voir porter aux autres...

« À l'étranger, on croit que l'Allemagne...
vit sous un régime de dictature »

« Entretien » avec Abel Bonnard
Le Journal^A, 22 mai 1937

Une fois de plus, le terme d'entretien peut paraître abusif au vu des quatre déclarations du Führer retranscrites par l'auteur après sa rencontre avec lui, le 4 mai 1937. Publiée le 22 sous le titre « Mon entrevue avec Adolf Hitler » que souligne une frise de croix gammées (!) et qu'introduit le surtitre « Où va l'Europe ? », cette pseudo-interview méritait paradoxalement d'être reproduite en raison de son complet déphasage avec la question posée. Alors qu'en Espagne la guerre civile prend l'allure d'une répétition générale du conflit à venir, le poète-académicien Abel Bonnard ne veut connaître du Führer que sa conception du bonheur des peuples, choix qu'il assume parfaitement au nom d'un argument presque surréaliste : un homme d'État tel qu'Hitler ne peut dire ouvertement ce qu'il pense. Donc évitons de l'embarrasser en essayant de le savoir !

En l'approchant, je n'avais pas l'idée de l'interroger sur toutes les questions de politique extérieure qui rendent critique en ce moment l'état de l'Europe et sur lesquelles il est bien difficile à l'homme qui dirige un grand empire de publier ce qu'il pense. Mon désir était différent ; je voulais voir de quoi, de lui-même, le Führer me parlerait.

Voilà qui tombe bien : le Führer veut justement parler de la condition ouvrière dans la nouvelle Allemagne, sujet d'une série d'articles que Bonnard a rédigés pour Le Matin et dont son rendez-vous avec Hitler constitue la conclusion. De son propre aveu, il est déjà converti :

Tout ce que j'avais vu en Allemagne m'avait convaincu du puissant effort fait par le régime national-socialiste dans l'ordre social. Cette impression devait être confirmée dans l'audience que j'ai eue du Führer. Il parle et, précisément, tout ce qu'il me dit s'ajuste et s'ajoute à ce que j'ai déjà vu en Allemagne les jours précédents. [...] Ce que j'ai senti, en l'écoutant, c'est combien il fait corps avec son peuple. [...] Ses paroles me montrent quel prix ce régime donne au rétablissement du plaisir ; il s'agit de remonter jusqu'à la joie, reine dans le labeur comme dans le loisir. Le régime a créé une notion nouvelle qui s'appelle l'Honneur du travail.

Il faut dire qu'en cette année 1937 Bonnard est déjà en train de passer allégrement du maurrassisme pacifiste mais germanophobe à une forme de fascisme à la française : celle du Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot créé en 1936 et qu'il a rejoint dès ses débuts. Formé d'anciens communistes ayant suivi ce dernier lorsqu'il a quitté le parti², mais aussi et surtout de transfuges des ligues de droite, notamment des Croix-de-Feu, le PPF se situe à cette confluence qui, suivant la définition de Michel Winock, « caractérise le premier fascisme : celle de l'extrême gauche révolutionnaire et du nationalisme antiparlementaire³ ».

L'état d'esprit du parti de Doriot, auquel souscrit totalement Bonnard, diffère pourtant du fascisme italien, et plus encore du national-socialisme, en ceci qu'il ne cultive pas une mystique de la guerre et veut même sincèrement la paix. Pour reprendre le mot de Philippe Burrin, sa vision internationale a tout d'un « rêve éveillé » : comme « le PPF ne voulait ni d'une guerre avec l'Allemagne, ni d'une extension de puissance de celle-ci sur le Centre et l'Est européens,

qui aurait gravement menacé la sécurité future de la France⁴ », ses têtes pensantes imaginent alors de détourner l'expansionnisme allemand... vers l'Extrême-Orient et spécialement le Japon ! Apparemment mal renseignés quant aux rapports entretenus depuis 1933 entre l'Allemagne nationale-socialiste et la junte militaire au pouvoir à Tokyo, rapprochement scellé, en novembre 1936, par le pacte anti-Komintern, Doriot et ses amis font ainsi campagne pour mobiliser l'Europe contre le « péril jaune », concept cher à Guillaume II mais totalement étranger à Hitler.

Rallié en même temps que Bonnard au PPF, Jouvenel résumait le 5 novembre 1937 dans L'Émancipation nationale, organe du parti : « La jeunesse française sent qu'une guerre européenne serait comparable à un cataclysme biblique. C'est pourquoi elle veut la paix, mais une paix qui entretienne les vertus viriles. » Par quel biais ? Celui de l'aventure impériale qui, affirmait-il peu après dans les Cahiers franco-allemands, devait donner à cette jeunesse la « possibilité de mener une vie héroïque et enthousiasmante sans détruire quoi que ce soit ou porter tort à la vieille Europe ». Et, comme il n'était évidemment pas question de rendre à l'Allemagne ses anciennes possessions africaines, Jouvenel proposait logiquement de « [lui] prêter la main pour l'aider à acquérir un empire colonial digne d'elle. Nous voulons que l'Allemagne, comme l'Angleterre et nous, soit une grande puissance coloniale. Cela fixera la solidarité nécessaire entre nous⁵ ».

Outre le caractère totalement surréaliste de ces préconisations, aux antipodes de la géopolitique hitlérienne, donc privées de la moindre chance d'être entendues, celles-ci démontrent surtout qu'avant même la Collaboration beaucoup d'esprits de droite étaient mûrs, psychologiquement, pour tout accepter de l'Allemagne, pourvu que celle-ci ne s'en prenne pas à l'empire colonial français... Comme l'écrit Philippe Burrin :

Le fascisme français était, dès avant la défaite, un fascisme collaborateur en ce sens qu'il n'avait d'autre ambition que de donner à la France la force qui induirait l'Allemagne à composer et à accepter une entente garantissant la conservation de son statut de grande puissance. De là au fascisme satellite, le pas ne fut pas grand, du moins pour ceux qui, comme Doriot, et à la différence de Jouvenel, se trouvèrent prêts à payer de l'entrée au service du vainqueur la satisfaction de leur ambition de dictature totalitaire et de revanche anticommuniste⁶.

C'est donc comme une illustration de ce « fascisme satellite » qu'il convient de lire l'entretien qui suit – ou plutôt, là encore, les monologues d'Hitler suscités par un interviewer quasiment muet – et dont Bonnard nous dit qu'il débuta, à sa demande, sur « un parallèle entre la société d'aujourd'hui et celle d'avant la guerre ».

Hitler. Sans doute, le monde d'à présent peut donner à quelques hommes énergiques un sentiment de bonheur, par l'activité qu'ils déploient en luttant avec les difficultés qui y sont posées et, pour ma part, je n'aurais pas vécu heureux dans la période qui va de 1860 à 1914. Mais cela n'est vrai que pour un petit nombre. La masse ne s'intéresse point, par elle-même, à ces grands problèmes. Sans doute, on peut enthousiasmer les masses pour ce qui touche à la vie de la nation. Mais cela seul ne suffit pas à les satisfaire. Il faut considérer leur vie dans sa réalité quotidienne.

Beaucoup d'hommes travaillent huit heures par jour dans des conditions qui sont parfois très peu agréables, exerçant une profession qu'ils n'ont pas choisie. Il faut qu'ils aient dans l'âme un bonheur intime qui rende leur vie supportable.

Pour s'occuper d'eux, il ne suffit pas de modifier les conditions matérielles de leur existence. Il est certain qu'en Russie, par exemple, on est arrivé dans cet ordre à des résultats importants. Cependant, tous les voyageurs témoignent qu'il règne dans ce pays une tristesse générale.

C'est pour cela que nous avons reconnu l'importance de la joie de vivre, que nous avons créé cette organisation de « La force par la joie⁷ » qui doit apporter aux masses le sentiment de la joie, enseigner la joie au peuple.

Bonnard. *En somme, chaque homme doit être rejoint à la fois dans son âme et dans sa fonction, dans ce qu'il est par son labeur et dans ce qu'il est par lui-même. Il ne s'agit pas seulement de lui refaire une maison, mais d'y allumer une lampe...*

Hitler. À l'étranger, on croit que l'Allemagne vit sous un régime de dictature. Mais il y avait bien plus de dictature en Allemagne en 1933 ! Un régime comme celui-ci ne saurait se maintenir par la contrainte. Le peuple est pour moi parce qu'il sait que je m'occupe vraiment de ses besoins, que les problèmes de son âme m'intéressent. C'est pourquoi j'ai dans le peuple mes plus grands partisans, et j'y suis plus aimé que les monarques l'ont été. Ce qu'il faut, c'est changer le sentiment que la classe la plus nombreuse peut avoir de sa propre vie.

Jusqu'à ces derniers temps, il y avait, sur les bateaux des grandes compagnies de navigation, un contraste choquant entre le luxe réservé aux passagers et la vie du personnel ; d'un côté, tous les raffinements, toutes les recherches ; de l'autre, aucun agrément, aucune commodité, des conditions d'existence pénibles et malsaines. En vain nous insistions pour que tout cela fût changé ; quand nous demandions que les gens du personnel fussent logés plus à l'aise, on nous répondait que la place coûtait trop cher sur les grands bateaux pour qu'on pût nous satisfaire ; quand nous demandions qu'ils eussent un pont réservé pour pouvoir prendre l'air, on nous disait qu'il y avait là une difficulté.

Maintenant, sur les nouveaux navires, le personnel a des cabines convenables ; il a un pont à son usage, où il peut se reposer dans de bons sièges, il a des appareils de radio pour se distraire, il a une salle à manger où ses repas sont présidés par un officier du bord ; et

toutes ces améliorations n'ont pas coûté tellement cher, mais il fallait les vouloir.

1. Jusqu'en 1919, *Le Journal*, fondé en 1892, était l'un des quatre plus grands quotidiens français (450 000 exemplaires) et s'enorgueillissait de compter parmi ses collaborateurs des personnalités aussi différentes que Clemenceau, Barrès, Zola ou Léon Daudet. Mais en 1919 un scandale fait chuter de moitié son lectorat : l'un de ses principaux actionnaires, Pierre Lenoir, convaincu d'espionnage au profit de l'Allemagne, est fusillé. Racheté en 1925 par la Banque de Paris et des Pays-Bas, l'agence Havas et le directeur du casino de Deauville, le quotidien, sous couvert de pacifisme, milite pour une entente avec l'Italie fasciste puis l'Allemagne nationale-socialiste. Il choisira logiquement la collaboration en 1940 et disparaîtra en 1944.

2. En 1934, après un désaccord avec Maurice Thorez sur la conduite à tenir face aux ligues d'extrême droite. Député-maire de Saint-Denis, Doriot était alors partisan de privilégier la lutte contre le fascisme, donc l'union des gauches, plutôt que la stratégie « classe contre classe » alors prônée par le Komintern. Ironie de l'histoire, c'est pourtant cette ligne qu'adoptera le Komintern (et donc Thorez), peu après l'exclusion de Doriot. Devenu, du coup, un farouche adversaire du PC, ce dernier mènera dès lors la lutte contre le Front populaire qu'il avait appelé de ses vœux, se faisant même financer par la droite nationaliste pour faire échec aux candidats de la coalition Blum-Thorez aux élections de 1936. Parmi ses principaux soutiens : la banque Worms, dont l'un des principaux directeurs, Gabriel Le Roy Ladurie, financera la création du PPF...

3. Michel Winock (dir.), *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Seuil, coll. « Points Histoire », 1994.

4. Philippe Burrin, *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, Paris, Seuil, 2000.

5. Bertrand de Jouvenel, « Das französische Weltreich », *Cahiers franco-allemands*, n^{os} 3-4, 1938.

6. Philippe Burrin, *op. cit.*

7. Inspirée de l'organisation fasciste *Dopolavoro* (« Après le travail »), *Kraft durch Freude* (« La force par la joie ») était l'organisme de loisirs du Front allemand du travail présidé par Robert Ley (1890-1945). À son actif, KDF, qui possédait plusieurs bateaux de croisière et fit construire de nombreux complexes balnéaires (dont la gigantesque cité de Prora, sur l'île de Rügen, en mer Baltique), permit à des millions d'Allemands de voyager gratuitement et de pratiquer toutes sortes de sports (y compris l'équitation et le vol à voile, jusqu'alors réservés à une élite)... En contrepartie, bien sûr, d'un solide endoctrinement. À son passif, la *Volkswagen* (la « Voiture du peuple », dite aussi *KDF-Wagen*), financée à partir de 1936 au moyen d'un emprunt forcé, mais dont 90 % de ses souscripteurs furent privés en raison

de la déclaration de guerre qui réserva le véhicule à l'armée (la VW fut militarisée sous le nom de *Kübelwagen*, équivalent allemand de la Jeep).

« C'est un peu ridicule de dire
que les Allemands ne sont pas libres »

Entretien avec Alphonse de Châteaubriant
Le Journal, 2 septembre 1938

Si Abel Bonnard ne dissimule pas son attirance grandissante pour l'Allemagne et pour son chef, Alphonse de Châteaubriant, lui, se déclare ouvertement national-socialiste. Certes, sa conversion est récente, puisqu'elle remonte à 1937, année qu'il a consacrée à visiter l'Allemagne et à rédiger son manifeste, La Gerbe des forces, publié chez Grasset et sous-titré La Nouvelle Allemagne... Mais elle est radicale et définitive.

Jusqu'alors, cet aristocrate breton, lauréat du prix Goncourt 1911 pour Monsieur de Lourdines et auteur de romans à succès de bonne facture (dont La Brière, en 1923, et La Meute, en 1927) était plutôt connu pour son catholicisme et pour son engagement, à rebours de beaucoup de ses amis, en faveur du capitaine Dreyfus. Ami de Romain Rolland, que la montée du nazisme rapproche alors de l'Union soviétique, rien ne le prédisposait à suivre le chemin contraire, à l'exception peut-être de son mysticisme qui, par un étrange détour, lui fait soudain reconnaître en Hitler un nouveau messie. Loin de désapprouver l'étatisation des Églises décrétée par le III^e Reich, Châteaubriant y voit au contraire une résurgence du christianisme médiéval, non encore « abâtardi » par l'individualisme de la Renaissance puis des Lumières... Bref, un retour en force de

l'âme religieuse, au sens étymologique de « ce qui relie » les hommes. La force de ce lien ? La « joie de vivre que réalise celui qui sacrifie tout de lui à quelque chose de plus grand que lui-même ». Dans La Gerbe des forces, il écrit :

L'homme allemand a compris qu'en se lâchant lui-même, tel qu'il se saisissait en son âme individuelle, pour embrasser en ses lieux et places les intérêts d'une réalité beaucoup plus vaste que la sienne, il se grandissait à la mesure de cette réalité. Et en acquérant cette connaissance révolutionnaire, il a fait là, dans le monde pratique, l'expérience qui répondait enfin à ce que sur tous les toits lui prêchait la voix profonde du christianisme depuis dix-neuf siècles... Dans le monde, se forme en ces jours un mouvement dans lequel s'exprime tout l'essentiel du christianisme : l'oubli de soi-même, le sacrifice de soi-même. Le national-socialisme est un jaillissement religieux.

Quant à Hitler lui-même, Châteaubriant y voit une réincarnation de Jésus :

« Je suis en vous et vous êtes en moi », lui arrive-t-il de dire dans un discours à son peuple. [...] Il faut reconnaître que, dans notre misère humaine, c'est là une chose bien splendide et bien forte que nous puissions être unifiés et liés indissolublement, comme le paysage du bord du lac est lié et un avec son reflet, et donc comme Hitler, vivant dans le cœur de son peuple, est lié à son peuple et un avec son peuple. [...]

L'homme qui gouverne l'Allemagne [...] est un homme exceptionnel dont l'esprit puise ses idées non dans les régions glacées de l'ambitieuse habileté politicienne, mais dans un amour profond et dans une discipline de soi-même dont n'ont aucune idée les professionnels de la rouerie et de la combine. Hitler a un génie plus vaste que celui de l'individualité, plus profond que celui de l'esprit. [...]

Oui, Hitler est bon. Regardez-le au milieu des enfants, regardez-le penché sur la tombe de ceux qu'il aimait, il est immensément bon et, je le répète : *bon*, avec la conviction parfaite que cette

affirmation scandaleuse n'empêchera pas les délicieux, les incomparables raisins français de mûrir sur les coteaux de Beaugency.

Faut-il s'étonner qu'après une telle profession de foi Châteaubriant n'ait pas été élu à l'Académie française, à laquelle on le disait alors promis ? Même parmi ceux qui, en cette année 1937, préfèrent « Hitler à Blum », estiment que les revendications territoriales allemandes sont loin d'être toutes illégitimes ou admirent les réalisations sociales du Reich, il ne se trouve personne pour défendre l'auteur de La Gerbe des forces. Ironie de l'histoire, c'est de Robert Brasillach, futur fusillé de la Libération, qu'émane, dans L'Action française du 8 juillet 1937, le jugement le plus dur porté sur le panégyrique prohitlérien de l'ancien partisan de Dreyfus : « Puérilité : c'est le seul mot décent, le seul mot juste que l'on puisse employer pour ce livre, où l'on voit l'auteur s'agenouiller de page en page, avec un respect religieux, devant tout ce que représentent l'Allemagne et l'hitlérisme. »

Puérile ou pas, La Gerbe des forces constitue le meilleur sauf-conduit du moment pour qui veut forcer la porte du nouveau « messie ». Châteaubriant sera, de fait, le dernier Français à pouvoir s'entretenir librement avec lui sans intervention intempestive du ministère de la Propagande¹.

Exceptionnellement, Hitler n'attaque pas l'entretien par un long monologue, mais demande à son visiteur les impressions qu'il a retirées de ses nombreux séjours en Allemagne. Châteaubriant ne nous dit rien de sa réponse, mais on imagine sans mal qu'elle remplit d'aise le Führer, qui enchaîne sur un thème qu'on retrouve à chaque page de La Gerbe des forces : c'est en cultivant les archétypes du « génie germanique » que le national-socialisme aide l'homme allemand à atteindre l'universel.

En attendant, en cette fin d'été 1938, Hitler poursuit sa révision générale des frontières de l'Europe centrale : six mois après avoir

pris possession de l'Autriche, le III^e Reich revendique désormais l'annexion des Sudètes tchécoslovaques, que la Grande-Bretagne se dit prête à lui accorder (mais pas encore la France, qui cédera le 28 septembre à Munich). Et, pour bien montrer qu'elle se prépare à toute éventualité à l'Ouest, l'Allemagne achève en urgence la construction de la ligne Siegfried, face à la ligne Maginot. Mais, de ces « détails », point n'est question dans l'entretien qui suit...

Hitler. Je me rends compte de la difficulté qu'éprouve un étranger devant la mentalité allemande, combien il lui est malaisé de s'expliquer complètement l'effort allemand actuel. Car il ne s'agit pas seulement de sensibilités différentes, mais de méthodes différentes, et surtout d'un autre ordre de vie. Nous ne songeons aucunement à imposer notre façon de voir... Cette façon de voir vaut pour nous, et elle peut ne pas valoir pour les autres... Il n'en est pas de même des doctrines du bolchevisme qui, sans s'inquiéter de savoir si elles peuvent ou non s'adapter au génie des peuples, veulent s'imposer au monde entier...

La Russie, considérée dans son histoire depuis Ivan le Terrible et Pierre I^{er} jusqu'à Lénine et Staline, parcourt une ligne qui est dans sa nécessité, tout au moins, elle me paraît l'être...

Je suis même tenté de dire que la Russie a trouvé dans l'organisation des soviets une expression assez conforme à sa nature. Mais pour le reste de l'Europe, cette organisation ne pourrait mener qu'aux plus grandes catastrophes.

Je crois au surplus que la mentalité bolcheviste russe est trop différente de la mentalité des autres nations européennes pour pouvoir coopérer avec elle en vue d'un travail à conduire en commun.

Châteaubriant. *Mais en ce qui concerne l'absorption d'autres territoires par le bolchevisme, il est impossible de se désintéresser de cette question...*

Hitler. Nous ne vivons pas dans une pièce close, dans un *vacuum*. Nos échanges entre nations sont constants, étroitement indépendants, se compénètrent subtilement. Le plus grand danger pour l'Europe était que l'Allemagne devienne bolcheviste. La culture européenne n'aurait pas résisté aux destructions de ce Moloch : l'Europe était perdue.

Maintenant, je ne crois plus à l'accomplissement de la bolchevisation de pays comme la Hollande, la Belgique ou la France... Le communisme russo-asiatique dans ces pays est vaincu. Des crises intérieures pourront se produire, il y en aura encore, mais la France, par exemple, ne deviendra pas la proie de ce principe dévorateur.

Si l'Allemagne avait cédé, il n'y aurait plus eu d'espoir pour l'Europe. Ce fut l'Allemagne qui arrêta au dernier moment la ruée d'un destin tragique. Oui, l'Allemagne a échappé à un destin mortel. Et pourtant, l'horrible misère régnait chez elle, l'absence de tout débouché pour sa production, qui entraînait d'immenses contrées à se vider de leur substance humaine, la condamnait à être de toutes les nations celle qui risquait le plus d'être subjuguée. Elle était sur le point de l'être. Mais l'ouvrier allemand a compris à temps. C'est ce qui a permis de l'arracher au fatalisme qui l'accablait. Nous nous sommes efforcés de relever son standard de vie tout en le préservant de toute illusion ; il fallait pour cela que la valeur de son travail fût toujours égale à son salaire, c'est-à-dire que tout salaire et tout traitement payé en Allemagne ne possédât [*sic*] que la valeur intrinsèque dont le travail fourni présente l'équivalent sous forme d'articles produits. L'argent ne joue plus ici qu'un rôle d'intermédiaire.

La situation de l'ouvrier s'améliore donc de plus en plus, bien qu'elle soit loin encore d'être rendue là où nous espérons la porter. Vous avez visité beaucoup d'usines ?

Châteaubriant. *Beaucoup, Votre Excellence.*

Hitler. Le travail s'y fait dans l'ordre et la paix... Je n'ai donc plus aucune difficulté de ce côté-là. S'il y a des asociaux, on a constaté, la plupart du temps, que ce sont des individus ayant un casier judiciaire très chargé. Le mouvement national-socialiste ne pouvait espérer disposer de la force nécessaire pour cette lutte gigantesque que s'il réussissait à éveiller dans le cœur de ses adhérents la conviction sacrée que la vie politique serait portée au-dessus d'une simple formule électorale et se trouverait en présence d'une conception philosophique nouvelle d'une importance fondamentale...

Châteaubriant. *Cette tâche commence aujourd'hui pour tous les peuples. Un grand effort de rénovation s'impose à tous. Mais rien ne sera possible s'ils ne font passer avant toutes les formules d'organisation l'esprit d'héroïsme... Hélas, Excellence, cet effort vers l'héroïsme sera rendu encore plus difficile par l'âpreté, précisément, de cette lutte économique...*

Hitler. La situation économique de l'Europe restera un foyer de désaccords et de dissentiments aussi longtemps que chacun des États en traitant de ses propres affaires n'aura égard qu'à soi-même. La situation ne sera résolue de façon harmonieuse et heureuse que lorsque, délibérément, toutes les nations européennes seront entrées dans un régime actif de collaboration, lorsque ce régime de collaboration sera sincèrement, effectivement, désiré par toutes, admis par toutes, voulu par toutes. C'est tout un esprit nouveau à contracter, à introniser. Et il faut que cet esprit apparaisse, il faut qu'il naisse ! Autrement, nous continuerons de voir les nations, dans des guerres semblables à la dernière, détruire comme de méchants enfants le fruit de leur travail.

Les nations européennes sont faites pour coopérer à l'œuvre de leur commune prospérité. Les guerres, et la dernière surtout, qui a disposé arbitrairement des territoires et des peuples, doivent être regardées d'un point de vue objectif comme de funestes erreurs commises par ces nations mêmes. Économiquement comme dans

tous les domaines, les peuples ne devraient songer qu'à poursuivre une œuvre de collaboration féconde.

On accuse l'Allemagne de vouloir couper ses relations avec l'extérieur et de s'enfermer dans le vase clos de sa vie économique. On ne réfléchit pas que l'Allemagne s'est trouvée plus atteinte par le bouleversement de l'économie mondiale qu'un autre pays, en raison de son espace économique relativement restreint et à la fois surpeuplé. Ce n'est d'ailleurs qu'après qu'il fut devenu entièrement évident qu'on ne pourrait obtenir de vastes accords commerciaux avec l'étranger, qu'en effet nous nous sommes résolus à rendre l'organisme économique indépendant de l'étranger. Il a donc fallu chercher des voies nouvelles. Aussi, par le Plan de quatre ans, nous travaillons à ce que l'Allemagne puisse se suffire à elle-même, et ce n'est pas dans le but de l'isoler².

N'oubliez pas qu'on l'a mise dans une situation qui l'oblige à réagir dans ce sens et à s'efforcer de devenir indépendante économiquement. Elle s'est soumise à ce régime et à cette discipline en prévision d'un isolement forcé possible, ainsi que pourrait le lui faire redouter, à quelque moment donné, les conséquences d'une pénétration bolchevique venant à s'étendre autour d'elle³.

Châteaubriant. *Le procès du national-socialisme est surtout dirigé par ses adversaires sur le fait des limitations sans réplique imposées par l'État à l'individu. Nous autres Français, en effet, y voyons une atteinte à la liberté – la liberté est ce à quoi les Français tiennent avant tout.*

Hitler. On a effectivement l'habitude de dire à l'étranger que, dans l'Allemagne nationale-socialiste, les Allemands ne sont pas libres. Mais c'est un peu ridicule de tenir ce langage. On ne violente pas un peuple de 70 millions d'hommes pendant des années... Notre tâche n'a pas été d'imposer nos conceptions au peuple allemand, notre intention fut, au contraire, de rallier à nos convictions le peuple allemand tout entier.

Combien d'hommes, sous prétexte de liberté, nuisaient au peuple ! En État national-socialiste, il n'est pas d'homme qui n'ait une responsabilité entière vis-à-vis du *Volk*. C'est trop souvent, du reste, là où la politique n'est que le jeu extérieur des partis, que la liberté des individus, au milieu de la masse des citoyens, est laissée dans le dénuement. La liberté de l'individu, pour ce qu'elle doit être, doit se nourrir de la force de l'État quand l'État est fait de la substance de l'individu ; et l'État est fait de la substance de l'individu quand il se recrute et se répartit dans toutes les cellules de l'organisme de la nation, sous la forme des chefs choisis et éduqués parmi les meilleurs, les plus forts et les plus valeureux du peuple. Avez-vous vu notre jeunesse ?

Châteaubriant. *Je l'ai vue, elle est saine et disciplinée. Je n'ai pas oublié l'accueil qui m'a été fait dans un camp de 9 000 jeunes gens de l'Hitlerjugend, à Offenburg. Votre jeunesse est plus unifiée que notre jeunesse en ses directives ! Mais nos jeunes générations présentent aussi une physionomie bien frappante. Elles sont une des forces de la France...*

Hitler. La France ! Nous avons eu bien des démêlés avec la France, au cours de notre histoire, mais nous n'en sommes pas moins les membres d'une même famille. Et cela, je l'ai dit à toute l'Allemagne : il existe entre nous des liens qui ont engendré un indescriptible souvenir. Nous avons échangé des idéaux, nous nous sommes donné des exemples et des enseignements. Soyons équitables, nous avons moins de raisons de nous haïr que de nous admirer réciproquement... Si l'on se faisait, à l'étranger, une idée plus juste de ce qu'est le national-socialisme, l'on comprendrait qu'il est réellement une nouvelle conception du monde et qu'il est impossible, sans la paix, que les esprits puissent s'adapter à cette conception... Une paix profonde est nécessaire⁴.

Châteaubriant. *Je comprends, Excellence, que la révolution nationale-socialiste n'est pas une invention gratuite, mais qu'elle*

correspond à une évolution qui se fait aujourd'hui dans tous les peuples ; non parce que les peuples le veulent, mais parce que quelque chose de caché le veut en eux. Chaque peuple, ou chaque nation ayant un génie devront, selon ce génie, trouver et réaliser la plus haute expression d'eux-mêmes...

Hitler. Certainement, à chaque peuple sa Vérité.

Châteaubriant. *En France, c'est chacun sa vérité... Et cela peut avoir son bon côté aussi ! Chacun peut arriver à se faire un petit communisme à soi, et l'embrigadement général est évité.*

Hitler [souriant]. On suppose que, dans ce nouvel organisme discipliné, les individus perdront leur personnalité ; mais c'est tout le contraire ! Nous ne croyons pas que le temps de la puissance créatrice des individus soit fini, et qu'elle pourrait être remplacée par la puissance de l'informe masse collective... Nous estimons que la plus haute valeur de l'individu apparaîtra de nouveau et que c'est en puisant dans l'activité fortement liée et ordonnée de la collectivité des hommes de sa race que l'individu, en tant qu'individu, trouvera sa plus grande force.

1. Ce qui ne sera pas le cas, on le verra, de Robert Chenevier, son confrère de *L'Illustration*, qu'Hitler recevra trois mois plus tard au Berghof et qui ne rapportera de son entrevue que des formules stéréotypées.

2. Comme souvent, Hitler réécrit l'histoire à sa façon. S'il n'a pu, effectivement, contracter autant d'accords commerciaux qu'il le souhaitait en 1933 (notamment avec les États-Unis qui, en plein lancement du *New Deal*, souhaitaient limiter au maximum leurs importations), il en a conclu une série avec ses voisins centre-européens (notamment la Pologne, la Roumanie, la Hongrie et la Yougoslavie, qui ont vendu massivement au Reich des denrées alimentaires et des matières premières, en échange de produits industriels allemands), mais aussi avec l'Amérique du Sud et surtout l'Angleterre, seule démocratie occidentale à consentir des crédits à l'Allemagne jusqu'en 1939. Et il n'est ici question que d'échanges d'État à État, pas des *joint-ventures*, très nombreux, conclus entre les industriels privés allemands et anglo-saxons, en particulier américains... De plus, la volonté d'autosuffisance dont parle Hitler, et que le Plan de quatre ans a presque réalisée, ne portait que sur le domaine industriel. Si le Führer a si facilement consenti à

rester dépendant de l'étranger en matière agricole (au point d'abandonner la promesse de réforme agraire contenue dans le programme originel du NSDAP), c'est parce qu'il attendait de sa future expansion territoriale vers l'Est qu'elle lui fournisse les terres et les productions qui jusqu'alors faisaient défaut à l'Allemagne, notamment les plaines fertiles d'Ukraine...

3. La contradiction, que Châteaubriant s'abstient de relever, est ici flagrante avec ce qu'affirmait Hitler au début de l'entretien. Si la prise du pouvoir par les nationaux-socialistes a, comme il le dit, « sauvé » l'Europe de la contagion bolchevique dès 1933, pourquoi organiser, au moyen du Plan de quatre ans décidé en 1936, une autosuffisance destinée à prévenir cette même contagion à laquelle, dit-il, il ne croit plus ?

4. Est-ce à dire que le national-socialisme, c'est la paix ? Dans tous ses discours publics – sans parler de ses ordres secrets dont nul n'avait encore connaissance – Hitler glorifie pourtant la guerre comme l'unique moteur de l'Histoire, l'instrument de sélection suprême entre les peuples dignes de vivre et ceux voués à l'esclavage ou à la disparition.

« Nous repoussons l'antinomie
entre l'utile et le beau »

Entretien avec Robert Chenevier
*L'Illustration*¹, 10 décembre 1938

Étrange entretien que celui accordé le 25 novembre 1938 par Hitler à Robert Chenevier, de l'hebdomadaire L'Illustration, dernier Français admis à interroger le Führer et pénultième journaliste à le faire, avant l'Américain Karl von Wiegand en juin 1940 (lire infra). Tout indique en effet, à commencer par son style, que l'interview n'a pas été menée dans les conditions habituelles. Dans la présentation qu'il en fait, Chenevier prétend avoir mené l'entretien en présence de l'interprète Paul-Otto Schmidt, le traducteur officiel du Führer, réputé pour sa parfaite connaissance de la langue française et de ses subtilités. Mais quand on lit le texte, qui bat tous les records de ce qu'on nommerait aujourd'hui la « langue de bois », on ne peut qu'être surpris par la lourdeur, voire la maladresse, de certaines tournures qui évoquent plutôt le travail d'un tâcheron francophone du ministère de la Propagande. Bref, par rapport aux entretiens précédents, qui, bien que soumis à la chancellerie pour relecture, portent la marque de leurs auteurs, la baisse de standard est flagrante ! Or Chenevier n'est ni un novice ni un amateur, mais un reporter chevronné non dénué de style et qui jamais n'aurait osé servir de lui-même aux lecteurs de L'Illustration des phrases du type : « D'un développement d'aussi grande envergure et du

caractère unifié de notre urbanisme allemand, je me promets un résultat particulièrement efficace... » Quant à Hitler, passionné d'architecture et d'urbanisme, on l'imagine mal traiter par-dessus la jambe des questions aussi décisives à ses yeux !

Il faut donc en conclure que si Chenevier a bien rencontré Hitler, ce ne fut sans doute que le temps d'une photo, à charge pour le journaliste d'envoyer ses questions aux services du docteur Goebbels qui se seront chargés d'en rédiger les réponses.

Stéréotypé à souhait, cet entretien est l'archétype des discours vides et pompeux dont Hitler aimait étourdir ses interlocuteurs pour détourner leur attention de l'essentiel. Rappelons que quelques jours plus tôt il a fait savoir aux patrons de la presse allemande qu'ils devaient préparer leurs lecteurs à la guerre et que, par voie de conséquence, flatter l'opinion étrangère ne présentait plus d'intérêt pour lui. Voici sans doute pourquoi Chenevier fut traité par-dessus la jambe... mais néanmoins reçu, en remerciement des articles si positifs que depuis quelques années il rédigeait sur la nouvelle Allemagne. Une habitude qu'il ne perdra pas, bien au contraire, après 1940...

Chenevier. *Votre Excellence a débuté dans la vie comme étudiant à la section d'architecture de l'École des beaux-arts de Vienne. Elle a joint aux connaissances théoriques qui lui ont été enseignées des connaissances pratiques que les nécessités matérielles l'ont contrainte d'acquérir. Estime-t-elle que ce double apprentissage a eu une portée importante sur sa formation intellectuelle et, dans l'affirmative, donne-t-elle la priorité à la formation théorique ou à la formation pratique ?*

Hitler. *L'intérêt particulier que je porte à tout ce qui intéresse le bâtiment a certainement ses racines profondes dans mes dispositions naturelles. D'autre part, c'était bien mon dessein, avant la guerre mondiale, de devenir architecte. Mes dispositions innées*

trouvent d'ailleurs leur application dans les tâches particulières m'incombant en ma qualité de Führer et de chancelier du Reich.

Chenevier. *Le programme du NSDAP (Parti national-socialiste des travailleurs allemands) stipule : « Nous voulons assurer de nouveau un foyer à l'Allemand créateur. Nous voulons bâtir des logements sains, bien éclairés, avec de l'air et du soleil, pour une génération forte. » Votre Excellence voudrait-elle préciser et développer ce principe d'action ? En outre, quel est dans cet ordre d'activité la part qui revient au gouvernement central et aux municipalités ?*

Hitler. La portée sociale d'un développement sain des aménagements s'accuse, assurément, d'abord, par la possibilité d'améliorer ainsi, tout au moins en partie, les préjudices résultant de la force des choses, dans le domaine de l'hygiène et de la vie sociale, voire d'y remédier, ces dommages résultant de l'obligation qui s'est imposée à l'humanité au cours de son développement de faire cohabiter d'innombrables individus sur une aire limitée. C'est pourquoi la création de maisons d'habitation constitue un devoir incombant à la direction collective de la nation. Selon les nécessités et les exigences particulières propres à chaque cas, tous les organismes, privés ou publics, sont appelés à collaborer à la solution du problème.

Chenevier. *Il est manifeste que depuis quelques années l'architecture et l'art décoratif allemands sont entrés dans des voies nouvelles. Le style d'aujourd'hui est sobre, dégagé de toute ornementation inutile. Les lignes sont pures, les volumes rigoureusement équilibrés. Quelles sont les caractéristiques de l'inspiration des architectes et décorateurs du III^e Reich ?*

Hitler. L'idée directrice fondamentale du III^e Reich est la suivante : adapter l'œuvre aux besoins et en même temps faire beau. En d'autres termes, nous repoussons d'office l'antinomie alléguée d'ordinaire entre l'utile et le beau. D'ailleurs, dans les grandes constructions entreprises par la communauté, nous ne voyons pas

seulement des possibilités de logement pour fonctionnaires ou employés ; nous voyons aussi le témoignage éducatif et, en quelque sorte, symbolique de la vie de cette communauté. C'est pourquoi l'apparente concession faite à la beauté n'est, considérée en elle-même, rien d'autre que la réalisation de l'objectif essentiel assigné à ces constructions. Aussi bien les peuples et les races ont-ils des conceptions diverses de la beauté ; diversités correspondant à leurs structures physiologiques propres.

Chevenier. *Si, en matière d'architecture, l'auteur d'une œuvre devait sacrifier quelque chose, Votre Excellence donnerait-elle, à son sentiment, la priorité à l'utile ou à l'agréable ?*

Hitler. L'antinomie existant entre l'effet esthétique produit par un édifice et son appropriation au rôle qu'il doit remplir n'est point résolue par la préférence accordée à sa convenance apparente, ou, au contraire, à son esthétique. Le problème se résout par le remplacement de l'architecte incapable de parvenir à la synthèse nécessaire entre l'utile et le beau.

Chenevier. *Entre la gare de Duisbourg et la gare du Havre, il existe une évidente analogie de conception. N'est-ce pas le signe que l'architecture des grands bâtiments utilitaires présente désormais un caractère d'universalité et d'impersonnalité ? Dès lors, n'est-on pas en droit de se demander si le génie propre d'une race ne se retrouvera plus dans ses œuvres architecturales ?*

Hitler. Ce n'est point notre dessein d'uniformiser purement et simplement l'Allemagne quant à son aménagement architectural. Nous faisons ici les concessions nécessaires ; concessions qui, tout en gardant intactes les données techniques et esthétiques, répondent au caractère général d'un paysage ou d'une cité.

Chenevier. *Quelle est la politique de Votre Excellence en matière d'urbanisme et comment conçoit-elle celui-ci ? Autrement dit, comment Votre Excellence conçoit-elle la cité moderne ?*

Hitler. Le régime national-socialiste s'efforce de réaliser partout une amélioration des conditions existantes ; ceci dans tous les domaines. Mais, comme dans les questions d'architecture il s'agit de créer des prototypes instructifs et, par là même, éducatifs, un certain nombre de villes ont été désignées pour témoigner de façon particulièrement caractéristique des tendances architecturales du III^e Reich. En tête vient ici la capitale ; puis Munich, métropole du parti ; puis Nuremberg, la ville des congrès nationaux-socialistes ; enfin notre plus grand port et premier marché commercial : Hambourg. Mais par ailleurs, en maintes villes de l'ancien Reich et des nouveaux territoires maintenant rattachés à celui-ci, des plans de grande envergure sont en préparation et même partiellement réalisés ; plans qui doivent conduire à des résultats soit identiques, soit similaires, compte tenu de l'ordre de grandeur de chaque localité. À la base de notre effort se trouve l'idée directrice : non point d'assurer le développement d'une ville particulière, mais d'assurer un niveau de civilisation moyen le plus élevé possible.

Chenevier. *Votre Excellence est-elle partisane du logement individuel ou de la maison à très nombreux locataires ?*

Hitler. Dans une contrée à population aussi dense que l'Allemagne, il est impossible, si l'on veut éviter l'extension indéfinie des agglomérations urbaines, de construire exclusivement des habitations individuelles. À ceci s'opposent également des motifs économiques corrélatifs. Aussi est-il important de trouver ici un compromis entre le désirable, le nécessaire et le possible.

Chenevier. *Quelle signification sociale Votre Excellence donne-t-elle à l'urbanisme ?*

Hitler. D'un développement d'aussi grande envergure et du caractère unifié de notre urbanisme allemand, je me promets un résultat particulièrement efficace pour l'éducation d'un peuple conscient de lui-même et fier de sa cohésion sociale.

1. Disparue en 1944 après avoir choisi, comme d'autres, la voie de la collaboration, *L'Illustration* n'en reste pas moins le plus prestigieux des hebdomadaires français d'actualité, et parmi les plus lus dans le monde jusqu'en 1940. Riche de 5 293 numéros (180 000 pages) publiés de 1843 à 1944, il fut, d'un bout à l'autre de son existence, à la pointe de l'innovation technique, le seul dans les années 1930 à publier chaque semaine un ou plusieurs reportages en couleurs. Forte d'un tirage de 300 000 exemplaires, cette revue, considérée dans beaucoup de familles comme « le » journal de référence, était lue chaque semaine par plus d'un million de personnes.

« L'Amérique aux Américains,
l'Europe aux Européens »

Entretien avec Karl von Wiegand
*The New York American*¹, 14 juin 1940

Dernier entretien accordé par Hitler à un journaliste étranger, celui-ci revêt un intérêt historique au moins aussi important que le tout premier, obtenu en 1923 par cet autre Américain d'origine allemande qu'était George Viereck. D'abord parce que, dans les deux cas, le dictateur exprime sans détour le fond de sa pensée, ce qui, on a pu le constater, n'est pas le cas le plus fréquent ! Ensuite parce que les deux textes résument, si on les met bout à bout malgré leurs dix-sept ans d'écart, la substantifique moelle de la géopolitique hitlérienne : établissement, au profit de la seule Allemagne², d'un empire continental intégrant la Russie et purgé de la présence juive (1923) et établissement d'un condominium planétaire avec la sphère anglo-saxonne (1940).

Quand Karl von Wiegand rencontre Hitler, le 11 juin, non loin de son quartier général de Brûly-de-Pesche, en Belgique, son premier rêve est en voie de réalisation et il croit tenir l'occasion de rendre possible le second. Dans trois jours, en effet, les troupes allemandes défileront dans Paris, cependant qu'en Allemagne, en Pologne et en Tchécoslovaquie occupées la relégation des Juifs a fait place aux persécutions, prélude aux déportations. Bref, la vieille Europe s'efface devant la nouvelle, au sein de laquelle le III^e Reich ne

compte que des ennemis vaincus ou des alliés soumis répartis en trois catégories : consentants (l'Italie, la Roumanie), contraints (la Bulgarie) ou esclaves (la Slovaquie et surtout la Yougoslavie, qui sera elle-même dévorée l'année suivante). Voici pour l'emprise continentale hitlérienne, sous couvert de l'Axe³.

Que l'Angleterre, dont les troupes viennent de rembarquer, ait été vaincue puis chassée du sol français par la Wehrmacht convainc en même temps le Führer qu'une fenêtre de tir inespérée s'offre à lui pour imposer une paix de compromis et, par là, encourager les États-Unis à rester neutres. Pour preuve de sa bonne volonté, n'a-t-il pas, deux semaines plus tôt, stoppé net ses troupes devant Dunkerque, permettant ainsi, malgré l'opposition indignée de ses généraux, l'évacuation des 220 000 hommes du corps expéditionnaire britannique ?

Depuis le travail décisif de François Delpla sur le Haltbefehl (« ordre d'arrêt ») du 24 mai 1940, le doute n'est plus permis⁴ : en laissant une dernière chance au Royaume-Uni de sauver ce qu'il lui restait de troupes en Europe, Hitler ne cherchait rien d'autre qu'à renforcer le parti de l'apaisement, encore si puissant à Londres malgré l'arrivée de Churchill aux affaires quinze jours plus tôt. Disposant d'une courte majorité au sein du cabinet de guerre, ce dernier doit notamment compter avec l'influence de son ministre des Affaires étrangères, lord Halifax, qui rêve de le remplacer et penche pour une paix séparée avec l'Allemagne. Halifax est en contact depuis 1939 avec Birger Dahlerus, l'homme de confiance de Goering qui, en sa qualité de Suédois, profite de la neutralité de son pays pour jouer les intermédiaires, mais aussi avec l'ambassadeur d'Italie à Berlin, Bernardo Attolico, auquel il a demandé le 27 mai, soit en pleine évacuation de Dunkerque, si Rome pouvait sonder les intentions allemandes.

Entre Hitler et Churchill, résume François Delpla, ces quelques jours de mai constituent l'heure de vérité absolue : soit Churchill perd, et

l'Angleterre, prenant acte des assurances du Führer, sort de la guerre en laissant l'Allemagne établir son imperium sur le continent ; soit il tient bon, et se met en position de faire de la Grande-Bretagne la tête de pont de la future libération de l'Europe. « Il fait peu de doute qu'à ce moment Hitler a frôlé la victoire et Churchill la mort politique⁵. » Mais, in extremis, c'est ce dernier qui l'a emporté, grâce à son habileté⁶. Grâce aussi à l'orgueil de Mussolini qui, trop heureux de profiter des dépouilles françaises qu'Hitler lui a promises en échange de son entrée en guerre, n'a pas jugé utile d'exploiter les ouvertures faites par Halifax, ni même d'en informer Hitler...

En recevant Wiegand, le 11 juin, avant de lancer sa dernière offensive sur Paris, Hitler ne sait pas encore qu'à Londres le vent a commencé à tourner. Tout à son succès foudroyant, il réitère donc ses offres de paix⁷. Avec une sincérité qui, pour une fois, ne saurait être prise en défaut puisque rien ne lui importe plus que de voir le Royaume-Uni sortir de la guerre... et les États-Unis n'y point entrer !

Preuve de l'importance de cet entretien aux yeux d'Hitler : non content de le voir publié par l'ensemble des titres du groupe Hearst (près de 10 millions de lecteurs aux États-Unis), il le fera traduire et diffuser en France occupée dès le mois de juillet 1940. C'est ce dernier texte, signé de Karl von Wiegand mais recyclé sous forme de plaquette par Goebbels, agrémenté d'un portrait pleine page du Führer, que nous reproduisons ici.

« L'Amérique aux Américains, l'Europe aux Européens. » Cette doctrine de Monroe, qui définit de manière fondamentale les positions respectives, non seulement assurerait, si elle était respectée de part et d'autre, une paix à jamais durable entre l'Ancien et le Nouveau Monde, me déclarait aujourd'hui Adolf Hitler, mais offrirait aussi la base idéale pour la paix dans le monde entier. D'un ton caustique, Hitler s'élève avec indignation et mépris contre les « mensonges » qui lui attribuent l'intention de s'immiscer d'une

manière ou d'une autre dans les affaires de l'hémisphère occidental. Il n'y a jamais songé, « même en rêve ».

La crainte qu'avaient de lui les deux Amériques, il la trouvait flatteuse, mais « puérile et grotesque », et sottise et extravagante l'idée d'une attaque possible menée d'Europe contre les États-Unis, par mer, par air ou à l'aide de cette légendaire « cinquième colonne⁸ ». Hitler m'a affirmé qu'il n'avait pas l'intention d'attaquer la belle capitale de la France avec sa machine de guerre, qui opère en ce moment au voisinage immédiat de la ville, et dont les surprenantes qualités d'organisation, poussées jusqu'à la perfection, la fougue dans l'attaque, le génie tactique et stratégique de ses chefs, ont rempli le monde de stupeur, pourvu que Paris « reste, comme Bruxelles, ville ouverte⁹ ». Hitler nie avec vivacité avoir jamais eu comme but de guerre, dans le passé ou actuellement, l'idée de « détruire l'Empire mondial anglais ». Il a déclaré cependant d'un ton irrité : « Je mettrai hors d'état de nuire ces gens qui sont en passe de détruire l'Empire mondial anglais. » Il a parlé de Mussolini dans les termes de la plus grande cordialité, saluant l'entrée de l'Italie dans la « confraternité d'armes ». C'était la première interview qu'Hitler eût accordée pendant cette guerre, et même la première interview depuis cinq ans¹⁰. Dater cette interview du « quartier général du Führer » ferait bon effet, mais cela ne correspondrait pas exactement à la vérité. Ce quartier général du Führer se déplace derrière ses armées¹¹ dont l'avance est comparable à celle d'un rouleau compresseur, et le secret sur l'endroit où il se trouve est assez strictement gardé. Notre entrevue a eu lieu dans un beau petit château appartenant à une personne de la noblesse belge, et situé dans un parc magnifique où les oiseaux chantaient gaiement dans les branches¹². En temps de guerre, une règle sévèrement observée est de ne pas nommer les endroits situés sur le front ou à proximité.

L'avion personnel du ministre des Affaires étrangères, M. von Ribbentrop, m'attendait sur l'aérodrome d'une ville où le hurlement des sirènes, l'explosion des grenades de DCA, pareille à celle des bombes, m'avaient réveillé à environ minuit. Mais j'étais tellement fatigué que je me suis tout simplement rendormi. Nous avons atterri dans un champ, puis, sous le soleil implacable, en voiture ouverte, nous filons, durant des heures. Le ministre des Affaires étrangères me reçoit au quartier général d'un général de division au nom qui écorche la langue. Ce quartier général est établi dans un château situé directement derrière l'aile gauche du front allemand. Long et intéressant entretien avec le ministre. Après le déjeuner, pris avec lui, le général et son état-major, nous repartons. Cette fois, nous allons rencontrer le Führer. Le parcours est long...

Dans le fracas d'une voiture ouverte, à six roues, assis près du chauffeur, Hitler arrive. Bruit des talons qui s'entrechoquent, bras levés, von Ribbentrop salue le Führer sur le seuil. L'air gai, le visage épanoui, l'œil rayonnant de l'homme qui sait qu'il a remporté de grandes victoires et réalisé de grandes choses, simple pourtant dans sa façon de m'aborder, Hitler me salue. Deux années se sont écoulées depuis notre dernière rencontre. Bruni par le soleil, son visage a de plus fraîches couleurs et le Führer a l'air en meilleure santé que depuis de longues années. Les traits ont un peu vieilli, la face est plus pleine ; le caractère, l'extraordinaire force de volonté qui caractérisent Hitler ont déjà marqué sa physionomie. Nous voici installés dans le salon. Aux murs, des portraits qui datent de temps depuis longtemps révolus, beautés belges et françaises qui nous contemplent. Le ministre des Affaires étrangères von Ribbentrop, le docteur Dietrich, le ministre plénipotentiaire Schmidt, le conseiller de légation Hewel, etc., assistaient à l'entretien.

Le Führer avait tenu à formuler par écrit ses réponses à mes questions. Il tenait en main son papier et s'est entretenu presque une heure avec moi. Il a commencé par parler de l'attitude de

l'Amérique envers l'Allemagne et de son propre point de vue envers l'Amérique. Il voulait, dit-il, me rappeler que « l'Allemagne était un des rares États qui s'étaient jusqu'à présent abstenus de toute ingérence dans les affaires de l'Amérique ». Puis il constata : « L'Allemagne n'a jamais eu, et n'a pas non plus actuellement, d'intérêts territoriaux ou politiques sur le continent américain. » Élevant la voix, il continue : « Celui qui prétend le contraire ment sciemment, pour une raison quelconque. La façon dont le continent américain organise sa vie ne nous intéresse donc aucunement, ni moi ni l'Allemagne. Et ce désintéressement, je désire le souligner, n'a pas trait seulement à l'Amérique du Nord, mais aussi à l'Amérique du Sud. Je désire faire remarquer que je ne crois pas qu'une doctrine comme celle qu'a proclamée Monroe ait pu ou puisse être interprétée comme une exigence unilatérale de non-intervention. En effet, le but poursuivi par la doctrine de Monroe ne consistait pas seulement à empêcher que des États européens ne s'ingèrent dans les affaires de l'Amérique – ce que, du reste, ne cesse de faire l'Angleterre qui a elle-même d'énormes intérêts territoriaux et politiques en Amérique –, mais également que l'Amérique ne se mêle pas des affaires de l'Europe. Le fait que George Washington lui-même a adressé un avertissement de ce genre au peuple américain confirme la logique et le caractère raisonnable de cette interprétation. Je proclame donc : "L'Amérique aux Américains, l'Europe aux Européens !" »

Comme je lui demandais ce qu'il pensait du programme d'armement de l'Amérique, annoncé et préconisé actuellement par Roosevelt, Hitler répliqua : « En répondant à cette question, je m'en tiens également à la doctrine de Monroe. Je ne porte aucun jugement sur le programme d'armement des États-Unis, cela non plus ne m'intéresse pas. Moi-même j'ai été pour ainsi dire contraint depuis des années de travailler au plus gigantesque programme d'armement du monde entier, et je sais fort bien faire une distinction

entre les possibilités, la réalité de la vie pratique et les bavardages de pure imagination. Il semble que sur ce point règnent des idées fort extravagantes. » J'essaie de sonder la pensée du Führer quant aux ventes de matériel de guerre faites aux Alliés par l'Amérique. Il m'a déclaré : « L'intervention de l'Amérique au moyen de livraisons en masse d'avions et de matériel de guerre ne peut rien changer à l'issue de cette guerre. » Cette déclaration faite du ton le plus décidé, il continua : « Je n'ai pas besoin d'en indiquer les raisons. Les faits décideront. »

J'effleurai alors la question de la « cinquième colonne », qui a manifestement excité l'imagination dans beaucoup de pays. Avec une nuance de sarcasme dans la voix, Hitler répondit : « Cette prétendue cinquième colonne ne me représente rien, parce qu'elle n'existe que dans le cerveau de gens extravagants et que ce spectre menaçant a été inventé de toutes pièces par une propagande dénuée de toute conscience et pour des buts aisés à deviner. Lorsque des gouvernements incapables, après avoir excité leurs peuples à la guerre, subissent une pitoyable débâcle, il est compréhensible qu'ils veuillent en rejeter la faute sur d'autres. Le but principal recherché en lançant cette formule de la "cinquième colonne" a été précisément de trouver une formule collective, englobant l'opposition qui naturellement existe dans tous les pays. Cette opposition n'a rien à voir avec l'Allemagne. Tout au contraire ! Elle est formée soit de nationalistes extrémistes, soit de communistes ou de pacifistes à tendance internationale, ou d'autres adversaires de la guerre. Mais c'est parce que les politiciens n'arrivent pas à maîtriser par d'honnêtes moyens leur opposition qu'ils l'accusent de haute trahison, cherchant ainsi à couvrir du manteau patriotique des méthodes iniques et à leur donner aux yeux du monde un semblant de justification morale en inventant le spectre effrayant de la "cinquième colonne". Nos adversaires perdront la guerre, non pas à cause d'une "cinquième colonne", mais

parce qu'ils ont des politiciens corrompus, sans conscience ou bornés. Ils la perdront parce que leur organisation militaire est mauvaise, leur conduite de la guerre vraiment misérable. » Hitler ne cesse de souligner que c'est l'Angleterre qui a déclaré la guerre à l'Allemagne, et « sous les prétextes les plus ridicules et les plus sots ». Il ajoute : « L'Allemagne gagnera cette guerre parce que le peuple allemand sait que sa cause est juste, parce que l'organisation militaire allemande et ses chefs sont les meilleurs et parce que nous avons la meilleure armée et le meilleur équipement. »

J'avais peine à réaliser que je me trouvais en présence du nouveau Napoléon de l'Europe et que cet homme, vêtu plus simplement que plus d'un des personnages de sa suite – il ne portait ni épaulettes ni galons, mais seulement la croix de fer et l'insigne du Parti –, faisait entrer dans de nouvelles voies l'histoire et les destinées de l'Europe.

Je lui demandai si son intention était d'anéantir l'Empire mondial de l'Angleterre. Il me déclara avec fermeté : « Tout au contraire ! Encore avant le début de cette guerre qui, je le répète, a été machinée par l'Angleterre et par la France, j'ai soumis au gouvernement anglais des propositions dans lesquelles j'allais jusqu'à offrir à la Grande-Bretagne l'aide du Reich pour protéger l'existence de l'Empire britannique. On a rejeté mon offre avec mépris. Or, j'avais seulement demandé aux Anglais de reconnaître à l'Allemagne l'égalité des droits et de la traiter en conséquence, et que l'Angleterre voulût protéger la côte allemande dans le cas où l'Allemagne serait entraînée dans une guerre, enfin que l'on me rendît les colonies allemandes¹³. Et je les aurai ! On déclara et on écrivit ouvertement à Londres qu'il fallait anéantir le national-socialisme, que l'Allemagne devait être morcelée, complètement désarmée et rendue impuissante. Jamais je n'ai exprimé au sujet de l'Angleterre de tels buts et de telles intentions. Lorsque l'Angleterre eut perdu bataille sur bataille, les larmes aux yeux, les dirigeants de Londres implorèrent l'Amérique en déclarant que l'Allemagne

menaçait l'Empire mondial britannique et cherchait à l'anéantir. Certes, quelque chose sera anéanti dans cette guerre : la clique capitaliste qui, pour des intérêts basement personnels, était et est encore prête à faire périr des millions d'êtres humains. Mais, j'en suis convaincu, ce n'est pas nous, mais leurs propres peuples qui anéantiront cette clique. » Le Führer déclara que cette guerre mettrait certainement fin au système de contrôle des mers tel qu'il est actuellement exercé par l'Angleterre, et que ce résultat serait un grand bienfait pour l'avenir du monde entier. « Quand nous exigeons la liberté des mers, nous entendons par là le libre droit de tous ceux qui ne participent pas à une guerre de communiquer entre eux, librement, sans restriction aucune et sans contrôle. » Hitler ajoute qu'une modification si raisonnable ne changerait rien aux dispositions concernant un blocus effectif restreint aux côtes des pays belligérants.

Le Führer déclara : « L'Allemagne n'a pas en Méditerranée d'intérêts territoriaux ou politiques. Du reste, le peuple allemand repousse des conceptions suivant lesquelles chacun doit avoir le droit de pouvoir et même le devoir de faire entendre son mot, même d'imposer sa façon de voir, partout et en tout lieu. Si certains peuples, et à leur tête précisément l'Angleterre et la France, déclarent avoir surtout et même exclusivement des intérêts dans le monde entier, c'est là une prétention à l'hégémonie mondiale que les peuples en réveil ne sauraient à la longue souffrir¹⁴. L'Allemagne, par exemple, ne permettra pas qu'une autre puissance intervienne dans son espace vital. En revanche, elle ne s'occupe pas non plus des affaires hors de la sphère de ses propres nécessités vitales et qui, par conséquent, intéressent au premier chef d'autres peuples. Mais lorsque, par exemple, un ministre anglais déclare que la frontière de l'Angleterre est sur le Rhin, c'est là une phrase aussi sottise qu'insupportable, orgueilleuse et arrogante. Je ne serais pas plus stupide si je venais à déclarer que la frontière de l'Allemagne est sur

le Mississippi, l'Amazone ou le fleuve Jaune. Du reste, nous allons régler définitivement la question de la frontière sur le Rhin, de sorte qu'à l'avenir, nous l'espérons, même les Premiers anglais n'auront plus à souffrir de telles erreurs géographiques. » Je demandai alors au Führer s'il ne voulait pas m'esquisser brièvement les grandes lignes de la paix future ; j'avais beaucoup entendu parler de « sa conception entièrement révolutionnaire de la paix », et l'on disait aussi que le traité de paix serait fort bref. Hitler ne sembla pas disposé à s'entretenir de ce sujet et se contenta de dire : « Le but de la guerre est, au fond, seulement de rétablir la paix. Ce n'est pas l'Allemagne, en effet, qui a déclaré la guerre à l'Angleterre et à la France, mais l'Angleterre et la France qui, sous les prétextes les plus ridicules, ont déclenché la guerre contre l'Allemagne¹⁵. Le trait fondamental de cette paix devra, il est vrai, consister dans la conscience, enfin réalisée, qu'il n'existe pas d'état de paix véritable si l'on ne tient compte des nécessités vitales des grands peuples, et qu'il faut être un cerveau absolument vide pour s'imaginer qu'un super-Versailles serait meilleur que ne le fut Versailles. Je considère comme le but essentiel de la paix de supprimer les cliques internationales qui vivent de l'excitation, entretenue par eux, entre les peuples, ou qui cherchent à cacher, voire à réparer, par des guerres les conséquences de leur propre incapacité dans le domaine de la politique intérieure, ou de leur impuissance dans le domaine économique. Je ne me cache pas que ce but ne peut être obtenu seulement par des traités, mais par la raison qui se réveille chez les peuples. Or, je crois en cette raison, en dépit de tous les cris hystériques, de toutes les tentatives d'abêtir les foules¹⁶, en dépit de toutes les inventions d'une propagande qui abonde en récits d'atrocités, en dépit de cinquièmes colonnes, de "nonnes qui sautent en parachute", etc. Et si la défaite militaire de l'Angleterre et de la France pouvait aider, dans ces pays également, au triomphe de la raison, les sacrifices de cette guerre n'auraient pas été consentis en

vain, comme il pourrait le sembler à première vue, si l'on envisage l'avenir de l'humanité. »

1. Paru de 1934 à 1966, le *New York American* est né de la fusion de deux titres du groupe Hearst, le *New York Journal* (du matin) et le *New York Evening Journal* (du soir).

2. Dans l'esprit d'Hitler, l'Italie n'est un partenaire sérieux qu'en Afrique et en Méditerranée, en aucun cas sur le continent, si ce n'est pour recevoir quelques pourboires prélevés sur le territoire français (Nice, la Corse et la Savoie) et en Europe balkanique (Albanie, Grèce, Montenegro).

3. Signé le 22 mai 1939, le pacte d'Acier entre l'Allemagne et l'Italie est complété, le 27 septembre 1940, par le pacte tripartite Berlin-Rome-Tokyo, fondateur de l'Axe. En novembre 1940, Hitler oblige la Slovaquie, la Hongrie et la Roumanie à y adhérer puis, en mars 1941, la Bulgarie suivie de la Yougoslavie. Mais le 27 mars 1941, deux jours après avoir accepté de rejoindre l'Axe, le gouvernement yougoslave est renversé par un coup d'État antiallemand. Le 6 avril, Hitler déclenche l'opération *Châtiment* (*Unternehmen Strafgericht*) par un violent bombardement de Belgrade, qui tombe le 13 avril. Une semaine plus tard, l'Allemagne et l'Italie déclarent dissous l'État yougoslave, divisé en zones d'occupation allemandes ou en protectorats italiens, hongrois ou bulgares. La Croatie devient alors « indépendante », à condition de collaborer avec l'Allemagne. Elle est le dernier État à rejoindre l'Axe, le 15 juin 1941.

4. François Delpla, *La Ruse nazie, Dunkerque, 24 mai 1940*, Paris, France-Empire, 1997.

5. François Delpla, *Churchill et Hitler*, Paris, Éditions du Rocher, 2012.

6. Pour empêcher la majorité de ses ministres de céder aux sirènes d'une paix séparée, Churchill a obtenu d'eux qu'on ne statue pas sur la continuation de la guerre avant la fin de l'évacuation de Dunkerque et, surtout, avant qu'un bilan précis soit tiré de l'opération. Celle-ci ayant été un succès, il a intimidé les partisans de l'apaisement en faisant emprisonner Oswald Mosley, le chef du parti fasciste britannique. Ce faisant, résume François Delpla, il est parvenu à « criminaliser l'idée de toute entente avec l'Allemagne » (*Churchill et Hitler, op. cit.*). Quant à Hitler, ajoute-t-il, « il a, pour une fois, joué contre son camp... Il aurait dû, s'il avait apprécié Churchill à sa juste valeur, utiliser Mussolini tout autrement et le prier, au lendemain du 10 mai, de poursuivre son jeu neutraliste de la "drôle de guerre", merveilleux tremplin pour l'organisation d'un nouveau Munich ».

7. Dans la convention d'armistice imposée aux Français, Hitler prendra soin d'ajouter à l'article 3 un paragraphe précisant que « le gouvernement allemand a l'intention de réduire au strict minimum l'occupation de la côte occidentale après la

cessation des hostilités avec l'Angleterre ». Jean-Paul Cointet, qui insiste sur cet aspect trop souvent négligé, note avec raison dans sa somme sur *Hitler et la France* (Paris, Perrin, 2014) : « Quelle peut être la signification de cette phrase, sinon que l'Allemagne s'engage à ne plus laisser planer de menace sur les côtes anglaises en cas d'accord avec elle sur la fin du conflit. »

8. Nom donné, depuis la guerre d'Espagne, aux espions infiltrés derrière les lignes ennemies. Le terme avait été employé pour la première fois en 1936 par les généraux franquistes pour désorganiser la défense de Madrid en prétendant qu'en sus des quatre colonnes nationalistes qui marchaient sur la ville, une cinquième s'y trouvait déjà. Pendant la « drôle de guerre » et dans les jours qui suivirent le déclenchement de l'offensive allemande de mai 1940 une psychose spontanée s'empara de l'opinion qui crut voir partout des agents allemands déguisés. Les prêtres, qui portaient alors soutane et barrette, et les religieuses, en tunique et cornette, firent ainsi l'objet de nombreux contrôles d'identité pour vérifier qu'il ne s'agissait pas de parachutistes allemands camouflés...

9. Paris fut déclarée ville ouverte au matin du 11 juin, après que le gouvernement l'eut quittée la veille pour Tours, puis Bordeaux.

10. En écrivant cela, Wiegand s'autorise une étrange liberté avec les faits : c'est seulement à la presse américaine qu'Hitler n'a pas accordé d'entretiens depuis cinq ans (très exactement, depuis son interview par Hugh Baillie, correspondant d'United Press en Allemagne, le 27 novembre 1935, laquelle n'a jamais été publiée sous forme de questions-réponses mais a servi de source pour diverses dépêches). Il a en revanche continué à recevoir régulièrement les Britanniques Ward Price et Sefton Delmer, mais aussi, comme on l'a vu, des journalistes français, jusqu'en novembre 1938.

11. Ce que le journaliste ne peut savoir, à l'époque, c'est que le GQG d'Hitler, à partir duquel il coordonne l'ensemble de la campagne à l'Ouest, du 6 au 28 juin 1940, est on ne peut plus fixe. Composé de bunkers et de deux pavillons en bois de style bavarois, le *Wolfschlucht* (« Ravin du loup ») a été construit en deux semaines, dans la forêt de Brûly-de-Pesche, sur la commune de Couvin, à 60 kilomètres au sud de Namur.

12. Il s'agit du château d'Acoz, près de Charleroi, confisqué au baron René de Dorlodot et situé non loin de Brûly-de-Pesche. Alors bourgmestre d'Acoz et sénateur de Charleroi, Dorlodot, militant catholique wallon, n'avait cessé de protester, entre les deux guerres, contre la politique de neutralité de la Belgique, qu'il jugeait trop favorable à l'Allemagne.

13. Jusqu'en 1919, l'empire colonial allemand comprenait le Cameroun (cédé à la France) ; le Togo (partagé entre la France et la Grande-Bretagne) ; le Rwanda (transféré à la Belgique) ; le Tanganyika, le Sud-Ouest africain, la Nouvelle-Guinée et les îles Samoa (récupérés par l'Angleterre) ; les îles Mariannes, Marshall et Carolines (récupérées par le Japon), ainsi que les comptoirs allemands de Chine (Ts'ing-tao), qui seront rendus à la République de Chine en 1922.

14. Cette allusion incidente à l'illégitimité de la colonisation est, à notre connaissance, l'une des premières faites dans ce sens par Hitler. Jusqu'alors, en effet, sa condamnation de l'expansion outre-mer ne concernait que l'Allemagne, dont la mission, expliquait-il depuis l'origine de sa réflexion, était de restructurer l'ensemble du continent européen. Face au refus des Britanniques d'accéder à ses propositions de partage du monde occidental – l'Europe aux Européens, c'est-à-dire aux Allemands ; les peuples sous-développés sous la garde des Anglo-Saxons ; tandis que le Japon dominerait l'Asie –, le dictateur ne va cesser d'évoluer vers une sorte de tiers-mondisme avant la lettre, comme en témoignent ses propos de table recueillis par Martin Bormann (voir à ce sujet la dernière édition établie par François Delpla et assortie d'un abondant appareil critique, *Hitler, propos intimes et politiques (1941-1944)*, t. 1 et 2, Paris, Nouveau Monde éditions, 2016-2018).

15. Le 3 septembre 1939, la Grande-Bretagne (à 11 heures) et la France (à 17 heures) ont déclaré la guerre à l'Allemagne. Celle-ci ayant envahi la Pologne le 1^{er} septembre, Paris et Londres ont, dès le lendemain, laissé douze heures à Hitler pour rappeler ses troupes, faute de quoi elles prendraient leurs responsabilités. Ultimatum aussitôt rejeté. Jusqu'au bout le Führer a refusé de croire que la France et la Grande-Bretagne oseraient sauter le pas. Mais il ne s'est pas trompé en affirmant devant ses généraux qu'elles ne lèveraient pas le petit doigt pour défendre leur alliée...

16. Venant d'un maître de la propagande, cette allusion relève, au choix, d'un hommage indirect... ou d'un culot d'acier !

III

QUE SONT-ILS DEVENUS ?

Abel BONNARD (1883-1968)

Quand Abel Bonnard meurt à quatre-vingt-quatre ans en Espagne, la France vit au rythme des émeutes de Mai 68 et le souvenir de ses professions de foi hitlériennes est bien oublié. Réfugié depuis 1945 à Madrid¹ afin d'échapper à la condamnation à mort par contumace prononcée à son encontre sur les chefs d'« enrôlement pour l'Allemagne, intelligence avec l'ennemi, participation à une entreprise de démoralisation de l'armée et de la nation », Bonnard aurait pu cependant finir ses jours à Paris. En 1960, il avait en effet, non sans courage, accepté d'y revenir pour assister à un second procès qui, mené plus sereinement que le premier, conclut qu'il n'était passible que d'un bannissement de dix ans, avec effet prenant date en 1945. Ce qui, de fait, lui rendait tous ses droits, y compris celui de récupérer ses biens saisis – et de réintégrer l'Académie française dont il avait été exclu. Mais le dandy qu'il avait toujours été n'accepta pas qu'on lui infligeât la moindre peine, même symbolique, et s'en retourna vivre en Espagne, dans une misère choisie et assumée.

Il faut dire que Bonnard était un provocateur-né dont la fascination pour l'Allemagne nationale-socialiste ressortissait infiniment plus à l'esthétique qu'à la politique. Ce qui fut certes le cas de beaucoup d'intellectuels français passés à la collaboration mais qui, dans le cas de Bonnard, trouvait aussi sa source dans une homosexualité assumée (rare à l'époque) que décrit admirablement Patrick Buisson dans sa somme *1940-1945, années érotiques* : « Ce qui le submerge, dans la mythologie nazie, c'est à la fois une théorie

globale de l'état viril, ce schéma relationnel du *Mannerbund* aux vertus érotico-politiques, et le culte du corps masculin à travers l'imagerie d'une beauté moderne, saine et sportive². »

Nommé en 1941 membre du Conseil national de Vichy et l'année suivante ministre de l'Éducation nationale, Bonnard est cependant beaucoup plus collaborationniste que maréchaliste. Ses rapports avec Vichy sont d'ailleurs exécrables³, tant ses mœurs dérangent l'ordre moral du régime. S'il est maintenu en fonction malgré le mépris que lui voue Pétain, c'est sur l'insistance de Pierre Laval, qui répercute les demandes non moins pressantes d'Otto Abetz, devenu ambassadeur du Reich en France⁴. Le plus clair de son temps, l'académicien-ministre le passe dans les salons littéraires parisiens, en compagnie des intellectuels les plus en vue – Brasillach, Chardonne, Drieu, Jouhandeau, Fernandez et Fraigneau, qu'il accompagnera lors du fameux « voyage à Weimar » de novembre 1941 – ou en compagnie d'Arno Breker, le sculpteur officiel du III^e Reich, dont il admire la statuaire, spécialement les nus masculins. Quels que soient les lieux et les auditoires, comme le résume Patrick Buisson, « le discours d'Abel Bonnard se ramène à un thème unique, obsessionnel, envahissant : c'est un discours sur le corps, un discours qui fait du corps la projection et le réceptacle de la race, un enjeu idéologique, un enjeu d'affrontements entre partisans de "l'homme nouveau" et adeptes de "l'homme du refus". [...] Tous ses choix politiques, sa conception même de la collaboration découlent d'une vision sexuée de l'histoire selon laquelle l'Allemagne serait l'élément mâle du vieux continent, le principe viril et fécondant de l'Europe nouvelle⁵ ». Par une étrange ironie, l'Espagne ultracatholique et ultracléricale de Franco sera le seul pays d'Europe à ouvrir sa porte à Bonnard après que celui-ci, forcé de suivre le gouvernement Pétain à Sigmaringen, eut demandé qu'on veuille bien l'y accueillir.. lui, le seul membre du

gouvernement de Vichy à faire profession d'athéisme et d'anticléricalisme !

Fernand de BRINON (1885-1947)

Comme Jean Luchaire, son *alter ego* au Comité France-Allemagne, fusillé en 1946, Fernand de Brinon eut moins de chance qu'Abel Bonnard. Arrêté en mai 1945 à la frontière austro-suisse après que les autorités helvétiques l'eurent déclaré *persona non grata*, il n'eut pas droit à une seconde chance et fut exécuté, en avril 1947, au fort de Montrouge. Un jugement moins « à chaud » lui aurait-il épargné le peloton d'exécution ? Rien n'est moins certain, tant les charges qui pesaient sur lui étaient graves. Dès avant la guerre, Brinon fut en effet soupçonné d'être un agent au service du Reich. Le président du Conseil Édouard Daladier, qui jusqu'aux accords de Munich écoutait volontiers ses avis, l'éloigna après l'invasion de la Tchécoslovaquie, en mars 1939. Toute l'action de Brinon et du Comité France-Allemagne n'avait-elle pas consisté à démontrer que le Reich tenait ses engagements ? *A posteriori*, elle saute aux yeux pour ce qu'elle fut : une tentative, plutôt réussie, d'endormir l'opinion en lui racontant ce qu'elle avait envie d'entendre... Dans la foulée, Daladier fit expulser Abetz du territoire français.

Avec l'invasion, sonne pourtant l'heure de la grande revanche. Juste après le vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain, en juillet 1940, Brinon se voit confier par Pierre Laval, devenu vice-président du Conseil des ministres, une mission stratégique : faciliter le contact entre le nouveau gouvernement et Abetz, sa vieille connaissance, revenu en vainqueur à Paris. Quelques jours plus tard, Laval, que Brinon est venu chercher sur la ligne de démarcation, dîne avec Abetz à Paris. « Aucun complexe chez cet homme, désormais ancré dans son rôle d'intercesseur », note Jean-Paul Cointet dans *Les Hommes de Vichy*⁶ – un intercesseur loin de maintenir l'équilibre entre les deux plateaux de la balance. Nommé

délégué du gouvernement français dans les territoires occupés, son rôle s'accroît paradoxalement après le renvoi de Laval, le 13 décembre 1940⁷, car, avec ce dernier replié à Paris, Brinon anime un véritable « contre-gouvernement en zone occupée, [outrepassant] les attributions de sa fonction et se faisant l'agent actif des responsables allemands ».

Dès lors, c'est la fuite en avant. Menant la grande vie grâce à des revenus dont l'origine nazie ne fait guère de doute, l'aristocrate naguère désargenté devient un « desperado de la collaboration » (Cointet). Quand, en novembre 1942, les Alliés débarquent en Afrique du Nord et choisissent de s'entendre avec Darlan, Brinon est de ceux qui, téléguidés par Abetz, poussent Pétain à déclarer la guerre aux États-Unis. Le Maréchal envisage-t-il, fin 1943, de réanimer l'Assemblée nationale suspendue par ses soins en juillet 1940 (projet abandonné sur ordre d'Hitler) et tente-t-il, via la Suisse, de garder le contact avec les Américains ? Brinon dénonce son projet à l'occupant et écrit à Goebbels : « Il importe que les dirigeants de l'Allemagne s'appuient non pas sur des bénéficiaires d'occasions mais sur des hommes courageux. »

En septembre 1944, quatre mois après le débarquement en Normandie, le voici embarqué avec les autres « amis français de l'Allemagne » (*dixit* Abetz) dans l'aventure du gouvernement fantôme de Sigmaringen. Mais, nullement disposé à baisser les bras, il rêve plus que jamais de voir sa fidélité récompensée par une ultime nomination. Elle le sera, puisque Hitler le reçoit dans son quartier général de Prusse-Orientale et le nomme à la tête d'une Commission gouvernementale française chargée de suppléer Pétain qui, se considérant comme prisonnier des Allemands, s'est mis à l'écart de tout, comme d'ailleurs Laval. Témoin privilégié de ce théâtre d'ombres qui voit se déchirer les derniers grands fauves de l'ultracollaboration, Céline décrit Brinon, dans *Un château l'autre*, comme « un animal des ténèbres, secret, très muet, et très

dangereux⁸ », personnage central de cette nef des fous qui le 23 avril 1945, une semaine tout juste avant la mort d'Hitler, sombre définitivement au terme d'un dernier sauve-qui-peut⁹.

Alphonse de CHÂTEAUBRIANT (1877-1951)

L'auteur de *La Gerbe des forces* eut le même destin qu'Abel Bonnard : condamné à mort en 1945, il mourut en exil, mais sans chercher jamais, contrairement à lui, à revenir s'expliquer après qu'eurent cessé les tumultes de l'épuration. À la différence de Brinon, dont les responsabilités politiques furent importantes et même croissantes à mesure que la défaite de l'Allemagne se profilait, Châteaubriant resta un imprécateur, sans autre prise sur les événements que d'encourager les autres à embrasser la cause du national-socialisme. Dès juillet 1940, il lance l'hebdomadaire *La Gerbe*, titre repris de son best-seller, *La Gerbe des forces*, mais qui évoque aussi cette France paysanne dont, à l'instar de Vichy, il veut faire la matrice de la renaissance française. Sans oublier l'obsession qui le poursuit et le sépare de Vichy : réaliser l'impossible synthèse entre le génie du christianisme et le néopaganisme national-socialiste... Ainsi ouvre-t-il les colonnes de sa revue, qui paraît jusqu'en août 1944, à des personnalités aussi différentes que l'anthropologue George Montandon, grand prêtre de la propagande antisémite et raciale pendant l'Occupation, le très traditionaliste Jean de La Varende, Abel Bonnard le scandaleux, mais aussi Sacha Guitry, Marcel Aymé ou Jean Giono... C'est la création, sous son égide, du groupe Collaboration, à la pointe de tous les combats politiques et culturels de l'occupant, qui lui vaudra en 1948 d'être condamné à mort par contumace. La nouvelle lui parviendra en Autriche où il s'est réfugié sous un faux nom (docteur Alfred Wolf), avant de se retirer définitivement dans un monastère tyrolien et de s'y éteindre en 1951, après avoir publié une *Lettre à la chrétienté mourante*.

Robert CHENEVIER (1901- ?)

Entré à *L'Illustration* en 1932, Robert Chenevier disparaîtra en 1944 avec l'hebdomadaire. Une disparition au sens propre du terme puisque sa trace ne fut jamais retrouvée. Il faut dire que Chenevier avait épousé, en tous points, l'idéologie de son hebdomadaire, « épuré » à la Libération. Formé à la revue *Sciences et Vie* et recruté par *L'Illustration* pour traiter de sujets plutôt techniques (le phosphate d'ammoniaque, la chimie du charbon ou encore l'aménagement du Rhône), il devient grand reporter après sa série d'articles de 1937 sur l'« Allemagne nouvelle », lesquels lui vaudront, comme on l'a vu, d'être reçu par Hitler pour parler d'architecture. Tournant fatidique, puisque à partir de 1940 Chenevier non seulement adopte mais, semble-t-il, outrepassé ce que lui demandent ses actionnaires, pétainistes bon teint auxquels on a imposé un directeur politique personnellement choisi par le docteur Grimm¹⁰ : Jacques de Lesdain.

Le 11 juillet 1942, Chevenier signe ainsi un reportage sur la LVF (Légion des volontaires français), qui s'apprête à partir se battre sur le front de l'Est aux côtés des Allemands, dans lequel on peut lire : « Pour nous qui avons vécu trois jours parmi eux, qui tous les matins avons vu hisser les trois couleurs devant la garde figée et tandis que retentissait l'émouvante sonnerie *Au drapeau !*, pour nous il restait une chose : une immense gratitude envers ces volontaires dont le geste de sacrifice provoquait un autre geste du vainqueur, permettre au seul drapeau des légionnaires de flotter en zone occupée, de recevoir les honneurs traditionnels et d'être le tangible témoignage de l'unité française. »

Va-t-il trop loin aux yeux de ses actionnaires, alors que la défaite du Reich est acquise ? Dans les mois qui précèdent la Libération, il revient – contraint et forcé ? – à sa passion première : la technique, avec un dernier article portant sur « La lutte contre l'entartrage des chaudières de locomotive » (8 avril 1944). Quatre mois plus tard,

Lesdain se replie en Allemagne dans les fourgons de la Wehrmacht avant de rejoindre Sigmaringen et de réapparaître, malgré sa condamnation à mort, comme chroniqueur à *L'Osservatore Romano*, de 1958 à 1968. Chenevier, lui, s'est volatilisé...

Sefton DELMER (1904-1979)

Comme Ward Price, son concurrent dans le cœur des dirigeants nationaux-socialistes jusqu'en 1939, Sefton Delmer eut une attitude contraire de celle de la plupart de ses confrères français passés à la collaboration : une fois la Grande-Bretagne entrée en guerre, il se mua en contempteur acharné des nazis. Non sans d'ailleurs une certaine vulgarité qui fit plus d'une fois bondir le diplomate Stafford Cripps, alors ambassadeur de Londres à Moscou, qui n'avait cessé avant guerre de stigmatiser les liens entre Delmer et les Chemises noires de Mosley. Devenu l'animateur vedette d'une émission clandestine de la BBC¹¹ destinée à saper le moral des soldats allemands stationnés en France, Delmer avait pris l'habitude de leur expliquer avec force détails que, pendant qu'ils vivaient loin de chez eux, les Français travaillant en Allemagne les avaient remplacés dans le lit de leurs femmes ! « Si nous avons besoin d'une telle bassesse pour gagner la guerre, je préfère la perdre », avait télégraphié Cripps à Anthony Eden, alors ministre des Affaires étrangères, qui admettrait par la suite que Delmer avait en quelque sorte joué le rôle de « pornographe de Sa Majesté »...

Revenu au *Daily Mail* en 1945, il reprit sa fonction de grand reporter et se remit à parcourir le monde jusqu'à ce qu'en 1959 il soit licencié pour des raisons qui restent à élucider. Il vécut encore vingt ans grâce à plusieurs livres à succès, dont ses souvenirs en Allemagne (*Trail Sinister*, 1961), plébiscités par le public mais assassinés par la critique, notamment les historiens qui, grâce aux documents allemands en leur possession, n'étaient guère fondés à prendre au sérieux ses justifications.

Max FRAENKEL (dates inconnues)

Il y a tout lieu de penser que le seul entretien d'Hitler publié par un journal juif ait été réalisé et signé par un pseudonyme. Ce qui peut se comprendre si l'intéressé vivait alors en Allemagne. Après avoir consulté la collection complète du *Jewish Criterion* disponible sur le site de l'université Carnegie Mellon de Pittsburgh¹², il apparaît en effet que le nom de Fraenkel ne revient que deux fois. La première dans le journal du 23 janvier 1931, où il est présenté comme un « journaliste juif » ; la seconde dans l'édition du 6 février, dans laquelle un encadré fait état de la colère d'Hitler quand il apprit que « [son] entretien avait été diffusé dans la presse juive américaine par l'intermédiaire d'un correspondant berlinois du Seven Arts Feature Syndicate », une association anglo-américaine ouvertement antinazie... Le journaliste et le membre du syndicat étant sans doute la même personne.

Jean GOY (1892-1944)

Reconduit à la tête de l'Union nationale des combattants (UNC) après la crise provoquée par son entretien avec Hitler dans *Le Matin* du 8 novembre 1934, Jean Goy perd, aux législatives de juin 1936, le siège de député de Paris qu'il occupait depuis 1924. Profitant d'une législative partielle, il se fait cependant élire dans le Calvados en 1937 et c'est en qualité de député de Falaise qu'il vote, le 10 juillet 1940, les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Un an plus tard, il contribue à fonder le RNP (Rassemblement national populaire) au côté de Marcel Déat, avant d'être nommé par Vichy délégué national des mouvements d'anciens combattants en zone occupée, avec pour mission de convaincre ces derniers de la nécessité de collaborer. Nommé en juillet 1942 maire du Perreux-sur-Marne et « conseiller départemental » de la Seine, il mourra subitement deux ans plus tard. Otto Abetz assistera à ses obsèques,

de même, note le *Bulletin municipal de Paris* du 3 mars 1944, que les « autorités allemandes d'occupation ».

Gustave HERVÉ (1871-1944)

Champion toutes catégories du changement de pied idéologique, le fondateur de *La Victoire resta*, jusqu'au bout, fidèle à sa réputation. Échaudé par la manière dont Hitler traita par le mépris ses propositions de révision du traité de Versailles, Gustave Hervé fut l'un des journalistes français, on l'a vu, qui critiquèrent avec le plus de virulence la politique antisémite du III^e Reich. À la veille des élections de 1936 qui amèneront le Front populaire au pouvoir, il n'en devient pas moins... le premier pétainiste de France ! Il signe en effet une plaquette qui fera florès jusqu'en 1940 et sera citée, à juste titre, comme le point de départ du vichysme : *C'est Pétain qu'il nous faut !* Hervé ne se contente pas d'en appeler à l'homme providentiel qu'incarne à ses yeux le Vainqueur de Verdun : il propose une « révision constitutionnelle, pour remplacer la République parlementaire basée sur les factions politiques par une République autoritaire à base professionnelle ». Soit, ni plus ni moins, ce qui se passera dans la foulée d'un certain 10 juillet 1940 ! Quatre ans avant l'effondrement de la III^e République, l'ex-publiciste pacifiste dresse l'épure du futur régime de Vichy et suggère même son fonctionnement :

Nous ne demanderons rien à Pétain qui ne soit au-dessus de ses forces. Il ne s'agira pas pour lui d'aller s'épuiser en débats interminables, énervants, devant une Chambre souvent houleuse : il n'y aura plus de Parlement. Et ce sont ses ministres qui iront expliquer et soutenir ses projets de décrets-lois devant les sections compétentes du Conseil d'État. En outre, il sera doublé de l'homme de confiance qu'il aura choisi comme vice-président de la République. Le plus gros de sa tâche, en somme, consistera à choisir les sept à huit ministres à l'aide de qui il

gouvernera et administrera le pays. Or autant il est difficile de trouver l'homme providentiel capable de permettre sur son nom le ralliement national, autant il est facile de trouver dans chaque branche de l'activité nationale, parmi les hommes de valeur, parmi les chefs de valeur qui sont légion en France, les sept à huit ministres qu'il faudra placer à la tête des sept à huit ministères¹³.

L'armistice de 1940 va-t-il faire d'Hervé l'un des princes du nouveau régime ? C'est mal connaître cet anticonformiste qui, le 17 juin 1940 – soit trois jours après l'entrée des Allemands à Paris –, ne demande l'autorisation (accordée) de faire reparaître *La Victoire* que pour mieux prôner la continuation de la lutte en Afrique du Nord et le respect de l'alliance franco-britannique ! Dès le 20 juin, le couperet tombe : *La Victoire* est interdite par l'occupant. Au lendemain de Montoire, Gustave Hervé écrit à Pétain qu'il ne lui est plus possible de le soutenir. Surveillé de près par la Gestapo, il s'enferme désormais dans le silence. Non sans audace, mais non sans raison si l'on se réfère à son manifeste de juin 1940 en faveur de la poursuite de la lutte, Hervé écrit à de Gaulle peu après la Libération pour se revendiquer comme le premier des gaullistes... Comme il avait été en 1900 le premier des « antipatriotes », en 1922 le premier des fascistes français, en 1930 le plus engagé en faveur d'une entente avec Hitler, en 1933 le premier des défenseurs des Juifs persécutés... et en 1936 le premier des pétainistes ! Le Général ne prendra pas la peine de lui répondre et Gustave Hervé s'éteindra, oublié, en octobre 1944, sans avoir trouvé les moyens de réaliser son dernier rêve : faire reparaître *La Victoire*...

Bertrand de JOUVENEL (1903-1987)

Après son entretien avec Hitler de février 1936, Jouvenel, qui a démissionné du Parti radical en 1934, adhère au tout jeune PPF de Jacques Doriot et, en 1937, devient le rédacteur en chef de son

hebdomadaire, *L'Émancipation nationale*. Certes, comme le remarque Philippe Burrin, ses articles « montrent indiscutablement le passage d'une fascination à une fascisation¹⁴ ». Mais comment ne pas constater, quand il décrit par exemple la pitié que lui inspire la comparaison « entre tout ce que Hitler a fait pour l'Allemagne et le peu que Daladier a fait pour la France », que monte en lui l'angoisse de voir se creuser un fossé mortifère entre les deux pays ? Contrairement à un Bonnard ou à un Châteaubriant, il ne rêve nullement, d'autre part, d'importer en France le régime nazi ou fasciste. S'il veut que son pays « retrouve le goût de la force », il refuse que cela passe par une tyrannie analogue à celle qui sévit, notamment, outre-Rhin : « C'est la partie la plus inacceptable pour nous de ces régimes que leur négation du principe de liberté de conscience¹⁵. » Voici qui explique sans doute que, dès la déclaration de guerre, Jouvenel rompe, du même mouvement, avec le PPF (qui, c'est le moins qu'on puisse dire, ne partageait pas ses réserves) et le Comité France-Allemagne, désormais sans objet. Au lendemain de l'armistice il écrit encore un essai, *Après la défaite*, qui, parce qu'il stigmatisait la décadence française d'avant guerre, fut traduit en allemand – ce qui lui serait reproché à la Libération –, mais il s'abstint de tout engagement en faveur de la collaboration. En 1941, alors que l'Allemagne gagne sur tous les fronts, poussant plus d'un attentiste à se rallier à la Svastika, Jouvenel suit l'évolution contraire. Il dit par exemple à Marcel Déat : « On ne rassemble pas les gens sur la collaboration ; en Allemagne, on les a rassemblés contre la France ; ici, on ne pourrait le faire qu'en sens inverse¹⁶. » Et à un diplomate allemand il affirme tout de go, en 1942, qu'il tient les collaborateurs pour des traîtres, qu'il compare, pour que son interlocuteur le comprenne bien, aux « séparatistes rhénans de l'après-guerre » qui choisissaient la France contre leur pays¹⁷...

Il n'est pas étonnant que, dès lors, la Gestapo s'intéresse à lui, ce qui le poussera, début 1943, à s'exiler en Suisse puis aux États-Unis,

où il entamera une nouvelle vie en forme de retour aux sources, consacrée à l'économie, à l'histoire et à la sociologie, qu'il avait quittées pour se lancer dans la politique et le journalisme. Son œuvre clé, *Du pouvoir*, publiée en 1945, et la trentaine d'essais qui la suivront, dont *De la souveraineté* (1955) et *De la politique pure* (1963), feront de lui un penseur respecté du libéralisme dans la tradition de Tocqueville. Rentré en France en 1948, il s'affirmera comme l'un des maîtres de la prospective avec la création en 1964 de l'association Futuribles, qui fera de lui l'un des pionniers de l'écologie contemporaine. Quand en 1983 l'historien israélien Zeev Sternhell tentera, dans son étude *Ni droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France*¹⁸, de présenter Jouvenel comme un représentant notoire de cette tendance, son ami Raymond Aron montera au créneau pour prendre sa défense en déclarant que la définition que Sternhell donnait du fascisme était « tellement vague qu'on pouvait y rattacher à peu près n'importe qui et n'importe quoi¹⁹ ». Son témoignage pèsera lourd dans la réhabilitation d'un intellectuel qui, face aux dictateurs, fit sans doute preuve de complaisance et de naïveté, mais n'en reste pas moins l'un des intellectuels les plus libres et les plus originaux de son temps.

Hans V. KALTENBORN (1878-1965)

Déjà célèbre avant guerre pour ses chroniques radiophoniques internationales sur CBS, Hans V. Kaltenborn le devint plus encore pendant le conflit où, passé chez NBC, la chaîne concurrente, il parcourut tous les fronts comme correspondant de guerre, avant de se consacrer, à partir de 1944, à la politique intérieure américaine. Il prendra sa retraite à soixante-dix-huit ans, en 1956, et mourra en 1965.

Robert MONNIER (1888-1939)

Contrairement à son comparse Jean Goy, entré de plain-pied dans la Collaboration, Robert Monnier, conseiller municipal de Paris et journaliste à *La Semaine du combattant*, n'eut pas ce loisir puisqu'il mourut en novembre 1939, alors qu'il effectuait une mission au Soudan sur ordre de Georges Mandel, alors ministre des Colonies. Celui-ci l'y avait envoyé, en accord avec le Négus en exil, Haïlé Sélassié, pour former les maquis éthiopiens luttant depuis 1935 contre l'occupation italienne. Depuis sa fameuse entrevue avec Hitler de 1934, il avait, de fait, emprunté un chemin contraire à celui de Goy. Dans la même lignée, il avait combattu dès 1936 au côté des républicains espagnols, puis conseillé le gouvernement basque avant que celui-ci ne soit renversé par les franquistes.

Anne O'HARE McCORMICK (1880-1954)

Comme Hans V. Kaltenborn, Anne O'Hare McCormick, dont la notoriété était déjà considérable dans la presse américaine d'avant guerre – notamment grâce à son prix Pulitzer qui lui fit intégrer le *board* jusqu'alors exclusivement masculin des huit éditorialistes du *New York Times* –, fut rendue plus célèbre encore par le conflit. À soixante et un ans passés, elle couvrit la plupart des fronts comme reporter de guerre, non sans conserver un contact étroit avec le président Roosevelt qui la faisait profiter d'informations exclusives. Elle mourut en 1954 après avoir été, une fois encore, la première femme nommée représentante des États-Unis à l'Unesco.

Alfred PEARSON (1869-1939)

Déjà en semi-retraite quand Hjalmar Schacht le sollicite pour venir interroger Hitler à Berlin, l'ancien ambassadeur des États-Unis en Finlande devenu doyen de l'université de Des Moines (Iowa) mourut subitement le 10 août 1939, non sans s'être illustré par une étrange déclaration dans le journal de ladite université²⁰ où, interrogé sur le

réarmement massif de l'Allemagne, il en concluait que si le Führer construisait une Wehrmacht puissante, cela n'était nullement pour préparer une guerre en Europe... mais pour reconquérir un jour les colonies africaines dont le traité de Versailles avait privé son pays !

Ward PRICE (1886-1961)

Alors qu'il était exactement dans les mêmes dispositions d'esprit prohitlériennes que son confrère et ami Sefton Delmer, Ward Price eut beaucoup plus de difficultés que lui à faire oublier ses dilections. Après avoir publié en 1937 un best-seller intitulé *I Know these Dictators*²¹, plutôt flatteur pour les susnommés, il se crut obligé de revenir sur la question en 1957 dans *Extra-Special Correspondent*²², livre de souvenirs dans lequel il prenait l'exact contre-pied de ce qu'il écrivait vingt ans plus tôt. L'ouvrage eut infiniment moins de succès que le précédent et ne servit qu'à rappeler un engagement qui commençait tout juste à s'estomper dans l'esprit de ses lecteurs... Il mourut en 1961 sans parvenir à retrouver la réputation qui était la sienne avant guerre.

TITAYNA (1897-1966)

Est-ce la mort de son frère, Pierre Sauvy, tué dans le bombardement anglais de Mers el-Kébir, le 4 juillet 1940²³, qui, brusquement, a fait basculer la vie d'Élisabeth ? Ou plutôt son amitié avec Jean Luchaire ? C'est un fait que, dès l'automne 1940, elle signe plusieurs articles antisémites dans le journal de ce dernier, *Les Nouveaux Temps*, à la pointe de la Collaboration, et dans *La France au travail*, créé à la demande d'Otto Abetz par Charles Dieudonné (pseudonyme de Georges Oltramare). Dès 1941, elle s'installe dans le midi de la France et abandonne toute activité politique pour se consacrer à la traduction de romans (dont *La Terre du voleur*, de l'Estonien Anton Tammsaare, qu'elle fait préfacier par Jean Giono).

Mais en 1944 ses écrits la rattrapent et la voici arrêtée et jugée pour espionnage. Un an plus tard, elle bénéficiera d'un non-lieu, mais sera déchue de la nationalité française et ses biens seront confisqués. Elle part alors s'installer aux États-Unis où elle épouse l'homme de lettres et libraire italien Giovanni Scopazzi. Elle mourra, oubliée de tous, en 1966, sans être jamais revenue en France.

George VIERECK (1884-1962)

Surveillé par le FBI depuis le milieu des années 1930, l'homme qui fit connaître Hitler au public américain fut plusieurs fois averti que s'il continuait sa propagande, il devrait en rendre compte à la justice. L'entrée en guerre des États-Unis contre l'Allemagne et le Japon, en décembre 1941, ne l'ayant pas conduit à mettre en sourdine ses convictions, il fut accusé d'être un agent allemand – ce qu'il était de fait, mais sans qu'on puisse jamais le prouver – et incarcéré de 1942 à 1947. Il se rappellera au souvenir de ses lecteurs en changeant complètement de registre, par la publication de *Men into Beasts*²⁴, traitant des conditions inhumaines de sa détention et de... l'homosexualité en prison. Il mourut, à soixante-dix-sept ans, en 1962.

Karl von WIEGAND (1874-1961)

Soustrait aux feux de l'actualité par les Japonais qui, en 1942, l'ont capturé aux Philippines lors de leur invasion de l'archipel, Karl von Wiegand ne regagnera les États-Unis qu'en 1945, avec l'étoffe, sinon d'un héros, du moins d'un martyr. Bien forcé de mettre en sourdine son admiration pour Hitler (mais sans rien tenter, comme Delmer ou Price, pour se déjuger), il n'en deviendra pas pour autant francophile. Persuadé que l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle ouvre la voie au désordre, son premier article, lorsqu'il reprendra la plume le 20 mai 1945 dans le *New York Journal*, sera en effet pour

condamner l'épuration menée en France et dénoncer la « psychose des crimes de guerre allemands [*sic*] », laquelle ne profite qu'aux communistes et menace de faire sombrer l'Europe dans l'anarchie ! Jusqu'à sa mort, en 1961, il continuera à traiter de la situation politique allemande dans divers journaux américains. Et ce d'une façon qui, manifestement, aura l'heur de convenir à Bonn, puisqu'il sera décoré en 1959 de l'ordre du mérite de la jeune République fédérale.

1. Après avoir servi d'étape, entre 1940 et 1944, aux résistants qui souhaitaient rejoindre la France libre, l'Espagne fut, avec l'Argentine, la destination favorite de beaucoup de collaborateurs français. Exception qui confirme la règle, seul le premier d'entre eux, Pierre Laval, qui espérait y trouver définitivement refuge, sera livré, après quelques semaines d'atermoiements, au gouvernement du général de Gaulle, en août 1945. Tout comme Abel Bonnard, arrivé à Madrid le 2 mai 1945 dans l'avion de Laval, de nombreux collaborateurs condamnés à mort par la justice française purent, en revanche, y finir leurs jours. Citons Louis Darquier de Pellepoix, ancien commissaire aux Questions juives de Vichy ; Alain Laubreaux, l'un des journalistes vedettes de *Je suis partout*, spécialiste de la délation ; l'ancien cagoulard et milicien Jean Filiol ; l'ancien délégué du maréchal Pétain en zone occupée Eugène Bridoux ; le procureur général Maurice Gabolde, réacteur des lois de Vichy instituant les Sections spéciales ; Jacques Guérard, qui fut secrétaire général du gouvernement Laval ; l'ex-secrétaire général de la LVF et homme fort de la collaboration marseillaise, Simon Sabiani... Ou encore Frédéric Martin, alias Rudy de Mérode, l'un des principaux auxiliaires de la Gestapo française spécialisé dans le pillage économique.

2. Patrick Buisson, *1940-1945, années érotiques*, t. 1, *Vichy ou les Infortunes de la vertu*, Paris, Albin Michel, 2008.

3. C'est le maréchal Pétain lui-même qui lui aurait trouvé le surnom de « Gestapette », tandis que la France libre, par la voix de Pierre Dac, ne l'appelle sur les ondes de la BBC que « La Belle Bonnard », en écho à la trouvaille inaugurée, à Paris même, par le chansonnier Jean Rigaud...

4. Derrière ce titre, que l'on pouvait à la rigueur admettre jusqu'en 1942 quand existait encore une zone dite « libre », mais qui n'avait plus grand sens après que la totalité du territoire fut passée sous administration allemande, se cachait une fonction beaucoup plus triviale : servir de courroie de transmission entre Hitler et l'administration de Vichy. Arrêté en Allemagne par les forces françaises d'occupation en octobre 1945, Otto Abetz sera condamné par le tribunal militaire

de Paris à vingt ans de travaux forcés, en raison, notamment, de sa participation à la politique de déportation des Juifs de France. Libéré en 1954, il mourra en 1958, en Allemagne, des suites d'un accident de voiture.

5. *Ibid.*

6. Jean-Paul Cointet, *Les Hommes de Vichy*, Paris, Perrin, 2017.

7. Renvoyé au profit de Pierre-Étienne Flandin, nommé vice-président du Conseil des ministres du 13 décembre 1940 au 9 février 1941, puis de l'amiral Darlan, qui lui succède jusqu'en avril 1942, Laval reprendra ses fonctions, par la volonté des Allemands, jusqu'à la chute du régime de Vichy. Mais cette fois avec le titre de chef du gouvernement (jusqu'alors apanage de Pétain), de ministre des Affaires étrangères et de ministre de l'Information.

8. Céline, *Un château l'autre*, Paris, Gallimard, 1957.

9. Face à l'arrivée imminente de la 1^{re} division blindée française sous les murs de Sigmaringen, les Allemands ont évacué Pétain, dès le 21 avril, au château de Zeil, non loin de la frontière suisse, qu'il franchira deux jours plus tard, avant de décider, le 26 avril, de se rendre aux autorités françaises. Quand, le 23 avril, l'armée française investit les lieux que les Allemands et les miliciens ont renoncé à défendre, le château est vide : ses « hôtes » se sont enfuis, qui en Italie (Jean Luchaire, Marcel Déat), qui vers l'Autriche (Brinon), qui vers l'Espagne (Pierre Laval)...

10. Friedrich Grimm, l'un des chefs de la propagande allemande en France, après avoir animé, au côté d'Abetz, le Comité France-Allemagne (lire *supra*).

11. Diffusée toutes les nuits en allemand et se faisant passer (sans succès) pour la production d'une station de la radio allemande (Soldatensender Calais), cette émission interpolait de fausses nouvelles parmi une majorité de dépêches authentiques.

12. <https://digitalcollections.library.cmu.edu>

13. Gustave Hervé, *C'est Pétain qu'il nous faut !*, Paris, Éditions de la Victoire, 1936.

14. Philippe Burrin, *op. cit.*

15. *L'Émancipation nationale*, 16 janvier 1937.

16. Marcel Déat, *Mémoires politiques*, Paris, Denoël, 1989.

17. Bundesarchiv, note du docteur Gerstner, citée par Philippe Burrin, *op. cit.*

18. Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France*, Paris, Seuil, 1983.

19. Olivier Dard, *Bertrand de Jouvenel*, Paris, Perrin, 2008.

20. *Drake Times Delphic*, 11 février 1938.

21. Ward Price, *I Know these Dictators*, Londres, Harrap, 1937.

22. George Ward Price, *Extra-Special Correspondent*, Londres, Harrap, 1957.

23. Le 4 juillet 1940, soit moins de trois semaines après l'armistice, la flotte anglaise arrive devant la rade algérienne de Mers el-Kébir et propose aux navires français trois solutions : rejoindre la flotte britannique et continuer la guerre ; gagner les ports français des Antilles ou ceux des États-Unis (neutres à l'époque)

pour y être désarmés ; ou bien se saborder. Faute de réponse à son ultimatum, l'amiral Somerville ouvre le feu. Le bilan est terrible : 1 500 morts français, deux cuirassés, un croiseur et un contre-torpilleur coulés. Le 8 juillet, de Gaulle déclare à la BBC : « M'adressant aux Anglais, je les invite à nous épargner et à s'épargner à eux-mêmes toute représentation de cette odieuse tragédie comme un succès naval. » Mais pour ajouter aussitôt : « J'aime mieux savoir, même le *Dunkerque* échoué devant Mers el-Kébir que de le voir, un jour, monté par les Allemands, bombarder les ports anglais, ou bien Alger, Casablanca, Dakar. »

24. *Des hommes devenus bêtes.*

Repères chronologiques

1919

- 5 janvier Création du DAP (Deutscher Arbeiterpartei, ou Parti des travailleurs allemands) par Anton Drexler.
- 28 juin Traité de Versailles sanctionnant la défaite de l'Allemagne et lui imputant (article 231) la responsabilité exclusive de la Première Guerre mondiale.
- Septembre Adhésion d'Adolf Hitler, trente ans, au DAP dont il devient rapidement l'un des principaux orateurs. Il en est le 55^e membre et non le 7^e, selon la légende qu'il forgera bientôt.

1920

- 24 février Hitler rédige le programme du DAP qui devient, le 8 août, le NSDAP, Parti national-socialiste des travailleurs allemands.

1921

- 29 juillet Hitler prend le contrôle total du NSDAP dont il devient le *Führer* (« guide »).
- Novembre Rencontre entre Hitler et Ernst « Putzi » Hanfstaengl, qui va devenir son principal agent d'influence dans la presse anglo-saxonne.

1922

- 25 août *Le Figaro* est le premier journal étranger à publier le nom d'Hitler.
- Octobre Rencontre avec Hermann Goering, ex-as de la chasse allemande, chargé d'organiser les Sections d'Assaut (*Sturm Abteilungen* ou SA) du parti.
- 28 octobre À l'issue de la marche sur Rome, Benito Mussolini devient président du Conseil en Italie. Il deviendra dictateur (*Duce*) en 1925.

1923

- 11 janvier L'armée française occupe la Ruhr après que l'Allemagne s'est déclarée hors d'état de payer les réparations imposées par le traité de Versailles. Une résistance passive s'organise.
- 31 mars L'armée française réprime une manifestation des ouvriers de Krupp à Essen : 13 morts, 300 blessés. Le NSDAP enregistre plusieurs milliers d'adhésions dans les semaines qui suivent.
- 25 septembre Le chancelier Stresemann proclame la fin de la résistance passive. Le lendemain, le dollar s'échange 123 millions de marks ; il atteindra 4 200 milliards de marks le 15 novembre, au pire moment de la grande inflation.
- Octobre Première interview d'Hitler publiée dans la presse étrangère (recueillie par George Viereck pour le mensuel américain *American Monthly*).
- 9 novembre Putsch de la Brasserie à Munich. Hitler échoue à prendre le pouvoir en Bavière. Fuite de Goering, grièvement blessé. Dissolution du NSDAP. Hitler emprisonné.

1924

- 13 mars Adhésion de Joseph Goebbels au NSDAP (clandestin) alors qu'Hitler est emprisonné.
- 1^{er} avril Hitler condamné à cinq ans de prison. Il n'y restera en tout que treize mois, dont il profitera pour rédiger *Mein Kampf*, et sera libéré le 20 décembre à la suite d'une amnistie par le gouvernement bavarois.

1925

- 27 février Le NSDAP à nouveau autorisé.
- 18 juillet Sortie du premier tome de *Mein Kampf*, le second suivra le 11 décembre 1926.
- 16 octobre Accords de Locarno entre l'Allemagne, la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et l'Italie visant à garantir les frontières occidentales de l'Allemagne, de la Belgique et de la France, et à assurer la « sécurité collective en Europe ».

1926

- 21 mars Les forces françaises évacuent la Ruhr.
- 8 septembre Adhésion de l'Allemagne à la Société des Nations.

1927

- 28 août La France et la Grande-Bretagne entament l'évacuation de la Rhénanie.
- 31 décembre Hitler annonce que le NSDAP compte 72 000 membres.

1928

- Janvier L'Allemagne ne compte plus que 1,8 million de chômeurs, soit 600 000 de moins qu'un an

- auparavant. Ils ne seront plus que 1 million en juillet.
- 20 mai Échec du NSDAP aux élections législatives : 2,6 % des voix et seulement 12 députés.
- 27 août Pacte Briand-Kellogg mettant la guerre « hors la loi ».

1929

- 6 janvier Heinrich Himmler prend la direction de la SS (*Schutzstaffel* ou Section de protection, créée en 1922 comme simple garde d'Hitler), dont il fera en quelques années un État dans l'État doté de ses propres services de police et de renseignements et, à partir de 1939, un corps d'élite militaire.
- Février Doublement du chômage en Allemagne qui atteint 2,4 millions de personnes.
- 24 octobre Jeudi noir à Wall Street. Début de la « Grande Dépression ».
- 29 décembre En France, vote décidant de la construction de la ligne Maginot.

1930

- Février 3,7 millions de chômeurs en Allemagne.
- 1^{er} août Réunion fondatrice du cercle du Sohlberg, qui donnera naissance, en 1935, au Comité France-Allemagne, codirigé par Otto Abetz et François de Brinon, lequel constituera, pour les journalistes français, la principale voie d'accès à Hitler.
- 11 septembre Les nazis obtiennent 18,3 % des voix aux législatives.

1931

- 14 avril Proclamation de la République espagnole.

- 6 juin L'Allemagne se déclare dans l'impossibilité de payer les réparations.
- 19 septembre Invasion de la Mandchourie par les Japonais.
- 10 octobre Hitler rencontre pour la première fois le président Hindenburg.
- Décembre Le parti nazi annonce qu'il a dépassé 220 000 membres.

1932

- 13 mars Hitler obtient 37 % des voix au second tour de l'élection présidentielle. Hindenburg élu.
- 16 septembre L'Allemagne se retire de la conférence de Genève sur le désarmement.
- 6 novembre Le NSDAP réunit 14 millions de voix aux législatives (33,1 %) et conquiert 230 sièges.
- 8 novembre Élection de Roosevelt à la présidence des États-Unis.

1933

- Janvier 6 millions de chômeurs recensés en Allemagne.
- 30 janvier Hitler devient chancelier.
- 18 février Hitler lance le programme autoroutier allemand.
- 28 février Incendie du Reichstag.
- 5 mars Les nazis remportent les législatives avec 44 % des voix. Le 23, Hitler obtient les pleins pouvoirs.
- 27 mars Le Japon quitte la SDN.
- 19 octobre L'Allemagne se retire de la SDN.

1934

- 6 février Émeutes antiparlementaires à Paris.

- 3 mars Création du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes.
- 30 juin Nuit des longs couteaux en Allemagne.
- 2 août Mort d'Hindenburg. Le 18, Hitler se fait plébisciter comme *Führer* et président.

1935

- 16 mars Hitler rétablit le service militaire obligatoire.
- 14 avril Conférence de Stresa entre la France, la Grande-Bretagne et l'Italie pour prévenir toute nouvelle violation du traité de Versailles par l'Allemagne.
- 18 juin Traité naval anglo-allemand qui rompt, de fait, les accords de Stresa en accordant à Berlin le droit de disposer d'une flotte de guerre égale à 35 % du tonnage britannique (soit 420 000 tonnes, près de quatre fois plus que ce qu'autorisait le traité de Versailles).
- 21 août Le VII^e congrès du Komintern adopte la « tactique du Front populaire ».
- 3 octobre L'Italie envahit l'Éthiopie. Les sanctions décrétées par la SDN favorisent son rapprochement avec Hitler.

1936

- 7 mars L'Allemagne remilitarise la Rhénanie.
- 3 mai Le Front populaire remporte les législatives en France. Le 7 juin, les accords de Matignon sont signés.
- 18 juillet Déclenchement de la guerre civile espagnole.
- 25 septembre Début des grandes purges en Union soviétique.
À la fin de l'année, l'Allemagne annonce qu'elle ne compte plus que 1 million de chômeurs.

1937

- 24 avril La Belgique décrète sa neutralité.
- 21 juin Blum démissionne de la présidence du Conseil. Fin du Front populaire.
- 7 juillet Deuxième guerre sino-japonaise. Shanghai tombe le 9 novembre, Nankin le 13 décembre.
- 25 septembre Visite triomphale de Mussolini à Berlin.
- 5 novembre Hitler annonce à ses généraux, lors d'une conférence secrète, que la guerre avec la France et la Grande-Bretagne est inéluctable, et expose son plan d'annexion de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie. Neurath, le ministre des Affaires étrangères, Blomberg, le ministre de la Guerre, et Fritsch, le commandant en chef de la Wehrmacht, émettent des réserves. Le premier sera remplacé par Ribbentrop et les deux autres contraints de démissionner à la suite de scandales montés par la Gestapo.
- 11 décembre L'Italie quitte la SDN.

1938

- 15 mars L'Allemagne proclame le rattachement (*Anschluss*) de l'Autriche au Reich, confirmé par un plébiscite le 10 avril (99,7 % de oui).
- 15 avril Les forces franquistes atteignent la Méditerranée à Vinaròs et coupent l'Espagne républicaine en deux.
- 24 avril 1938 Konrad Henlein, *Führer* des Allemands des Sudètes, réclame le rattachement à l'Allemagne de cette province tchèque. Daladier et Chamberlain pressent le gouvernement de Prague de négocier.
- 29 septembre Accords de Munich sur la rétrocession des Sudètes à l'Allemagne. Hitler déclare solennellement que

l'Allemagne n'a plus de revendications territoriales en Europe.

- 16 octobre Goering incite publiquement les Slovaques à proclamer leur autonomie et à se placer sous la protection de l'Allemagne.
- 24 octobre Ribbentrop propose à la Pologne de céder au Reich la ville libre de Dantzig, au milieu du corridor polonais, et de permettre la construction d'une autoroute à travers ce même corridor en direction de la Prusse-Orientale, en échange d'un pacte de non-agression et d'une garantie des frontières. Varsovie refuse.
- 10 novembre Hitler réunit secrètement les patrons et les principaux journalistes de la presse allemande pour exiger d'eux qu'ils préparent désormais l'opinion publique à la guerre.

1939

- 15 mars La Wehrmacht occupe la Tchécoslovaquie en violation des accords de Munich.
- 26 mars Entrée des nationalistes à Madrid. Fin de la guerre d'Espagne.
- 22 mai Signature du pacte d'Acier entre Rome et Berlin.
- 23 août Pacte germano-soviétique.
- 1^{er} septembre L'Allemagne envahit la Pologne, dont elle se partage le territoire avec l'URSS.
- 3 septembre La France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne.

1940

- 10 mai L'Allemagne déclenche son offensive à l'Ouest contre la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg.

- 11 juin Hitler accorde sa dernière interview à la presse internationale en recevant le journaliste américain Karl von Wiegand au château d'Acoz (Belgique).
- 17 juin Le maréchal Pétain, nouveau président du Conseil, annonce aux Français qu'il faut « cesser le combat ».
- 18 juin Appel du général de Gaulle à poursuivre la lutte.
- 22 juin Signature de l'armistice franco-allemand.
- 10 juillet En votant les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, les deux Chambres mettent fin à la III^e République.
- 19 juillet Hitler lance, au Reichstag, ses ultimes propositions de paix. Devant le refus de Churchill, la bataille d'Angleterre commencera le 13 août avec le bombardement massif des aérodromes britanniques.

Bibliographie sélective

Biographies d'Hitler

- François Delpla, *Hitler*, Paris, Grasset, 1999.
- Joachim Fest, *Hitler*, t. 1 : *Jeunesse et conquête du pouvoir* ; t. 2 : *Le Führer*, Paris, Gallimard, 1973.
- Ian Kershaw, *Hitler*, t. 1 : *Hubris, 1889-1936* ; t. 2 : *Némésis, 1936-1945*, Paris, Flammarion, 1999 et 2000.
- Peter Longerich, *Hitler*, Paris, Éditions Héloïse d'Ormesson, 2017.
- Werner Maser, *Hitler, Adolf*, Paris, Plon, 1973.
- Marlis Steinert, *Hitler*, Paris, Fayard, 1991.
- John Toland, *Hitler*, 2 vol., Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2012.
- Volker Ullrich, *Hitler*, t. 1 et 2, Paris, Gallimard, 2017.

Études sur la période

- Martin Broszat, *L'État hitlérien*, Paris, Fayard, 1986.
- Patrick Buisson, *1940-1945, années érotiques*, t. 1, *Vichy ou les Infortunes de la vertu*, Paris, Albin Michel, 2008.
- Philippe Burrin, *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, Paris, Seuil, 2000.
- Jean-Paul Cointet, *Hitler et la France*, Paris, Perrin, 2014.
- , *Les Hommes de Vichy*, Paris, Perrin, 2017.
- Olivier Dard, *Bertrand de Jouvenel*, Paris, Perrin, 2008.
- François Delpla, *La Ruse nazie, Dunkerque, 24 mai 1940*, Paris, France-Empire, 1997.
- , *Churchill et Hitler*, Paris, Éditions du Rocher, 2012.
- , *Hitler, propos intimes et politiques*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2016.
- Pierre-Marie Diudonnat, *L'Argent nazi à la conquête de la presse française, 1940-1944*, Paris, Jean Picollec, 1981.
- Richard J. Evans, *Le Troisième Reich*, 3 vol., Paris, Flammarion, 2009.
- Wolfgang Geiger, *L'Image de la France dans l'Allemagne nazie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999.
- Michel Grunewald, Olivier Dard, Uwe Puschner (dir.), *Confrontations au national-socialisme en Europe francophone et germanophone, 1919-1949*, Bruxelles, Éditions Peter Lang, 2017.
- Victor Klemperer, *LTI, la langue du III^e Reich*, Paris, Pocket, 1999.

- Hildegard von Kotze et Helmut Krausnick, *Es spricht der Führer; Sieben exemplarische Hitler-Reden* [Le Führer parle, sept discours exemplaires d'Hitler], Gütersloh, Mohn, 1966.
- Barbara Lambauer, *Otto Abetz et les Français, ou l'Envers de la Collaboration*, Paris, Fayard, 2001.
- Thierry Lentz, *Le Diable sur la montagne, Hitler au Berghof*, Paris, Perrin, 2017.
- Cédric Meletta, *Jean Luchaire, l'enfant perdu des années sombres*, Paris, Perrin, 2013.
- Frédéric Sallée, *Sur les chemins de terre brune. Voyages dans l'Allemagne nazie, 1933-1939*, Paris, Fayard, 2017.
- Paul Sérant, *Dictionnaire des écrivains français sous l'Occupation*, Paris, Grancher, 2002.
- William L. Shirer, *Le III^e Reich, des origines à la chute*, Paris, Stock, 1961.
- Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France*, Paris, Seuil, 1983.
- Will Wainwright, *Reporting on Hitler, Rothay Reynolds and the British Press in Nazi Germany*, Londres, Biteback Publishing, 2017.
- Michel Winock (dir.), *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Seuil, coll. « Points Histoire », 1994.
- Michael Zalampas, *Hitler and the Third Reich in American Magazines, 1923-1939*, Bowling Green, Ohio, Bowling Green State University Popular Press, 1989.

Mémoires et souvenirs politiques

- Winston Churchill, *Mémoires*, t. 1, Paris, Plon, 1948.
- Marcel Déat, *Mémoires politiques*, Paris, Denoël, 1989.
- André François-Poncet, *Souvenirs d'une ambassade à Berlin*, Paris, Flammarion, 1947 ; et Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2018.
- Joseph Goebbels, *Journal*, t. 1, 1933-1939, Paris, Tallandier, 2007.
- Ernst Hanfstaengl, *Hitler, the Missing Years*, New York, Arcade Publishing, 1957 ; *Hitler, les années obscures*, Paris, Perrin, 2018.
- Adolf Hitler, *Mein Kampf*, Paris, Nouvelles Éditions latines, 1934.
- Bertrand de Jouvenel, *Après la défaite*, Paris, Plon, 1941.
- Hubert Knickerbocker, *Is Tomorrow Hitler's ?*, New York, Penguin, 1941.
- Ward Price, *I Know these Dictators*, Londres, Harrap, 1937.
- , *Extra-Special Correspondent*, Londres, Harrap, 1957.
- Paul-Otto Schmidt, *Sur la scène internationale avec Hitler*, présentation de Jean-Paul Bled, Paris, Perrin, 2014 ; et coll. « Tempus », 2018.
- William L. Shirer, *Les Années du cauchemar*, Paris, Tallandier, 2009.
- Albert Speer, *Au cœur du Troisième Reich*, Paris, Fayard, 1969.
- Dorothy Thompson, *I Saw Hitler !*, New York, Farrar & Rinehart, 1932 ; *J'ai vu Hitler*, Sainte-Marguerite-sur-Mer, Éditions des Équateurs, 2017.

Articles

Barbara Lambauer, « Otto Abetz, le manipulateur », dans *Revue des anciens élèves de l'ENA*, hors-série, *Politique et littérature*, décembre 2003.

Claire Moreau-Trichet, « La propagande nazie à l'égard des associations françaises d'anciens combattants de 1934 à 1939 », dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2002/1.

Dominique Pinsolle, « De l'art d'interviewer Hitler », *Le Monde diplomatique*, juillet 2017.

Matériaux divers

Max Domarus, *Hitler : Reden und Proklamationen, 1932-1945*, 2 vol., Neustadt an der Aisch, Schmidt, 1962-1963.

—, *Hitler, Speeches and Proclamations 1932-1945 : The Chronicle of a Dictatorship*, 4 vol., Mundelein (Illinois), Bolchazy-Carducci, 1990-2004.

Milan Hauner, *Hitler, A Chronology of his Life and Time*, New York, Palgrave, 1983 et 2005.

Index

A

Abetz, Otto 19, 85-87, 89, 196, 197, 253, 255, 256, 259, 262, 270
Amann, Max 17
Arbenz Guzmán, Jacobo 28
Arland, Marcel 87
Aron, Raymond 267
Astor, Nancy 66
Astor, Waldorf 66
Atatürk, Mustafa Kemal 184
Attolico, Bernardo 235
Aubert, Paul (Lazare) 19
Aymé, Marcel 258

B

Badia, Gilbert 141
Baillie, Hugh 239
Baldwin, Stanley 172
Baréty, Léon 89
Barrès, Maurice 12, 205
Barrès, Philippe 12, 25
Barthou, Louis 134
Bernanos, Georges 20
Bernays, Edward 27, 28
Bertrand, Louis 90
Bismarck, Otto von 10, 136, 174
Blond, Georges (Jean-Marie Hoedick) 90
Blum, Léon 207, 215
Bonnard, Abel 11, 205-209, 211, 213, 251-254, 257, 258, 265
Bonvoisin, Gustave 89
Bordeaux, Henry 90, 238
Bormann, Martin 246
Botto, Georges 77

Brandt, Willy 74
Brasillach, Robert 31, 90, 215, 253
Braun, Eva 48
Breker, Arno 253
Briand, Aristide 85-87, 117, 155
Bridoux, Eugène 251
Brinon, Fernand de 19, 89, 91, 92, 94, 95, 100, 155-158, 160, 177, 178, 254-257
Brossolette, Pierre 86
Brown, Cyril 42
Brüning, Heinrich 93, 127, 156
Bruycker, Suzanne de 87
Buisson, Patrick 252
Bunau-Varilla, Maurice 155
Burrin, Philippe 197, 207, 265
Bush, George W. 26

C

Cachin, Marcel 178
Camrose, William Ewart Berry, premier vicomte 54
Céline, Louis Ferdinand 257
Cendrars, Blaise 183, 184
César, Jules 154
Chamberlain, Houston Stewart 80
Chamberlain, Neville 37
Chardonne, Jacques 253
Chastenet, Jacques 101, 102
Châteaubriant, Alphonse de 11, 18, 19, 90, 96, 97, 213-219, 221-223, 257, 258, 265
Chaumet, André 19
Chenevier, Robert 9-11, 216, 225-230, 258, 260
Churchill, Clementine 52
Churchill, Randolph 51, 53
Churchill, Winston 39, 51-55, 61, 63, 66, 235, 236
Clemenceau, Georges 41, 205
Cointet, Jean-Paul 237, 255, 256
Colette, Sidonie Gabrielle 196
Cot, Pierre 196
Coty, François 31
Coughlin, Charles 68
Cripps, Richard Stafford 260, 261
Cromwell, Oliver 154
Crosby, Bing 131

D

Dac, Pierre 253
Dahlerus, Birger 235
Daimler, Gottlieb 203
Daladier, Édouard 37, 255, 265
Daniel-Rops 87
Darlan, François 255, 256
Darquier de Pellepoix, Louis 251
Daudet, Léon 205
Daye, Pierre 90
Déat, Marcel 257, 262, 266
Degrelle, Léon 90
Delarue, Jacques 141
Delmer, Sefton 60-63, 70, 139, 143, 144, 239, 260, 261, 269, 272
Delpla, François 67, 68, 140, 235, 236, 246
Dietrich, Otto 57, 59, 241
Dollfuss, Engelbert 128, 170, 171
Domarus, Max 24
Domeier, Norman 73
Doriot, Jacques 207-209, 265
Dorlodot, René de 240
Drexler, Anton 40
Dreyfus, Alfred 155, 213, 215
Drieu la Rochelle, Pierre 86, 253

E

Eden, Anthony 261
Edwards, Charles 155
Einstein, Albert 41, 59
Elliott, John 59
Ernst, Karl 141
Esterhazy, Ferdinand Walsin 155

F

Faÿ, Bernard 90
Fayard, Arthème 31
Ferdonnet, Paul 18
Fernandez, Ramon 253
Filiol, Jean 251
Fiske, John 50
Flandin, Pierre-Étienne 97, 255

Foch, Ferdinand 89
Ford, Henry 31, 41, 70, 151
Fourneau, Ernest 89
Fraenkel, Max 13, 101, 123-128, 261
Fraigneau, André 253
Franco, Francisco 57, 254
François-Poncet, Jean 97
Frank, Hans 17
Fraval, Charles 78
Fregoli, Leopoldo 42
Freud, Sigmund 22, 27
Funk, Walther 186

G

Gabolde, Maurice 251
Ganz, Axel 68
Gaulle, Charles de 12, 22, 251, 264, 270, 272
Gaxotte, Pierre 31
Giono, Jean 90, 258, 271
Giraudoux, Jean 90
Gobineau, Joseph Arthur de 79
Goebbels, Joseph 27, 35, 38, 48, 57, 59, 61, 63, 64, 66, 69, 71, 72, 75, 127, 141-143, 185, 226, 237, 256
Goering, Hermann 46, 50, 63, 66, 67, 76, 77, 127, 141-143, 148, 163, 164, 189, 235
Goy, Jean 21, 91, 94, 95, 97, 99, 177, 178, 195, 262, 268
Grimm, Friedrich 19, 259
Guérard, Jacques 251
Guitry, Sacha 258
Günther, Hans 162

H

Halder, Franz 141
Hale, William Bayard 46, 59
Halifax, Edward Frederick Lindley Wood, premier comte d' 235, 236
Hanfstaengl, Egon 45
Hanfstaengl, Ernst « Putzi » 42, 43, 45-58, 60, 62, 65, 70, 78, 83-85, 107, 116, 131, 142, 143, 163
Hanfstaengl, Hertha 49
Harmsworth, Alfred 139, 169
Hauner, Milan 25
Hearst, William Randolph 39, 46, 59, 68, 83, 132, 233, 237

Heim, Georg 62
Heines, Helmut 141
Henry-Haye, Gaston 89
Herfort, Paule 100
Hersant, Robert 195
Hervé, Gustave 77-79, 81-85, 95, 115-122, 263, 264
Hewel, Walther 241
Heydrich, Reinhard 67, 163
Himmler, Heinrich 56, 76, 148, 162
Hindenburg, Paul von 9, 61, 108, 132, 133, 135, 140, 142, 148, 164, 169, 176
Hoffmann, Heinrich 48
Hoffmann, Johannes 134
Hohenlohe, Stephanie von 65, 67
Hohenlohe-Waldenburg-Schillingsfürst, Friedrich Franz von 65
Holzweber, Franz 171
Hoover, Edgar 68
Houdaille, Jacques 125

J

Jamet, Annie 90
Jamet, Henry 90
Jaurès, Jean 78
Jeantet, Claude 31
Jouhandeau, Marcel 253
Jouvenel, Bertrand de 12, 87, 95, 195-197, 199, 201-203, 208, 209, 265-267
Jung, Carl Gustav 22, 23

K

Kaltenborn, Hans V. 131-137, 267, 268
Kayser, Jacques 196
Keitel, Wilhelm 76
Kellogg, Frank 117
Kersaudy, François 141
Kershaw, Ian 141
Kessel, Joseph 183, 184
Keynes, John Maynard 47
Klausener, Erich 163
Knickerbocker, Hubert 22, 46
Kronprinz (Guillaume de Prusse) 58, 86

L

Lagrange, Léo 88
Lambauer, Barbara 89
Lang, André 42
Laubreaux, Alain 251
Laux, Helmut 73, 74, 76
Laval, Pierre 134, 251, 253, 255-257
La Varenne, Jean de 258
Lebecq, Georges 178
Le Bon, Gustave 27
Lemas, Lucien 12, 91
Lénine, Vladimir Ilitch Oulianov, dit 140, 217
Lenoir, Pierre 205
Le Roy Ladurie, Gabriel 207
Lesdain, Jacques de 259, 260
Ley, Robert 210
Lhopital, René 89
Lichtenberger, Henri 90
Liebknecht, Karl 142
Lindbergh, Charles 68
Liszt, Franz 49
Lochner, Louis 70-74, 132, 133, 135, 138
Lucaire, Jean 86-88, 91, 100, 185, 196, 197, 254, 257, 270
Luxemburg, Rosa 142
Lyautey, Louis Hubert 17

M

Mac Orlan, Pierre 184
Mahan, Alfred 50, 51
Malaparte, Curzio 17
Mandel, Georges 268
Marlborough, duc de 52
Marquès-Rivière, Jean 19
Martin, Frédéric 251
Maurras, Charles 16, 31
McCormick, famille 41
McCormick, Robert R., dit le Colonel 41
Mendès France, Pierre 93, 196
Merkenschlager, Friedrich 162
Merle, Eugène 183
Mérode, Rudy de 251

Metternich, Klemens von 86, 170
Miklas, Wilhelm 171
Milward, Alan S. 189
Milza, Pierre 140
Mitford, Unity 65
Monnier, Robert 177, 178, 195, 268
Monroe, James 133, 237, 241, 242
Montandon, George 258
Moreau-Trichet, Claire 99
Mosley, Oswald 31, 63, 65, 236, 260
Müller-Scheld, Wilhelm 72
Murrow, Edward R. 131
Mussolini, Benito 41, 78, 108, 109, 134-136, 152, 170, 177, 184, 186, 197, 236, 239

N

Neurath, Konstantin von 87

O

O'Hare McCormick, Anne 147, 148, 268
Oltramare, Georges 270
Oppenheim, Max von 65

P

Paley, William S. 131
Papen, Franz von 93, 132, 133
Pearson, Alfred J. 161, 164, 165, 167, 269
Pétain, Philippe 89, 251, 253-257, 262-264
Pichot, Henri 91, 98, 99
Pinansky, Max 56
Pinsolle, Dominique 12, 100
Planetta, Otto 170, 171
Poidevin, Raymond 85
Poincaré, Raymond 16, 85
Polignac, Melchior de 91
Préjean, Albert 21
Price, Ward 60, 63-65, 70, 78, 169, 171, 173-176, 239, 260, 269, 272
Prouvost, Jean 183, 185, 195-197

R

Ratzel, Friedrich 79

Rebatet, Lucien 31
Rechberg, Arnold 82, 118, 119
Reinhardt, Max 67
Reynolds, Rothay 60
Ribbentrop, Joachim von 12, 18, 19, 66, 73, 87, 90-92, 95, 155, 197, 240, 241
Riefenstahl, Leni 49, 193
Rigaud, Jean 253
Rintelen, Anton von 170, 171
Robbins, Warren Delano 43
Röhm, Ernst 56, 141, 162
Rolland, Romain 213
Romains, Jules 90
Roosevelt, Franklin Delano 24, 43, 57, 67, 68, 149, 152, 164, 242, 268
Roosevelt, Theodore 50
Rothermere, Harold Sidney Harmsworth, premier vicomte 65, 66, 68, 139, 169
Roth, Franz 73

S

Sabiani, Simon 251
Saint-Exupéry, Antoine de 183
Salm, comte de 128
Samuel, Lucien (Lucien Lemas) 12
Sarraut, Albert 96
Sauvy, Alfred 184
Sauvy, Pierre 270
Scapini, Georges 89
Schacht, Hjalmar 163, 164, 196, 269
Scharnberg, Harriet 69, 75
Schleicher, Kurt von 62, 63, 162
Schmidt, Paul-Otto 63, 64, 226, 241
Schuschnigg, Kurt von 128
Shakespeare, William 49
Shirer, William 60, 131, 142
Somerville, James 270
Sorlot, Fernand 16-18
Speer, Albert 56
Spengler, Oswald 41
Staline, Iossif Vissarionovitch Djougachvili, dit Joseph 76, 134, 140, 217
Starhemberg, Ernst Rüdiger 128
Steinert, Marlis 47, 48
Sternhell, Zeev 267
Strasser, Gregor 62, 63

Stresemann, Gustav 85-88, 127, 156
Sulzberger, Arthur Hays 147
Susman, Milton K. 123
Sztójay, Döme 76

T

Tammsaare, Anton 271
Thälmann, Ernst 142
Thompson, Dorothy 13, 70, 101
Thorez, Maurice 207
Tirpitz, Alfred von 58, 108
Titayna, Élisabeth Sauvy, dite 183-185, 187-193, 196, 270
Tobias, Fritz 141
Tocqueville, Charles Alexis Clérel de 267
Treitschke, Heinrich von 79

V

Vacher de Lapouge, Georges 80
Van der Lubbe, Marinus 140, 141
Vaulx, Bernard de 31
Viereck, George 40-42, 60, 107-112, 233, 271
Viereck, Louis 41
Vollerthun, Waldemar 107, 108

W

Wagner, Richard 49
Warburg, Otto 65
Washington, George 242
Weiss, Bernhard 127
Welles, Orson 131
Wells, Herbert George 87
Wiedemann, Fritz 63, 67
Wiegand, Karl von 39, 58-60, 70, 83, 132, 225, 233, 234, 237, 239, 272
Wilson, Thomas Woodrow 46
Winock, Michel 207

Z

Zay, Jean 196
Zola, Émile 205

Table

Avant-propos. L'« espérance des imbéciles »

I

HITLER ET LA PRESSE ÉTRANGÈRE, HISTOIRE D'UNE FASCINATION

Les journalistes aussi importants que les canons ?

« Putzi » Hanfstaengl, le rabatteur américain d'Hitler

Karl von Wiegand, du Kronprinz au Führer

La galaxie du *Daily Mail*

Les liaisons dangereuses d'Associated Press

L'étrange aventure de Gustave Hervé

Le réseau des anciens combattants français et le Comité France-Allemagne

II

HITLER DANS LE TEXTE 1923-1940

1. « Le Juif est destructeur par nature »
The American Monthly, octobre 1923
2. « Vous vous êtes trompé d'adresse »
Der Völkischer Beobachter, 15 et 26 octobre 1930
3. « Les Juifs n'ont rien à craindre tant qu'ils n'essaient pas de se mélanger avec nous »
The Jewish Criterion, 23 janvier 1931
4. « Aucune entente n'est possible avec la France »
CBS, 17 août 1932
5. « Supposez que les rouges aient mis le feu à la Chambre des communes... »
The Daily Mirror, 3 mars 1933
6. « Je cherche du travail pour tous les Allemands ! »
The New York Times, 10 juillet 1933
7. « On m'insulte en continuant de répéter que je veux faire la guerre. Serais-je fou ? »
Le Matin, 22 novembre 1933

8. « J'ai sauvé l'Europe du chaos »
The New York Herald, 11 juillet 1934
9. « Ma priorité, c'est plus que jamais d'en finir avec la psychose de la guerre »
The Daily Mail, 6 août 1934
10. « Il n'est pas possible que les anciens combattants n'imposent pas la paix au monde ! »
Le Matin, 18 novembre 1934
11. « Quel homme d'État, aujourd'hui, pourrait viser une conquête territoriale par le moyen d'une guerre ? »
Paris-Soir, 26 janvier 1936
12. « Si je réussis le rapprochement franco-allemand comme je le veux, ce sera une rectification digne de moi ! Ma rectification, je l'écrirai dans le grand livre de l'Histoire ! »
Paris-Midi, 28 février 1936
13. « À l'étranger, on croit que l'Allemagne...vit sous un régime de dictature »
Le Journal, 22 mai 1937
14. « C'est un peu ridicule de dire que les Allemands ne sont pas libres »
Le Journal, 2 septembre 1938
15. « Nous repoussons l'antinomie entre l'utile et le beau »
L'Illustration, 10 décembre 1938
16. « L'Amérique aux Américains, l'Europe aux Européens »
The New York American, 14 juin 1940

III

QUE SONT-ILS DEVENUS ?

Abel BONNARD (1883-1968)
 Fernand de BRINON (1885-1947)
 Alphonse de CHÂTEAUBRIANT (1877-1951)
 Robert CHENEVIER (1901- ?)
 Sefton DELMER (1904-1979)
 Max FRAENKEL (dates inconnues)
 Jean GOY (1892-1944)
 Gustave HERVÉ (1871-1944)
 Bertrand de JOUVENEL (1903-1987)
 Hans V. KALTENBORN (1878-1965)
 Robert MONNIER (1888-1939)
 Anne O'HARE McCORMICK (1880-1954)
 Alfred PEARSON (1869-1939)

Ward PRICE (1886-1961)

TITAÿNA (1897-1966)

George VIERECK (1884-1962)

Karl von WIEGAND (1874-1961)

Repères chronologiques

Bibliographie sélective

Index